

Editorial

Le 30 septembre dernier, Carré Rouge a tenu une réunion de travail, dont l'objet a été de mettre en discussion une première esquisse de ce qui pourrait devenir, après avoir été retravaillé, enrichi et développé collectivement, la base d'un «projet de recherche et d'élaboration politiques, projet éclairé par l'objectif de la transformation socialiste de la société». Dans ce numéro double, nous publions une version légèrement révisée du texte mis en discussion le 30 septembre, ainsi que les contributions écrites qui sont parvenues avant ou pendant cette réunion. Les abonnés de Carré Rouge connaissent le texte préparatoire dans sa forme initiale, puisqu'il leur a été envoyé, ainsi qu'une partie des premières contributions. Mais il a été entendu dès le départ que ce projet ne pourrait être mené à bien qu'au terme d'un travail de long haleine. Il exigerait d'être entrepris en commun par tous ceux qui, à Carré Rouge et ailleurs, en reconnaîtront le besoin et qui en partageront (en termes généraux) les postulats de départ. Cela reste vrai, plus que jamais. La présence dans ce numéro du texte

mis en discussion le 30 septembre a donc le sens d'inviter de nouveaux et de plus amples commentaires, les premières contributions n'étant que l'amorce de discussions qui doivent être élargies tant par l'origine politique des intervenants que par les points de vue défendus.

RÉPONSE À QUELQUES

INTERROGATIONS

L'une des questions soulevées à la réunion du 30 et depuis est de savoir si un travail de ce type peut être mené indépendamment d'une intervention politique conséquente dans la lutte de classes. La réponse est bien évidemment que non. Pas plus qu'il ne peut être question d'attendre pour intervenir d'être mieux armés stratégiquement. Ce que la situation actuelle suppose, ce sont deux choses. D'abord qu'il y ait une prise de conscience réelle de la part des militants des très grandes faiblesses programmatiques de leur intervention, ainsi que de l'obsolescence de pans entiers de leurs repères théorico-politiques antérieurs. Ensuite que tout militant, qu'il ait ou non une for-

À un article «complet» sur la situation française, C. Jérémie a, pour ce numéro, préféré des notes de réflexion sur l'état des lieux.

France : état des lieux...

Avec le recul, on mesure mieux à quel point grèves et manifestations des enseignants et des salariés des finances ont, en mars-avril, marqué un réel tournant politique. L'éviction de Claude Allègre, Sautter et Zucharelli a profondément déstabilisé le gouvernement, la majorité parlementaire... et le gouvernement Jospin II, qui ne parvient pas à prendre ses marques, à retrouver équilibre politique et gouvernemental.

. Il n'y a pas d'explication logique, satisfaisante, pour expliquer la démission de J.P. Chevènement. Certes, entre Chevènement et Jospin, il y avait des divergences tactiques sur la Corse. Mais la démission du ministre de l'Intérieur exprime d'abord fondamentalement la fragilité de la nouvelle équipe gouvernementale.

. Un premier ministre «fort» aurait évidemment convaincu Chevènement de rester, de gérer leurs divergences, de trouver un compromis. Etre ministre de l'Intérieur d'un gouvernement bénéficiant d'une assise sociale et politique stable, c'est, à la veille d'importantes échéances électorales, un avantage indéniable pour le leader du Mouvement des Ci-

toyens. Or Chevènement démissionne, Martine Aubry rentre à Lille et d'autres ministres regardent vers la sortie, prêts à troquer leur maroquin contre un poste de maire. Le fond de l'air est frais, l'enthousiasme n'y est plus.

. En fait, il n'y a plus de gouvernement de la «gauche plurielle». Ce concept, inventé par Jospin, Cambadélis, Strauss-Kahn, les Verts, le MDC et le PCF a volé en éclats avec la démission du ministre de l'Intérieur et le refus du MDC de bénéficier d'un remplaçant gouvernemental. L'équipe Jospin joue donc à dix.

. Ce gouvernement affaibli vient à nouveau d'aller au tapis : l'affaire des routiers est révélatrice de ce qui est en gestation. Enseignants et salariés des impôts avaient, par la radicalité de leurs combats, poursuivi, accentué, un processus engagé en 1995. Durant les vacances, les salariés de deux usines délocalisées, victimes de plans sociaux, isolés par les fédérations et les confédérations, étaient entrés dans l'action — désespérée — en menaçant d'action violente.

En bloquant routes et raffineries, les petits artisans, patrons, salariés, paysans, ambulanciers, contre la

hausse des prix pétroliers, ont repris ces méthodes de la lutte des classes pour faire valoir leurs revendications. Dénoncés par le MEDEF, comme par les dirigeants confédéraux, leurs combats s'inscrivent dans une chaîne, un processus où les salariés en général ne croient qu'à l'action directe, de préférence celle qu'ils maîtrisent, dirigent. Loin d'être un mouvement poujadiste, les manifestations de routiers s'inscrivent dans une convergence de la lutte des classes.

. Dans cette affaire, le gouvernement, à nouveau, a tangué, proche de la dislocation. Après la présentation du plan Fabius de «baisse d'impôt exceptionnelle», plan «arbitré» par le Premier ministre, routiers, paysans, ambulanciers, salariés réclamaient, eux, la baisse de l'impôt anti-ouvrier, anti-populaire par excellence : la TVA et de toutes les taxes parapétrolières. Le contraire du plan Fabius-Jospin. Au-delà des péripéties évoquées, le gouvernement Jospin II est mort-né : le fait que le Premier ministre ait menacé de démissionner si le budget n'était pas adopté est un signe déterminant des véritables rapports politiques qui se nouent.

. Ce pays est «ingouvernable», répètent les éditorialistes... quand les salariés refusent de se soumettre. De fait, le pays a été paralysé, avec le soutien massif de l'opinion ouvrière. Cette fois, même Gayssot (le meilleur élève de la classe jospinienne) a manqué d'être emporté. Cette fois Jospin s'est effondré dans les sondages. Et ce, avant le référendum et l'affaire Méry-Chirac-Strauss-Kahn.

.Du référendum, nos lecteurs mesurent l'ampleur du désastre : record absolu d'abstentions, de votes blancs, nuls, alors que RPR, UDF, PS, MDC, Radicaux, président de la République, Premier ministre appe-

laient à voter OUI.

. Le référendum est l'élection symbole de la V^e République, il incarne «l'esprit des institutions». Les pitreeries de Chirac, la quasi-absence des ministres, du premier d'entre eux, des principaux leaders de la droite de la campagne électorale illustrent la débâcle politique.

. Les institutions de la V^e République, pourries, gangrenées jusqu'à la moelle, ne permettent à aucune classe sociale, à commencer par les secteurs décisifs du patronat, de gouverner. François Bayrou, dans une longue interview accordée au Journal du Dimanche titré «Il n'y a plus de V^e République», pose les problèmes dans des termes particulièrement pertinents : «Quand les citoyens n'ont plus confiance [...] tout peut arriver. C'est pourquoi je considère que la crise que nous traversons est la plus grave depuis 1958 et la chute de la IV^e République».

. Crise de régime, la formule fait flores sous la plume de la plupart des analystes. Arrêtons-nous un instant sur le constat de François Bayrou : Nous sommes actuellement à un moment comparable, mutatis mutandis, à la fin de la IV^e République. Cette V^e République gaulliste a survécu à l'alternance, aux cohabitations, à mai-juin 1968 et novembre-décembre 1995.

De modifications constitutionnelles en réformes refusées par le peuple (quinquennat), de dissolutions en cohabitations, d'arrangements en combines, de luttes des classes en nouvelle lutte des classes et d'affaires en tombereaux d'affaires, le rejet devient total dans toutes les classes de la société.

Bonaparte-Chirac est à l'image du problème. Le pourfendeur de la «fracture sociale» passe ses vacances dans un palace de l'île Mauri-

ce, et Paris Match le révèle. Or Paris Match n'est pas un brûlot, mais appartient au groupe Lagardère. Il n'y a plus d'autorité, d'unité politique...

Bonaparte-Chirac appelle à un référendum, sur le thème «dites oui, dites non, mais trouvez dix minutes pour voter !». L'inconsistance de l'homme est en phase avec l'impuissance généralisée de la classe politique.

La V^e République n'en peut plus. Chirac et Jospin, soutenus par Hue, Bayrou, Madelin, Blondel, Thibault, Notat, n'en peuvent plus. Et le rejet de la population est sans appel.

En 1958, de Gaulle, personnage historique crédible, général vainqueur (espèce rare en France !) prenait le pouvoir grâce à un coup d'Etat militaire provoqué par une partie de l'armée d'Afrique et les colons d'Algérie. Ce coup d'Etat ne put réussir que grâce au soutien actif de la SFIO et à l'aide déterminante du PCF qui maintint l'ordre dans la classe ouvrière.

. Actuellement, la bourgeoisie ne dispose d'aucun «recours». Pas d'épée à droite. Quant au PCF, ses vestiges se disloquent au fil des circonstances et des événements.

. Ce qu'il convient de comprendre, ce qui est déterminant, c'est que nous ne sommes plus en présence d'une simple crise, d'une nouvelle convulsion de la V^e République, mais à la veille de sa fin. La crise récurrente ouverte en 1969 par la démission de de Gaulle arrive à son terme.

Or, en France, il n'y a pas d'exemple de passage pacifique d'une forme de domination de classe de la bourgeoisie à une autre, d'une République, d'une Constitution à une autre. Crises révolutionnaires, coups d'Etat ont toujours marqué, c'est le fond de «l'exception française», la transition d'une République à l'autre. Et le contenu du processus en cours n'est

pas donné par la crise de la superstructure politique, des institutions, mais de l'activité, des luttes de classes des salariés. Depuis le coup d'arrêt de novembre-décembre 1995, ce processus de grèves, de luttes, de mobilisations n'a pas cessé. Mieux, il a été crescendo. Tout indique que nous sommes à la veille (en termes de mois) d'une nouvelle accélération de cette lutte des classes.

. S'agissant des «affaires», elles débordent, dégagent une odeur pestilentielle, insupportable. La cassette Méry n'est qu'un des nombreux témoignages sur la pourriture de la V^e République. Au-delà des hommes mis en cause, elle illustre la répartition, quasiment à la proportionnelle, de l'argent du patronat entre les différents partis institutionnels. Elle place le Président dans une situation intenable. Elle atteint le Premier ministre par ricochet, même si personnellement l'homme est intègre, irréprochable.

. Ce témoignage illustre une réalité politique plus profonde. Tous les partis de «gauche», à commencer par le PS (du fait de sa place, de son influence électorale), soutiennent le monde des affaires, du capitalisme, et sont naturellement en retour financièrement soutenus, directement ou non, par le patronat. L'entourage direct de Laurent Fabius ressemble à celui de D. Strauss-Kahn, (cf. n° 14 de Carré Rouge) : d'une manière générale, l'importance prise par les avocats d'affaires, les consultants en tous genres dans les organismes de direction du P.S., au sein du gouvernement, est la clef de cette situation. Hier enseignants, instituteurs, bureaucrates syndicaux constituaient l'ossature de la social-démocratie. Depuis 1981, tout cela a radicalement changé. Deux exemples don-

neront à réfléchir.

¶ L'actuelle ministre de la Culture, Madame Tasca, a été longtemps dirigeante de Canal+. Au lendemain de la dissolution, réélue, elle a présidé l'une des plus importantes commissions de l'Assemblée nationale. Nommée ministre en remplacement de C. Trautmann, elle a reconnu avoir «vendu», dès sa nomination rue de Valois, son plan de stock-options, sans même s'étonner de l'impudence de cet aveu. Elle a donc participé aux «négociations» parlementaires en tant que présidente de commission à l'Assemblée nationale à propos de la fusion Canal+/Universal ! L'affairisme est à ce point intégré à la vie politique quotidienne des dirigeants du PS qu'elle n'étonne plus.

¶ Second exemple : Frédérique Bredin, député-maire de Fécamp, l'une des dirigeantes les plus douées de sa génération, vient de se démettre de tous ses mandats pour rejoindre la direction du groupe Lagardère...

. Lors de notre journée de travail, un intervenant notait : «le PS est un parti de gauche de la bourgeoisie...» Si la formule est abrupte, tout n'est pas faux dans cette définition. Un tel parti a encore des militants syndicaux, des liens avec le mouvement ouvrier, mais à l'évidence un changement qualitatif s'est produit. Il est à cet égard remarquable que le statut des propriétaires de stock-options en France soit considéré par les banques d'affaires comme l'un des plus favorables, après celui des États-Unis ! Dans le même temps, Laurent Fabius fait voter le plan d'épargne salariale, ce que jamais le RPR ou l'UDF n'était parvenu à mener à bien.

. Reste que maintenant le roi est nu. En clair, le gouvernement Jospin II, c'est Jospin, Jospin, Jospin, plus

Gayssot... Sur chaque question d'importance, le Premier ministre doit monter en première ligne : c'est l'expression de la faiblesse politique de son équipe.

L'affaire du PARE est significative. C'est Lionel Jospin qui, au départ de Martine Aubry, joint personnellement le président du MEDEF. C'est d'autant plus simple que les deux hommes, depuis les bancs de l'ENA, se tutoient.

Jospin passe avec Sellières un accord. Sur la ligne du patronat et de la CFDT. Mais, malgré leur bonne volonté, ni Thibault, ni Blondel ne peuvent accepter ce «compromis»... Loin de résoudre la difficulté, l'initiative de Lionel Jospin radicalise la situation. D'ailleurs, à l'heure où nous écrivons, nul ne sait si l'accord définitif sera accordé au PARE...

. Une revue comme la nôtre ne peut prétendre analyser l'état des lieux autrement que dans ses tendances lourdes. De ce qui précède nous pouvons considérer :

1/ Selon la plupart des analystes, le «pic» de la reprise en Europe et en France est derrière nous.

2/ Même s'ils prennent encore des coups sérieux, le processus de mobilisation des salariés est engagé. Il ira crescendo, se centrant sur les salaires, les statuts, la lutte contre la précarité, etc.

3/ On peut considérer que la «crise de régime» peut conduire à une dislocation, non seulement du concept de majorité plurielle au gouvernement, mais également à l'Assemblée nationale. Comme réfraction de la lutte des classes des salariés.

4/ Ceux qui quitteront les derniers le bateau gouvernemental sont les membres du PCF. Voilà qui devrait faire réfléchir les dirigeants de Lutte Ouvrière.

5/ L'Assemblée générale parisienne

des secrétaires de sections CGT, où la plupart des intervenants ont dénoncé la CFDT-PARE-MEDEF, la mollesse de Thibault, la politique générale de la CGT, éclaire la réalité politique du mouvement ouvrier organisé. L'axe CGT/CGT-FO tend, comme en 1995, à se recréer. Il se reconstitue pour prendre en compte les aspirations des salariés, des militants, pour mieux les contenir, mais ce signe est un élément important de la situation politique.

6/ Malgré la mobilisation du Premier ministre socialiste danois, de tous les partis de «droite» et des médias, à nouveau l'Euro a été rejeté lors d'un référendum où la participation a connu un record. C'est un élément de maturation politique de la situation française.

7/ Lorsque Denis Jeambar, éditorialiste de l'Express, réclame le 28 septembre la démission de Chirac et de Jospin, l'organisation immédiate d'une élection présidentielle et d'élections législatives, il exprime les craintes de secteurs importants de la bourgeoisie française que la «crise de régime» ne soit réglée par l'intervention active des salariés, par les moyens de la lutte des classes.

8/ Dans cette situation, la lutte des classes directe et la lutte politique électorale vont naturellement se combiner. Les élections municipales sont, en France, des scrutins qui permettent aux salariés d'élire leurs représentants les plus proches.

9/ Les organisations, les militants révolutionnaires seraient inspirés, malgré la politique folle et ultra-sectaire de LO et en partie du PT, de prendre l'initiative de créer des listes municipales constituées par «en bas». Ce processus est en cours à Montpellier par exemple et dans d'autres communes. Des listes anti-capitalistes, donc anti-gouvernementales, peu-

vent être créées. Elles recueilleront un écho, un résultat certains.

10/ Quelle attitude adopter à l'égard du PS, du PCF, des Verts, dans ces élections ?

n Évidemment, impossible d'appeler à voter pour des listes conduites par des ministres qui ont mis en œuvre la flexibilité, l'annualisation (35 heures) la lutte contre les émigrés, le plan Allègre, les privatisations, etc. Pas une voix pour les listes municipales comprenant des ministres de Jospin I ou Jospin II.

n Évidemment, et pour les mêmes raisons, cher Jean-Philippe (voir l'article suivant), pas une voix pour des listes conduites par des députés qui ont voté la politique anti-ouvrière à l'Assemblée nationale. Ils n'ont pas respecté les engagements qu'ils avaient pris devant les salariés aux élections législatives. Pas une voix pour eux !

n Par contre, des listes municipales fondées sur une claire et pédagogique politique anti-gouvernementale peuvent passer au second tour des accords de désistement contre les partis de droite, à l'exception des deux interdits de principe évoqués plus haut.

. Reste qu'il faut répondre aux problèmes que nous avons commencé à aborder le 30 septembre, lors de notre journée de travail. Les militants, au premier chef les militants révolutionnaires, sont déboussolés ; non seulement parce que manque un projet socialiste novateur, adapté à la période historique ouverte depuis la chute du Mur de Berlin, mais surtout parce qu'ils ne mesurent pas leur place, leur importance dans la réalité de la lutte des classes. En clair, les militants ont toujours tendance à déterminer leurs réflexions, leurs actions, en partant des vestiges du PCF ou du PS. Or ces partis sont

en voie de rejet total, complet. Les progrès considérables de SUD, le développement numérique mais aussi politique d'ATTAC, l'ampleur des mobilisations attestent qu'une nouvelle situation se crée : nous ne la voyons pas, obnubilés que nous sommes par Robert Hue, François Hollande ou... Dominique Voynet... ! En réalité, nous sommes déjà engagés dans une nouvelle période politique : celle où, en bas, dans les fondateurs de la classe ouvrière, du mouvement syndical, se construit une nouvelle légitimité, se cherche une nouvelle représentation politique.

C'est en partant de là que les problèmes du programme et du gouvernement doivent être réfléchis.

Le rejet du PCF, du PS, des Verts pose la question d'un gouvernement «d'en bas», sur un programme élaboré «en bas», à la base, par les salariés, dans les usines, les écoles, les communes. Le lien entre démocratie directe et démocratie représentative ne peut être établi que par une telle démarche. C'est dire que nous sommes au début d'un passionnant débat. Les camarades qui considèrent que l'absence d'une «boussole politique» pèse sur la lutte des classes se trompent. Ils expriment une incompréhension des rapports politiques réels qui se nouent. L'état des lieux est au contraire plutôt réjouissant. Sans optimisme artificiel, on peut considérer au contraire que l'analyse du champ de bataille permet aux salariés de bousculer, dans un avenir proche, l'armée divisée de la bourgeoisie et des appareils. C'est l'honneur de notre revue d'ouvrir de la sorte le débat.

En cette fin d'année 2000, les forces politiques institutionnelles offrent un saisissant panorama de crise...

Entre crise politique et crise d'alternative

(Notes sur la situation française)

Le gouvernement «de gauche» a semble-t-il définitivement épuisé la dynamique dont, malgré les problèmes rencontrés, il avait bénéficié pendant près de trois ans. Ses effets d'annonce ne fonctionnent plus, chacune de ses décisions importantes suscite désormais une levée de boucliers (derniers exemples : la Corse et le plan de réduction des impôts), ses ministres prennent l'habitude de démissionner ou d'être démissionnés pour les motifs les plus variés, les contradictions s'accumulent et les fissures s'élargissent dans les partis politiques qui le composent et la majorité parlementaire qui le soutient.

En face, les partis de droite s'enfoncent dans une crise qui ne cesse de s'aggraver, malgré l'effondrement de l'extrême-droite qui était présentée comme une source majeure de leurs difficultés. La droite est en miettes, sans programme, sans projet, sans chef. Ses secteurs majoritaires n'ont actuellement d'autre choix que de se serrer autour d'un président de la République dont chaque nouvelle ini-

tiative s'avère aussi catastrophique que les précédentes (dernière en date : celle du référendum sur le quinquennat), alors même que mis en cause dans plusieurs affaires judiciaires il ne doit son salut qu'au statut d'intouchable que le Conseil constitutionnel lui a conféré.

Au-dessus des partis politiques, la V^e République est en déliquescence. Ses institutions totalement grippées, dépassées, ne permettent plus qu'un contrôle très approximatif de la vie publique. Plus personne ne croit en elles mais personne ne sait non plus comment en sortir, quoi faire d'autre et comment. Dans le même temps, le rejet des politiciens (mais aussi, en partie, de «la politique») va croissant dans de larges secteurs de la population, comme l'illustre notamment le développement de l'abstention dans les différents scrutins (législatives partielles) et consultations (référendum sur le quinquennat).

De son côté, avec des hauts et des bas, de façon inégale, et avec la difficulté particulière que signifie le fait d'être confronté à un gouvernement

intégré par toute la « gauche » et soutenu par toutes les directions syndicales traditionnelles, le mouvement ouvrier et social n'a pas cessé de lutter. Il a mené et mène des grèves, des mobilisations sur divers terrains, ainsi que de nouveaux processus d'organisation, dans un mouvement qui exprime, dans la continuité de novembre-décembre 1995, le rejet majoritaire dans la classe des travailleurs et plus largement dans la société du cours néolibéral du capitalisme qui est défendu par la « gauche » comme par la droite.

Pourtant, malgré la disposition à la lutte et la radicalisation (inégaie mais réelle, comme en témoignent entre autres les résultats électoraux de l'extrême-gauche) que l'on observe dans le camp des travailleurs, malgré la crise et le discrédit des institutions politiques de la bourgeoisie (gouvernement, président, partis, majorité et opposition parlementaires, et plus généralement régime), ces dernières, en tout premier lieu le gouvernement Jospin, non seulement survivent mais agissent : de concert avec le patronat, qui a dans le MEDEF un porte-parole combatif et une organisation consistante, elles poursuivent et approfondissent l'offensive contre les salariés et les chômeurs. L'accord Jospin-Seillière-Notat sur l'Unedic et le PARE vient d'en apporter une illustration spectaculaire.

Comment expliquer cet apparent paradoxe ?

L'absence de perspective politique alternative dans le camp des travailleurs est l'élément central structurant de la situation. Il pèse à chaque instant, influe sur l'ensemble des processus et sur leurs connexions. En paraphrasant un programme historique bien connu, nous pouvons dire que la situation politique dans son

ensemble se caractérise avant tout par la crise d'alternative à la gauche plurielle, que la crise historique dans le pays se réduit à la crise de la perspective socialiste...

TROIS ANS DE «

DE LA GAUCHE

Contre les pronostics qui étaient faits à l'époque, et qui avaient contribué à motiver la décision chiraquienne de convoquer les élections législatives un an plus tôt que l'échéance prévue, le gouvernement Jospin a bénéficié depuis son installation, au printemps 1997, d'une bonne conjoncture économique (du point de vue de la marche de l'économie capitaliste).

Tandis que les effets de la crise asiatique étaient limités et/ou différés, le passage à l'euro (qui dans un premier temps au moins a donné un coup de fouet à l'économie européenne) n'a pas nécessité la nouvelle cure générale d'austérité à laquelle Chirac et Juppé se préparaient, et la croissance a au contraire généré des marges et cagnottes inattendues, sur lesquelles le gouvernement de la gauche plurielle a pu s'appuyer pour développer sa politique.

Il est vrai que le gouvernement Jospin est arrivé à un moment où une bonne partie du « sale boulot » (pour reprendre l'expression de Fabius en 1985) avait été fait par ses prédécesseurs : les groupes capitalistes/impérialistes français ont été largement restructurés, recapitalisés, rentabilisés, replacés en situation concurrentielle (voir les « positions conquises à l'international » par les grands groupes de la distribution, de la gestion de l'eau, par EDF, par France Télécom...), au prix d'une détériora-

tion du niveau de vie de la majorité de la population laborieuse en France (mais non de tous ses secteurs) qui a été quasi continue depuis une vingtaine d'années, ainsi que d'une surexploitation accrue des peuples des économies dépendantes du Sud et de l'Est.

Bénéficiant du soutien de toutes les directions traditionnelles de la gauche politique et syndicale, privilégiant grâce à cela la manœuvre et la négociation par rapport au passage en force, cédant ou faisant mine de céder partiellement devant les mobilisations lorsqu'il l'estime de son intérêt, le gouvernement Jospin est ainsi parvenu, jusqu'à présent, à combiner une orientation d'approfondissement des mesures néolibérales (application des ordonnances Juppé sur la Sécurité sociale, privatisations, flexibilité encadrée mais généralisée au nom des 35 heures, stock-options, « épargne salariale », agrément final du PARE...), avec celle consistant à maintenir un « filet social » encore substantiel, tendant vers un Etat-providence qui serait globalement reconfiguré et réduit, mais non supprimé (en témoignent des mesures telles la mise en place de la CMU ou la reprise limitée de l'embauche dans quelques services publics, le plus souvent en réponse à des mobilisations).

Depuis trois ans, la gauche plurielle a développé à travers toute une série de « mesures ciblées » (exonérations et réductions d'impôts, ARTT, emplois-jeunes, réforme des bases de la taxe professionnelle, réduction de la CSG sur les bas salaires...) une politique assez cohérente visant à encourager l'embauche — le plus souvent dans des postes de travail peu payés et déqualifiés — au détriment des salaires nominaux (les dites « 35 heures » ayant rempli pour

cela une fonction essentielle). Quitte à enfreindre, ce faisant, l'un des dogmes néolibéraux en ne réduisant pas le déficit budgétaire... pour pouvoir payer les exonérations de charges patronales.

Le rédacteur en chef éditorialiste du quotidien des milieux d'affaires Les Echos relève cette spécificité de la politique de la gauche plurielle (à laquelle il apporte un franc soutien) par rapport à celles suivies par les gouvernements précédents : « Ce qui marque profondément, et jusqu'à présent, les années Jospin, c'est un nouveau partage, mais pas celui que l'on croit. La gauche en campagne électorale, en 1997, avait promis un [...] rééquilibrage en faveur des salaires, aux dépens des profits. La gauche gouvernante a heureusement renoncé à cette ambition [...] Là où il y a eu révolution en revanche, c'est dans le partage des salaires. Une part de plus en plus importante de la masse salariale nouvelle générée par la croissance est allée à la création d'emplois plutôt qu'à l'augmentation des salaires unitaires ». Selon lui, « un cercle vertueux peut ainsi s'enclencher » : « grâce à des profits maintenus, les entreprises peuvent continuer à investir [...] Grâce aux créations d'emplois, la demande globale augmente — les chômeurs, les "outsiders" comme disent les économistes, ayant retrouvé un revenu redeviennent des consommateurs. Ces créations d'emplois entretiennent en outre un climat de confiance parmi les "insiders", ceux qui ont déjà un salaire » (25/10/00).

Pour ses partisans, cette orientation a donc permis de soutenir en France le mouvement de reprise de l'économie capitaliste. Pour ses adversaires dans le camp de la bourgeoisie, elle n'y est pour rien, et elle prépare au

contraire des déconvenues face à la concurrence de pays qui ont avancé davantage et plus vite dans le sens de la flexibilité et de la déréglementation.

Quoi qu'il en soit, son apparent succès permet à la gauche plurielle de se prévaloir du recul du chômage. Celui-ci est certes limité, certes obtenu au prix d'une nouvelle extension de la précarité (laquelle est pourtant très loin d'atteindre encore les niveaux de pays voisins tels que l'Espagne, l'Italie ou le Royaume-Uni) ainsi que de la pénibilité du travail, au prix aussi d'une accentuation du dualisme entre une minorité de salariés bien payés et une majorité de salariés de plus en plus exploitée voire pauvre, comme entre ceux qui encaissent des revenus financiers et ceux qui ne vivent que de leur salaire. Mais le « mouvement de retour à l'emploi » de quelques centaines de milliers de salariés n'a pas moins desserré le carcan social de l'exclusion, en même temps qu'il a soutenu la consommation et donc l'activité économique.

Nonobstant l'évidente exagération que recouvre un tel terme, ce n'est pas totalement pour rien que l'on a pu parler d'une période « d'euphorie » — que des commentateurs ont situé entre les victoires de l'équipe de France de football, de l'été 1998 au printemps 2000... Dans les conditions générales de la situation politique, marquée avant tout par l'absence dans le camp des travailleurs d'une perspective alternative, ce relatif succès économique et social (encore une fois, du point de vue des intérêts de l'économie capitaliste) a permis au gouvernement Jospin de poursuivre son chemin malgré les obstacles et vicissitudes qu'il n'a pas manqué de rencontrer, au niveau politique et institutionnel comme, avant

tout, sur le plan des résistances sociales.

NUAGES SUR LA CROISSANCE, FIN DE « L'EUPHORIE » ?

Cependant, une série d'éléments dans l'évolution de la situation économique semble indiquer que le gouvernement a mangé son pain blanc et que les difficultés les plus importantes sont désormais devant lui.

C'est peu dire que les nuages s'amoncellent : hausse des prix pétroliers comme résultante quasi mécanique de la croissance capitaliste, phénomène qui pourrait être aggravé par les effets de la « nouvelle Intifada » en Palestine-Israël ; début de relance à peu près générale de l'inflation en Europe (2,2 % en France pour les 12 derniers mois), avivée par la dépréciation de l'euro, expression du caractère bâtard de la construction européenne (union monétaire sans véritable union économique et sans union politique autre que balbutiante) ; remontée concomitante des taux d'intérêt, avec ses effets négatifs prévisibles sur l'investissement et la consommation ; révision à la baisse des anticipations de profits, notamment (mais non exclusivement) dans le secteur des nouvelles technologies, avec pour conséquence immédiate les chutes très importantes de certaines valeurs boursières.

Les États-Unis et, à leur suite, les autres nations et blocs économiques impérialistes étaient parvenus à conjurer les crises régionales de 1997 et 1998, et même à en tirer parti, en en faisant payer l'essentiel du prix aux populations des pays pauvres. Les masses de capitaux prédateurs rapatriés du Sud et de

l'Est avaient alors servi à réamorcer la pompe financière, ce qui avait notamment alimenté le développement des produits et applications industrielles de nouvelle technologie, qui jouent un rôle de premier plan dans l'actuelle croissance. Nombre d'analystes ont cependant mis en garde contre les illusions irréflechies dans la « nouvelle économie », en avertissant d'un risque imminent de surproduction. Selon eux, Internet et le téléphone portable peuvent jouer un rôle et connaître un sort comparables, dans un contexte similaire de déréglementation et de bulle financière, à celui de l'industrie automobile dans les années 30, avec pour circonstance aggravante que la concurrence dans ces secteurs nécessite des investissements considérables qui doivent être renouvelés à intervalles très courts.

Des faits tels que la chute actuelle des « valeurs technologiques » (parce que les profits, moins importants que prévus, ne paraissent pas justifier le montant très élevé des investissements) ou bien les difficultés surgies dans l'attribution par les Etats européens des licences pour la téléphonie portable de « troisième génération » (avec l'échec des enchères dans plusieurs pays), peuvent conduire à poser cette question ou hypothèse : est-on à l'orée d'une crise de surproduction, qui non seulement freinerait mais mettrait un terme à la croissance aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest, avec toutes les conséquences aggravantes découlant alors de son caractère très largement parasitaire ?

La réalité d'un ralentissement économique, démentant les pronostics super-optimistes qui faisaient florès depuis deux ans, paraît en tout cas s'imposer, avec pour conséquence que les marges de manœuvre de la

gauche plurielle tendent à se réduire. C'est d'ailleurs cette réalité qui alimente l'actuel « débat » au sein du gouvernement sur l'ampleur de la rigueur budgétaire à programmer pour les années à venir.

LE GOUVERNEMENT FACE AUX FACTEURS DE CRISE SOCIAUX ET POLITIQUES

Face au mécontentement social, le gouvernement Jospin a grosso modo, jusqu'à présent, réussi à louver, reculant souvent un petit peu sans rien céder d'essentiel. Il l'a fait grâce au soutien que lui accordent et à la collaboration directe que lui prêtent l'ensemble des directions « traditionnelles » du mouvement ouvrier. Un exemple en a été le mouvement de grève dans les hôpitaux, l'hiver dernier, dont Aubry s'est finalement sortie sans déboursier plus d'une dizaine de milliards de francs. Un autre, les luttes à la SNCF qui, tout en arrachant par endroits quelques concessions mineures, se sont heurtées au mur de la politique des directions CGT et CFDT (lesquelles en ont certes payé ensuite le prix dans les élections professionnelles) et n'ont pu empêcher un recul global par rapport aux positions acquises. Dans les deux cas, l'arnaque des « 35 heures », mise en musique en commun par la gauche plurielle et par la majorité des directions syndicales, a servi à faire refluer les mouvements.

Le plus gros coup de tabac est venu en mars et avril derniers, lorsque la grève des salariés des impôts et la mobilisation des personnels de l'Education nationale ont finalement contraint Jospin à abandonner (impôts) ou freiner (Education nationale) les projets de restructuration/rentabi-

lisation en cours, ainsi qu'à sacrifier les deux ministres qui les avaient portés. Comme il l'a également fait ensuite dans ses choix de négociation avec les nationalistes corses (qui ont entraîné la démission de Chevènement), le chef de la gauche plurielle a été fidèle à sa méthode : rechercher le compromis, choisir la ligne de moindre résistance et reculer pour mieux sauter.

Le retour en force des fabiusiens (qu'absolument rien sur le fond n'oppose aux jospinistes), complété à « gauche » par l'arrivée de la Gauche socialiste et les strapontins supplémentaires accordés au PC et aux Verts, a caractérisé la formation du gouvernement Jospin II. Cette nouvelle configuration d'une gauche plurielle « élargie » devait lui permettre de sortir par le haut de l'épreuve traversée en mars-avril.

L'annonce le 31 août du « plan pluriannuel d'allègement des impôts » a cependant provoqué un nouvel accroissement sérieux. La non prise en compte de l'augmentation du prix de l'essence, amplifiée par l'augmentation des taxes, a déclenché une réaction de colère de la petite-bourgeoisie traditionnelle (petits patrons, artisans et agriculteurs), secteur social oublié d'un dispositif centré sur la satisfaction de revendications de la bourgeoisie et offrant accessoirement quelques miettes à des secteurs du salariat. Paradoxalement mais significativement, ce mouvement de type poujadiste a bénéficié de la sympathie de la grande majorité de la population. La raison en est que l'augmentation du prix de l'essence, non seulement grève les budgets de nombreuses familles ouvrières et populaires, mais met en évidence le fait que la « bonne » situation de l'économie ne conduit pas à une amélioration du pouvoir d'achat des salaires,

alors même que les profits des entreprises atteignent des sommets inégalés.

Une fois encore, le gouvernement est cependant parvenu à reprendre le contrôle de la situation, en amendant son projet et en faisant quelques concessions aux secteurs mobilisés. On peut remarquer qu'il a bénéficié à cette occasion d'un soutien franc et clair du MEDEF, qui a condamné les barrages routiers organisés par certains secteurs patronaux (tandis que le PCF, avec la caution de Lutte Ouvrière, tentait pitoyablement de « refaire le coup » du 16 octobre 1999, en organisant une manifestation pour réclamer au gouvernement une baisse des taxes... déjà décidée par ce dernier).

Il est un fait que depuis le début de l'année les ratés se sont accumulés, et que la gauche plurielle est désormais traversée de contradictions voire de heurts. En dernière instance, tous ces problèmes ont leur source dans le mécontentement et les frustrations engendrées par sa politique « social-libérale » (bien plus libérale que sociale). C'est ce que reflètent, de façon très déformée, les récriminations du PCF et des Verts à propos du budget, du financement de la Sécurité sociale, ou encore les demandes qu'ils ont formulées avant le « sommet de la gauche plurielle » du 7 novembre censé définir les orientations de cette dernière jusqu'en 2002. De façon plus indirecte, c'est aussi ce qu'expriment le problème corse et les états d'âme de la petite secte chevènementiste, qui renvoient à une situation dans laquelle les vieilles politiques étatiques ayant traditionnellement caractérisé la gauche sont devenues obsolètes : à l'heure de la mondialisation et de l'Union Européenne, la (dite) « gauche jacobine » a perdu toute

base.

Mais en dépit des ratés et des lésardes, des démissions ou des départs (Aubry s'étant placée « en réserve de la République » dans la perspective de 2002), le dispositif de la gauche plurielle tient toujours. Après avoir perdu 18 points de popularité en septembre, Jospin en a regagné 17 en octobre. L'apaisement et la conciliation ont succédé à la crise de nerfs qui a agité la majorité gouvernementale lors de la discussion du budget et de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001. Et le gouvernement continue à avancer dans son offensive contre les droits des travailleurs. Il s'appuie pour cela sur le jeu de rôles qu'il a engagé avec le MEDEF. A travers son projet de « refondation sociale », la centrale patronale a formulé de façon globale et cohérente les objectifs qu'elle estime nécessaire d'atteindre, dans la période actuelle, en termes de remise en cause des acquis des salariés tels qu'ils ont été institutionnalisés. Après les débats autour des deux lois sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, la question du renouvellement de la convention Unedic, premier « chantier » de la refondation sociale, a une nouvelle fois illustré la façon dont ce jeu de rôles fonctionne. Face à des exigences patronales (soutenues par la CFDT) qui apparaissent démesurées, excessives, le gouvernement résiste et adopte donc une posture qui apparaît de « gauche ». Il donne à ce moment quelques gages et y compris s'appuie en partie sur les confédérations CGT et FO, dont les directions, à la différence de celle de la CFDT, ne sont pas totalement inféodées au patronat. De cette façon, il établit un rapport de forces qui conduit finalement le MEDEF, toujours conseillé

et soutenu par Notat, à mettre un peu d'eau dans son vin. En évitant de forcer la rupture avec les directions CGT et FO, le gouvernement a dans le même temps désamorcé la possibilité que se reconstitue dans le camp des travailleurs, comme en 1995, un « front de refus » (CGT, FO, FSU, SUD, associations de chômeurs...) pouvant servir de point d'appui à une mobilisation nationale susceptible de remettre en cause sa politique pro-patronale. Les conditions sont alors réunies pour passer avec le MEDEF ce qui apparaît finalement comme un compromis, mais qui représente évidemment un recul substantiel des droits des salariés et des chômeurs, et une avancée correspondante dans le sens des revendications du patronat.

C'est exactement ce qu'il vient de se passer, et ce dont Jospin a pris la responsabilité directe lorsqu'il a décroché son téléphone pour s'entretenir personnellement et passer un accord avec son ancien condisciple de l'ENA, le baron Seillière. Cet épisode est très instructif. En aboutissant à un accord avec le MEDEF sur la convention Unedic et le PARE, en remettant spectaculairement en selle la CFDT, le gouvernement de la gauche plurielle a réédité la démonstration qu'il réussit beaucoup mieux qu'un Juppé à entamer les acquis sociaux dont les capitalistes veulent se libérer. Quant au MEDEF, s'il a su se montrer pragmatique, c'est parce qu'il faut savoir engranger à temps ce qui est acquis, mais aussi parce que l'hypothèse la plus probable est que la gauche plurielle restera son interlocuteur gouvernemental pendant encore un certain temps, jusqu'en 2002 et peut-être au-delà. De toute façon, il importe de signaler qu'il n'y a eu dans cette affaire aucune « capitulation », ni du

gouvernement ni du patronat, mais tout au contraire une complicité tacite.

Qu'est-ce qui permet au gouvernement Jospin d'agir de la sorte, malgré la multiplication des obstacles auxquels il est confronté ?

Si pour la gauche plurielle, la crise ne s'ajoute pas à la crise dans un processus cumulatif qui préparerait inexorablement une explosion sociale et/ou sa propre dislocation et/ou une raclée électorale, c'est pour deux raisons, l'une de caractère « superstructurel » (quoique répondant à des causes profondes), l'autre, déjà signalée en introduction, qui est beaucoup plus essentielle et déterminante. Commençons néanmoins par la première.

PARALYSIE ET BALKANISATION DE LA DROITE

La raison de type superstructurel est la poursuite voire l'approfondissement d'une crise encore bien plus forte, l'enlisement dans un véritable marasme des partis « traditionnels » de la bourgeoisie, qui ne tirent même aucun bénéfice de la marginalisation de l'extrême-droite sur le champ politique. Le fait que le seul espoir de la droite pour 2002 paraisse en définitive reposer sur Chirac, plombé par les révélations de la cassette Méry sur le financement occulte du RPR, atteint bien plus que le gouvernement par les résultats de la campagne du référendum sur le quinquennat (qu'il avait choisi de convoquer, contre l'avis du PS qui préconisait la procédure du Congrès), témoigne de sa situation cataclysmique.

Cette crise est en premier lieu celle du RPR, héritier du parti gaulliste qui

a joué historiquement un rôle central dans la V^e République, et formation hégémonique parmi celles qui rassemblent le personnel politique traditionnel de la bourgeoisie. Mais elle touche l'ensemble de la droite, dépourvue de projet unitaire comme de chef. Pour tenter de la surmonter, plusieurs de ses responsables (Balladur, Juppé, Sarkozy...) s'efforcent de redonner corps, apparemment avec le soutien de Chirac, à la perspective d'une fusion pour former un parti « unique et moderne », sorte de « CDU à la française ». Mais nombre de déclarations et d'actes, qu'il s'agisse de la préparation des élections municipales ou des positionnements en vue de la prochaine présidentielle, semblent plutôt indiquer que la tendance dominante reste à la dispersion dans le cadre de la multiplication des projets politico-personnels (Bayrou en incarnation du « centre », Madelin en « vrai libéral », Séguin voire Pasqua en nouveaux aspirants « bonapartes »...).

La grave crise de la droite traditionnelle est le produit d'un ensemble complexe de causes. Les effets de la mondialisation entrent en ligne de compte, dans la mesure où celle-ci a bousculé, et obligé à muer, le vieux « capitalisme à la française » qui était dans une très large mesure structuré à travers les réseaux étatiques, financiers et industriels gravitant autour du parti gaulliste. Un élément décisif est que depuis vingt ans, au contraire d'autres pays, le prolétariat en France n'a pas subi de défaite « stratégique » dans de grands affrontements de classes ; en conséquence, il n'a pratiquement jamais cessé de résister (et au moment des élections de renvoyer à la maison les gouvernements en place, tout particulièrement de droite — Chirac en 1988 comme effet différé

et réfraction des grandes grèves de l'hiver 1986-87, Juppé en 1997 pour les mêmes raisons après novembre-décembre 1995. Mais un autre facteur intervient également : le fait que la « gauche » a peu à peu occupé la fonction politique que remplissaient les partis de droite, au point d'apparaître très souvent plus utile et plus fiable que ces derniers aux yeux des principaux décideurs de l'économie capitaliste.

Tous les partis de la gauche plurielle soutiennent ouvertement le système capitaliste et en retour, ils sont naturellement soutenus par des secteurs de la bourgeoisie (y compris le PCF, comme viennent de l'illustrer le procès de son financement occulte via le Gifco, l'épisode tragi-comique du défilé Prada place du Colonel Fabien ou les offres de service de Pierre Bergé, ancien PDG d'Yves Saint-Laurent, pour les municipales à Paris. Dans le cas du PS, formation vide d'ouvriers et de jeunes (la moyenne d'âge des adhérents y est de 55 ans !), l'intégration au « monde des affaires » est totale. Le « parti des enseignants » qui s'était installé en force à l'Assemblée nationale en 1981 est devenu une formation où pullulent les membres dirigeants de grands groupes capitalistes (rappelons qu'avant de devenir en 1997 la « ministre des 35 heures » Aubry officiait à l'état-major de Péchiney) ainsi que les avocats d'affaires et consultants d'entreprises du type Strauss-Kahn. A cela s'ajoute le fait, déjà signalé dans Carré Rouge, que par leur formation, leur culture plus ouverte et « cosmopolite », les dirigeants sociaux-démocrates se montrent souvent plus compétents que leurs collègues de droite pour défendre les intérêts de la bourgeoisie française dans l'arène de la mondialisation.

En d'autres termes, face à un PS devenu le parti des stock-options et de la mondialisation capitaliste (tout en ayant l'utile capacité — que la droite n'a pas — de conserver certains liens, certaines références au mouvement ouvrier), la droite a perdu une grande partie de son espace politique.

LA CRISE OUVERTE

DU REGIME

La déshérence de la droite et de son parti-pivot, la multiplication des « affaires » au cœur de l'Etat et l'émergence du nouveau « pouvoir des juges », mais surtout les trois expériences successives de cohabitation, qui ont à chaque fois relégué le président de la République à un rôle secondaire par rapport au Premier ministre issu de la majorité parlementaire, ont déterminé une crise ouverte du régime. « Il n'y a plus de V^e République. Nous avons perdu les avantages d'un régime présidentiel, sans gagner aucun de ceux d'un régime parlementaire. Autrement dit, le néant » (Bayrou dans *Le Journal du Dimanche*, 29/10/00).

La troisième cohabitation a porté un coup irréparable à la fonction présidentielle telle qu'elle avait été définie dans la V^e République : le fait qu'elle dure depuis trois ans et semble devoir aller jusqu'à l'échéance législative normalement prévue a en effet « effacé », quasiment invalidé le scrutin présidentiel de 1995. Le bonapartisme d'origine gaulliste est définitivement mort et enterré. A tel point que l'actuel locataire de l'Elysée, dit-on, préparerait sa campagne présidentielle de 2002 sur le thème... « une démocratie plus proche des gens » !

Pour la bourgeoisie, les institutions mises en place à partir de 1958 sont

donc devenues de moins en moins fonctionnelles, de plus en plus sources de problèmes. Il lui faut, il lui faudrait bâtir un nouveau dispositif... mais comment ?

Le fait que la quasi totalité des responsables politiques se soit accordés sur le quinquennat, par-delà (et malgré) les calculs et arrière-pensées des uns et des autres, exprime leur prise en considération commune de cette réalité incontournable : pour pouvoir appliquer plus rationnellement sa politique, le capital a besoin d'un exécutif stable et cohérent (de droite ou de gauche), donc de fluidifier un système d'alternance démocratique-bourgeois « droite-gauche », à l'instar de ce qu'il se passe dans la plupart des autres pays capitalistes développés.

Le compromis minimum réalisé autour de la formule du « quinquennat sec » (sans autres modifications constitutionnelles) présente toutefois l'inconvénient majeur de constituer un replâtrage plutôt qu'une réforme institutionnelle cohérente. En particulier, la possibilité d'une opposition entre majorité présidentielle et majorité parlementaire est peut-être réduite, mais nullement supprimée. Dans l'hypothèse où, quelques mois après les législatives de 2002, l'élection présidentielle verrait triompher une majorité de signe opposé, la crise pourrait même être encore plus grave qu'elle ne l'est actuellement.

Ainsi, le bonapartisme est mort, et la V^e République est en totale déliquescence. Pourtant, elle se survit à elle-même, pour la même raison principale que celle qui permet au gouvernement de poursuivre son chemin : l'absence d'alternative, fondamentalement dans le camp des travailleurs. Pour cette raison-là aussi, sauf bouleversement global des grands paramètres politiques, économiques et

sociaux (qui pourrait surgir, par exemple, d'un krach provoquant l'explosion du système financier international), elle continuera, entre crises à répétition et tentatives de réforme, à « vivre de sa belle mort ».

LA RESISTANCE SOCIALE

ET SES LIMITES

Les effets de plus de vingt ans d'offensive patronale (chômage et précarité structurels, réduction de taille des grandes entreprises, flexibilité, externalisation, éclatement des statuts, individualisation des carrières et des salaires...) ont affaibli le mouvement ouvrier, surtout dans ses anciennes structures forgées au cours de la période « fordiste ». Cette réalité ne peut pas être sous-estimée. Elle concourt largement à expliquer, notamment, les difficultés de la mobilisation dans le secteur privé. Et des mesures jospiniennes telles que l'annualisation du temps de travail ou l'agrément donné au PARE sont des éléments supplémentaires dans le sens d'un recul par rapport aux positions conquises dans le passé.

Cependant, cette reconfiguration des modalités d'organisation de la production et de l'exploitation capitalistes rencontre non seulement des résistances, mais suscite dans les entreprises des luttes sur des revendications en partie nouvelles (par exemple, pour la titularisation des précaires), en même temps qu'elle a ouvert ou réveillé toutes une série de fronts sociaux : luttes des chômeurs, des sans-papiers, des sans-logis, regain des mobilisations féministes, mobilisations contre la « malbouffe » et les pollutions industrielles dont les multinationales sont clairement identifiées comme responsables, mouvement anti-mondialisation. L'offensive de la bourgeoisie

commence ainsi elle-même à générer une expérience qui, à terme, pourrait déboucher sur une remise en cause de l'exploitation capitaliste plus complète, plus globale que dans le passé. Autrement dit, pour le mouvement des travailleurs, les difficultés sont nombreuses mais des bases objectives, des points d'appui afin de les surmonter existent dès à présent. D'autant plus que parallèlement, les appareils politiques et syndicaux contre-révolutionnaires qui avaient pour fonction de l'encadrer et de le contrôler se sont également affaiblis de façon considérable.

Des grandes grèves contre Allègre et contre le plan Strauss-Kahn/Sautter de réforme de l'administration fiscale jusqu'aux explosions de Cellatex et Adelshoffen en passant par le rassemblement de Millau (évoqués par ailleurs dans ces pages), le mécontentement, la combativité et la disposition à lutter, de même que l'aspiration à une politique « véritablement de gauche », sont évidents dans de larges secteurs de la classe des exploités. Selon un sondage récent, une majorité de salariés s'affirme d'ailleurs prête à faire grève et à manifester pour défendre ses revendications.

Depuis novembre-décembre 1995, différents secteurs (dans le public mais aussi, en ce moment, de plus en plus dans le privé) ont mené des grèves et mobilisations, sporadiques mais persistantes. Ces actions, auxquelles s'ajoutent les nouveaux processus de lutte et d'organisation (mouvement anti-mondialisation traduisant les nouveaux paramètres de la lutte de classes et l'émergence embryonnaire d'un nouvel internationalisme, développement constant des SUD reflétant l'aspiration à un syndicalisme plus démocratique, plus combatif et moins corporatis-

te...), expriment un mouvement de fond qui n'a rien de conjoncturel, mais qui cherche toujours sa voie et, en même temps, ne « débouche » pas faute de l'avoir trouvée.

La conjonction actuelle de l'envol des profits, de la réduction du chômage, de la stagnation persistante des salaires et de la reprise de l'inflation peut conduire, malgré les directions politiques et syndicales majoritaires, à un développement significatif des luttes et revendications, notamment salariales, notamment dans le secteur privé qui depuis le début 95 — lorsqu'une vague de grèves avait précédé l'élection présidentielle — n'avait connu que des mobilisations très isolées et limitées. D'autres foyers de crise (par exemple, l'avenir des emplois-jeunes dont la plupart approchent de leur terme, ou les attaques patronales contre la convention collective — liées aux 35 heures — dans une entreprise aussi importante que la Sécurité sociale) pourraient également provoquer des luttes d'une certaine ampleur.

Bien évidemment, c'est de cette question sociale (en fait éminemment politique) que dépend fondamentalement l'avenir du gouvernement Jospin et de la coalition sur laquelle il repose. Mais comme cela a été signalé, et même s'il convient de ne pas sous-estimer l'importance de l'expérience en cours ni les évolutions qu'elle pourra entraîner dans les consciences, il n'y a pas et n'y aura pas de processus linéaire à effets cumulatifs de luttes préparant « un grand mouvement d'ensemble pour imposer une autre politique ».

Lorsque nous signalons que « les militants naviguent sans boussole » (et en tirons des conclusions très claires quant à l'urgence des tâches de réélaboration d'un programme pour la

révolution et le socialisme), cela n'a rien de formel, ce n'est pas un exercice de style. Cela concerne d'ailleurs au sens le plus large, le plus profond, l'ensemble de celles et ceux qui s'impliquent dans les luttes et mobilisations pour tenter de les faire aboutir. Au contraire de ce qu'il se passait à des époques précédentes, notamment dans les années 60-70, il n'y a plus (et il n'y a toujours pas à nouveau), dans des secteurs un tant soit peu substantiels de la classe des travailleurs, de remise en cause du pouvoir patronal et en général de l'économie capitaliste.

COMMENT S'EXPRIME

SPECIFIQUEMENT

LA CRISE D'ALTERNATIVE

Il est ainsi évident qu'un mouvement tel que celui qui s'est manifesté à Millau, tout en s'opposant objectivement (et pour partie, subjectivement) à la politique du gouvernement, n'est pas aujourd'hui en condition de s'émanciper du cadre de la gauche plurielle parce qu'il reste borné, autolimité par l'idéologie « antilibérale », par l'absence d'une perspective anticapitaliste. La plupart des militants de gauche (syndicaux, associatifs, politiques) qui se détournent aujourd'hui du gouvernement ne le font pas en défendant une perspective alternative (socialiste), mais en reprochant à la gauche plurielle de ne pas être vraiment social-démocrate, de ne pas défendre une politique keynésienne, etc. De ce fait, ils se retrouvent confinés à un rôle de contestation et de pression, ou s'autolimitent eux-mêmes à une intervention sur un terrain « trade-unioniste » (syndical ou associatif), lorsqu'ils ne s'enlisent pas dans de nouvelles impasses (« réformisme radical et internationa-

liste » sur la ligne de la direction nationale d'Attac, « souverainisme de gauche » type MDC...).

Cette réalité agit, influe sur toutes les couches militantes d'avant-garde susceptibles d'entraîner le mouvement des travailleurs. C'est le cas des secrétaires de section CGT réunis à la Mutualité par leur direction confédérale, et qui sont nombreux à en contester la politique trop conciliante, mais qui en restent là parce qu'ils ne disposent d'aucun élément d'une autre stratégie. C'est aussi la situation de bien des militants des SUD qui tentent de développer, souvent avec succès, une critique et des pratiques radicales, mais sans pouvoir échapper à la pression qu'exerce la logique du système (voir le cas du syndicat SUD-FNAC qui est amené à signer un accord d'intéressement « qui n'est pas sa tasse de thé » « parce que les salariés le demandaient », Le Monde, 27/10/00).

Le facteur que constitue l'absence d'alternative ou de perspectives est général à tous les pays et régions du monde. Les conditions de la chute des régimes bureaucratiques de parti unique à l'Est de l'Europe et en ex-URSS (débouchant sur la restauration capitaliste) sont venues parachever l'œuvre de destruction de la conscience socialiste menée par le stalinisme, pour enraciner profondément l'idée que « l'économie de marché » est un horizon indépassable. Mais pour comprendre comment ce facteur peut jouer spécifiquement dans un pays tel que la France, il est nécessaire de comprendre en quoi sa situation se distingue, de ce point de vue, de celle, disons, de l'Equateur, de la Serbie ou de la Côte d'Ivoire, pour citer ici quelques pays où des gouvernements ont été balayés au cours des derniers mois par des mobilisations ayant pris un tour

insurrectionnel.

Il y a d'une part en France, encore, une épaisse couche de « graisse », qui provient fondamentalement de sa situation de pays impérialiste, exploiteur des peuples du Sud et de l'Est. Bien sûr, la misère et la précarité se développent, mais croire que la majorité de la population laborieuse connaîtrait une situation de désespoir similaire à celle qui prévaut dans le monde serait verser dans une sorte de politique-fiction, inopérante et contre-productive. D'autre part, dans cette situation où il n'est donc pas vrai que « les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes » (du moins, et c'est ici ce qui importe, ne le considèrent-ils nullement ainsi), ceux-ci ne se lancent et ne se lanceront pas dans un mouvement susceptible de tout bouleverser s'ils n'ont pas un minimum de perspective, d'idée quant à ce qu'il convient et est possible de mettre à la place. N'oublions pas que novembre-décembre 1995 a été au point de départ (et est resté dans une bonne mesure) une réaction défensive face à l'attaque menée par un gouvernement de droite contre un acquis aussi profondément enraciné dans les consciences que la Sécurité sociale, et qu'après l'opération Jospin lors de la présidentielle qui avait précédé, la possibilité d'une alternance avec un gouvernement de gauche censé représenter au moins un « moindre mal » commençait à reprendre corps. A cela s'ajoute le fait qu'historiquement (du front populaire à Mai 68) et jusque dans la période récente (de l'Union de la gauche à la Gauche plurielle), les travailleurs ont fait une large expérience de mouvements avortés et/ou de fausses solutions, et que forts de cette expérience ils savent à quel point disposer d'une perspective crédible est une nécessi-

té lorsque l'on s'engage dans une lutte générale.

Cette crise d'alternative, combinée à l'autre facteur que constitue la relative inefficacité du mouvement révolutionnaire organisé, principalement d'origine trotskyste (du fait de sa dispersion comme de ses problèmes d'orientation et, hormis la LCR, de la permanence de conceptions d'organisation et de pratiques antidémocratiques), explique les grandes difficultés à donner, à la fois, une continuité et une perspective à des mobilisations dont tout indique qu'elles vont se poursuivre.

QUE PEUVENT, QUE DOIVENT FAIRE LES REVOLUTIONNAIRES ?

L'intervention d'une organisation ou d'un courant marxiste révolutionnaire recouvre évidemment de nombreux thèmes et terrains, nécessite d'avancer toute une série d'explications et de propositions. On se limitera ici à signaler deux questions qui nous paraissent absolument centrales.

Il s'agit en premier lieu de participer pleinement à l'ensemble des processus de mobilisation et d'organisation, avec pour orientation d'y défendre leurs revendications et objectifs de lutte contre toutes les tentatives visant à les altérer, d'y promouvoir le contrôle permanent par leurs participants, leur prise en charge la plus directe possible de l'ensemble des décisions. C'est seulement sur la base du développement d'un tel mouvement, des expériences d'auto-organisation et des pratiques sociales alternatives auxquelles il donnera lieu, que la classe des travailleurs pourra prendre à nouveau conscience de sa capacité à aller au-delà du capital, qu'elle se reconstruira une subjectivité

té révolutionnaire et socialiste, débarrassée des scories substitutistes (parti-guide, culte des chefs, délégation permanente de pouvoirs, idéalisation de l'Etat...) qui l'ont marquée dans la période précédente.

Mais œuvrer dans ce sens implique de mener une bataille politique cohérente contre le « néoréformisme » (à l'inverse du vieux réformisme — aujourd'hui pratiquement disparu — qui prétendait aller au socialisme à travers des réformes, le néoréformisme se donne pour objectif de transformer le système capitaliste dans un sens plus « humain », de parvenir à concilier le marché et les besoins sociaux). Dans la quasi totalité des mobilisations, des organisations syndicales ou associatives qui les impulsent ou y participent, les révolutionnaires sont en effet confrontés à des courants politiques, à des directions qui ont pour axe plus ou moins conscient, mais le plus souvent très conscient, de confiner ou ramener ces mouvements sur le terrain exclusif d'une pression vis-à-vis des différents pouvoirs institutionnels, nationaux (gouvernement, Etat) et internationaux (Union européenne, ONU, OMC et autres institutions de la mondialisation capitaliste).

Ce clivage est permanent : on l'a observé et on l'observe, par exemple, dans le mouvement des sans-papiers (lorsque la question s'est posée de continuer à mobiliser contre la politique gouvernementale ou d'engager des négociations « au cas par cas »), dans les syndicats et le mouvement des personnels de l'Education nationale (confrontés, après le départ d'Allègre, au choix entre poursuivre une mobilisation indépendante ou reprendre la cogestion institutionnelle avec les nouveaux ministres Lang et Mélenchon), comme dans le mouvement anti-mondialisa-

tion et notamment dans une structure telle qu'Attac (tirailée entre la volonté de la plupart de ses dirigeants de privilégier des « propositions constructives », c'est-à-dire supposées acceptables par le système, et celle de nombre de ses comités de base qui mettent en avant une démarche alternative basée sur l'action directe). Ne pas assumer ce clivage vide d'une bonne part de son contenu l'action des révolutionnaires, les tire dans le sens de la dissolution programmatique et de l'adaptation organisationnelle, leur interdit de jouer leur rôle premier qui est de permettre que s'expriment et se développent toutes les potentialités subversives de l'ordre existant contenues dans ces mouvements et mobilisations.

En second lieu, dans leurs explications politiques générales, dans l'activité quotidienne comme face aux échéances électorales qui sont un moment incontournable de la vie politique, il est indispensable que les militants et organisations révolutionnaires se situent dans l'opposition la plus claire et nette au gouvernement de la gauche plurielle. Si cette condition n'est pas remplie, leur crédibilité d'ensemble est mise en cause, tout projet de construction indépendante et alternative se trouve entravé si ce n'est invalidé.

Une question qui aura de ce point de vue une grande importance est l'attitude qu'ils adopteront vis-à-vis des listes de la gauche plurielle dans les prochaines élections municipales. Du fait de la spécificité que conserve l'institution municipale par rapport aux autres corps élus (elle est « physiquement » la plus proche des électeurs, et ressentie par eux comme telle), une forte pression s'exercera pour que les organisations révolutionnaires et les listes qu'elles impul-

seront appellent à voter au 2^{ème} tour pour les listes de la gauche plurielle contre celles de la droite. Et il est vrai que souvent, principalement dans les petites communes, ce n'est pas la même chose d'avoir face à soi une mairie de gauche ou une mairie de droite.

Cette réalité doit être prise en compte, en tout cas lorsque des municipalités de gauche ont une gestion qui, dans le cadre limité de leurs prérogatives, n'est pas hostile aux travailleurs voire prend partiellement en compte leurs intérêts (défense de la laïcité, politique de logements sociaux, de transports au service de la population...). Il est possible et juste d'étudier et de décider en fonction de chaque situation locale s'il convient ou non d'appeler à voter (sans que cela signifie un soutien politique) pour la liste de gauche, au 2^{ème} tour voire au 1^{er} en l'absence de listes d'extrême-gauche, même lorsque cette liste se réclame de la politique du gouvernement (ce qu'elles feront à peu près toutes). Mais un tel choix exclut donc une consigne de vote nationale et indiscriminée. Il est impensable d'appeler à voter pour ceux qui ont appliqué dans leur commune des mesures anti-ouvrières, anti-jeunes, anti-immigrés, quel que soit le « progressisme » qu'ils peuvent afficher par ailleurs (par exemple, Brard à Montreuil et Ralite à Aubervilliers, ces prétendus « refondateurs communistes » qui expulsent et font traquer les travailleurs — foyer Nouvelle-France — et les familles — HLM d'Aubervilliers — immigrés. Mais surtout, il serait gravement erroné d'appeler à voter pour les listes conduites par des ministres actuels ou passés du gouvernement Jospin, c'est-à-dire des politiciens qui portent la responsabilité directe, au plus haut niveau de l'Etat, des attaques

contre les travailleurs. Donner une consigne de vote en faveur de Vaillant à Paris 18^e, Aubry à Lille, Guigou en Avignon, Gayssot à Béziers ou Voynet à Dôle, équivaldrait à se solidariser avec l'actuel gouvernement bourgeois, ne pourrait être compris que comme une forme de soutien à la gauche plurielle comme « moindre mal » face à la droite.

Au risque de paraître répétitif, il faut cependant insister encore sur le fait que les deux axes qui viennent d'être mentionnés (participation aux mobilisations et processus d'organisation en y défendant une politique alternative à celle des néoréformistes, opposition totale au gouvernement de la gauche plurielle) sont une condition nécessaire mais nullement suffisante afin de construire une alternative. Toute la situation témoigne en effet de l'urgence à entreprendre, en liaison avec l'intervention quotidienne et les multiples enseignements qu'elle procure, un travail sérieux et soutenu d'actualisation et réélaboration théoriques et programmatiques, dans le but de reconstruire une perspective de transformation socialiste dont le mouvement des travailleurs puisse enfin se saisir pour franchir un pas qualitatif. L'utilité de chaque courant et organisation marxiste révolutionnaire se mesurera également à cette aune.

Quelques réflexions sur le « gouvernement de ceux d'en bas »

Telle est la formule qui a surgi vers la fin de la discussion sur la situation française, lors du Comité de rédaction du 4 novembre. Les interventions de Janos Borovi y ont fortement contribué. Charles Jérémie y consacre le dernier paragraphe de son article. Mais il me paraît suffisamment important pour que chacun dise à partir de quelle démarche et sur la base de quels fondements théoriques, il le comprend. En ce qui me concerne, l'idée jette un pont entre l'un des traits les plus importants de la situation politique française de l'automne-hiver 2000-2001 et les réponses que Marx et Engels ont données il y a plus d'un siècle aux formes envisageables du gouvernement ouvrier. Ce sont celles dont il est question dans l'entretien avec Jacques Texier dans ce numéro.

LA RECHERCHE D'UN

AUTRE GOUVERNEMENT

L'un des traits qui marque le plus la situation française est l'apparente

absence d'issue sur la question politique clef d'un gouvernement « alternatif » à celui que nous subissons aujourd'hui. Lorsque tout patine et que tout s'enlise comme c'est si clairement le cas à la tête de l'Etat aujourd'hui en France, la question qui se pose nécessairement est la suivante : « qui peut et qui doit gouverner pour dégager des solutions conformes aux vœux et aux intérêts de l'écrasante majorité et les mettre en œuvre ? Sous quelles formes et avec quelles méthodes ce gouvernement par et pour l'écrasante majorité doit-il travailler ? »

Les forces vives, salariés et jeunes, se reconnaissent de moins en moins dans le gouvernement de la « gauche plurielle ». Ils manifestent leur rejet de la politique suivie par ce gouvernement, lorsqu'ils ne la combattent pas ouvertement et avec grande détermination par la grève et la manifestation. Le besoin d'un autre gouvernement, un gouvernement sur lesquels les salariés pourraient exercer un contrôle démocratique régulier, un gouvernement qui mènerait

une politique conforme aux intérêts et aux souhaits précis des salariés est un besoin qui affleure désormais de façon croissante et qui s'exprime jusque dans les réponses données dans les sondages.

**LA CAUSE
FONDAMENTALE
DE LA « CRISE
DU POLITIQUE »**

Cet autre gouvernement peut-il surgir de la représentation politique formelle, officielle, actuelle ? Ce serait la voie la plus rapide, mais est-elle concevable encore ? A l'Assemblée nationale, la «représentation nationale» est caractérisée par une majorité PS-PCF. Celle-ci aurait donc la possibilité, pour peu qu'elle le veuille, pour peu qu'elle en ait le courage et la capacité politiques, de former dans ses rangs un autre gouvernement. On en est loin, très, très loin. Le refus, l'incapacité des députés du Parti socialiste et du PCF, dans leur écrasante majorité, de considérer qu'ils ont un mandat à respecter à l'égard de ceux à qui ils ont demandé leurs suffrages, ne se corrigent pas à l'approche des échéances électorales. Ils s'aggravent même. Par deux fois en quelques semaines, les militants et adhérents d'ATTAC ont en fait l'expérience amère.

Comme on le sait, un «groupe parlementaire d'ATTAC» s'est constitué, fort d'une centaine de députés des différentes composantes de la «gauche plurielle». Les militants et adhérents d'ATTAC ont été très nombreux à voir la constitution de ce lien avec la gauche de gouvernement avec réserve ou même avec inquiétude. Mais puisque ces députés ont exprimé ainsi publiquement leur accord avec les positions défendues

par ATTAC, la moindre des choses serait qu'ils défendent celles-ci à l'Assemblée nationale. Or c'est environ les trois-quarts de l'effectif qui vient une nouvelle fois de manquer à l'appel lors du vote sur la taxe Tobin, et pratiquement l'ensemble qui a donné son vote à Jospin et à Fabius au moment du débat sur l'épargne salariale contre laquelle ATTAC mène campagne depuis plusieurs mois. C'est là que gît le fondement de cette «crise du politique», ou encore de cette «crise de la démocratie» qui alimente maintenant régulièrement les débats dans ce pays (comme d'ailleurs dans bien d'autres pays). Les salariés, les travailleurs, les jeunes n'ont plus de représentation politique sur laquelle ils peuvent prendre appui. Ils constatent que les députés ne bafouent pas seulement les mandats sur lesquels ils ont été élus, mais même les engagements qu'ils ont contractés volontairement, auprès des militants et adhérents de groupements auxquels personne ne leur a demandé de s'identifier. Ils sentent l'enlèvement, la paralysie, d'autant plus qu'ils en subissent généralement les conséquences le plus durement.

Les salariés, les travailleurs, les jeunes font aussi le constat complémentaire, qui les consterne, que pendant les six mois de présidence française de l'Union européenne cet enlèvement, cette paralysie se seront encore accentués. L'incapacité (mais ne s'agit-il pas d'un refus) d'édicter et d'imposer de façon effective des règles en matière de transports maritimes en est l'exemple même. Mais voici que la présidence française de l'Union européenne pourrait aussi avoir accéléré, par la voie de procédures juridiques obscures (l'article 133 du Traité de Maastricht), le dessaisissement au profit des hauts

fonctionnaires hors d'atteinte de Bruxelles, qui sont les agents actifs de la libéralisation et de la dérégulation, de compétences vitales en matière de négociation commerciale internationale dans le domaine des services publics, y compris la santé et l'enseignement. Comment continuer à accepter de telles agressions, de telles atteintes à la démocratie dont les partis de la «gauche plurielle» se réclament ?

**RETROUVER LE SOCLE
HISTORIQUE
DE «L'EXCEPTION
FRANÇAISE»**

Quelle conclusion tirer de ces constatations ? Celle que nous avons commencé à discuter le 4 novembre peut s'énoncer ainsi : la réponse à l'impasse et au sentiment d'impuissance, d'enlèvement et de frustration ne peut plus venir que des travailleurs, des salariés de toutes catégories, des jeunes eux-mêmes. Cette réponse est celle du gouvernement de ceux d'en bas, par ceux d'en bas, et pour ceux d'en bas, c'est-à-dire le gouvernement de l'immense majorité, afin de donner des réponses pour la société entière que «ceux d'en haut» ne peuvent plus fournir.

Pourquoi ? Parce que «eux d'en haut» se sont constitués en une oligarchie politico-financière fermée, une oligarchie de plus en plus affairiste, aspirant à gouverner «à l'américaine» dans un cadre fixé par les grands groupes financiers (les Vivendi et autres BNP-Paribas), selon une alternance «gauche»-«droite», à l'image de ce qui se passe aux Etats-Unis. Dans cette approche, qui a été défendue ouvertement, par exemple, par Patrick Devedjian, au

lendemain du référendum calamiteux de septembre dernier, l'alternance gouvernementale s'organiserait entre gens du même monde, afin d'imposer aux salariés et aux exploités la politique voulue par le capital financier, le capital des fonds de pension, en se fichant éperdument des taux de participation au scrutin.

Aux Etats-Unis même, le système prend l'eau. Pense-t-on sérieusement un seul moment que les travailleurs, les salariés et la jeunesse vont se le laisser imposer en France ?

En France, le «gouvernement de ceux d'en bas» a une histoire et même des formes qui ont été reconnues et analysées. Cette histoire politique particulière est le socle de «l'exception française». Elle s'est écrite au cours de la Révolution française de 1789-1793, au cours de la Commune, avant qu'elle n'affleure de nouveau en 1936 et encore en 1944-1945. Les formes de «gouvernement de ceux d'en bas» constitutives du socle de l'exception française n'ont pas été reconnues et analysées par les seuls théoriciens français de la démocratie

et du socialisme, mais par des Allemands. Des Allemands à la recherche des formes du gouvernement de la classe ouvrière, Marx et Engels pour les nommer. Dans son livre, puis dans son entretien, Jacques Texier a restitué le travail que Marx et Engels ont fait ensemble pour rechercher les formes du gouvernement ouvrier, celui des travailleurs et des exploités. Marx et Engels les ont trouvées, non exclusivement, mais très largement dans les formes particulières de démocratie représentative née lors de la Commune de Paris de 1871, comme dans les institutions de la «république démocratique» dont la Première République a donné l'exemple.

Hypothèse absurde que ce rapprochement entre le besoin qui sourd de surmonter l'impasse, les blocages d'une situation où la démocratie tourne à vide et où la machine politique commence à imploser, et l'histoire des formes démocratiques radicales reconnues comme figures du «gouvernement de ceux d'en bas» vécues historiquement par les travailleurs et les opprimés en France ? Hypothèse

absurde que de penser que c'est d'une réinvention des formes de la démocratie effective et donc radicale que peut venir le déblocage de la paralysie politique ?

Hypothèse peut-être moins absurde que certains ne pourraient le penser, pour peu qu'on veuille réfléchir aux expressions constituées de volonté collective et aux formes d'organisation qui ont émergé temporairement au cours de la grande grève de novembre-décembre 1995, puis encore dans le Gard et dans l'Hérault dans la grève de l'enseignement (parents et enseignants) au début de 2000, puis dans le comité de grève de la Cellatex, et dans les derniers jours jusque dans l'Assemblée générale d'ATTAC à Saint-Brieuc.

Hypothèse à explorer, me semble-t-il, par tous ceux qui cherchent une issue à cette apparente absence de perspective gouvernementale pour les salariés et la jeunesse.

Quel rapport entre le rassemblement de Millau et la grève des Cellatex ? Apparemment d'un côté se trouve le « mouvement social » dernier cri, de l'autre une lutte qui a été présentée par les médias comme un des derniers vestiges de la vieille économie, une plainte des exclus de la croissance. Il y a pourtant entre les deux bien des points communs. D'abord le fait d'être devenu autre chose que ce que les acteurs de ces mouvements projetaient de faire au départ. Ensuite de participer de la prise de conscience de notre camp social.

De Millau à Cellatex, la défense des droits humains contre la marchandisation du monde, l'émergence d'une nouvelle conscience de classe

L'affirmation de ses droits, l'expérimentation des moyens nécessaires pour les défendre révèlent et renforcent les solidarités : entre l'ouvrier licencié, l'infirmière, l'agriculteur, le lycéen. Cette conscience d'être un camp en lutte, pour l'instant émietée et fragile, se renforce au fil des expériences, qui permettent de discuter les forces et les faiblesses des combats, comme Millau ou Cellatex, qui en précisent l'identité sociale, politique, culturelle. Ces mouvements n'ont rien « d'exemplaires », comme il était coutume de dire dans le jargon gauchiste. Ce sont deux combats, parmi beaucoup d'autres qui restent anonymes. Mais ils ont grandement contribué à affirmer la fierté des ex-

ploités à défendre leurs droits, à résister à la violence quotidienne du capitalisme moderne.

MILLAU : UN SILLON

QUI S'ÉLARGIT

Pendant deux jours, la volonté de la justice de punir les militants de la Confédération Paysanne a réussi à faire ce qui ne s'était jamais réalisé auparavant : un forum permanent qui a réuni la plupart des composantes du mouvement social, associations, syndicats, qui s'opposent à la mondialisation libérale, ainsi que plusieurs organisations politiques d'extrême gauche. Le bouillonnement intense qui a parcouru tous ceux qui étaient venus, en car, à pied, en

stop, ou à vélo va laisser des traces. Car ce qui s'exprimait le plus souvent, c'était une sorte de légitimité évidente de prendre part à une manifestation politique, et de le faire dans la joie.

Créer des liens nouveaux, s'informer, connaître les problèmes des autres, les perspectives pour réagir, faire de la politique. C'est ce qui se retrouve dans les propos d'un jeune militant d'Attac : « Depuis des années, les élus ou les institutionnels font l'aveu de leur impuissance face à la mondialisation, de leur incapacité à infléchir le social, nous les prenons au mot : ils ne comptent pas pour nous non plus. A chaque question posée, ils nous répètent : on ne peut pas, le pouvoir ne sert à rien. Pourquoi nous intéresserions-nous à ce rien ? Maintenant nous passons par dessus leur tête ». Une infirmière libérale venue avec son mari résume « Nous imprimons nos propres tracts, nous nous représentons nous mêmes. ». A force d'en parler, ils ont emmené la moitié de leur village : « Nous avons fini par fonder un collectif, Tam-Tam (Tous à Millau). Cela a tellement marché que nous n'allons pas le dissoudre. C'est cela que Millau a rendu visible : tous ces gens qui bougeaient chacun dans leur coin, dans leur village de façon souterraine, sans se rendre compte que les autres faisaient pareil à côté. Maintenant qu'on l'a compris, c'est le début de quelque chose. » C'est de cette façon qu'une nouvelle force politique, dans et hors des organisations traditionnelles est en train de se construire.

Mais au fait, pourquoi cela maintenant ? Le rassemblement de Millau n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Car entre le démontage du McDo d'août 99 et juin 2000, la lutte des paysans a rencontré sur

son chemin bien d'autres échos : Seattle bien sûr, mais aussi les grèves de l'Education nationale et des hôpitaux, etc... En août 99, c'était les produits agricoles français qui n'étaient pas une marchandise, à l'hiver 2000, c'était la santé, puis au printemps, des dizaines de milliers d'enseignants et de parents d'élèves manifestaient : « l'éducation n'est pas une marchandise »... En juin 2000 : « le monde n'est pas une marchandise ». C'est pour cela que Millau 2000 marquait une étape par rapport à Millau 99 : le rassemblement à l'occasion du procès de José Bové est donc devenu un rassemblement nécessaire pour une bonne partie du mouvement social. Une nécessité pour discuter de l'avenir des luttes en France et dans le monde, de discuter des différentes politiques. Toutes pouvaient librement exister, s'y exprimer, et ce caractère ouvert a largement contribué au succès de l'initiative, notamment auprès de la jeunesse.

Même si, à part les délégations étrangères, le rassemblement était essentiellement français, son caractère internationaliste ne fait aucun doute. Rebaptiser « Seattle-sur-Tarn » la petite ville d'Aveyron, c'était se projeter à l'échelle mondiale, la seule possible pour envisager l'avenir et la défense des droits des êtres humains. Le rassemblement de Millau a été un cadre de rencontres, une façon de réaliser le « tous ensemble » des luttes. « Tous ensemble » pas seulement pour réagir, se défendre contre la dégradation permanente engendrée par le capitalisme, mais aussi pour imaginer l'avenir.

Ce procès a aussi été la prise de conscience des moyens nécessaires qu'il faudra mettre en œuvre pour défendre les droits de la population. Plusieurs militants de la Confédéra-

tion Paysanne l'ont déclaré à la presse : s'il est nécessaire de sortir du cadre des lois qui donnent toute liberté à la logique du libéralisme, il n'y aura pas d'hésitation. « L'illégalité, c'est une question qu'il ne faut pas éviter. C'est un moyen, pas un but. Après il faut pouvoir assumer tête haute devant un tribunal, fier de soi. » déclare un militant de la Confédération Paysanne. Il est vrai que vu le succès de ce rassemblement, les militants syndicaux peuvent être assurés de la légitimité de leur combat.

CELLATEX, HEINEKEN...

DES LUTTES D'AVENIR

Mettre à mal la légalité : les salariés de l'usine Cellatex sont passés directement à la pratique, car que faire contre un plan social ? Face à une telle décision, les travailleurs licenciés se débrouillent seuls, sans soutien des grandes centrales syndicales ni des partis de la Gauche plurielle, ceci à l'exception de quelques sections locales. La seule force réelle sur laquelle les salariés peuvent compter, c'est la leur, celle de l'usine. A ce niveau-là les travailleurs disent : l'usine c'est nous, c'est nous qui la faisons tourner, elle nous appartient. Comme nous appartient aussi l'outil de travail. Vous voulez nous liquider, alors nous liquidons l'usine, outil de travail compris. Le vieux tabou des organisations syndicales « responsables » saute : sauver sa peau avant l'outil de travail ou le site.

Les commentateurs bourgeois ont joué la complainte de la lutte désespérée, façon « derniers des mohicans » ou « Jurassik Park ». Mais quand une salariée, après plusieurs dizaines d'années à Cellatex, explique : « Ma vie c'est aussi et surtout l'usine, mon usine. », et qu'en même

temps, elle menace de « tout faire péter », ce n'est pas un suicide. C'est un déchirement : on était des « Cellatex », des « Bertrand Faure », comme on dit des « Renault » ou des « Bibs », pour Michelin. Vous ne voulez plus de nous, alors on liquide tout, nos espoirs, nos illusions, mais aussi nos chaînes... Et patrons et gouvernement se retrouvent en face d'être humains qui tout simplement veulent être traités comme tels, et à qui on ne la fait plus sur le « sens de la responsabilité », « l'intérêt de l'entreprise », « le respect de l'outil de travail », ou le énième plan de reconversion qu'ils vont devoir subir.

Si malgré l'absence de toute campagne de popularisation la méthode Cellatex a fait école, c'est bien qu'elle était un peu plus qu'une lutte « défensive » classique, qu'une lutte « désespérée » ; on n'imite pas le désespoir : le contenu politique de cette lutte, c'est-à-dire l'affirmation d'une légitimité, et donc d'une stratégie, a d'autant plus provoqué des émules que c'est l'idée du « producteurs, sauvons-nous nous-mêmes » qui refait surface. La méthode Cellatex était dans l'air du temps. Alors De Forgeval à Valenciennes, jusqu'à Bertrand Faure, en passant par l'usine du Lyonnet en Haute-Saône, les luttes se renforcent entre elles, mêmes si elles ne font que rarement leur jonction. A Adelshoffen, un syndicaliste explique comment ils en sont arrivés là : « Cela fait longtemps qu'on avait cette action en tête. Ce n'est pas une imitation de ce qui se passe à Cellatex. Depuis 2 mois, on fait la grève du zèle et on manifeste mais la direction fait la sourde oreille. Alors on a plus rien à perdre. »

Mêmes moyens à Cellatex, Forgeval, Bertrand Faure, Adelshoffen et Lyonnet, mais pour des fins différentes. Contre la logique financière,

à Adelshoffen, on veut avoir son mot à dire sur l'avenir de l'usine, et à Lyonnet, après des erreurs de gestion du patron, on envisage de fonder une coopérative. C'est une autre façon de s'appropriier l'outil de travail, et dans ces cas-là, de vouloir le contrôler. Mais ce que révèlent toutes les menaces de destruction du fameux « outil de travail », c'est l'affirmation que les logiques économiques n'ont aucun sens, le travail lui-même n'a aucun sens s'ils doivent briser des vies humaines pour perdre. C'est l'affirmation que par leur travail, par leurs droits humains, les travailleurs ont légitimité à donner leur mot sur leur sort, qu'ils l'identifient ou non à celui de leur entreprise. C'est bien en cela que ces différentes luttes peuvent renforcer l'ensemble des exploités dans leur volonté de faire respecter, de se battre pour leurs droits, c'est ce qui permet d'en comprendre la popularité et le retentissement.

Les salariés de Cellatex se sont tournés vers le gouvernement puisque personne ne se tournait vers eux. Aucune force organisée ne s'est préoccupée d'organiser un soutien direct à l'échelle nationale aux salariés en lutte contre les plans de licenciements qui avaient réussi à percer dans les médias. Pourtant, la grève des Cellatex était alors devenue la lutte de tout le monde. S'il y a une non-intervention des organisations réformistes du mouvement ouvrier, s'il y a eu apathie de l'extrême-gauche, par contre, les Cellatex ont vu les salariés des usines environnantes et la population les soutenir. Ou comme cette dame de 84 ans qui débarque à 3 heures 30 du matin par un train de nuit, et déclare au piquet de grève : « J'arrive de Nantes, je suis vieille, je vous ai vu à la télé, je viens vous dire que je suis avec

vous. »

Les salariés en lutte demandaient au gouvernement d'intervenir. Et c'était d'une certaine façon le plus réaliste. Formulée par personne, la perspective d'une lutte d'ensemble, et des moyens nécessaires à l'échelle nationale pour mettre en œuvre une campagne contre les plans de licenciements ne pouvait surgir spontanément. En conséquence, les luttes de juillet ne gênaient pas le gouvernement, même si ce qu'elles révèlent de colère accumulée a effrayé bien des commentateurs officiels. Mais pour les salariés, il ne s'agissait pas d'une confiance quelconque envers le gouvernement de gauche. L'attitude avec la droite aurait été sensiblement identique ; comme le disent les salariés eux-mêmes, il s'agissait de « faire plier l'Etat ».

Ce sont bien ces luttes, c'est bien cet « air du temps » — qualifié par certains commentateurs, faisant le lien à juste titre entre Millau et Cellatex, de « nouvelle radicalité sociale » — bref, cette prise de conscience, qui à un an des municipales, a contraint le gouvernement, pour légitimer sa position, à intervenir dans le dossier Cellatex.

L'AFFIRMATION

PROGRESSIVE

D'UNE NOUVELLE

FORCE POLITIQUE

Cette nouvelle force qui s'affirme progressivement doit encore s'endurcir et se préciser pour devenir réellement politique. Cette force se consolidera notamment au travers des luttes, qui sont le cadre naturel d'élaboration et d'expérimentation des différentes politiques qui s'expriment en son sein. Elle sera d'autant plus sûre d'elle-même, de son droit

qu'elle s'affirmera comme irréductiblement indépendante de tous les pouvoirs établis. Mais les luttes elles-mêmes auront d'autant plus de chances d'être victorieuses, seront des sources d'enseignement fécondes pour l'ensemble des travailleurs, que leurs militants en trouveront le sens qui les rattache aux autres. Pour l'instant, ce qu'il y a de commun entre ceux qui sont partie prenante des luttes de l'été, c'est que les uns comme les autres pourraient dire : « on sait très bien ce qu'on ne veut pas, mais on ne sait pas encore ce qu'on veut ». C'est ce que critiqueront les esprits chagrins d'extrême-gauche, qui ne se rendent pas compte que leurs propres organisations politiques... souffrent également du même défaut de perspectives... et que les deux défauts de perspectives sont liés !

A la source des révoltes, qui ont chacune leur visage propre, irréductible, il y a la prise de conscience lente et profonde que le capitalisme n'épargnera rien, que la « bonne volonté » individuelle ne suffit pas pour changer les choses. Il y a un refus de l'aliénation que chaque individu subit jour après jour, année après année dans un système social absurde, qui broie, use et gaspille le meilleur des énergies humaines, techniques, naturelles. Il y a le rejet du totalitarisme de la marchandise, de la libéralisation généralisée qui réduit les sociétés à des masses inertes, les individus à des « pions sur l'échiquier », qui nous met tous « à la masse ». La lutte contre ce « totalitarisme du XXI^e siècle » passe par la défense des droits démocratiques, les droits des individus à disposer de leur corps, de leur temps, de leur travail, de leurs richesses, le droit d'être acteur dans tous les domaines de la vie sociale et politique.

« Le monde n'est pas une marchandise », ce slogan a traversé les luttes de ces derniers mois. Il témoigne de l'aspiration humaine à un autre monde, à d'autres rapports, gouvernés autrement que par le marché. Mais si l'école, la santé, la vie elle-même, les gènes, la nourriture ne doivent pas être des marchandises, commençons par le commencement : l'être humain lui-même ne doit pas être une marchandise. Le travail humain ne doit pas être réduit à la logique de la marchandisation. Un homme vaut plus que son salaire. Pourquoi les neuf-dixièmes de l'humanité devraient-ils perdre leur vie à la gagner ? La vie est un droit. La monnaie est une survivance barbare qui freine tout développement de la civilisation humaine.

La logique politique des luttes actuelles, de l'évolution des consciences permet aux révolutionnaires de défendre de façon très réaliste la perspective de l'abolition du salariat, de la propriété privée sur le travail et la vie d'autres hommes, comme sur le vivant dans son ensemble, la production culturelle, scientifique et technique, sources de progrès si elle est maîtrisée. Plus encore cette logique réaffirme avec une force nouvelle la perspective d'une société communiste qui permette aux hommes et aux femmes de vivre librement sur cette planète en travaillant le moins possible. Dans le cas des salariés de Cellatex, l'idée d'appropriation collective peut paraître plaquée, aucune idée d'auto-gestion n'ayant été même formulée pendant ou après le conflit. En effet, Cellatex n'était pas Lip. Mais mettre en jeu l'existence de l'usine face à celle du sort de ceux qui n'en sont « que » les salariés, c'est une première étape dans la contestation de la mainmise absolue des capitalistes

sur les moyens de production de l'économie.

L'autonomie des forces populaires vis-à-vis des pouvoirs institués n'est pas qu'un souci de garder son indépendance vis-à-vis de partis politiques qui seraient « récupérateurs ». A Millau par exemple, tous les partis politiques qui l'ont souhaité étaient naturellement présents, puisque chacun a la même place que quiconque. Mais c'est plutôt un constat pratique que les gouvernements, les Etats et les institutions, qu'elles soient nationales ou internationales, sont impuissants à résoudre les problèmes de la société, voire responsables de ces problèmes. La solution la plus réaliste sera de construire un nouveau pouvoir politique exercé par le peuple et pour le peuple et qui mettra en commun toutes les richesses de l'humanité pour satisfaire les besoins vitaux des populations.

De Millau à Cellatex, les germes du communisme, d'une vie démocratique réelle sont bien présents. Les résistances sont pour l'instant l'œuvre de minorités qui deviennent « massives », en représentant les aspirations de tout un camp social. Ces minorités sont en voie de constituer une force indépendante et solidaire, collective et individualiste, organisée et libre, ouverte et ferme sur ses convictions, sérieuse et festive, mêlant jeunes et vieux, méfiante à l'égard des pouvoirs et des discours établis, mais avide d'inventer un autre avenir. Cette force est celle des « nouveaux sans-culottes », de ce « peuple d'extrême gauche » qui s'affirme depuis maintenant cinq ans.

LE PARADOXE

DE LA SITUATION DE

L'EXTRÊME-GAUCHE

Ces luttes participent du mouvement d'expérimentation d'un nouveau « monde du travail », en pleine re-composition sociale, politique, culturelle, qui prend conscience de sa force. Ces luttes, donc, sont une chance. Notre tâche, à nous révolutionnaires, c'est d'en dégager le maximum de sens, la portée révolutionnaire, les yeux résolument tournés vers la révolution à venir, et pas vers le passé réformiste du mouvement ouvrier, et ceci avec nos camarades de lutte, pour eux, pour l'ensemble de notre camp. C'est la condition nécessaire, mais pas suffisante, pour que ces luttes prennent leur véritable sens politique, qu'elles contribuent à forger une nouvelle « conscience de classe » en quelque sorte. Nous ne pourrions le faire qu'en tissant dans ces luttes des relations égalitaires, d'apprentissages réciproques, convaincus qu'elles vont contribuer à reformuler un manifeste communiste du XXI^e siècle, renouveler non seulement notre programme politique de transition vers une société sans classe, mais l'ensemble de nos pratiques et de nos discours, l'ensemble de nos organisations, nous-mêmes.

Or, ce n'est pas le moindre des paradoxes que malgré la disparition des obstacles réformistes et staliniens à l'existence de l'extrême-gauche dans son propre camp, elle se maintient elle-même à l'écart du renouveau des luttes sociales. Ce qui contraste d'autant plus avec l'ouverture d'esprit des luttes, c'est-à-dire l'absence de corporatisme, dans lesquelles chacun peut apporter son soutien, défendre ses propres idées. Dans les luttes pour défendre la santé, l'éducation, ou contre un plan de licenciement, personne n'est en fait « extérieur », puisqu'il s'agit à chaque

fois de défendre les intérêts immédiats de l'ensemble de la société. Se défendre de ne pas vouloir « récupérer » les mouvements, ou bien leur attribuer un caractère réformiste en ne prêtant attention qu'à leurs objectifs immédiats ou à leurs leaders, au lieu de mettre en œuvre tout ce qu'il est possible de faire au niveau national, revient à une démission politique.

Cette situation de l'extrême-gauche n'est pas une question de mauvaise volonté, mais le résultat d'une évolution qui s'étale sur plusieurs années et paraît arriver aujourd'hui à une étape critique. Depuis 1995, l'extrême-gauche a pris conscience de l'écho nouveau de ses propres idées, essentiellement à travers le prisme électoral, par les 5 % d'Arlette à la présidentielle, puis aux Régionales de 98 et aux Européennes de 1999. Toute la discussion sur les perspectives des révolutionnaires s'est posée en terme de « responsabilités », comme si tout reposait sur l'extrême-gauche, ce qui est encore une façon de se mettre soi-même au centre de la discussion.

Autre conséquence, bien plus dommageable : qu'est-ce qui a polarisé, depuis septembre 1999, les débats dans l'extrême-gauche ? Les élections municipales... C'est un enjeu très important, un tremplin pour jeter les bases d'une force révolutionnaire dans ce pays, pour autant que cet enjeu est relié au terrain bien plus fondamental des luttes, auxquelles il s'agirait, à cette occasion, de donner une expression organisée et politique. La déformation parlementaire du débat au sein de l'extrême-gauche organisée a conduit jusqu'au 18 juin : LO refuse les propositions ultimes de la LCR, donnant ainsi la preuve de sa capacité à défendre la propriété privée de son (petit) capital

politique.

Rejeter la responsabilité de la rupture exclusivement sur LO conduit à reproduire son sectarisme. Que pouvait-on attendre d'autre de la direction de LO ? Pouvait-on faire plus en créant les conditions politiques rendant impossible un tel refus ? Non, puisque cela ne s'est pas fait. Mais la paralysie de LO, qui a marqué l'ensemble du débat sur les municipales, conduit à cette paralysie de l'ensemble des forces. C'est un constat dont l'ensemble des forces révolutionnaires qui refusent le statu quo politique devront tenir compte. Malgré une nouvelle radicalité des luttes, l'extrême-gauche suit pour l'instant une courbe vers l'institutionnalisation qui ressemble à s'y méprendre à celle des partis de gauche traditionnels. Il ne s'agit pas de trahison... plutôt d'une inertie tranquille, celle des directions traditionnelles qui ont eu le souci pendant près de 50 ans de se définir par rapport à cette gauche traditionnelle.

Le « décalage » repéré par bien des camarades entre les luttes sociales et l'extrême-gauche organisée a pris la forme d'un décalage entre ce qui est vivant et ce qui paraît inerte. Il n'est même pas exclu que ce « décalage » devienne un gouffre et que la montée en puissance politique de notre camp social... ne se traduise même pas au niveau électoral dans les années futures, voire que les scores de l'extrême-gauche stagnent ou régressent : la boucle serait ainsi bouclée.

DÉFINIR UN PROGRAMME

DES LUTTES, S'EN FAIRE

L'EXPRESSION

La situation actuelle n'ouvre pas une

infinité d'évolutions possibles. Soit l'extrême-gauche continue à s'institutionnaliser et perdurera en tant que « tradition », courant politique qui aura une place, certes respectable, dans le musée du XXI^e siècle, soit elle relève le défi de définir les tâches pratiques pour les révolutions à venir, à partir d'une compréhension renouvelée du capitalisme. La question de l'élaboration d'un programme révolutionnaire exige à chaque période une méthode particulière qui nous permette de synthétiser l'expérience la plus large possible. L'organisation des Forums de la LCR au printemps 2000 était un début de réponse pratique : en associant tout ceux, militants, associations, syndicats qui veulent participer à la discussion. C'est le début d'une discussion concrète sur le programme nécessaire aux luttes qui a été amorcée ici. Reste à mener le processus jusqu'au bout.

Millau nous révèle ou nous confirme que bien des gens, en particulier des jeunes ne fuient ni la discussion politique ni les organisations pour autant qu'elles leur paraissent utiles. C'est l'utilité sociale qui doit justifier notre existence politique : servons-nous à quelque chose ? Une organisation politique, son journal, ses réunions de cellule, à quoi ça me sert quand je suis en bagarre ? C'est à partir des besoins politiques des militants des luttes que doit commencer notre effort concret de reconstruction, notre révolution. Un parti se définit par les initiatives, le rôle social et politique pour un certain camp social dont il se fait l'outil de luttes, comment chaque

lutte peut être une expérience pour l'ensemble des salariés. Ainsi un parti se fait aussi la mémoire des luttes des exploités, des expériences d'émancipation, les plus récentes comme les plus anciennes, celles-ci trouvant un sens au regard des combats présents, qu'elles contribuent à éclairer. A ce titre, bien des militants restent paralysés par l'expérience d'octobre 1917 vis-à-vis de laquelle ils entreprennent un inlassable « travail de mémoire », qui paraît illusoire, alors qu'une des questions urgentes est de savoir qui fera la mémoire des luttes de Cellatex, de Bertrand Faure, et avant eux des convoyeurs de fonds ou de l'Education nationale.

Quelles initiatives seraient utiles aujourd'hui pour les luttes ? Donner un écho national à leur programme. Une campagne ? Le référendum sur le quinquennat par exemple offrirait une occasion d'exprimer les aspirations des luttes sociales. Toute la presse d'extrême-gauche a souligné l'indifférence que suscitait ce référendum, très éloigné de ce qu'on discute dans les quartiers populaires ! Elle aurait pu être la force démocratique qui permet aux luttes des derniers mois de s'inviter lors du référendum, de s'y affirmer, de devenir une force nationale, c'est-à-dire politique. Une campagne nationale de l'extrême-gauche pour mettre dans l'urne des bulletins nuls intitulés par exemple : « pour une véritable démocratie : interdiction des licenciements, contrôle de l'économie par les travailleurs et les consommateurs, non au P.A.R.E. et à la loi Aubry, augmentation des salaires et

des allocations », plutôt que d'enfermer l'extrême-gauche dans le jeu parlementaire des municipales, prouverait qu'elle est à même, pour défendre les droits politiques de son camp, de braver la légalité, comme les syndicalistes paysans, comme les Cellatex. Aucun acte politique de nos députés européens n'aurait autant de retentissement, ne serait aussi utile pour construire la conscience politique des luttes, et donc le « tous ensemble ... pour changer la société ».

Refusant la logique des institutions et des positions établies, les révolutionnaires ne sont en mesure de donner une portée politique aux luttes sociales et une force sociale à leur programme communiste que s'ils engagent un véritable dialogue avec le large peuple d'extrême-gauche, ne s'arrogeant ni le monopole de la décision, ni celui de l'organisation, ni celui de la politique. C'est de cette manière que dans les mouvements, nous pourrions nous rendre utiles, en tant que force collective, organisée. C'est de cette manière que nous trouverons « tout naturellement » les soutiens, les énergies qui se dépensent sans compter dans les luttes et seront d'autant plus en mesure de le faire qu'elles auront la conscience collective et individuelle de leurs actes.

Ce texte a été rédigé en vue de la journée de travail que les rédacteurs, diffuseurs et sympathisants de Carré Rouge ont tenue le 30 septembre. Le rédacteur a pu en montrer une première mouture à quelques camarades qui lui ont fait des commentaires et suggestions. Il a pu aussi en parler de façon générale, donc imprécise, avec quelques autres. Mais la période estivale a interdit un travail collectif, de sorte que le rédacteur porte la responsabilité de la manière dont la proposition Carré Rouge a été formulée dans ce document. Il est donc signé de son seul nom. Le document est connu des abonnés, puisqu'il a été diffusé sous forme photocopiée. Il est publié ici avec quelques corrections inspirées par les commentaires faits lors de la discussion. Elles ont pour but d'en clarifier un peu mieux les buts et la méthode.

Propositions pour travail collectif de renouveau programmatique

Le but de ce texte est de présenter une première esquisse de ce qui pourrait devenir, après avoir été retravaillé, enrichi et développé collectivement, la base d'un « projet de recherche et d'élaboration politiques, projet éclairé par l'objectif de la transformation socialiste de la société ». Ce projet serait ensuite mené en commun avec ceux qui, à Carré Rouge et en dehors de lui, en reconnaîtraient le besoin et qui en partageraient — en termes généraux seulement bien sûr — la problématique de départ. Toutes les revues qui souhaiteraient collaborer au projet pourraient aider au travail de publication. Le texte cherche à fournir un certain nombre d'éléments qui pourraient également conduire des militants syndicaux non organisés politique-

ment à se joindre à un tel travail.

Pas mal de matériel théorique nouveau, susceptible de venir nourrir un « projet de recherche et d'élaboration politiques » a été produit dans diverses enceintes et publié dans différentes revues, au cours des dernières années. Mais à de rares exceptions près, cette production théorique n'a pas été explicitement « éclairée par l'objectif de la transformation socialiste de la société ». C'est la volonté de tenter encore de travailler dans cette perspective, en dépit du cours pris par l'histoire du XX^e siècle et la manière dont le XXI^e siècle commence, qui peut distinguer notre proposition de celles faites dans d'autres lieux. Cela ne fait qu'accroître notre volonté de collaborer avec tous ceux qui se reconnaî-

tront, à des degrés divers, dans l'analyse correspondant à la deuxième et à la troisième parties de ce texte.

Le présent texte a trois parties, dont la longueur et la portée diffèrent. La première explique les raisons pour lesquelles seule une démarche de ce type justifie la poursuite d'une revue comme Carré Rouge. La seconde partie, la plus marquée par l'expérience spécifique du trotskisme, présente les raisons politiques fondamentales qui motivent à mes yeux la nécessité d'un tel travail. On y trouve l'expression des discussions abordées à Carré Rouge sans être jamais poussées très loin. La troisième expose, sous forme de « têtes de chapitres » (accompagnées chaque fois d'un minimum d'éléments qui les éclairent) quelques-unes des questions qui pourraient être traitées dans le type de « projet de recherche et d'élaboration politiques » auquel nous songeons.

LA RAISON D'ÊTRE DE CARRÉ ROUGE : UN RAPPEL

Assurer la publication de Carré Rouge n'est pas une fin en soi. Carré Rouge n'aura aucune vocation à se pérenniser si sa raison d'être ne s'affermirait pas qualitativement par rapport à ce qu'elle est. Il est exact que l'existence de la revue permet à un nombre circonscrit de militants d'abord de mettre au clair et ensuite de présenter à intervalle assez régulier leur appréciation de la situation politique française. Ils y publient aussi, avec d'autres, des articles de réflexion à visée théorique sur des questions clefs de la lutte des classes et de la pensée révolutionnaire, en premier lieu celles portant

sur l'héritage marxiste. Mais cela ne représente en aucune manière une justification suffisante pour l'existence de Carré Rouge. Il n'y a aucun vrai besoin pour une revue politique de plus.

En 1995, quelques anciens militants de l'OCI-PCI (nous étions six très exactement) se retrouvaient et fondaient Carré Rouge. Nous souhaitions tirer le bilan du passé et reprendre goût à l'action, à la discussion politique. Très vite nous avons tenté d'associer des collaborations de militants venant d'autres horizons : ainsi nous avons accueilli les camarades de VDT, tandis que des militants de la LCR et de la Gauche Communiste du PCF et plus tard de la Commune et de la Gauche Révolutionnaire sont venus au gré des discussions et des événements de la vie politique française participer aux réunions et écrire dans la revue. Avec un degré de clarté croissant dans les raisons d'être de sa démarche, la rédaction de Carré Rouge a cherché à faire de la revue un instrument pour d'autres (ces autres étant tous ceux qui continuent à considérer que « le socialisme est le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner ». C'est la citation de Siniavsky qui figure sur la page de couverture de la revue depuis son lancement. Elle ne nous est pas propre ; nous la partageons avec le collectif de la revue Le Marxisme Aujourd'hui et l'initiative que Carré Rouge prend s'adresse expressément aussi aux camarades qui y écrivent et qui la publient .

En juin 1998, lors d'une première « journée de travail », un texte a été soumis au débat disant : « Carré Rouge appartient à ceux qui, voulant mener réflexion, discussion et combat pour le socialisme, décident de s'en emparer et d'en faire le lieu de

cette réflexion et de ce débat. Il n'appartient pas en propre à un groupe (celui de ses fondateurs) qui accepterait d'ouvrir ses colonnes à des "invités" ». Dans la discussion, un camarade, sans être suivi, a même dit que Carré Rouge « était à prendre ». Apportant un appui sans réserve à la candidature commune LO-LCR, nous avons voulu saisir l'occasion des élections européennes pour tenter de donner une première expression concrète de la fonction spécifique que pourrait jouer une revue se revendiquant du marxisme, mais à la recherche du dialogue avec d'autres courants, anarcho-syndicalistes et libertaires notamment.

En janvier 1999, les éléments pour un programme d'urgence, de même qu'un texte sur la démocratie et un autre sur les Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe ont été élaborés sur la base d'une tentative de travail collectif. La démarche a été comprise par un très petit nombre de militants seulement, intervenant souvent hors de France. Dans ce pays et sans doute ici même beaucoup l'ont interprétée de façon éminemment pragmatique, sinon de manière carrément « politicienne » et électoraliste. Ce n'était pas là un bon départ et cela contribue à expliquer, avec nos faiblesses politiques propres, pourquoi les journées d'étude de janvier et juin 1999 sont restées sans lendemain. Des déceptions, injustifiées mais réelles, quant au résultat de la liste commune, accentuées ensuite par des orientations politiques à propos desquelles Carré Rouge s'est prononcé, ont fait le reste. Au cours des dernières années, d'autres camarades ont exploré d'autres voies, mené d'autres expériences dont ils tirent maintenant le bilan. Le moment n'est-il pas venu d'échanger le résultat de ces expériences dans le cadre

d'une réflexion plus vaste ?

De juin 1999 à juin 2000, Carré Rouge a subi comme d'autres regroupements les effets de ce repli et dû s'organiser pour « tenir ». Avec l'exception des départements de l'académie de Clermont-Ferrand, la revue est restée parisienne. Elle n'aborde pratiquement pas non plus les questions internationales. Durant la dernière période, dans nos discussions plénières et dans la revue, nous avons enfin commencé à aborder tant soit peu sérieusement la question du stalinisme, de certains aspects clefs de la révolution d'Octobre, ainsi que la discussion de certaines des racines des crises politiques répétées du trotskisme après 1945. Des encouragements nous sont venus de l'étranger, aussi bien pour le travail fait en 1999 que pour les articles plus récents. Tout cela pourrait être un motif de satisfaction. Cela ne l'est que de façon très limitée. Le fait d'avoir « tenu » et d'avoir continué à publier une revue « honorable », n'est pas une preuve suffisante de son utilité politique, ni du besoin de continuer à la faire paraître.

Dans des relations qui seraient à définir, lors du 30 septembre et dans les semaines qui suivront, avec d'autres courants, collectifs, militants individuels, Carré Rouge trouverait peut-être une raison d'être pour continuer à se réunir et à paraître, en devenant, avec d'autres revues, l'un des supports d'un travail collectif. Celui-ci aurait pour objectif de mettre en œuvre, par un travail écrit préparé par des échanges oraux, ce que je nomme de façon maladroite et lourde un « projet de recherche et d'élaboration politiques éclairé par l'objectif de la transformation socialiste de la société ». Le sens de ce travail serait à la fois de

surmonter les non-dits et la paralysie de bilans non achevés et de nous permettre à terme de sortir de l'empirisme total qui caractérise notre travail politique, tous autant que nous sommes.

UNE SITUATION DE VIDE PROGRAMMATIQUE ET STRATÉGIQUE

Pourquoi un tel « projet de recherche » ? Parce qu'aujourd'hui nous nous trouvons démunis de toute orientation politique digne du terme (à un autre époque nous aurions dit tout de suite un programme), qui ait comme fondement le combat pour la transformation socialiste de la société, mais qui soit en même temps enracinée dans une analyse des processus sociaux et politiques contemporains, tels qu'ils sont réellement et non pas fictivement en ce début de XXI^e siècle. Pour le dire tout net, les militants qui déterminent toujours leur activité politique et/ou syndicale par rapport au caractère irréductible de l'antagonisme entre le capital (les propriétaires des moyens de production et de communication, c'est-à-dire des moyens de vie de la société) et ceux qui vendent ou qui tentent de vendre leur force de travail (l'immense armée industrielle de réserve que le capital a constituée à l'échelle mondiale), « naviguent politiquement sans boussole ».

Cela est d'autant plus grave que la situation politique me paraît contenir beaucoup des éléments d'un « tournant brusque ». Ceux-ci ont toujours été l'une des caractéristiques de l'époque impérialiste, mais une longue période de la lutte des classes mondiale s'est terminée en 1989-91 et aucun de nous n'en a tiré

les conséquences. Le « tournant brusque » qui nous attend à plus ou moins longue échéance ne reposera plus sur les données et « paramètres » politiques des années 1930, ni même sur ceux des années 1960-70. Nous fonctionnons avec des références programmatiques qui exigent d'être reconstruites de fond en comble, ce qui suppose d'en finir avec la fétichisation des écrits de ceux qui nous ont précédés.

Chaque militant (ou chaque groupe de militants ayant des affinités politiques communes) déclinera cette affirmation dans le langage de sa tradition politique et par rapport à son expérience propre. Dans la suite de cette section, je le dirai à partir de l'expérience et dans le langage politique du trotskisme. Les militants d'origine communiste « orthodoxe », issus du moule caractérisé par nous comme celui du stalinisme (1) ou ceux de la variante maoïste diront, s'ils le veulent, comment cette question se pose maintenant pour eux. Personne ne peut le faire à leur place. La même chose vaut pour les militants de la famille de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme. Personne non plus ne peut le faire à leur place.

Notre conviction commune, à tous et à toutes à Carré Rouge, c'est qu'aucun courant politique ou syndical sérieux se donnant comme but, non la construction d'une secte ou d'une église millénariste, mais la lutte pour en finir avec le capitalisme avec et aux côtés des millions de femmes et d'hommes dont l'adhésion à ce combat doit être obtenue, ne peut continuer à se présenter aujourd'hui comme « armé du programme ». Aucun courant politique intervenant aujourd'hui ne peut même se prévaloir d'une orientation qui ne repose pas, soit sur un acte de foi (étayé par des

documents historiquement datés, ossifiés ou pire encore, fétichisés), soit sur l'empirisme le plus total. L'absence de « programme », au sens d'une orientation stratégique — le but, les leviers — qui répondent aux questions clefs de l'action politique ayant le socialisme comme perspective, est même l'un des traits constitutifs de la situation politique actuelle. En effet, l'extrême faiblesse, sinon le vide théorique est l'un des traits constitutifs de la situation politique, en France, en Europe, sur tous les continents.

Pendant tout un temps, les travailleurs influencés par les PC savaient, pressentaient que l'URSS n'était pas le paradis socialiste. Ils espéraient une réforme démocratique du système, donnant à la révolution d'Octobre un second souffle, une nouvelle jeunesse. Les salariés et travailleurs influencés par la IV^e Internationale, au-delà des différences nées des multiples scissions, et les militants appartenant à ses différents segments, combattaient pour la révolution mondiale, dont la révolution politique antistalinienne était partie constitutive.

La chute du mur de Berlin, la dislocation de l'URSS, ont tout changé. C'est au profit, non du socialisme, mais de la contre-révolution bureaucratique et impérialiste que se sont opérées et la chute du mur et la dislocation de l'URSS. Des millions de salariés, des millions de militants sont ainsi plongés dans le désarroi. Ils ont le sentiment de ne plus avoir d'avenir. L'espoir ouvert en 1917 est mort. Le capital est présenté aux salariés du monde entier comme une réalité indépassable, sans qu'aucune perspective stratégique puisse être opposée à cette prétention. Évidemment ce fait considérable pèse sur toute la lutte des classes interna-

tionale. Il n'y a plus de projet, d'avenir émancipateur qui soit étayé théoriquement, politiquement. Il faut le reconstruire. Sans attendre l'événement salvateur, il faut s'engager à la fois avec modestie et avec ambition dans un travail collectif, de recherches, de débats, sans tabous. Il faut s'atteler à la reconstruction d'un avenir socialiste, dont les forces vives de la société pourront s'emparer.

UN RAPPEL DES QUESTIONS AUXQUELLES LES PROGRAMMES FOURNISSAIENT AUTREFOIS UNE RÉPONSE

S'agissant du passage d'un mode de production et d'une forme de propriété à un autre mode de production et à des formes de propriété tout à fait différentes, le programme révolutionnaire, depuis le Manifeste du Parti communiste (1847) jusqu'au Programme de Transition (1938), en passant par les documents programmatiques de l'Internationale Communiste (1919-23), a presque invariablement inclus selon notre compréhension les points suivants :

q les raisons pour lesquelles les rapports de propriété et de production capitalistes doivent être remplacés, donc détruits et non réformés ;

q la désignation de la ou des classes possédant à la fois la capacité sociale, la force organisationnelle et surtout les motivations suffisamment fortes pour s'engager dans le combat conduisant à une telle transformation ;

q la définition des processus économiques fondamentaux et des points d'appui politiques sur lesquels le projet de transformation des rapports de propriété et de production, ainsi que l'action dans ce sens de cette ou de

ces classes, peuvent prendre appui ;
q la définition des types de crises politiques et sociales qui sont susceptibles de fournir les conditions concrètes qui surdéterminent ces processus fondamentaux et qui ouvrent la possibilité d'entreprendre la « conquête du pouvoir », point de départ de la transformation des rapports de propriété et de production ;
q la définition des formes d'organisation et des organismes à bâtir pour chasser la classe dominante du pouvoir ;

q enfin, la définition des formes d'organisation du pouvoir qui doivent être construites pour mener les premières étapes de la transformation des rapports de propriété et de tous les rapports sociaux.

Aucune des réponses qui ont été données à ces points depuis le Manifeste de 1847, ne peut être considérée comme immuable, comme ayant été définie, même dans ses « grandes lignes », dans des formes données une fois pour toutes. Toutes sont à des degrés certes variables, mais en général très forts, historiquement déterminées. L'importance des positions prises par les grands théoriciens et praticiens de la révolution tient surtout dans leur méthode, dans les cheminements qu'ils ont suivis.

Si on pensait que tel n'est pas le cas, on ne sortirait pas seulement du cadre du marxisme qui a insisté plus que tout autre corps de pensée théorique sur l'historicité de l'action humaine (et de ce fait du monde « naturel » lui aussi). On sortirait de la rationalité élémentaire tout court. C'est pourtant ce à quoi nous avons contribué assez largement pendant une partie importante de notre vie militante. Il est temps, grand temps, d'y mettre un terme. Il est temps, grand temps, de redevenir des marxistes.

L'OSSIFICATION PROGRAMMATIQUE VUE DU POINT DE VUE TROTSKISTE

Répétons ce qui a été dit plus haut. C'est à chaque militant (ou à chaque groupe de militants ayant des affinités politiques communes), de mesurer l'inadéquation de son programme ou de ce qui lui reste comme vestige programmatique par rapport à sa tradition et à son expérience politiques propres. Dans les lignes qui vont suivre, les choses seront dites à partir de l'expérience et dans le langage politique du trotskisme. C'est avec impatience que nous attendons que d'autres nous disent comment les choses se présentent pour eux.

Dans notre tradition politique, c'est le Programme de transition qui a été considéré comme fournissant la plupart des réponses aux points dont la liste vient d'être esquissée. Pas ce texte à lui seul, mais complété par les résolutions des quatre premiers congrès de l'I.C., ainsi que par certains écrits politiques clefs de Trotski, notamment les thèses sur la Révolution permanente et la Révolution trahie. L'expérience que nous avons vécue a été celle où ces documents ont pu, longtemps après leur rédaction et dans des contextes politiques déjà très différents, recevoir le statut de textes programmatiques de base, incontournables mais bientôt quasi-intouchables, ayant, disons-le clairement, le caractère de « tables de la loi ». Pourtant, ainsi qu'il est dit explicitement dans le texte de 1938, le Programme de Transition a été rédigé par rapport à une série d'événements et d'expériences politiques tout à fait spécifiques et pour une période historique donnée.

L'expérience nous a appris que même pendant la période pour laquelle le Programme de Transition a répon-

du à peu près aux questions esquissées plus haut, il l'a souvent fait d'une façon qui aurait exigé des reformulations auxquelles l'assassinat de Trotski a coupé court (2). Ce qui est certain, en tous les cas, c'est que la période pour laquelle le Programme de transition a répondu à ces questions, est close, définitivement close.

Ceux qui nient que tel soit le cas, tombent grosso modo dans trois catégories. La première est celle des faussaires politiques qui s'abritent derrière un programme déclaré inaltérable, auquel il est seulement permis à un petit cercle de dirigeants initiés (voire à un seul), s'érigeant en une sorte de « grands prêtres », de proposer des « lectures » ou encore des « interprétations » de type talmudique par rapport à telle ou telle situation concrète. Le « respect du programme » devient alors nous seulement une célébration « des jours de fête », mais la façade derrière laquelle ces dirigeants sont libres de mener une politique au jour le jour faite d'adaptation et parfois de trahisons.

La seconde catégorie est celle des croyants qui s'accrochent à des textes politiques qu'ils ont transformés en fétiches, en textes religieux. Ils mènent sur cette base une action militante dévouée, mais ils font tout sauf de la politique. Dans certains cas, les deux types cohabitent au sein des mêmes organisations politiques, mais d'autres groupes rassemblent de façon presque homogène les militants de la deuxième catégorie. Ces groupes se sont transformés en refuges face à la réalité, en bunkers au sein d'un monde hostile. Ce ne sont pas pourtant des « havres de paix », car leur évolution les transforme en des sortes de mai-

sons de fous où tous s'entre-déchi-

rent au nom de l'orthodoxie qu'il faut préserver ou pour une direction de groupe qu'il faut arracher (3). La troisième catégorie est faite de militants qui sont largement conscients d'agir dans des conditions où ils sont démunis d'un programme politique au sens vrai du terme, mais qui se disent que les tâches urgentes priment et qu'une refondation programmatique peut attendre. Carré Rouge correspond largement à cette définition (4), même si nous avons enfin pris conscience du fait qu'il serait maintenant grand temps d'y remédier.

LE CARACTERE HISTORIQUEMENT DÉTERMINÉ DU PROGRAMME DE 1938

La période pour laquelle le Programme de transition a été écrite est révoquée, de même que l'est celle qui avait vu la rédaction des textes adoptés par les quatre premiers congrès de l'I.C.. La liste des faits qui sous-tendent cette affirmation est longue et l'objet de ce texte est moins de l'établir de façon exhaustive que de commencer à énoncer plus loin les « têtes de chapitre » des éléments il s'agirait de travailler collectivement dans une perspective de reconstruction. Pour aller à l'essentiel, bornons-nous aux éléments suivants.

L'une des pierres angulaires, sinon la pièce maîtresse du Programme de transition, est constituée par l'ensemble de propositions qui postulent que certains des acquis décisifs de la révolution d'Octobre (la propriété étatique des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, etc.) ont été affaiblis mais non détruits par la dictature stalinienne, que sous l'action du prolétariat un courant progressiste authentiquement

prolétarien peut encore se dégager de la bureaucratie (c'est la « tendance Reiss ») de sorte qu'une « révolution politique » peut venir chasser la bureaucratie et transformer l'URSS de nouveau en foyer central du combat pour la révolution mondiale. Dans le programme de 1938, ces propositions ont le caractère de pierre angulaire : elles sont constitutives, aux côtés de caractérisations sur la crise du capitalisme, des processus politiques fondamentaux sur lesquels l'action de la classe ouvrière pour la destruction du capitalisme peut prendre appui.

Indépendamment des politiques d'adaptation par rapport aux appareils staliniens que cet ensemble de propositions a suscitées dans tous les pays où il y avait un PC fort, s'agissant de l'URSS cet ensemble de propositions est devenu toujours plus tenu à mesure qu'on a avancé dans la seconde moitié du XX^e siècle. La révolution hongroise de 1956, le « printemps de Prague » et les combats répétés de la classe ouvrière polonaise, ainsi que les ruptures au sein des appareils des PC de ces pays, qui ont été liés à ces irruptions des ouvriers et de la jeunesse, leur ont donné un début de matérialisation, mais dans un contexte de forte interconnexion avec la question nationale et donc de combat pour l'indépendance. En revanche, en URSS, il n'y a eu aucune rupture au sein de l'appareil qui ouvre une voie à la classe ouvrière des Etats de la Fédération soviétique, de sorte que la main de fer de la domination bureaucratique et la répression policière ont pu tuer dans l'œuf les débuts de mobilisation ouvrière chaque fois qu'un soulèvement s'est produit. La chute du Mur et la dislocation de l'URSS au profit de la restauration capitaliste ont ensuite rendu définiti-

vement caduques les propositions essentielles du programme de 1938. Ce ne sont pas seulement les sections sur la « révolution politique » qui sont affectées, mais le programme tout entier car il est construit sur l'idée maîtresse de la révolution d'Octobre comme « premier chaînon de la révolution mondiale ». Ceux qui s'inventent des raisons pour préserver cette perspective vivent en dehors du monde où nous devons combattre. Cela ne vaut pas seulement pour certains trotskistes, mais aussi pour toutes les variantes de « nostalgiques de l'URSS », membres ou anciens membres du PCF.

Mais il y a encore d'autres raisons. La rédaction du programme de 1938 est marquée par la formidable résonance de la révolution espagnole, comme de la grève générale française de juin 1936. Ces événements coloraient fortement les hypothèses faites par le Programme de transition quant à la disponibilité révolutionnaire fondamentale du prolétariat des pays capitalistes et donc quant à l'acuité de son antagonisme potentiel avec les partis et les directions syndicales sociaux-démocrates et/ou staliniens. Depuis 1948, elles ne se sont vérifiées que très épisodiquement au mieux. De même que ne se sont vérifiées au mieux que très épisodiquement dans les pays capitalistes avancés les hypothèses quant à la possibilité pour les dirigeants sociaux-démocrates et/ou staliniens de s'engager, fût-ce dans des conditions exceptionnelles, dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Même avant le tournant « social-libéral » des dirigeants sociaux-démocrates, Largo Caballero a fait peu d'émules dans leurs rangs.

La crise économique profonde des années 1930 affecte naturellement très fortement l'appréciation du Pro-

gramme de transition quant à la capacité du capitalisme de donner aux appareils syndicaux et politiques suffisamment de « grain à moudre » (expression éclairante du dirigeant FO André Bergeron) pour qu'ils parviennent à contenir l'action de la classe ouvrière. En 1938, le ressort de l'accumulation capitaliste était effectivement brisé : les historiens ont amplement documenté le fait que l'économie américaine doit effectivement attendre 1942, c'est-à-dire Pearl Harbour et le début du régime plein de production d'armes, pour connaître la reprise de l'accumulation. En 1938, il était donc exact d'écrire que « la politique du New Deal n'ouvre aucune issue dans l'impasse économique ». Mais dire cela ne fait que souligner l'existence d'éléments conjoncturels dans le Programme de transition, dont les conséquences méthodologiques n'ont jamais été tirées. A partir des années 1960, il était devenu absurde de s'accrocher à des formules de ce type pour caractériser la situation des économies capitalistes avancées. De façon complémentaire, il était évidemment tout aussi faux de se laisser influencer par les thèses du stalinisme moderniste « italien » à propos du « néo-capitalisme ».

Rédigé en 1938 alors qu'il était « minuit dans le siècle », le Programme de transition, qui est alors un acte de résistance au stalinisme et à l'impérialisme d'une importance inestimable, comporte une forte dose de messianisme politique. La formule « les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques » en est l'un des exemples les plus dramatiques, devenu dans le cas de l'OCI-PCI une sorte d'incantation pour les mauvais jours. C'est de là qu'est née la surestimation du degré de radicalisation des situations

politiques, qui est sans doute l'un des traits politiques les plus partagés des militants formés dans la lignée du trotskisme qui a été la nôtre.

A partir de la récupération capitaliste des années 1950-60, cette tendance à la « surestimation », est allée de pair avec une sous-estimation de la force des mécanismes de domination capitaliste relevant du pouvoir inhérent au fétichisme de la marchandise et à la fascination que celle-ci suscite, comme du mirage de l'accession à la propriété individuelle. Voilà qui aide à comprendre pourquoi, alors même que les appareils staliniens et sociaux-démocrates se sont constamment affaiblis, la classe ouvrière ne les a jamais submergés totalement ni détruits. Même lorsque ces appareils n'étaient plus que l'ombre de ce qu'ils avaient été, la classe ouvrière n'a jamais vraiment entrepris de les balayer. Il n'y a jamais eu dans les pays capitalistes avancés l'équivalent de fureurs contre les appareils qu'on a connues à Budapest ou même à Prague. Certains segments ouvriers, enseignants et employés, ont au contraire continué longtemps à leur fournir les points d'appui nécessaires au prolongement de leur existence et ont même permis à des organisations syndicales d'essence bourgeoise comme la CFDT de prendre du poids. Cela n'a rien à voir avec la force intrinsèque des appareils, qui est très faible dans beaucoup de pays, à commencer par la France, où ils dépendent du financement de l'Etat et du patronat, mais beaucoup à voir avec celle de certains des mécanismes de la domination capitaliste actuels, peu opérants au moment de la rédaction du Programme de 1938. Mais là encore l'explication est partielle, incomplète. Dans les pays industrialisés, malgré les tendances au

bonapartisme, l'exercice des libertés démocratiques, la démocratie représentative, le suffrage universel ont également permis aux capitalistes, soutenus par les appareils contre-révolutionnaires, de détourner, d'amortir en permanence des chocs de la lutte des classes.

L'utilisation, l'instrumentalisation, par les PC et PS des élections a toujours permis au système de détourner les masses de la politique comprise comme combat pour l'exercice effectif du pouvoir. Ces partis ont suivi, et souvent mis en œuvre de façon très consciente, un processus d'autonomisation analogue à celui de l'Etat. Ils ont organisé la délégation par les travailleurs à des représentants quasi inamovibles (la classe politique, les professionnels de la politique) de la gestion de leurs intérêts. La lutte révolutionnaire implique d'intégrer cette donnée. Faute d'une réflexion stratégique sur le rapport entre la lutte des classes directe et la participation électorale, cette situation risque de se renouveler à l'infini. La question du mandat politique, de son contrôle, de son respect, de la révocation des élus, bref de la démocratie représentative sous le contrôle permanent des mandants, recoupe celle de l'auto-organisation des masses.

RETOUR SUR LA GRANDE POUSSÉE DES ANNÉES 1960-70

C'est entre 1968 et 1975-78 (la fin est plus difficile à dater avec précision que le début) que le Programme de transition, ou plus exactement certaines de ses parties ont atteint leur capacité la plus élevée à éclairer l'action politique révolutionnaire. Sur une période d'environ dix ans, « des masses de millions d'hommes »,

d'ouvriers, d'étudiants, de femmes, se sont engagées dans une action radicale dans un ensemble de pays et ont commencé à menacer les bases de l'ordre établi. Il y a indiscutablement eu pendant ces années une « crise conjointe de domination politique de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne », fondée sur et entrelacée avec la conjonction particulière de plusieurs événements et processus de grande ampleur.

Il y a eu d'abord, succédant à 1953 à Berlin, à 1956 en Hongrie et en Pologne, les nouvelles (et dernières) manifestations d'un mouvement vers la révolution politique dans les pays sous domination stalinienne de « démocratie populaire ». En début de période, c'est en Tchécoslovaquie l'explosion de l'appareil satellite stalinien ouvrant la voie au mouvement propre des ouvriers, des intellectuels et des étudiants. En fin de période, c'est la Pologne, avec les grandes grèves dans les ports de la Baltique et la formation de Solidarnosc, au départ influencé mais pas encore contrôlé de part en part par l'Eglise. Il y a eu en 1968-69, l'entrée en action de millions d'ouvriers en France et en Italie, sûrs de leurs revendications et prenant conscience de la force que leur concentration dans de grandes usines leur donnait. La capacité des ouvriers britanniques de faire tomber le gouvernement Heath a été une expression de la même capacité à arracher des revendications majeures à des gouvernements formés de partis traditionnels de la bourgeoisie ou à les faire reculer complètement. Il y a eu le Vietnam, c'est-à-dire l'interaction, avec une force toute particulière aux Etats-Unis, du combat des ouvriers et paysans d'un pays semi-colonial (dirigé par le dernier appareil communiste à avoir une conduite telle qu'il puisse

faire l'objet d'une forte mythification) avec le mouvement social de la classe ouvrière, mais surtout de la jeunesse (aux Etats-Unis d'elle seule) dans les pays capitalistes avancés. Cette interaction a atteint un degré de radicalité suffisant pour créer les conditions politiques internes qui ont conduit les Etats-Unis à subir une forme déterminée de défaite politique et militaire. Il y a eu enfin de 1974 à 1978, du Portugal à l'Iran puis au Nicaragua, des crises révolutionnaires ayant pour origine, dans différentes configurations, des luttes de libération nationale dans des situations coloniales ou semi-coloniales. A cet égard, il est important de préciser que c'est « la révolution des commandants », faisant suite à des années de guerre coloniale, qui a ouvert la brèche dans laquelle la classe ouvrière portugaise s'est engouffrée. Ce n'est pas de l'intérieur du rapport capital-travail que la révolution portugaise est née.

Cette conjonction particulière de processus et d'événements a permis à la lutte des classes d'atteindre une intensité inconnue depuis 1948. C'est cette « surdétermination » qui a donné à la situation son caractère exceptionnel. Mais en dépit de cela la « crise des formes de domination politique de la bourgeoisie et de la bureaucratie (5) », qui a été réelle pendant un court laps de temps, n'a pas été suivie, dans quelque pays que ce soit, par des événements à caractère proprement révolutionnaire, balayant tout sur leur passage. Il n'y a pas eu amorce de construction par la classe ouvrière de formes d'organisation (6) à partir desquelles elle se présenterait explicitement comme une classe prête à construire une forme nouvelle de pouvoir, à créer ensemble avec la jeunesse, qui y était prête, y compris ses couches de

naissance bourgeoise, le point de départ pour le démantèlement des formes de propriété capitaliste.

En expliquant à leurs militants qu'il ne fallait pas « aller à l'aventure », la direction du PCF et de la CGT en France et celle du PCI et de la CGIL en Italie, sont parvenues à faire barrage à un mouvement profond et à sauver la mise à la bourgeoisie une fois de plus. Elles ont également réussi, tout en « déplorant » l'intervention des chars à Prague, à faire avaliser la politique de Brejnev et à isoler le mouvement en Tchécoslovaquie. Elles n'ont pas été submergées par le mouvement de masse. Force est de constater que la conduite de la classe ouvrière d'Europe occidentale n'a pas été dominée (même s'il y a certainement eu des exceptions sectorielles) par un sentiment qu'il était à la fois indispensable d'en finir avec l'exploitation et donc avec la propriété privée des moyens de production, et que les conditions politiques pour le faire commençaient à être réunies. Comment expliquer cela ? Des doutes sérieux, même non-explicités au sujet du « modèle de socialisme » qu'il se serait alors agi de substituer au capitalisme y ont vraisemblablement contribué. Mais aussi de très fortes illusions au sujet d'un avenir décent pour eux et leurs enfants dans le cadre du capitalisme. Sauf de façon très circonscrite, la classe ouvrière, répétons-le, n'a pas affronté les appareils de manière frontale. En France, elle a accepté sans se révolter massivement leur politique d'amélioration de « la part du gâteau » par des augmentations salariales (7).

On peut estimer que les organisations trotskistes ont été tributaires de cet état de fait. Nous avons autant besoin de l'aide de la classe ouvrière que celle-ci avait besoin de la nôtre.

Sans une action très forte de la classe ouvrière, il était peu vraisemblable qu'étant donné leur faible degré d'expérience, les organisations trotskistes franchissent seules le pas politique qualitatif vers la formation de vrais partis. En revanche, il n'était nullement inévitable qu'elles reprennent et même qu'elles accentuent un cours d'adaptation aux appareils, dont les conséquences ne se dévoileront pleinement que dans les années Mitterrand.

UNE LONGUE PÉRIODE HISTORIQUE A DÉFINITIVEMENT PRIS FIN

Après cette phase de lutte de classe intense et diversifiée et de crise politique de domination dans de nombreux pays, le reflux qui suit ouvre la voie à tout autre chose qu'un reflux classique (du type par exemple qu'il y a eu en Europe occidentale après 1948). Les défaites (car ce sont bien des défaites, ce que nous refusons d'admettre au moment où elles se sont produites) n'ouvrent pas simplement la voie à un recul, même très profond, de la lutte des classes. Elles mettent fin à une longue période de la lutte des classes (8). Cette affirmation a une portée générale, une portée qui dépasse la discussion du caractère historiquement déterminé du Programme de transition. Je ne crois pas que quiconque parvienne à la contester, même s'il se refuse à en tirer les conséquences.

Le changement de période est assez vite évident en Europe de l'Est. La victoire de la contre-révolution bureaucratique en Tchécoslovaquie et en Pologne traduit l'absence en URSS des conditions constitutives de la révolution politique. La tragédie des chars soviétiques à Prague est de celles dont les conséquences

sont irréversibles, surtout lorsqu'elle est suivie quelques années plus tard par le coup d'Etat de Jaruzelski à Varsovie. L'URSS s'enfonça donc dans la « stagnation » brejnévienne, avant de se lancer dans une guerre sans issue en Afghanistan, et finalement de donner corps de façon accélérée à une très puissante nouvelle mouture de la « tendance Boutenko », c'est-à-dire d'une aile (devenue très majoritaire) de la bureaucratie barbare et réactionnaire disposée à s'engager à son propre profit dans la restauration de la propriété privée des moyens de production. Un processus analogue s'engage en Yougoslavie, de sorte que son éclatement en 1991 suivra très rapidement celui de l'URSS.

Dans les pays capitalistes, la fin d'une période entière de la lutte des classes, tient à la concomitance entre des défaites ouvrières, sérieuses mais somme toute « classiques », c'est-à-dire avec des précédents historiques, et des mutations techniques telles que le capitalisme n'en connaît qu'à intervalles très longs. C'est ainsi que les défaites subies par d'importants secteurs de la classe ouvrière d'Europe occidentale, à chaud comme dans le cadre des charbonnages ou des docks au Royaume-Uni, ou à froid comme dans celui de la sidérurgie lorraine sous l'Union de la gauche, ont eu la particularité d'avoir ouvert la voie, non à des vagues de licenciements classiques, même massifs, mais à la liquidation d'industries entières et donc de segments entiers de la classe ouvrière. Même dans les industries qui ne subissent pas un sort aussi radical, les années 1980 voient le début d'un processus encore en cours de « déconcentration » et d'éclatement de l'organisation de la production, donc d'éclatement du

prolétariat industriel concentré qui a marqué de son sceau la lutte des classes au long du XX^e siècle et encore de façon spectaculaire dans les années 1968-1975.

Il est impossible de ne pas tenir compte de la capacité du capitalisme à faire de la technologie une arme, de refuser, comme tant de militants le font encore, de reconnaître que tant qu'ils durent, les rapports capital/travail permettent à la bourgeoisie d'organiser le travail en fonction des possibilités que les techniques lui offrent. Les techniques qui ont surgi dans les années 1880-1900 exigeaient la concentration de grandes masses ouvrières ; celles qui ont surgi et qui se sont rapidement diffusées un siècle plus tard permettent de produire en organisant l'éclatement, le morcellement du prolétariat. Il n'y a pas « d'adieu au prolétariat » car, forte de rapports de force favorables, la bourgeoisie a recréé au contraire des couches assez vastes de femmes et d'hommes contraints de vendre leur force de travail dans les pires conditions, en dehors de toute convention collective ou de droit du travail effectif (9). Ce n'est pas « trahir la classe ouvrière » que de constater, pour mieux pouvoir intervenir après en avoir pris la mesure, qu'une certaine configuration de la classe ouvrière, celle qui prévalait au moment de la rédaction du Programme de transition, appartient au passé (10).

Il y a d'autres dimensions de la clôture d'une longue période de la lutte des classes qu'il faudra analyser encore. L'une des plus importantes est l'entrée des Etats anciennement coloniaux ou semi-coloniaux dans une phase de l'histoire de la lutte des classes qui n'est plus celle du combat pour l'indépendance nationale, lequel a été un élément constitutif im-

portant de la période qui a pris fin. Ce fait exigera de penser sur des bases nouvelles les relations entre la lutte des classes dans les pays capitalistes avancés, parties prenantes de l'impérialisme, et les pays à économie capitaliste dominés.

LES « FORMES D'ORGANISATION TRADITIONNELLES DE LA CLASSE OUVRIERE »

A Carré Rouge, dans le langage politique que nous avons hérité de notre filiation, nous continuons à utiliser le terme « formes d'organisation traditionnelles » pour désigner les syndicats et les partis qui ont été construits par la classe ouvrière entre 1880 et 1920. En particulier nous désignons le PS et le PCF à l'aide de l'expression de « partis traditionnels » ou encore de « partis ouvriers-bourgeois ». Nous le faisons de façon de plus en plus malaisée, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'en addition aux changements sociologiques qu'ils ont connus et de la politique de prise en charge active de soumission de la société française au « capitalisme international des fonds de pension », il s'agit de débris, de vestiges légués par une période révolue de la lutte des classes. Les dirigeants du PS qui sont parfaitement conséquents en voulant le faire évoluer ouvertement vers un parti de type « démocrate » à la façon nord-américaine, expriment cette réalité. Ce qui les freine est uniquement la crainte que cela pourrait provoquer la constitution de nouveaux partis qui soient une vraie représentation des intérêts des salariés et des opprimés d'aujourd'hui.

Au PCF, le groupe dirigeant autour de Hue et Gayssot n'est freiné dans son cours de dissolution jusqu'au

nom même de ce parti, que par la peur que le vide laissé par la disparition du sigle permette à d'autres de reconstruire plus facilement un parti qui posséderait de nouveau un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste. Mais les difficultés que les opposants à Hue et Gayssot ont à analyser les racines de la situation actuelle, à dire la fonction que le PCF a jouée pour dévier et canaliser le mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse et à formuler une alternative programmatique claire, contribuent aussi à cette longue agonie qui pèse lourdement sur la situation politique.

A la CGT et à Force Ouvrière et aussi dans les syndicats SUD, dont les positions ne sont pas encore très claires et donc la longévité incertaine, la question se pose de façon déficiente. Ce qui serait maintenant nécessaire serait de procéder à une réécriture des conditions du combat syndical. Elle supposerait une réaffirmation claire, dénuée de toute ambiguïté, de l'antagonisme irréductible entre d'un côté le capital, son Etat et les gouvernements qui le servent, et de l'autre les hommes et les femmes qui doivent vendre leur force de travail dans les conditions commandées par la propriété des moyens de production et la recherche du profit et de la rente financière. Cette tâche est rendue encore plus difficile qu'elle ne l'était avant par les avancées que le capital a faites dans la concurrence qu'il a développée entre les salariés et par les divisions nouvelles qu'il a créées en leur sein sur le plan de la stabilité de l'emploi et des formes de rémunération (y compris l'épargne salariale proposée à certaines catégories). Mais la réécriture des conditions du combat syndical ne peut pas faire l'impasse sur la place dans le combat syndical de la

lutte pour le socialisme. C'est même la condition de la résolution de la crise du syndicalisme.

Nous ne pouvons pas, cependant, reprocher aux militants syndicaux fidèles à un engagement de cette nature, de n'avoir pas entamé seuls un travail encore en jachère et pour lequel le cadre n'a pas encore été créé. Pourquoi se seraient-ils attelés à une tâche que les militants politiques ont tant de mal à entreprendre... Manifestement, certains militants syndicaux sont maintenant à la recherche de ce cadre. Le lancement d'un travail collectif autour d'un projet de ce type, dont nous allons esquisser quelques « têtes de chapitre », pourrait les encourager à s'y associer.

L'INDISPENSABLE BILAN DE NOS EXPÉRIENCES DU « CENTRALISME DÉMOCRATIQUE »

Pour les militants de filiation marxiste, un travail théorique qui esquiverait la question du bilan de l'expérience du « parti léniniste » avoisinerait la supercherie politique majeure. Un prix politique extraordinairement élevé a été payé par nous et peut-être par des secteurs entiers de la classe ouvrière internationale pour avoir adopté ce modèle, tout comme pour avoir prétendu constituer plusieurs moutures successives et/ou parallèles et rivales de parti d'avant-garde et de « centre mondial dirigeant ».

Ce n'est pas le seul domaine, tant s'en faut, où le « programme de base du trotskisme », c'est-à-dire le Programme de transition complété par les documents des quatre premiers congrès de l'I.C. et un certain nombre d'écrits de Lénine et de Trotski, a été marqué par le sceau de « l'exemplarité » quasi absolue de la révolution

d'Octobre. Cela a valu aussi pour notre perspective relative aux formes du pouvoir après que la bourgeoisie ait été chassée du pouvoir, c'est-à-dire notre interprétation de la « dictature du prolétariat » et notre position sur la démocratie dans et après la révolution. Mais alors que sur ces points nous n'avons pas eu l'occasion de faire l'expérience vivante de nos positions théoriques, sur la question des critères d'organisation du parti révolutionnaire (car il ne pouvait y en avoir qu'un seul d'authentique), comme sur celle du « centre mondial dirigeant », il n'en pas été de même. Nous avons bu le calice jusqu'à la lie.

Pour le trotskisme, c'est sur ces questions, et nulle part ailleurs, que se situe la clef de son échec. C'est ici que se sont vérifiées dans toute leur ampleur les observations faites par Marx à propos des exemples historiques dont la tentative pour les répéter alors que les circonstances ont changé aboutit à une répétition sur le mode de la farce grossière et pitoyable. A notre avis, tout peut nous être « pardonné » (le « nous » étant ici toute la IV^e Internationale telle qu'elle se retrouve en 1945 et donc tous les courants qui sont nés de son éclatement), sauf le fait d'avoir adopté et appliqué en élèves bornés du Comintern le « centralisme démocratique » et le modèle du « centre mondial dirigeant », des « révolutionnaires professionnels » et de tout ce qui s'ensuivait.

C'est cela qui a transformé des positions qui auraient pu demeurer simplement des orientations politiques erronées, dont l'expérience aurait montré les impasses, suggérant ou imposant le redressement, en faits politiques destructeurs aux conséquences irréversibles. Ce ne sont pas les positions de Michel Pablo en elles-mêmes qui ont eu ce caractère,

mais les ravages auxquels ont conduit le jeu institutionnel puéril fondé sur le mythe du « centre mondial dirigeant », sur sa position de « Secrétaire de l'internationale » et le droit d'exclusion reconnu à lui-même et à la majorité qu'il pouvait réunir derrière lui, contre ceux qui s'opposeraient à ses thèses, y compris dans des pays, comme la France, où ils étaient majoritaires. Plus près de nous et dans l'expérience immédiate et personnelle que nous avons vécue au sein du Comité international de la IV^e Internationale, du CORQUI et de l'organisation commune éphémère avec le courant moréniste (le Comité paritaire qui a organisé la « conférence ouverte » de 1980), le « modèle du parti léniniste » ainsi que la pratique du centralisme démocratique, ont eu deux conséquences. Dans les organisations qui les ont mis en œuvre, ils ont été des carcans pour la pensée et l'action politiques libres et créatrices des militants, transformant ceux-ci en exécutants, en tâcherons politiques, en femmes et en hommes de plus en plus desséchés par le cadre dans lequel ils militaient. D'autre part, et dans le même mouvement, ils ont constitué la base sur laquelle différentes variantes de pouvoir politique autocratique ou oligarchique, de « mini-appareils » se sont érigées, marquées par des degrés plus ou moins élevés de corruption financière ou morale. Tous ont vu se développer des situations dans lesquelles l'égalité de droits et de responsabilités politiques disparaissait : certains étaient nettement « plus égaux que d'autres » (11).

LA QUESTION DE LA « DICTATURE DU PROLÉTARIAT »

L'exemplarité que nous assignions à

la révolution d'Octobre (doublée du fait que nous nous considérions obligés d'accepter l'héritage de Trotski « comme un bloc » et donc de le défendre face aux staliniens, mais aussi face aux anarcho-syndicalistes et aux « conseillistes ») a eu comme autre conséquence que nous avons largement escamoté la question de la démocratie dans les rangs de l'organisation, dans le combat pour révolution. Nous étions bien imprécis sur les formes d'organisation au lendemain de la prise du pouvoir. Tout en citant Marx et Engels, généralement dans la lecture proposée par l'Etat et la révolution, nous promettions une « dictature du prolétariat » débarrassée des scories policières du stalinisme, une dictature « propre » qui serait compatible avec certaines modalités de démocratie prolétarienne, à propos desquelles nous restions forts vagues. Ceux qui émettaient des doutes étaient taxés de « luxembourgistes », caractérisation presque aussi grave dans certaines organisations trotskistes qu'au PCF. La manière dont les opposants y ont été traités, les déclarations comme quoi la démocratie n'était « qu'un leurre bourgeois », laissaient mal augurer ce qu'aurait été le contenu de cette « démocratie prolétarienne » qui aurait suivi une révolution dirigée par elles.

Il n'existe pas de manière facile, « non-violente », de faire face à la violence dont le capital a fait, et fera plus que jamais preuve pour défendre sa dictature ou pour la reconquérir. Il reste que dans la défaite de la Révolution à partir de 1925 et son écrasement en 1936-38, et dans la prise de pouvoir par un appareil dictatorial barbare, il y a eu une acceptation trop facile de mise en veilleuse de toute forme de démocratie représentative (car même la « démocratie prolétarienne » doit être fondée sur les élections, son caractè-

re propre étant de placer ensuite les mandataires sous le contrôle permanent des mandants) et de la constitution d'une police politique aux pouvoirs très étendus. Cette question a été refoulée dans la plupart des organisations trotskistes. Elles ont fait comme si sur cette question, le bilan du stalinisme (camps d'internement, fusillades, procès, assassinats, terreur, dictature contre les salariés, génocide — Cambodge—) ne rejaillissait pas, inévitablement, sur elles aussi. Comme si cette question n'exigeait pas un nouvel examen, et pas uniquement la promesse d'un nouvel Octobre sans la suite.

Dans le nouveau projet politique pour la révolution socialiste et dans les nouveaux partis et formes d'organisation qu'il va falloir construire, elle doit être au contraire au centre de l'élaboration.

« TETES DE CHAPITRE »

POUR UN PROJET

D'ÉLABORATION

COLLECTIVE

Chacun, répétons-le, déclinera dans son propre langage politique et par rapport aux textes programmatiques qui lui ont servi de cadre théorique, son analyse de la clôture d'une longue période de la lutte des classes, celle qui a été marquée par la révolution d'Octobre et les rapports politiques issus de l'évolution de l'URSS, mais aussi par une configuration déterminée de l'économie capitaliste et de l'impérialisme.

Ce début de bilan, fait par rapport au cadre programmatique du trotskisme, n'engage ici que moi, même s'il est le résultat de toute la discussion que nous menons à Carré Rouge depuis des mois. D'abord, parce qu'il est coloré par une série d'expé-

riences organisationnelles précises. Ensuite par ce qu'il découle de notre appréciation, tant de ce que cela a signifié d'adhérer à un programme aussi profondément que nous l'avons fait (12), que de notre analyse du moment historique actuel (fin d'une période de la lutte des classes et transition inachevée vers une période dont les paramètres ne sont pas encore clairs) que chacune et chacun doit faire ce travail pour soi. Les discussions que nous avons eues à Carré Rouge, comme celles que nous avons eues avec des amis ou des contacts politiques nouveaux mais solides, nous incitent cependant à croire que si certains crient au scandale, à l'hérésie, à la « trahison », beaucoup accueilleront cette démarche comme nécessaire. Elle ne peut l'être pleinement que si le moment du diagnostic ouvre tout de suite sur un travail collectif dirigé vers la « reconstruction » d'une analyse qui permette de réduire (terme choisi délibérément) aussi bien le degré d'adhésion relevant de la croyance à la perspective du socialisme que le degré d'empirisme dans notre intervention politique quotidienne, où que celle-ci se situe.

En partant de l'idée que les conditions subjectives sont désormais mûres pour discuter du contenu d'un tel travail, je vais prendre un nouveau risque, consistant à exposer sous forme de « têtes de chapitres » le type de « projet de recherche et d'élaboration politiques communes » auquel nous songeons.

La chose est moins simple qu'il n'y paraît. Je n'ai pas trouvé d'autre moyen pour commencer à énoncer ces « têtes de chapitres » (ou « blocs de questions »), que de partir des questions auxquelles un « programme », au sens donné plus haut, celui d'une orientation politique qui fonde

l'action pour le socialisme de façon aussi rationnelle que possible, doit pouvoir répondre dans le cadre marxiste. Choix périlleux puisqu'il expose la démarche aux sarcasmes : « élaboration programmatique en chambre », projet « universitaire ». Mais choix difficile à éviter pour peu qu'on veuille ne pas tourner le dos à la démarche qui a marqué l'élaboration programmatique du combat pour le socialisme depuis plus d'un siècle et demi.

Toutes les questions qui sont formulées maintenant ont une très forte connotation de « pays capitalistes avancés », de pays n'ayant pas subi directement non plus la férule de la bureaucratie, et où les militants ne sont pas confrontés aux ravages particuliers de soixante années de dictature politique et policière. Si des militants de Russie, d'Ukraine et de tous les Etats de l'ex-URSS et des anciennes démocraties populaires peuvent être associés, sans trop tarder, au travail collectif qui est proposé, nos discussions ne s'en trouveraient pas seulement « enrichies », mais certainement orientées de façon nouvelle.

Si nous choisissons de travailler en partant des questions « classiques », auxquelles un « programme » qui fonde une activité et une stratégie politiques dirigées vers le socialisme, doit répondre, c'est bien dans l'intention de pouvoir ensuite restituer les résultats sous des formes qui soient intelligibles pour ceux qui viennent à la conscience et à l'action politiques dans des conditions et avec des points de repère très différents des « vieux » militants qui vont lancer ce travail, ou s'y associer à mesure que sa nécessité s'imposera à eux. Les séminaires publics dont nous prendrons l'initiative seront une première manière d'aider à jeter ce pont vers

les nouveaux militants qui surgissent dans les syndicats et dans des cadres comme ATTAC.

PREMIER BLOC : LES RAISONS POUR LESQUELLES LES RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ ET DE PRODUCTION CAPITALISTES DOIVENT ÊTRE REMPLACÉS, DONC DÉTRUITS, ET NON RÉFORMÉS

Ces raisons tiennent simultanément, et dans des conditions où les deux s'éclairent mutuellement, o dans les menaces multiformes et pressantes de barbarie que la propriété privée fait peser sur la civilisation humaine, jusqu'à englober la création et la manipulation de l'être humain ; et

o dans la supériorité que pourraient avoir des rapports sociaux et des formes d'organisations politiques et sociales fondées, en paraphrasant Marx, sur « la prise en charge par les producteurs associés de l'organisation et de l'usage des forces productives ».

Toute critique du capitalisme pose, comme l'un de ses moments décisifs, l'exigence d'apporter au moins les premiers éléments d'une démonstration de la faisabilité du socialisme et de sa supériorité potentielle (13). Mais il est évident que l'analyse doit montrer aussi et d'abord que le cours du capitalisme est orientée dans le sens de la marche, largement engagée, vers la barbarie (14) : le capitalisme et non pas simplement le « néolibéralisme ».

L'approfondissement de la critique du néolibéralisme est primordiale. A la base de cette notion, qui est au cœur du réformisme contemporain, il y a l'idée qu'il serait possible de faire

l'impasse sur la propriété privée des moyens de production, de communication et d'échange (la monnaie) (15). Parler de néolibéralisme et non de capitalisme et de propriété des moyens de production, de communication et d'échange, signifie qu'il y a encore dans le cadre de la configuration contemporaine de l'impérialisme (la mondialisation du capital), des régulations possibles du capitalisme sans toucher à la propriété du capital et même en privatisant, dénationalisant, tout ce qui avait exigé d'être contrôlé par la propriété publique.

DEUXIEME BLOC : LA OU LES CLASSES FORCES MOTRICES DU COMBAT POUR LA DESTRUCTION DU CAPITALISME

Ici nous touchons à la question, ou plus exactement au bloc de questions, qui sont les plus sensibles, où il y a le plus d'interdits. Donnons de nouveau quelques éléments pour éclairer la nécessité de les aborder. Lorsqu'on dit que le « sujet de la révolution » ne peut plus être exactement le même que lorsque Marx et Engels ont écrit le Manifeste ou que dans les années 1930 à 1950, on soulève un ensemble de problèmes très difficiles. A Carré Rouge nous les avons à la fois reconnus et esquivés en utilisant des expressions très floues renvoyant aux « salariés », voire à la « classe des salariés » (16). La question est d'autant plus sensible qu'elle touche à ce qu'il faut bien appeler la « vulgate marxiste » c'est-à-dire à l'équivalent « marxiste » du catéchisme de l'Eglise dont Lutte Ouvrière continue à faire la base de son fonds de commerce politique. Elle n'est d'ailleurs pas la seule à le faire...

Cette vulgate nous dit que c'est la

« classe ouvrière », ou encore les « travailleurs » (les « travailleurs productifs »), qui sont seuls à posséder à la fois la capacité sociale, la force organisationnelle, mais aussi et surtout les motivations suffisamment fortes pour s'engager dans le combat pour la destruction du capitalisme et la transformation socialiste de la société. Dans la plupart des discours, c'est la classe ouvrière industrielle (les travailleurs produisant la plus-value de façon directe, ceux donc soumis le plus lourdement à l'exploitation) dont il est implicitement ou explicitement question. Dans la plupart des discours de même, ce sont ces catégories sociales dans les pays capitalistes avancés, dont il est implicitement ou explicitement question de nouveau.

Personne, sauf un « croyant laïc », ne peut se satisfaire de cette présentation. Elle doit être revue à la lumière de l'histoire, comme à celle des transformations organisationnelles du capitalisme (la modification très profonde des frontières entre « travail productif » et « travail improductif », seul le premier étant réputé créateur de plus-value, la très forte déconcentration de la production, l'individualisation extrême des tâches qui brouille la conscience du caractère hautement socialisé du processus productif). Les liens avec le premier bloc de questions sont étroits. Toujours simplement pour éclairer notre proposition, je dirai ceci.

La capacité sociale (technique, politique) de ceux qui forment ce que Marx appelait déjà le « travailleur collectif » en tant qu'ils sont engagés, directement et indirectement dans la « production » (17), à construire et à gérer d'autres rapports sociaux, est hors de question. Même après l'effondrement de l'URSS et le profond recul de l'idée du socialisme sous

l'effet du bilan terrible du stalinisme, la bourgeoisie ressent cette capacité sociale potentielle comme une menace. Dans une relation directe avec le cours régressif du capitalisme, l'une des fonctions (moins inconscientes qu'on ne le pense) des « réformes de l'enseignement » est d'entamer cette capacité sociale, de l'affaiblir. Elle ne sera pas donnée aux révolutionnaires de toute éternité.

La question de la force organisationnelle des salariés renvoie à la question des rapports entre la « classe en soi » et les organisations et institutions qui en font une « classe pour soi », une classe mobilisée, un sujet collectif du changement social. On la retrouve plus loin.

La capacité du capitalisme d'étendre sa base sociale pour y inclure des segments de la classe ouvrière devra être abordée, de même que les mécanismes d'intégration des syndicats à l'Etat. Lénine en avait abordé un aspect il y a quatre-vingt ans ou plus, avec ses analyses sur « l'aristocratie ouvrière » que la bourgeoisie aidait à se constituer au sein des pays impérialistes du simple fait des mécanismes de la domination impérialiste. La question a été considérée si lourde qu'elle n'a pas été approfondie. Le PCF et les appareils syndicaux l'ont enterrée. Aujourd'hui elle est incontournable. Dans le cadre de la polarisation mondiale de la richesse et de la pauvreté (polarisation sans précédent et qui s'accélère toujours), comme dans celui d'un impérialisme qui a renouvelé les formes de sa domination mondiale, il faudra savoir affronter politiquement la question des traits objectifs et en partie subjectifs (les réflexes racistes) « d'aristocratie ouvrière » des salariés des pays développés.

TROISIEME BLOC : LA DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION ET DANS LE SOCIALISME

Le sujet est d'importance stratégique. On peut même écrire, sans craindre d'être démenti, que sans réponse à cette question, rien d'essentiel ne se fera plus. Le socialisme, le passage d'une forme de propriété à une autre, d'un type d'État (capitaliste) à un autre (socialiste) implique que la question des libertés, de la démocratie représentative sous le contrôle permanent des mandants, de l'auto-organisation des masses soit au centre de toute réflexion sérieuse. Il faut que nous puissions expliciter de façon convaincante les liens entre les libertés individuelles et l'organisation collective de la société dans la révolution. Reconstruire un projet socialiste, c'est s'attaquer à cette question.

C'est aussi préparer les conditions d'un changement immédiat des rapports sociaux de production, pas seulement en tant que rapports de propriété, mais également en tant que formes de rapport sur les lieux de travail. Dans le cadre du capitalisme, c'est là, tout autant que dans la sphère politique, que s'organise la domination et que s'exerce la violence de classe. Et puis il y a l'exemple de l'URSS. Les conséquences de l'importation par le parti bolchevique des formes d'organisation industrielle américaines, fordienne et taylorienne, a été une importation forcée par les circonstances, mais sans que les implications pour l'émergence et la consolidation d'une bureaucratie se plaçant au-dessus du prolétariat aient été mesurées, ni même peut-être imaginées.

La violence dont le capital a fait, et fera plus que jamais preuve pour défendre sa dictature ou pour la recon-

quérir, est évidemment une donnée centrale du problème. Mais elle ne contient pas à elle seule les réponses, car autrement nous re-parcourerons la route qui a conduit à la dictature stalinienne. Les salariés, les chômeurs, la jeunesse, celles, ceux qui vendent, veulent vendre, leur force de travail, les petits pay-sans sont dans la plupart des pays largement, très largement majoritaires. C'est cette majorité sociologique qu'il faut transformer en majorité politique, sur un projet, pour un projet socialiste. Les salariés n'ont de possibilité de se rassembler comme classe, d'organiser avec les couches de la petite bourgeoisie, les classes moyennes une coalition, qu'à la condition que le projet socialiste mette au cœur de son dispositif, la garantie de la démocratie et des libertés.

QUATRIEME BLOC : LES QUESTIONS NATIONALES ET L'INTERNATIONALISME

Au cours de la longue phase de la lutte des classes qui s'est terminée, les guerres inter-impérialistes et les combats pour l'indépendance nationale des pays arriérés se sont continuellement combinés avec les crises économiques. La « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » a été au cœur des conditions concrètes qui ont surdéterminé les processus objectifs (les forces productives) et subjectifs (le prolétariat concentré, organisé en syndicats et partis) fondamentaux et ouvert les situations révolutionnaires.

Indépendamment de la très grande crise économique mondiale, résultat de l'effondrement du capital fictif à la suite d'un krach financier de première ampleur, quels sont les mécanismes politiques qui pourraient ve-

nir ouvrir concrètement la possibilité d'entreprendre la « conquête du pouvoir », point de départ incontournable de la transformation des rapports de propriété et de production ? La très grande crise économique suffit-elle ? Comment répondre aux problèmes très nombreux et sérieux posés par la résurgence de la question nationale à la suite de l'effondrement du stalinisme et de la bureaucratie en ex-URSS, en Yougoslavie et ailleurs, en sachant que la stratégie de l'impérialisme est de fomenter les luttes nationales et de pulvériser les prolétariats en faisant éclater les États ? (18)

Comment formuler l'unité internationale des salariés et des opprimés ? Pour les rédacteurs de Carré Rouge, le mot d'ordre des États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe est une façon partielle et transitoire de répondre à ce besoin par rapport aux agressions que les salariés, les chômeurs et la jeunesse subissent de la part du capital financier, de la Commission européenne et des gouvernements européens coalisés entre eux, comme par rapport à la question plus que jamais centrale des relations avec les États-Unis (« l'Europe et l'Amérique »). Comment formuler ce mot d'ordre pour le projeter vers les pays de l'ex-URSS et les anciennes démocraties populaires ? Des positions très éloignées sur la « nation » et la « souveraineté » sont une des questions qui séparent encore les militants de formation trotskiste de ceux qui viennent du PCF (19).

Quelles sont les forces de classe et les formations politiques anti-capitalistes et anti-impérialistes aujourd'hui, en Amérique latine, en Afrique et en Asie ? Quelle est leur physionomie politique ? Comment formuler avec elles l'unité internationale des salariés et des opprimés ?

CINQUIEME BLOC : LES PARTIS ET LES FORMES « AUTONOMES » ; LES SYNDICATS

Plus haut, nous avons affirmé qu'aucune des réponses qui ont été apportées aux questions centrales de la lutte pour le socialisme ne pouvait être considérée comme ayant été définie, même dans ses « grandes lignes », une fois pour toutes. La question de la forme d'organisation « parti » est peut-être celle qui est le plus fortement historiquement déterminée de toutes.

Plus haut, j'ai exprimé ma position sur les résultats auxquels le « centralisme démocratique » a conduit. La question des « frontières politiques » (combattre contre le capitalisme ou chercher à l'aménager) voire des « frontières de classe », n'en demeure pas moins réelle.

La question de la forme d'organisation « parti » n'est pas seulement historiquement déterminée. Elle est éminemment transitoire. Ce qui vaut à un moment peut ne plus rien valoir dix ans plus tard. Dans le contexte d'un processus de décomposition-recomposition politique et de changement de « période de la lutte des classes », comment épouser le mouvement de reconstitution d'une perspective politique révolutionnaire et l'aider à prendre forme ?

C'est évidemment dans ce cadre qu'on discuterait du phénomène ATTAC et de la mouvance des courants qui se sont retrouvés à Millau. Autrefois une partie aurait été classée par nous dans la rubrique « gauchisme décomposé », qu'en est-il aujourd'hui ?

Ceux qui sont engagés directement dans l'action syndicale diront mieux que moi la manière dont la réfraction

des questions précédentes dans le mouvement syndical a accentué l'ensemble des problèmes identifiés par Trotski avant sa mort dans son travail sur l'intégration des syndicats à l'époque impérialiste (20). Ce sont eux seuls qui peuvent définir les forces et les faiblesses des tentatives de résistance et de renouveau syndical.

POUR CONCLURE

J'espère avoir exposé de mon mieux le sens de l'initiative de Carré Rouge. Elle est partie du fait qu'il est devenu indispensable que « le besoin » d'une revue du « type » de Carré Rouge (c'est-à-dire qui corresponde aux objectifs que nous avons affichés sans parvenir à les mettre en œuvre) se vérifie, se concrétise. Mais elle repose aussi sur le sentiment que nous avons eu, que se manifeste partout une exigence grandissante de la part de militants de pouvoir disposer de nouveau de ce qui a été nommé plus haut une « vision stratégique » éclairée par « l'objectif de la transformation socialiste de la société ». Je pense par exemple à de très nombreux militants à ATTAC ou dans des syndicats qui se battent pour l'indépendance des syndicats à l'égard du patronat et du gouvernement.

Je pense aussi, une fois de plus, à ces militants qui n'en finissent pas (de mon point de vue ... !) de rompre. Rompre, non avec la direction actuelle du PCF, qu'ils ont commencé à combattre fort de façon effective et avec une efficacité croissante, mais avec l'image du passé glorieux et sans taches d'un « Parti » paré de vertus mythiques, dont la nature stalinienne et la politique anti-ouvrière ne sont pas perçues et encore moins digérées. Ici nous leur proposons de

travailler ensemble autour d'un « projet de recherche et d'élaboration politiques », sans autre engagement commun que de discuter sérieusement sur la base de textes écrits.

Dans des relations qui seraient à définir avec les organisations, courants, collectifs, et militants individuels qui accepteraient l'économie générale de la démarche, l'ambition de Carré Rouge est de devenir, avec d'autres revues, l'un des supports du travail collectif autour d'un tel projet. Nous avons déjà repris contact avec certaines et nous continuerons nos démarches dans ce sens.

Notes

(1) Il doit être clair que le terme est entendu ici non comme insulte mais comme caractérisation politique à laquelle l'histoire politique du XX^e siècle a donné un contenu précis.

(2) Certains points cruciaux sont analysés dans le travail de Jean-Philippe Divès, « Éléments pour un bilan de la LIT et du morénisme », Les Cahiers de Cours Nouveau, juin 2000.

(3) L'analyse de ce processus au sein du courant moréniste faite par Jean-Philippe Divès mériterait de servir de modèle pour l'histoire d'autres courants de la IV^e Internationale.

(4) Dans le cas d'une revue, cela se traduit notamment par l'éclectisme des sommaires, ainsi que par l'extrême difficulté, voire l'incapacité à pousser une discussion très loin lorsqu'elle est amorcée.

(5) C'est l'expression la plus juste qu'on trouve dans les documents de l'OCl de l'époque, d'autres étant beaucoup plus discutables.

(6) Sauf peut-être à Turin, mais sans projection sur l'Italie dans son ensemble, sans que ne soit posée même sous forme d'amorce la question de l'Etat, donc du pouvoir à Rome.

(7) Dans le film Reprise, c'est une seule ou-

rière qui se révolte contre l'ordre de reprise du travail et pas toute l'usine. Même si d'autres ouvriers et ouvrières ont de la sympathie pour sa révolte, ils ne la relaient pas et les permanents de la CGT ne sont pas balayés.

(8) Par «longue période de la lutte des classes», on entend ici une période au cours de laquelle les ressorts de la lutte des classes sont marqués par des faits politiques et sociaux qui, tout en bougeant, gardent une certaine permanence. Ici, il s'agit notamment des faits suivants : l'influence politique de la révolution d'Octobre (son «exemplarité») ; l'existence de l'URSS et d'un «mouvement ouvrier international» contrôlé d'abord par Staline personnellement, puis par la bureaucratie du Kremlin et ses prolongements ; le poids de l'industrie manufacturière et des très grands secteurs de services de base et leur organisation hautement concentrée, laquelle suscite une concentration élevée de la classe ouvrière par branches et par sites de production ; la place occupée dans la politique internationale, mais aussi par réfraction dans la vie politique interne des pays impérialistes, par la lutte des peuples coloniaux pour l'indépendance.

(9) Elle a fait reculer l'aire sur laquelle s'étend le «salarariat» au sens où Bernard Friot utilise le terme, c'est-à-dire d'un ensemble d'institutions qui encadrent la vente de la force de travail et établissent des barrières à l'exploitation.

(10) Dit de façon implicite, dans le style brillant «sans rien n'y toucher» qui lui est propre, tel est le sens de l'introduction de Daniel Bensaïd à l'un des ses meilleurs livres, *La discordance des temps* (1995).

(11) L'analyse des processus analogues dans le courant moréniste est faite par Jean-Philippe Divès.

(12) Avec une dose de croyance, de religiosité.

(13) Charles-André Udry s'est risqué à les redéfinir dans une contribution individuelle, voir *Carré Rouge* n°14.

(14) Plus haut j'ai dit que les «têtes de chapitre» seraient accompagnées chaque fois d'un minimum d'éléments qui les explicitent et les «justifient». Disons donc ici, et uniquement dans cet esprit, qu'il me semble que la caractérisation tant décriée du capitalisme donnée par le Programme de transition, comme un système dans lequel les «forces productives de l'humanité ont cessé de croître» mérite d'être retravaillée. Marquée dans sa rédaction par les aspects conjoncturels de la crise économique mondiale des années 30, cette caractérisation me semble aujourd'hui fonder la nécessité du combat pour détruire le capitalisme, à un degré encore plus fort qu'en 1938. Débarassée de sa connotation catastrophiste (sorte de version trotskiste de la «crise finale du capitalisme»), de situation où la bourgeoisie n'aurait «plus d'issue», elle acquiert toute son actualité. Elle me paraît caractériser le cours de l'évolution capitaliste, le sort qu'il réserve au bas mot aux deux-tiers de l'humanité, mais aussi certaines des conséquences du maintien de la propriété privée des moyens de production dans les pays avancés. Il en est ainsi des rapports entre le capitalisme et la recherche scientifique. Le Programme de transition a été le seul programme se réclamant du marxisme à mettre en question le contenu «progressiste» du «progrès technique» sous la domination de l'impérialisme. Cette question resurgit aujourd'hui avec une actualité inégalée. J'ai la conviction que rien de sérieux sur les menaces du capitalisme et la «nécessité» du socialisme ne peut être dit sans la traiter.

Si les forces productives continuent à croître, malgré toutes les injonctions morales, les raisons pour s'engager dans l'action politique révolutionnaire contre le capitalisme sont extrêmement faibles. Certains répondront que la réalité de l'exploitation est une raison suffisante, mais ce n'est pas certain du tout. Si le capitalisme est encore capable de développer les forces productives, l'exploitation n'est alors que la «rançon du progrès» et surtout elle devient aména-

geable. C'est là le fondement des nouvelles moutures du réformisme que nous connaissons aujourd'hui, auxquelles la moindre embellie de la conjoncture donne une grande vigueur.

(15) Dans sa polémique avec Lucien Sève, principal théoricien de la ligne Hue et partisan déclaré de l'épargne salariale, Jacques Texier a montré la portée de «l'oubli» de parler des «moyens d'échange», c'est-à-dire de la monnaie. Voir *La Pensée*, pp. 317, 320, 321 et 322. Voir également l'entretien avec J. Texier dans ce numéro de *Carré rouge*.

(16) Cyril Soler et Pierre Gantou ont préparé un article pour le prochain numéro qui critique vertement ces expressions. Leur travail me paraît déjà entrer dans le type de projet collectif qui est proposé ici.

(17) Ceux-ci incluent bien sûr les chercheurs, mais ceux qui donnent aux futurs salariés leur formation scolaire sont-ils «hors de la production» ?

(18) Cette question est à la fois une question centrale, située au cœur du travail, et une question qui n'est pourtant qu'effleurée, dans le livre que Jean-Pierre Page, Tania Noctiummes et moi-même avons écrit l'an dernier sur la guerre de l'OTAN en Yougoslavie.

(19) Je pense ici notamment à Pierre Lévy qui est pourtant l'un des opposants les plus déterminés et clairs à Robert Hue.

(20) Les articles et notes de travail de Trotski sur «les syndicats à l'époque impérialiste» publiés autrefois par la SELIO et *La Brèche* sont devenus introuvables. Il faudrait qu'ils soient republiés.

Socialisme et démocratie

«La plupart des erreurs consistent en cela seul
que nous ne donnons pas correctement
leurs noms aux choses»
(Spinoza)

E ngager Carré Rouge (en collaboration avec d'autres revues avec tous les militants qui le souhaitent) à travailler sur « un projet de recherche et d'élaboration politique, projet éclairé par l'objectif de la transformation socialiste de la société », tel est le défi qui nous est proposé. Relever ce défi est d'une urgente urgence. En effet, les « militants anticapitalistes naviguent sans boussole ».

Militants, politiques et syndicaux, vivent ce désarroi, qu'ils l'expriment consciemment ou non. Conduire, sans direction, démoralise, et rouler dans le brouillard provoque embardées et accidents.

Le texte préparatoire ouvre donc la discussion en cadrant ces problèmes, posant les bonnes questions. Nous partageons à 100 % et l'objectif (rebâtir un avenir socialiste), et la méthode (travailler, élaborer, collectivement).

Cet accord n'est pas formel. Il n'implique pas un alignement sur tout ce qui est écrit, mais une adhésion à la démarche, aux réflexions d'ensemble, à la cohérence. Le meilleur moyen d'avancer, c'est donc d'ap-

porter notre écot à cette réflexion.

LE RETARD ACCUMULÉ

Si un projet peut se définir, notamment, comme la généralisation théorique des luttes, des expériences historiques des exploités, des opprimés, rien de sérieux ne verra le jour sans qu'au cœur ne soit placée, développée la question de la démocratie. En cette matière, le retard accumulé est dramatique. Il y a évidemment de multiples explications théoriques, politiques, historiques à cet état des lieux.

C'est notamment au nom de la démocratie (soviétique), des libertés (syndicales, politiques) que Trotsky fondait son analyse et son combat pour la révolution politique. C'est contre la démocratie, en général, contre la démocratie soviétique en particulier, que le stalinisme s'est construit, s'est emparé du pouvoir d'Etat, écrasant prolétaires et paysans par la réaction liberticide, pourchassant les militants oppositionnels par les moyens de la terreur, des meurtres, des camps, des fusillades,

vidant tous les organismes démocratiques de leur contenu (soviets, partis, syndicats, élections).

Rappelons que tous les courants oppositionnels au stalinisme (socialistes, anarchistes, trotskystes) ont été confrontés, pour leur élémentaire survie physique, à la question de la défense de la démocratie. L'histoire de tous les groupes, courants (notamment de la IV^e Internationale) issus des rangs de la III^e Internationale, c'est d'abord l'histoire de leurs luttes pour la démocratie. Qu'ils n'en aient pas tiré toutes les conséquences politiques : causes, etc... est un autre problème.

Dés 1933, Léon Trotsky caractérise Hitler et Staline comme « étoiles jumelles », parce qu'au bout du compte l'existence de la démocratie, des libertés, était antinomique avec l'objectif des deux systèmes totalitaires : écraser le prolétariat, défaire la révolution mondiale, nazisme et stalinisme avaient le même ennemi : le bolchevisme. « La réalité, écrit Trotsky en 1938, est pire que toutes les prédictions que j'ai faites ».

Le texte préparatoire a raison d'affirmer (et de commencer à démontrer) que la plupart des textes de référence qui ont fondé, depuis des décennies, notre réflexion, notre action, sont forclos. Tous (congrès de l'I.C., Programme de Transition, la Révolution Trahie, la Conférence d'Alarme) partaient d'un acquis historique : la victoire de la révolution d'Octobre ; puis, face à la dégénérescence bureaucratique, à l'émergence du stalinisme en Russie et dans tous les PC, de la nécessaire révolution politique, anti-bureaucratique.

« La révolution politique de l'URSS, c'est-à-dire la chute de la caste bureaucratique pourrie jusqu'à la moelle, sera, sans aucun doute, une des premières conséquences de la guer-

re. Cependant, tout laisse supposer que si l'humanité tout entière n'est pas rejetée dans la barbarie, les bases sociales du régime (les nouvelles formes de propriété et l'économie planifiée) résisteront à la guerre et en sortiront fortifiées » (Trotsky, 1937).

En 1945, c'est un prolétariat russe saigné à blanc par la guerre, terrorisé et dominé par une bureaucratie renforcée, élargie, s'appuyant à la fois sur les conquêtes territoriales (Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Pays Baltes, etc.) et bénéficiant de l'immense prestige de la victoire sur le nazisme, qui est « la réalité », démentant les pronostics de Trotsky et de la IV^e Internationale.

Le fondateur de la IV^e Internationale avait raison : « La réalité est pire que toutes les prédictions faites ». Loin d'avoir été balayée par la révolution politique, « la caste bureaucratique pourrie jusqu'à la moelle » va se survivre... 44 ans ! Et durant près d'un demi-siècle, elle combattra sur tous les continents la mobilisation des exploités et des opprimés, fût-ce au moment de ses confrontations directes avec l'impérialisme ; elle combattra la démocratie. A l'intérieur comme à l'extérieur.

La chute du Mur de Berlin est, pour partie, la traduction du combat contre cette « bureaucratie pourrie jusqu'à la moelle » par les peuples des démocraties populaires, des nations soviétiques, au nom de l'indépendance nationale (une liberté essentielle), combat mené sous le drapeau des revendications démocratiques, non pour défendre les « bases sociales du régime (les nouvelles formes de propriété et l'économie planifiée) », mais hélas, mille fois hélas, le marché. Subissant le totalitarisme stalinien, peuples et classes opprimés, exploités, ont combattu

pour la démocratie, les libertés, identifiant cet idéal... au capitalisme !

Le Programme de Transition n'est plus le programme de l'actualité du combat pour le socialisme. C'est un programme-mausolée. Toute l'œuvre, toute la réflexion de Trotsky, nous amène (comme il l'aurait fait si Staline ne l'avait pas assassiné) à considérer que les conditions historiques appellent une nouvelle réflexion, pour un nouveau projet.

C'est en embrassant cet ensemble que nous devons réfléchir à la démocratie.

LA DÉMOCRATIE EST LE SUBSTRAT DU PROJET ÉMANCIPATEUR

La démocratie n'est ni une technique, ni un « plus ». Dans un projet socialiste, comme dans un programme d'urgence d'action immédiate, la démocratie détermine chaque section, innerve chaque domaine, fonde chaque proposition.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes est le point de départ principal. Exploités, opprimés, salariés du privé, fonctionnaires, chômeurs, exclus, petits paysans, etc. sont l'écrasante majorité. C'est cette écrasante majorité de producteurs qui doit se doter d'un projet propre à convaincre, à se donner confiance, en sa capacité à s'auto-organiser, pour fonder la société sur d'autres bases.

L'auto-organisation des prolétaires, des salariés, des précaires, des chômeurs, des exclus, des petits bourgeois, telle est la base sociale de toute révolution possible.

Si l'union des producteurs pour éradiquer la propriété privée des moyens de production, bâtir un Etat léger, sous le contrôle permanent

des producteurs-citoyens est la nécessité historique, alors la démocratie (représentative et directe) est une question déterminante.

Auto-organisation des producteurs, auto-gouvernement (le self gouvernement), tel est le contenu d'une réelle citoyenneté de classe.

Sur cette question, le rapporteur a sans problème intégré un amendement lorsqu'il nous a fait lire la première mouture de son texte (cf. Troisième bloc : la démocratie dans la révolution et dans le socialisme). Mais à bien y réfléchir, nous pensons que...

1/ ... la démocratie dans la révolution et dans le socialisme doit constituer un préambule, un prologue fondateur à toutes les autres têtes de chapitre. Il y a une hiérarchie dans les problèmes à résoudre.

2/ ... que la réflexion sur la démocratie et dans une société socialiste est le problème théorique majeur à renouveler, à revivifier, à développer, sur les bases de l'expérience du siècle, de ses combats, des cataclysmes, des leçons que nous en tirons.

Evidemment, il y a un lien direct entre cette démarche et la question de la démocratie dans les organisations syndicales, politiques, au premier chef dans une organisation anti-capitaliste luttant pour le socialisme.

LA DÉMOCRATIE DANS

LA RÉVOLUTION ET

LE SOCIALISME

Au lendemain de la commune de Paris, Marx, dans ses lettres à Kugelmann, élabore la notion de « dictature du prolétariat », en réponse à la sanglante dictature de la bourgeoisie. Il faudra travailler à fond ce pro-

blème. Contre le capital, sa dictature, Marx affirme la nécessité « pour un court moment » de centraliser l'action du prolétariat révolutionnaire dans une dictature, seul moyen de s'opposer à la contre-révolution capitaliste. « Court moment » puisque le projet socialiste vise l'instauration d'une société sans classe, sans violences sociales, qui puisse être dirigée par une « cuisinière » (Lénine). Au même moment, Marx et Engels insisteront et agiront en permanence sur le développement de l'action, pour accéder au contenu de la démocratie : droit de grève et d'organisation, politique et syndicale, libertés individuelles, liberté de la presse etc. Evidemment, Marx et Engels exigent le suffrage universel, comme moyen de représenter les salariés sur un plan politique. Dès la fin des années 80, Engels émet l'hypothèse que la social-démocratie obtiendra la majorité et sera ainsi en position de... conquérir le pouvoir. Pour Marx et Engels, le combat pour le socialisme passe par ce qu'ils nomment « La République démocratique ». On comprend les craintes qu'Engels manifeste : si une guerre mondiale éclatait, elle « briserait les reins du prolétariat socialiste ». Ce sera le cas en 1914.

L'ensauvagement de la Première Guerre mondiale, la victoire de la révolution russe (combinaison exceptionnelle de facteurs sur lesquels il faut revenir, donnant sa pleine signification à la notion de « maillon le plus faible de la chaîne »), la guerre civile généralisée en Europe, et évidemment la contre-révolution stalinienne, son ampleur, sa durée, ses crimes sans nom, ont définitivement disqualifié l'utilisation même des termes « dictature du prolétariat » (1). Ce que François Chesnais nomme « l'exemplarité de la révolution

d'Octobre » a conduit les révolutionnaires à abdiquer toute réflexion théorique en ce domaine. Le bilan du siècle exige, comme impératif catégorique, de vider cet abcès purulent et dangereux.

Lorsque des millions de femmes et d'hommes entrent dans l'action de classe, ils portent des niveaux de conscience différenciés, une mémoire plus ou moins claire des tentatives révolutionnaires : un projet qui ne placerait pas au cœur de son contenu le développement de la démocratie directe et représentative, son contrôle (proportionnelle, révocabilité, rotation des représentants, etc.) s'interdirait de réunir les conditions de la victoire.

La démocratie est le moyen du rassemblement. Du comité de grève à la Constituante souveraine, en passant par les conseils, les comités d'action, toute structure de lutte de classes n'a de chance de l'emporter que si la démocratie assure et garantit l'expression de chaque courant, de chaque tradition, de chaque niveau de conscience, permettant l'auto-organisation vivante des salariés.

La démocratie est l'instrument de lutte contre la violence de classe. Piquet de grève, milice, service d'ordre, toutes les formes de défense organisée des salariés en lutte contre la violence réactionnaire exigent la démocratie, le libre choix, l'appel à la conscience.

Aucun putschisme ne remplacera jamais le travail d'agitation, de propagande, d'organisation à même de rassembler, de coaliser autour du prolétariat toutes les couches opprimées, pour réaliser un Front unique, candidat au pouvoir.

A l'inverse la bourgeoisie, les appareils utilisent le passé révolutionnaire de la bourgeoisie, les mots « démocratie », « république », pour mieux

les bafouer ; le premier acte politique de Lionel Jospin fut d'exiger des députés du P.S de refuser la notion de « mandat impératif » : immédiatement, il ratifia le traité d'Amsterdam, il privatisa plus que Balladur, il refusa d'abroger les lois Pasqua-Debré, engagements par ailleurs formellement contenus dans le programme du Parti Socialiste...

En clair, un programme de gouvernement des salariés, de ses représentants, mettant en œuvre des mesures anti-capitalistes élaborées avec eux, pour eux, est d'abord un programme démocratique car socialiste, socialiste donc démocratique.

Un tel gouvernement ne peut accéder au pouvoir sans proposer un projet d'institution démocratique, bon marché, en permanence contrôlable par les mandants.

Même si la formule est discutable, la lutte pour le socialisme, c'est la lutte pour la dictature de la démocratie.

DEUX CONCEPTIONS

DIFFÉRENTES DE

LA DÉMOCRATIE

La tradition socialiste authentique défend une conception de la démocratie qui signifie et implique le pouvoir effectif (politique et économique) de la majorité auto-organisée de la société, la décision collective libre et souveraine dans le respect des droits des minorités (autodétermination ou autonomie culturelle, autogestion...), le contrôle permanent et la révocabilité des élus (le problème n'étant pas d'opposer démocratie représentative et démocratie directe, mais de rendre — à l'instar des diverses expériences de conseils ouvriers, soviets ou juntas — la démocratie représentative la plus directe possible, en prise avec la vie réelle),

et donc la disparition de l'Etat, superstructure oppressive caractéristique de la société de classe. Autrement dit, elle défend tout ce qui va dans le sens d'une émancipation humaine réelle, donc du dépassement de la séparation entre la sphère politique et la sphère économique et sociale.

L'idéologie bourgeoise (que Marx a mise à nu et dont il a précisé les ressorts à travers sa critique de l'économie politique) incarne et défend une tout autre conception : la liberté et l'égalité juridiques et politiques formelles, entre les individus considérés comme « citoyens » à l'intérieur de « l'Etat politique » autonomisé et indépendant de la société recouvre, masque, régule et justifie l'inégalité réelle résultant de la possession ou non du capital et des moyens de production dans la vie économique et sociale (dans la « société civile bourgeoise » selon les termes de Marx). Au-delà de certaines communautés de formes (voire de contenus dans la mesure où ils expriment des acquis des luttes passées : libertés politiques et syndicales, certaines libertés de la « démocratie communale », etc...), ces deux conceptions de la démocratie sont non seulement différentes, mais surtout antagoniques. Notre histoire hexagonale a apporté nombre d'illustrations de la lutte à mort qui, dans les périodes révolutionnaires, oppose ces deux conceptions de la démocratie : Jacobins contre « Enragés », II^e République contre partisans de la « République sociale », III^e République naissante contre Commune de Paris... Remarquons au passage qu'un concept tel que celui de « socialisme », en réalité, n'assume pas du tout une telle polysémie : l'U.R.S.S. n'avait absolument rien de socialiste, alors que la domination du capital revêt (et utilise) des formes qui, à leur manière,

sont effectivement démocratiques.

Nous proposons d'ouvrir cinq « chantiers », qui nous semblent incontournables en vue de reconstruire une alternative socialiste.

o Une critique actualisée des formes démocratiques de la domination bourgeoise. Une telle actualisation est d'autant plus nécessaire que :

+ Les régimes démocratiques-bourgeois ont historiquement démontré une efficacité redoutable à absorber, dévier et contenir l'expression des contradictions sociales, y compris les explosions révolutionnaires.

+ Cette forme de domination, stabilisée dans la totalité des pays développés, est aujourd'hui revendiquée (et traduite en idéologie) par la bourgeoisie comme son modèle universel.

+ Le développement des moyens de communication de masse (de la télévision à Internet...) offre à ceux qui les contrôlent (la classe dominante) des moyens absolument inédits de modeler, politiquement et même culturellement, l'« opinion publique ».

+ Contradictoirement, dans le même temps, la crise de l'Etat national dans le cadre de la mondialisation génère une forte « crise du politique » et donc de la « démocratie » dans ses formes d'expression traditionnelles.

o Une critique complète de ce que le trotskisme a défini comme des « Etats ouvriers » (certes « bureaucratiquement dégénérés ou déformés »), et donc de la théorie de la révolution « politique », notamment sous l'angle de la relation entre la sphère politique/étatique et la sphère économique/sociale. Peut-il y avoir un « Etat prolétarien », une quelconque transition au socialisme, sans démocratie politique et sociale (contrôle, décision, gestion directe et appropriation sociale par la majorité de la population), et sans extinction

concomitante de l'Etat et des rapports marchands (à commencer par la vente de la force de travail comme marchandise en échange d'un salaire) ? La tradition trotskyste traîne de ce point de vue un énorme boulet dont on ne peut se débarrasser en invoquant les prises de position de Trotsky en faveur de la « démocratie soviétique » (qui peuvent être assez aisément relativisées voire réduites à une valeur « fonctionnelle » en citant d'autres prises de position, de contenu étatiste ou dictatorial).

o Plus généralement, une réflexion sur la problématique institutionnelle / étatique dans la transition au socialisme. Au-delà des questions strictement politiques, sur lesquelles on peut supposer que l'on tombera d'accord (nous sommes pour l'élection de tous les responsables, le contrôle des élus, l'implication la plus directe possible de la population dans les processus décisionnels, le droit à l'expérimentation et à la séparation, le fédéralisme, le pluripartisme, la liberté d'expression et d'organisation, etc.), il importe de s'interroger sur le contenu et l'expression de la démocratie au niveau économique et social, pour qu'elle devienne la « démocratie intégrale » à laquelle nous as-

pirons (ainsi, quelle démocratie réelle peut-il exister si le despotisme d'usine subsiste ?). Donc, sur la relation entre le processus de socialisation (appropriation sociale) et processus d'extinction de l'Etat et des fonctions étatiques. Notons que cela appelle notamment une étude et une réflexion sur les acquis et limites des expériences de gestion directe dans la révolution espagnole, qui ont été largement ignorées par la tradition trotskyste.

o Une réflexion sur les points d'appui existants et sur les moyens de développer et d'opposer à l'Etat bourgeois des expressions alternatives (évidemment embryonnaires) d'une « démocratie intégrale ». Si nous revendiquons toujours la conception développée par Marx face à Lassale (Critique du programme de Gotha), selon laquelle toute stratégie socialiste doit être fondée sur l'auto-organisation et l'auto-gouvernement des travailleurs, en opposition tant à l'Etat existant qu'à toute illusion sur un hypothétique Etat idéal, comment la mettre en œuvre aujourd'hui ? Que peut-on apprendre, que doit-on retenir, de ce point de vue, des nouvelles expériences de lutte et d'organisation ?

o Une réflexion sur l'exercice de la démocratie, et sur les pratiques démocratiques à développer dans l'ensemble des organisations (politiques, syndicales, associatives...) dont les exploités et les opprimés se dotent dans le cours de leurs luttes, afin d'en faire des outils effectifs pour un combat émancipateur, dans la perspective d'une société socialiste (peut-être cela pourrait-il contribuer à éclairer le débat sur la « forme-parti » dont il est question dans le texte préparatoire présenté par François Chesnais).

Note

(1) ... mais aussi son contenu» (Charles Jérémy. Jean-Philippe Divès ne partage pas cette appréciation).

Cette contribution est née grâce et à cause des articles de Michel Lanson et de Claude Luchetta, parus dans Carré Rouge N° 14, qui traitent du mouvement de grève des personnels de l'Éducation nationale de mars-avril 2000. Leurs points de vue, confrontés à mes propres expériences dans cette grève, m'ont incité à essayer de mettre un peu d'ordre dans mes propres idées et ... à lire et à re-lire. Rien que pour cela je leur suis reconnaissant. J'ai écrit mon article avant de recevoir le texte préparatoire à la journée de travail du 30 septembre. Il y a une affinité évidente avec certains des thèmes de ce texte, de sorte que mon article représente aussi ma contribution à la discussion du 30 septembre.

«du très possible "communisme"»...

AUTO-ORGANISATION ET SYNDICATS

Les deux auteurs caractérisent, à juste titre, la chute d'Allègre comme une bataille gagnée. On peut avoir des appréciations différentes sur l'ampleur de cette victoire politique. En revanche, M.L. et C.L. ouvrent un débat autrement plus important sur les rapports entre le mouvement auto-organisé et les syndicats. Pour M.L., SUD éducation « est devenu un syndicat de référence... Ce n'est plus l'une des voies possibles parmi d'autres de la reconquête du syndicalisme par les salariés, c'est, dans l'Éducation, le syndicat [souligné dans l'original] à construire... » (1) Quant à C.L., il affirme que : « Les personnels se sont saisis (lors des dernières élections professionnelles) de l'outil syndical pour s'opposer à la politique gouvernementale... La FSU constitue ainsi le syndicat organique et unitaire du milieu enseignant. » (2)(souligné dans l'original). En fait les deux auteurs arrivent à

une appréciation symétriquement opposée : chacun des deux trouve que son syndicat s'est avéré le vrai, le bon, l'unique, l'organique. Pour C.L., la FSU, en dépit de ses hésitations et de ses contradictions (elle regroupe le SNETAA, qui s'est comporté comme un syndicat jaune, mais aussi le SNES, qui, en dépit du fait qu'il ait appelé, la première fois dans son histoire, à une grève générale reconductible, a finalement, la queue basse, signé le protocole d'accord avec le gouvernement), est le syndicat « organique » du « milieu enseignant ». (Par ailleurs, pourquoi seulement du « milieu enseignant » ? Que deviennent les ATOSS, les emplois-jeunes, les CES... qui ne sont pas enseignants ?). « Organique » ? Comme le cœur ou les poumons sans lesquels le corps ne peut pas fonctionner, n'existe pas comme organisme vivant ? Ceux qui ont un peu fréquentés l'Éducation nationale savent qu'en dépit de ses résultats souvent majoritaires aux élections profession-

nelles, la FSU n'est pas perçue comme un syndicat « organique », à moins que par organique on entende un syndicat de « service ». Elle est vue comme un syndicat de service qui s'occupe, essentiellement, des petits bobos du personnel, avant tout du personnel titulaire, sur la base d'une distribution de travail entre la FSU et l'administration. Pourtant, il y a une vie en dehors de la FSU, on ne meurt pas séparé de son « organe »...! Il est curieux par ailleurs que CL ne mentionne même pas l'existence des autres syndicats dans l'EN : SUD-E, FO, UASEN-CGT... qui, bien ou mal, ont joué un rôle infiniment plus important dans la grève que les syndicats de la FSU.

Evidemment, je partage, en grande partie, l'analyse de M.L. sur la grève : SUD-Education s'est bien comporté, il a gagné l'estime des milliers de grévistes ; nous ses membres étions fiers d'arborez le badge de SUD-Education et j'étais de ceux qui n'ont pas regretté d'avoir quitté la FSU, pour se lancer dans la fondation de ce nouveau syndicat.

Maintenant, est-ce que SUD-Education est « le » syndicat à construire dans l'Education, comme l'affirme M.L.? Mon opposition sur cette formulation ne vise pas le manque de perfection de SUD, personne n'est parfait. Comme si SUD seul, tel qu'il est, ou en beaucoup plus grand, en se développant, en devenant en quelque sorte un « bon » SNES, mais en bien, pouvait répondre à la crise de représentation syndicale. Donc, descendons sur terre, d'autant plus qu'il y a de la concurrence. Il y a des syndicats d'inspiration libertaire, par exemple la CNT, tout à fait honorablement connus et très appréciés par les jeunes.

Je me pose la question : comment arrivera-t-on un jour à se guérir de

l'idée de l'organisation (politique ou syndicale) qui « seule » ou « organiquement » détient la vérité : « l'avant-garde » auto-sélectionnée (ses membres), qui guidera, d'un pas assuré, les millions d'« inconscients » vers un avenir radieux. Il s'avère malheureusement que la rupture avec cette conception du passé s'avère plus difficile que prévu quand il faut passer à l'épreuve de la pratique.

LE FOND DU DÉBAT...

De ce point de vue, l'alternative FSU/SUD ou SUD/CNT, etc. est mal posée. Elle passe à côté de l'essentiel. Comme si les problèmes du prolétariat face à l'offensive de la bourgeoisie pouvaient être résolus par des organisations syndicales ou politiques telles qu'elles sont, ou même telles qu'on imagine qu'elles devraient être. Donc le débat FSU/SUD/CGT/CNT... est un faux débat. Oui, il faut construire le(s) meilleur(s) syndicat(s) possible(s), les plus démocratiques, les plus indépendants du Capital et de ses gouvernements, internationalistes, des syndicats qui pointent vers l'avenir. Mais comment construire de tels syndicats ? Est-ce qu'une croissance numérique, même importante, du syndicalisme anti-capitaliste, indépendant, démocratique est un but suffisant, ou bien les révolutionnaires doivent-ils chercher la résolution de la crise du syndicalisme... en adoptant un point de vue plus large : l'avance de la conscience du prolétariat ?

En partant de là, la critique principale à faire à SUD, à la CGT, à la CNT, à ceux qui ont, à divers titres, plus ou moins aidé la grève, c'est que tous ont abordé la grève du point de leurs propres constructions et renforcé-

ment. Etant sûrs, chacun de son côté, de détenir « la » solution.

CE QUI ÉTAIT

L'ESSENTIEL...

...du point de vue des révolutionnaires, c'est de comprendre la nature profonde de cette grève. Les grévistes de l'Education ont tenté d'organiser et de contrôler leur lutte à travers des Assemblées générales et coordinations face à un gouvernement de la « gauche plurielle ». Les diverses tentatives d'auto-organisation de la lutte étaient loin d'être parfaites ou suffisamment efficaces. M.L. critique, à juste titre, les manœuvres des militants de LO dans la Coordination nationale, la paralysie de la Ligue, dont les militants, à quelques honorables exceptions près, sont liés à l'appareil de la FSU et n'ont rien fait pour aider l'auto-organisation et l'élargissement de la lutte. Il faudrait aussi parler des manœuvres de division des militants du PT/PCI, planqués dans FO, avec leur propre « comité de grève » parallèle.

On pourrait gloser longuement aussi sur le joyeux chahut des réunions de la Coordination nationale, sur ses faiblesses, sur sa relative inefficacité, sur les défauts de sa vie démocratique... Ces critiques sont justifiées, mais en dépit de toutes ses faiblesses, en dépit de toutes les manœuvres, privée, pour l'essentiel, de l'aide des syndicats, l'AG parisienne, la Coordination se sont affirmées avec une force jamais atteinte dans l'EN sur les questions essentielles.

Cela fait des années et des années que les précaires de l'EN luttent pour leur titularisation « sans concours et sans conditions de nationalité ». Cela fait des années que les « grands » syndicats y sont opposés, qui au

nom de la « défense des concours, comme conquête républicaine », qui, parce qu'on ne peut titulariser un étranger, pour cela il faudrait changer la Constitution, etc. Il n'empêche que c'est cette fameuse AG parisienne, aussi bordélique qu'elle ait été, qui a su imposer à tous les syndicats de reprendre cette revendication dans sa plate-forme du 6 mars. C'est elle qui a veillé, face à toutes les tentatives d'escamotage, à cette revendication qui va au fond du problème, qui lie tous les secteurs de l'Éducation dans la lutte contre la précarisation généralisée entre eux en même temps qu'aux autres secteurs (publics et privés) massivement frappés, eux aussi, par la précarisation.

Il y a une question quelque peu gênante, mais qu'il faut quand même poser : où étaient les militants anticapitalistes, les marxistes-révolutionnaires, les libertaires... pas en tant qu'individus, mais en tant que force organisée ? Pourquoi la force qu'ils représentent ne s'est pas jetée dans la bagarre pour aider l'auto-organisation du personnel en lutte ? Pourquoi ceux qui prétendent savoir se sont-ils planqués ou ont agi seulement en fonction de la construction de leur propre organisation politique ? Et pourquoi les syndicats, ceux qui étaient avec le mouvement, n'ont pas voulu reconnaître qu'il faut laisser tomber dans ces moments décisifs l'intérêt propre de son appareil (y compris des « bons ») et qu'il faut aider l'affirmation indépendante et démocratique des grévistes (ce qui n'est pas contradictoire, tout au contraire, avec la construction de son syndicat une fois la grève terminée.)

UN MONDE EST

NOUS... ET DEVANT ?

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. » la première phrase du Manifeste du parti communiste est encore dans beaucoup d'esprits. Marx et Engels clamaient haut que le prolétariat aspirait au communisme, c'était l'espoir, alors que ce spectre faisait trembler de peur les bourgeois. Aujourd'hui, ce spectre ne fait plus peur aux bourgeois, mais l'idée du communisme ne fait pas non plus l'espoir des prolétaires et c'est le moins qu'on puisse dire. Udry écrit que « socialisme et communisme doivent être déclarés objets perdus » (3) C'est très juste, mais il reste certainement en deçà de la réalité : socialisme et communisme peuvent être comparés à des « trous noirs », objets célestes qui ne produisent aucun rayonnement qu'on puisse capter avec les moyens actuels, et de plus qui capturent toute la matière qui s'en approche. La science ignore encore ce que cette matière « avalée » devient de « l'autre côté » du trou noir. Peut-être a-t-il un autre monde où tout se recompose et se remet dans l'ordre. Nous devons prendre cette dernière interprétation optimiste de la comparaison scientifique pour nos investigations.

Mais avant d'aller plus loin, il faut admettre ce qui est. L'expérience de la « première révolution socialiste victorieuse », la révolution d'Octobre, a échoué, une période s'est fermée. Il y a plusieurs explications à cet échec (trotskyste « orthodoxe », trotskyste « opportuniste », luxembourgist, libertaire...), mais la meilleure des explications ne change pas les faits. Pour le commun des mortels, pour le prolétariat, dans le sens large, un échec c'est un échec et une victoire est une victoire. Et une victoire,

comme disait Picasso en parlant du génie, c'est comme la m..., ça sent ! Le reste, ce sont des finasseries, qui peuvent maintenir la flamme vacillante des militants, mais sont absolument inefficaces pour donner de l'espoir aux masses.

ALLONS VOIR DU CÔTÉ

DE LA COMMUNE

DE PARIS

C'est curieux, pourquoi on ne dit pas que c'est la Commune qui a été la première révolution socialiste victorieuse, et Octobre 17 seulement la deuxième. Parce que la Commune n'a pu survivre que deux mois. Est-ce que la durée est un critère absolu ? Par ailleurs, combien de temps Octobre 17, le véritable, a survécu ? 2 ans, 3 ans, 10 ans ? Après, que reste-t-il des « conquêtes d'Octobre » ? Par ailleurs, quelles sont-elles ? On y reviendra.

Citons, encore une fois, un passage de Marx sur la Commune : « La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail [...] La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. » (4) Marx affirme que la classe ouvrière a « enfin » trouvé « la forme politique » qui

lui « permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ». Les vieux briscards ont lu ces passages mille fois, ils ont été abondamment cités, par Lénine, dans L'Etat et la révolution. Mais relisons Marx avec l'esprit un peu débridé ; il affirme que : 1/ c'est la classe ouvrière qui a trouvé, de par son propre mouvement, « enfin », une forme politique. 2/ qui lui « permettait » et pas « qui lui aurait permis » son émancipation. Ici, pour Marx, c'est l'acte accompli par la Commune qui compte, et pas sa courte durée, ni son échec.

Pour mieux saisir la pensée de Marx, tournons la page : la Commune, écrit-il, « voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l' "impossible" communisme ! ». Puis il poursuit sa polémique avec les censeurs de la Commune : « si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie [...] si elle doit régler la production nationale selon un plan commun [...] Que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très possible "communisme" ? » (5)

Alors, quand on sait à quel point les mesures de la Commune contre la propriété capitaliste et féodale étaient limitées, il est très intéressant d'entendre Marx dire que la Commune de Paris, en dépit de ces limites, serait le communisme, le « très possible communisme ». Ce n'est pas exactement cela que nous avons appris dans nos classes. En fait, c'est Marx lui-même qui contredit, à partir de la première révolution prolétarienne, l'interprétation mécaniste du communisme, qui se réduirait à

« c'est chacun selon ses besoins ». C'est-à-dire à une abondance matérielle. En parlant du communisme, il ne s'agit pas donc essentiellement, ou « simplement » du développement des forces productives, comme « thermomètre » de l'avancement de la société vers son émancipation.

On rencontre ici un autre Marx, pour qui c'est la forme politique d'auto-activité des masses, « enfin » trouvée, qui permet de rétorquer aux « Messieurs » sceptiques. Mais oui, dit Marx aux ronds-de-cuir : la condition absolue pour arriver à dominer les forces de la nature est une auto-organisation démocratique des prolétaires, et c'est ce qu'était la Commune.

Pour Marx, le communisme était déjà là dans la Commune, pas dans sa totalité, mais dans son essence, comme un devenir, dans l'épanouissement de l'homme social, dans les territoires d'auto-activité « libérés » par le peuple de Paris.

C.A. Udry cite dans son article Marx : « La capacité de jouissance est la condition de cette dernière (capacité de production), donc son premier moyen, et cette capacité est le développement d'une disposition individuelle, est force productive. Le temps [...] est aussi bien le temps de loisir que le temps destiné à une activité supérieure. » (6) Comme on se retrouve avec plaisir dans ces textes, comme cela réchauffe le cœur.

Ceux qui ont eu la chance de participer, de vivre mai 68, ou octobre-novembre 95, ou la dernière grève dans l'Education nationale, le mouvement des sans-papiers... auront connu des avant-goûts de ces moments de « jouissance » grave, quand tout paraît possible, quand les îlots du « communisme possible » sont, pour un moment trop court, arachés à l'avenir. Pas seulement

comme une idée pour militants, mais comme une force, une promesse palpable pour les prolétaires.

Pour Cornelius Castoriadis, la « révolution socialiste n'est rien de plus et rien de moins que l'explosion de cette activité autonome, instituant de nouvelles formes de vie collective, éliminant au fur et à mesure de son développement non seulement les manifestations mais les fondements de l'ordre ancien, et en particulier toute catégorie ou organisations séparée de "dirigeants" (dont l'existence signifie ipso facto la certitude d'un retour à l'ordre ancien, ou plutôt témoigne par elle-même que cet ordre est toujours là), créant à chacune de ses étapes des points d'appui pour son développement ultérieur et les ancrant dans la réalité sociale. » (7). Ou encore « le contenu du projet révolutionnaire ne peut être que la visée d'une société devenue capable d'une reprise perpétuelle de ses institutions. La société post-révolutionnaire ne sera pas simplement une société autogérée ; elle sera une société qui s'auto-institue explicitement, non pas une fois pour toutes, mais d'une manière continue. » (8). Ou encore en analysant la révolution des conseils ouvrier hongrois de 1956 : « Le pouvoir universel des Conseils des travailleurs (invoqué de longue date par Pannekoek, revigoré par l'exemple hongrois)... élimine le cauchemar d'un "Etat" séparé de la société. Cela ne signifie nullement, de toute évidence, que les problèmes proprement politiques, concernant l'orientation d'ensemble de la société et son instrumentation dans et par des décisions concrètes, disparaissent ; mais si les travailleurs, la collectivité en général, ne peut les résoudre, personne ne peut le faire à leur place. L'absurdité de toute la pensée politique héritée

consiste à vouloir résoudre, à la place des hommes, leurs problèmes au moment où le seul problème politique est précisément celui-ci : comment les hommes peuvent devenir capables de résoudre leurs problèmes eux-mêmes. » Puis il poursuit sur la place de l'organisation révolutionnaire, si celle-ci « restait et reste indispensable, [elle] ne pourrait, sans cesser d'être ce qu'elle voulait, prétendre à un rôle "dirigeant" quelconque. [...] La seule position cohérente était, et est toujours pour moi, que la fonction de l'organisation révolutionnaire est de faciliter aussi bien les luttes quotidiennes des travailleurs que leur accession à la conscience des problèmes universels de la société... » Et l'organisation révolutionnaire doit fonctionner « par le caractère exemplaire de son mode d'intervention, toujours orientée dans le sens de la gestion de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes, et de sa propre existence, comme collectivité autogérée. » (9)

Le lecteur me pardonnera ces longues citations, mais, à mon sens, Castoriadis nous dit beaucoup. Heureusement, et Carré Rouge en est entre autres la preuve, il y a de plus en plus de monde qui lit et « re-visite » les textes mal-lus ou lus avec des visières, qui éclatent dans toute leur richesse. J.P.Divès a raison de dire (CR N° 14) avec Daniel Guérin : « le passé aide à mieux comprendre le présent [...] Mais la réciproque est encore plus vraie, bien qu'on insiste moins suivant sur cette seconde proposition : le présent aide à mieux comprendre le passé. » (10)

En effet, si l'on examine les expériences du prolétariat depuis la chute du stalinisme, on arrive à saisir les deux bouts du processus de compréhension, ce mouvement de balancier entre présent et passé.

L'idée et la pratique du socialisme/communisme ont été salies, ou plutôt noyées dans le sang. Il faudrait commencer, à la lumière des expériences de l'auto-émancipation actuelles, à re-arpenner le long cheminement du prolétariat pour son émancipation. Revenir à la Commune de Paris, pas comme à un monument historique qu'on va célébrer, une fois par an, devant le Mur des Fédérés, mais comme la première expérience du « très possible communisme », donner à Octobre 17 la place qu'il mérite, pas plus et pas moins, comme une étape, une station... et puis aux autres, toutes les révoltes en Chine, en Allemagne, puis Berlin de 53, puis les conseils de Hongrie de 1956, puis la grève générale de 1968, encore plus près octobre-novembre 95, les grèves dans l'Education en France, mais aussi Seattle, les sans-papiers, Milau, les actuelles occupations d'usines et j'en oublie. Cette liste, qui n'est pourtant pas exhaustive, en choquera plus d'un(e), parce qu'elle met, bout à bout, des ruptures révolutionnaires immenses, des luttes partielles locales ou limitées.

Il est vrai que cette approche ne correspond pas à la compréhension que beaucoup (dont moi-même) avions du communisme, où l'avance et le recul de l'humanité s'exprimaient par et à travers l'avance ou le recul de sa « direction révolutionnaire ». Voir la fameuse phrase de Trotsky dans le Programme de la IV^e Internationale (dit Programme de transition) de 1938 : « La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. » C'est cette approche qui a pu mener (même encore aujourd'hui) à des positions délirantes, du genre : puisque nous représentons à 5, à 200 ou à

1000 la continuité de la IV^e Internationale et/ou du bolchevisme, et/ou de la révolution d'Octobre, et puisque cette (ces) continuité(s) représente(nt) toute la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire depuis son début... alors les luttes du prolétariat n'ont qu'un seul thermomètre : la construction de notre parti. (dans la version « soft » de cette approche : remplacer le mot parti par syndicat comme « avant-garde éclairée », ce qui nous ramène au début de nos propos sur le bilan de la grève).

Au lieu de « faciliter aussi bien les luttes quotidiennes des travailleurs que leur accession à la conscience des problèmes universels de la société », ce type d'organisation, qui fonctionne dans la posture d'appareil, reste sourd et aveugle et ne pense qu'à sa propre construction.

En revanche si l'on adopte le point de vue selon lequel :

1/ la tâche des révolutionnaires consiste à aider les masses à développer leur propre autonomie.

2/ dans ce processus, ceux qui luttent reconnaîtront les organisations spécifiques qu'ils considèrent nécessaires (partis révolutionnaires, syndicats, associations, réseaux...) et participeront à leur construction.

3/ pour aider l'autonomie du prolétariat, une (plusieurs) organisation démocratique reste indispensable : pour l'utilisation et le réinvestissement des expériences accumulées, pour l'élaboration d'analyses politiques et stratégiques dans les luttes, pour la capacité de mobilisation et d'organisation de militants convaincus et dévoués qui sont comme des « poissons dans l'eau » dans les luttes (ni des « moines soldats » d'une quelconque secte, ni des « porteurs d'eau » au services des appareils bureaucratiques).

4/ Dans une telle démarche ouverte, il n'y pas d'antinomie entre formes d'organisation permanentes traditionnelles (syndicats, partis révolutionnaires) et nouvelles (coordinations, comités de grève, conseils), permanentes et provisoires

IL FAUT TROUVER

UNE RÉPONSE...

... à une question tout à fait légitime : comment se fait-il qu'aujourd'hui il ne reste presque rien, en tant que force de réflexion et militante organisée, des courants révolutionnaires marxistes, ou post-marxiste, luxembourgiens qui s'inscrivaient dans une sensibilité non léniniste, non trotskyste, alors que malgré leur crise évidente les courants trotskystes ont survécu ?

La réponse n'est pas simple. A ma connaissance, c'est Castoriadis et son groupe, encore dans la IV^e Internationale (qui est devenu plus tard le groupe « Socialisme ou barbarie ») qui a le premier mis le doigt sur le rapport particulier entre la IV^e Internationale et le stalinisme.

Dans son document de rupture « Lettre ouverte aux militants du PCI et de la "IV^e Internationale" », de 1949, le groupe Castoriadis affirme : « C'est parce que l'organisation trotskyste a été incapable de se séparer radicalement et organiquement du stalinisme, parce qu'elle n'est restée, au mieux, qu'une opposition à celui-ci, ou comme on l'a dit, un appendice du stalinisme, qu'elle n'a jamais pu se construire. » (11) Cette « non séparation » était fondée politiquement (cela été abordé plusieurs fois dans les colonnes de Carré Rouge, voir, entre autres, le dernier article de J.Ph. Divès : « URSS, stalinisme et trotskysme » sur l'idée selon laquelle l'étatisation des moyens

de production, le monopole du commerce extérieur et la planification (bureaucratique) formeraient un Etat ayant une « double nature », une nature « mauvaise » : côté dictature réactionnaire et sa nature « bonne », son côté de défense des « conquêtes d'Octobre ». Cet « Etat ouvrier dégénéré » aurait été fondé sur ces trois « conquêtes d'Octobre » principales, qui vivraient, selon Trotsky, « dans la conscience des masses ... » Il faudrait revenir un jour sur les conséquences dévastatrices de cette « non séparation » du trotskysme et du stalinisme dans la construction des sections de la IV^e Internationale en URSS et dans les pays de l'Est, en particulier après la guerre. Situation dramatique s'il en est, où les trotskystes conséquents étaient persécutés, emprisonnés par les bureaucrates staliniens, tout en étant incapables de se séparer d'eux, jusqu'au bout, sur le plan politique. La marginalisation rapide des trotskystes, contrairement à nos espoirs, après la chute des régimes staliniens en 89-90, est la conséquence de ces errements théoriques. Concrètement en URSS et dans les pays de l'Est où l'analyse des trotskistes « classiques » a mené à un aveuglement sur la véritable étape où se trouvait la conscience du prolétariat, ce qui fait que la découverte de la réalité, la profondeur de la dégradation de l'image du socialisme/communisme, a frappé les trotskystes de plein fouet.

« Bolchevisme contre stalinisme », c'est sous ce drapeau que les trotskystes, la IV^e Internationale se sont présentés ; les trotskystes contestaient aux staliniens la continuité de la révolution d'Octobre. Ce qui est remarquable, c'est qu'il ait fallu la disparition du stalinisme pour commencer à comprendre qu'il s'agis-

sait, effectivement, seulement d'une posture d'opposition, d'un manque de séparation. Cela ne signifiait pas forcément une capitulation devant les staliniens (Castoriadis lui-même souligne cela), mais une dépendance politique. Sur ces questions de fond, il me semble que c'est Castoriadis qui avait raison contre les trotskystes (toutes tendances confondues) et ce dès 1949, et pourtant le groupe « Socialisme ou Barbarie » s'est auto-dissout en 1966 sur la proposition de Castoriadis lui-même. Il est intéressant de lire son explication : le premier motif de cette dissolution était qu'une « reconstruction théorique, allant infiniment plus loin que je ne le pensais lorsque je commençais à écrire "Marxisme et théorie révolutionnaire" était nécessaire [qui] exigeait un travail d'une ampleur et d'une thématique difficilement compatible avec la publication de la revue et même avec son caractère. »

Le deuxième motif, c'est la difficulté à trouver des éléments de « faisabilité » dans la situation, quand on envisage, comme le fait Castoriadis, que la révolution sociale ne comprend pas seulement « l'expropriation des expropriateurs, de la gestion autonome de leur travail et de toutes les activités par les hommes. Il s'agit de l'auto-institution permanente de la société, d'un arrachement radical à des formes plusieurs fois millénaires de la vie sociale, mettant en cause la relation de l'homme à ses outils autant qu'à ses enfants, son rapport à la collectivité autant qu'aux idées, et finalement toutes les dimensions de son avoir, de son savoir, de son pouvoir. » (13)

Castoriadis prévoyait l'énorme ampleur des problèmes théoriques, pratiques du socialisme/communisme, que doivent affronter les révolution-

naires. Visiblement, dans l'isolement où son groupe se trouvait, l'ampleur des tâches à résoudre le dépassait. Ce bilan, écrit en 1972, doit être approfondi, comme toute l'œuvre de Castoriadis, par ailleurs. Néanmoins, on peut comprendre pourquoi ces idées et leurs porteurs se trouvaient complètement isolés, mis à l'écart, sinon ignorés.

Tant que le stalinisme existait, le socialisme « réel », aussi honni soit il, offrait aux trotskystes une sorte de « consistance ». Tout à fait contradictoirement, l'existence de la (des) bureaucratie(s) stalinienne(s), ou assimilées (y compris Mao, Tito, Castro...) donnaient une sorte de « légitimité » aux trotskismes (par ailleurs aux maoïstes aussi). D'accord, on était « petit », mais étant combattus par un ennemi énorme, on avait un ennemi à la mesure de nos idées. Un exemple : en 1974, la bureaucratie de Kadar a édité en Hongrie un livre de 266 pages, imprimé à 5000 exemplaires, arrachés dans les librairies en quelques heures, intitulé « A mai trockisták » (Les trotskystes d'aujourd'hui). Ce livre, qui brossait un panorama des différents courants trotskytes, s'occupait pour l'essentiel d'attaquer le groupe trotskyste hongrois (LRSH), très réduit en nombre, et dans la clandestinité. Alors comment s'étonner que ses militants soient persuadés d'être sur la bonne voie dans le combat « bolchevisme contre stalinisme », puisque l'ennemi, tout puissant à la tête d'un Etat, l'avait « reconnu » : la bureaucratie stalinienne était obligée de combattre leurs idées.

Les trotskystes avaient donc une sorte d'« arrière pays », alors que les militants comme Castoriadis n'en avaient pas. Castoriadis remarque, par ailleurs, qu'après 1968, qui pourtant allait tout à fait dans le sens de

ses idées : « La confusion idéologique sans précédent qui a suivi les événements, où l'on a vu des gens se réclamer de Mao au nom des idées qui les feraient fusiller séance tenante s'ils se trouvaient en Chine, cependant que d'autres, éveillés à la vie politique par le mouvement essentiellement anti-bureaucratique de Mai allaient vers les micro-bureaucraties trots-kystes... » (14)

Dans cette situation, on comprend pourquoi les premières tentatives de gauche pour renouveler radicalement la lutte pour le communisme ont dû rester isolées, alors que la pertinence de leurs idées paraît, quant à l'essentiel, flagrante.

Tout ce qui est dit ici ne doit pas être compris comme une condamnation du passé, de notre passé de militants, de notre abnégation, de nos combats. Nous avons fait ce que nous avons pu pour combattre le stalinisme et l'impérialisme dans une situation historique d'extrême difficulté. Pour avancer vers le socialisme, nous avons besoin de l'aide du passé pour comprendre le présent, et réciproquement. Ce mouvement de balancier entre passé et présent, sans parler du futur, est loin d'être facile. Mais il commence à donner ses fruits. Dans toute une série de luttes, l'accumulation d'expériences par des militants marxistes-révolutionnaires, anticapitalistes, la mémoire transmise par eux a pu être utile pour aider à construire l'autonomie du prolétariat. Il ne s'agit pas donc de condamner les organisations politiques en tant que telles, mais d'essayer de voir plus clair : quelle organisation à construire pour être utile ?

NOUS N'AVONS PAS FINI

DE TIRER LE BILAN

DU STALINISME

Si l'on adopte le point de vue exprimé plus haut, alors on peut affirmer que socialisme et communisme étaient déjà, bien avant la chute du stalinisme, des « objets perdus » dans la conscience des exploités. Bien qu'on commence à le réaliser seulement maintenant. La chute du stalinisme nous ayant tendu un miroir, elle nous oblige à nous rendre compte à quel point nous sommes décalés par rapport à l'élaboration de la perspective socialiste face aux changements créés par le capitalisme mondialisé. Et par la disparition dudit « socialisme réel ».

Il est coutumier de dire que la « chape du stalinisme qui pesait sur les travailleurs » a sauté il y a une dizaine d'années. C'est bien vrai. Mais est-ce que cette chape ne pèse pas encore sur nous ? Le stalinisme n'est plus, pourtant 10 ans après 1989, pour ne citer que les exemples les plus flagrants, les grandes organisations trotskystes, telles la LCR et LO par exemple, n'arrivent pas à se débarrasser de l'emprise du PCF. Il y a eu la manifestation du 16 octobre, où on voyait la Ligue et LO main dans la main avec le PCF, parti du gouvernement ; l'autre jour c'est Krivine qui écrit à Hollande et à Hue pour que ces chefs des partis du gouvernement fassent pression sur leur propre gouvernement (!) ; quelques mois avant, lors de son Congrès, c'est Arlette qui félicitait le PCF d'être resté « communiste » ! Au mois d'août, c'est un des dirigeants important de la Ligue, Daniel Bensaid, qui affirme dans un article commémorant le soixantième anniversaire de la mort de Trotsky : « Dans sa critique du totalitarisme bureaucratique, si Trotsky voit très bien la part de coercition policière, il sous-esti-

me le consensus populaire lié à la dynamique pharaonique, même au prix fort, conduite par le régime stalinien. » (15). On se frotte les yeux, on voit mal ? Si Trotsky a fait des erreurs, et il en a fait, ce n'est certainement pas en « sous-estimant » le « consensus populaire » en URSS autour de Staline. Quel consensus ? Le seul consensus, c'est le silence mortel du Goulag. La « dynamique pharaonique même au prix fort » ? Quelle « dynamique » ? Celle des millions d'esclaves qui meurent en creusant dans le sol gelé de Sibérie ? Celle de la classe ouvrière écrasée, atomisée ?

Faut-il en conclure que la Ligue, LO capitulent devant le stalinisme ? Non, le stalinisme n'existe, heureusement, plus. En revanche c'est le cri de l'orphelin abandonné, déraciné qui jaillit encore.

COMMENT SORTIR

LE SOCIALISME ET

LE COMMUNISME ...

...du statut de l'objets perdus ? Il faut réfléchir et agir, en ayant la compréhension que les choses sont difficiles et personne, ni individu, ni organisation ne connaît la solution. Il n'y a ni le parti ni le syndicat qui nous guidera vers un avenir radieux. Il n'y pas d'offensive généralisée, même partielle, des opprimés, mais il y a, en revanche, tout un amas d'initiatives défensives qui ont toutes la particularité de ne pas rentrer dans les schémas. La manifestation de 100 000 à Millau était organisée par la Confédération paysanne, organisation « petite bourgeoise » dans la classification marxiste traditionnelle ; à Seattle non plus ce ne sont pas les organisations « ouvrières » classiques, même pas l'extrême-gauche,

qui donnaient la radicalité ; tout était mélangé ici et là, jeunes, ouvriers, paysans. A Cellatex, à la brasserie Adelshoffen, les ouvriers et ouvrières sont revenus aux méthodes de luttes violentes, radicales (menace d'explosions et destruction des machines). Ce serait à mon avis une erreur de voir là une résurgence d'un « vieux fond d'anarcho-syndicaliste » comme l'affirme Rouge (20/7/2000). Il ne s'agit pas d'un simple retour à la fin du XIX^e Siècle. C'est la rage qui s'exprime face à la complicité du gouvernement de la « gauche plurielle » avec le patronat, face à l'impuissance des syndicats qui font que ces prolétaires essaient tout simplement de reprendre entre leurs mains leurs affaires, ils s'auto-organisent. Ils ne sont pas, au nom d'une quelconque idéologie, contre tel ou tel syndicat ou parti, souvent ils les ignorent. Leur radicalité qui fait qu'ils « osent » s'attaquer aux sacro-saints « outils de travail », au grand dam des syndicalistes de service. Est-ce qu'ils emploient la « bonne » méthode ? Qui est en mesure d'en juger ? En tout cas, politiquement, ils se séparent de toutes les forces dont l'échéance fondamentale est rythmée par l'Etat bourgeois (notamment ses élections, référendums, etc.). Evidemment les bonnes âmes, des experts en classification, vont nous ressortir La maladie infantile du communisme (le gauchisme) de Lénine, pour nous expliquer les dangers de cette situation. Mais ce n'est pas grave, car ce même Lénine avait l'habitude de dire que les « faits sont têtus ». Chacun choisira les siens, pour ma part je crois de plus en plus fortement que le socialisme se renouvellera par et avec les prolétaires qui préfèrent les ruptures radicales aux syndicats de service ou aux obnubilés d'élections municipales...

Décidément, que ce soit dans la rue ou dans les usines, les éléments plus radicalisés sont en train de changer leurs rapports avec les outils (organisations politiques, syndicats) qu'ils avaient, malgré toutes leurs trahisons, considérés comme utilisables, même si ce n'est que « faute de mieux ».

Il me semble que cette nouvelle radicalité est une tendance profonde ; elle est l'expression d'une volonté (bien entendu confuse, comment pourrait-il en être autrement ?) de reprendre les choses en main. Cela ne sert à rien de vouloir « prouver » aux militants d'ATTAC, par exemple, ou à ceux qui participent dans ce que certains nomment avec dédain des « micro luttes », que ce qu'ils font n'est pas politique. Ou pire, leur expliquer, que, sans le vouloir, ils amèneraient de l'eau au moulin d'un néo-réformisme.

Bien sûr, ceux qui par centaines de milliers luttent d'une manière autonome, auto-organisée contre le capitalisme ne se réclament pas du communisme. Et alors ? En fait c'est quoi être communiste aujourd'hui ? quelqu'un possède le tampon d'identification ? C'est Marx qui écrit que : « l'éducateur a besoin lui-même d'être éduqué » (Thèses sur Feuerbach).

Le peuple de Paris n'avait aucune idée du communisme, même parmi les militants politiques de la Commune les marxistes étaient archi-minoritaires par rapport aux blanquistes et proudhoniens... et pourtant Marx lui-même a osé affirmer que la Commune était « du communisme, du très possible "communisme" ».

Bien entendu, aujourd'hui, même dans les meilleurs des cas, il s'agit de luttes défensives, pour des meilleurs conditions de licenciement, contre les fermetures d'usines, pour

supprimer des Chartes d'Allègre, pour empêcher la destruction supplémentaire d'un système d'indemnisation de chômage déjà très insuffisant, c'est-à-dire défendre des conquêtes arrachées dans le passé face à une attaque globalisée.

Ce qui importe c'est que, d'une manière ou d'une autre, les prolétaires puissent faire, dans une situation d'autonomie, l'expérience d'affrontement avec l'Etat bourgeois et avec les patrons (le problème de fond de la jeunesse ouvrière des banlieues n'est-il pas que ces jeunes ne se sont jamais trouvés, n'ayant jamais connu un emploi salarié « normal », dans une situation d'exploitation, donc d'affrontement avec les patrons, comme l'a justement remarqué Alain Bihl dans une discussion.) Ce sont ces situations qui créent des îlots de rupture, d'autonomie provisoire (durant la lutte). Cela n'est pas encore la révolution, dans le sens évoqué plus haut, et la révolution n'est pas une addition, une accumulation mécanique de ces îlots de rupture, d'autonomie. La révolution, dont on ignore aujourd'hui la forme qu'elle prendra, est un mouvement collectif, une fusion de toutes ces expériences, et joies (pourquoi pas !), accumulées collectivement. Néanmoins ces luttes en constituent la préparation, des espaces de « luttes et d'analyses » dont parle Charles-André Udry.

Udry, en parlant du futur processus révolutionnaire, écrit : « ...il ne faudrait pas nous dissimuler à nous-mêmes que ces phases de rupture, ces "moments de bouleversements" surviendront comme neufs dans l'histoire, en avançant du côté où on ne les attend pas. Certes, le neuf ne peut être qu'une combinaison originale d'éléments préexistants, sauf à verser dans l'utopie créationniste. »

(16) Il a raison, ce « neuf » ne surgira pas du vide, il englobera les expériences précédentes, mais exactement lesquelles, dans quelles proportions et ce qu'il en sortira... personne ne le sait. Et finalement ce n'est pas ça qui est important. De nouvelles Communes de Paris surgiront et les prolétaires continueront à essayer de se libérer de l'exploitation et de la barbarie et ils renouvelleront le communisme, c'est eux qui le sortiront du dépôt des objets perdus et redonneront au communisme une nouvelle vie.

Je ne veux pas suggérer par là que les partis, les syndicats vont sombrer, tel un Titanic. Mais dire tout simplement qu'à mon avis, pour pouvoir accompagner, aider et préparer le processus de recomposition, de reconstruction du monde du travail, d'exploités il faut s'atteler à la difficile tâche programmatique socialiste/communiste Ce travail concerne toutes les traditions : libertaire, maoïste, trotskyte, anarcho-syndicaliste...

En ce qui concerne les révolutionnaires, il va falloir prendre aussi conscience, reconnaître que toute idée, même généreuse, qui vise à limiter l'étendue de la révolution mènera irrémédiablement à l'échec. La future révolution socialiste prendra en charge en revanche tous les aspects de la vie, pour aller vers une société qui « s'auto-institue ».

Cette approche relativise très fortement, sinon s'oppose à la différenciation hiérarchique (ou opposition) que certains aiment établir entre le « mouvement social » et les organisations traditionnelles (partis, syndicats). Quant à moi, je suis persuadé de la nécessité des regroupements, organisations des révolutionnaires anti-capitalistes, partisans de la révolution socialiste. Sous quelle forme

ces regroupements se feront : partis, réseaux, fronts... qui peut le prévoir ? Dans quelle mesure les actuelles organisations d'extrême-gauche (trotskystes, libertaires, maoïstes, syndicalistes-révolutionnaires) y trouveront leur place, cela dépend de leur capacité à se remettre en cause et à se renouveler.

Ce dont je suis sûr, c'est que la seule légitimité et justification de n'importe quel regroupement politique révolutionnaire pointant vers le communisme/socialisme consiste à aider à développer les espaces d'autonomie anti-capitalistes des prolétaires. Aider au surgissement du futur. C'est-à-dire à tester constamment la légitimité de sa propre existence dans son travail de fourniture des braises « d'analyses et de luttes » pour une société émancipée de l'exploitation de l'homme par l'homme, libérée des capitalistes, bureaucrates et « dirigeants ».

Notes

- (1) Carré Rouge N°14, page 15
- (2) idem, page 16-17
- (3) idem, page 52
- (4) La guerre civile en France, p.67, Editions sociales, collection « les classiques du marxisme »
- (5) idem p. 68
- (6) Carré Rouge N° 14, page 54
- (7) Cornelius Castoriadis, La société bureaucratique 1, édition 10/18, page 22
- (8) idem, page 53
- (9) idem, pages 38-39
- (10) « URSS, stalinisme et trotskysme », Carré Rouge N°14, page 32
- (11) idem, page 189
- (12) idem
- (13) idem, pages 55-56
- (14) idem, pages 57-58
- (15) Rouge, 20 juillet 2000
- (16) idem. page 53

Je souscris à une bonne partie des analyses et des constats du texte préparatoire, mais pas à tous. Je ne vais pas aborder ici les points sur lesquels mon appréciation est différente de la sienne car ce n'est pas urgent. L'essentiel est que j'adhère entièrement à la perspective qu'il a esquissée concernant le rôle futur ou, plus exactement, possible de Carré Rouge. Dans l'immediat je ne voudrais développer que quelques points suscités par la lecture de son texte.

A propos du « projet de recherche et d'élaboration politique »

LA FÉTICHISATION

DES TEXTES

Il y a deux façons de fétichiser les écrits de ceux qui nous ont précédés. Il en est une qui fut effectivement, peu ou prou, le lot de tout le mouvement trotskyste mais aussi des groupes « capitalistes d'Etat » (Je pense que Socialisme ou Barbarie a fétichisé à sa façon La Révolution trahie). On lisait ou relisait certains textes en leur donnant une signification univoque et unilatérale (négative ou positive). On leur faisait dire plus qu'ils ne voulaient dire, dans un sens ou dans un autre. On passait largement à côté de tout ce qu'ils pouvaient nous dire, pour notre époque et pour nos tâches. Concernant le Programme de transition de 1938, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que Trotsky lui-même faisait remar-

quer dans une discussion avec des militants du SWP que, tel quel, sans son volet complémentaire (« la Révolution, la dictature du prolétariat et la construction de la société après la Révolution »), ce programme pourrait être interprété dans un sens « réformiste ». Pour aller dans le sens des remarques de François sur ce point, Trotsky a lui-même indiqué les faiblesses du Programme de transition et le fait qu'un programme doit être adapté à la situation objective. Donc, quand les conditions objectives changent, les révolutionnaires savent ce qu'il leur reste à faire. C'est effectivement parce que le mouvement trotskyste a traité certains textes comme des « tables de la loi » au lieu de s'inspirer de la méthode des grands théoriciens et praticiens de la révolution. Et pourtant nous avons pas mal de textes sous les yeux. Il suffit de rappeler que la

S.P.E.L. a édité «une discussion avec Trotsky sur le Programme de transition» en 1963.

Lutte Ouvrière, composante importante du mouvement trotskyste en France, a complètement échappé à la fétichisation du Programme de transition. Elle l'a édité, ainsi que la discussion que je viens de mentionner, et abondamment fait lire à ses militants. LO avait raison de dire qu'elle n'était pas capable de formuler seule un programme de cet ordre pour notre époque. Mais à la longue et avec sa croissance, cela relevait de la fausse modestie de ne pas même tenter de formuler un programme actualisé. Je parle de tenter de formuler ce qui n'aurait pu être de toute façon qu'une esquisse, à débattre avec d'autres tendances révolutionnaires, et à défaut, avec ses militants et des travailleurs intéressés. (Cela a été la démarche de VDT il y a deux ans et je pense qu'elle était juste). Par contre, LO a procédé à la fétichisation sans modération de la brochure de Lénine *Que faire ?*, ce qui a donné une base et un argument d'autorité à sa fameuse «méthodologie organisationnelle». Sur ce plan-là, la modestie n'était pas de mise. LO s'est cru et se croit sans doute toujours capable, à elle seule, sans formuler de programme, sans débattre avec personne, de «former» des «révolutionnaires professionnels».

Soit dit en passant, le *Que faire ?* de Lénine est riche d'aperçus concrets, encore tout à fait intéressants pour les révolutionnaires de l'an 2000. Mais ceci étant, loin de faire de son texte une référence absolue, Lénine lui-même est revenu plus tard sur *Que faire ?* dans sa préface du recueil Douze années. Il y précisait ce qui lui semblait dépassé et circonstanciel et ce qui lui semblait toujours

valide. Citation : «*Que faire ?* est un résumé de la tactique de l'Iskra et de sa politique d'organisation pendant les années 1901 et 1902. Exactement un "résumé", rien de plus, rien de moins.»

Lénine parle un peu plus loin de l'aptitude supérieure à l'organisation de la classe ouvrière : «*Sans cette aptitude l'organisation des révolutionnaires professionnels n'aurait été qu'un jeu, qu'une aventure, qu'une étiquette sans contenu, et la brochure Que faire ?* souligne à maintes reprises que seule l'existence "d'une classe véritablement révolutionnaire et se lançant spontanément au combat" "donne un sens à cette organisation".»

En négligeant ou en sous-estimant le contexte de la rédaction des textes marxistes du passé, en ne comprenant pas les transformations intervenues depuis la rédaction de ces textes, on peut toujours et encore aujourd'hui passer complètement à côté d'écrits qui ont encore bien des choses à nous dire pour nos tâches théoriques et pratiques.

A cet égard j'ai trouvé très intéressant tout le développement du texte préparatoire concernant les transformations concomitantes du capitalisme et de la classe ouvrière depuis vingt cinq ans.

J'en viens à relever une deuxième forme de fétichisation qui consisterait tout simplement à ignorer les textes des grands révolutionnaires, à ne pas les lire ni les relire parce que frappés définitivement d'obsolescence. Ce serait alors raisonner à partir de pré-jugés ou, osons ce néologisme, de post-jugés. Se libérer de toute forme de fétichisation (positive ou négative, j'insiste) ne concerne pas seulement les écrits de Rosa Luxemburg, de Lénine ou de Trotsky mais aussi leurs choix militants et de façon

générale l'ensemble de leurs actes. Je me permets d'insister sur ce point, en particulier par rapport aux jeunes révolutionnaires qui ne connaissent pas encore bien les grands textes marxistes et l'histoire du mouvement ouvrier. Car nous avons tous besoin de leur regard neuf sur ces textes, à la lumière de ce qu'ils vivent et expérimentent socialement et politiquement.

Il ne s'agit donc ni de procéder à des coups de chapeau ni à des coups de semonce vis-à-vis des grands révolutionnaires qui nous ont précédés mais, à tout le moins, de comprendre que leurs écrits sont la cristallisation d'une culture et d'une expérience extrêmement riches. D'une façon générale il faut toujours redéterrer les trésors intellectuels de la culture universelle dans sa diversité et sa complexité. Si la confrontation est nécessaire entre les militants et les chercheurs d'aujourd'hui, elle sera d'autant plus féconde que nous la poursuivons aussi avec les géants que sont Aristote, Spinoza, Diderot, Hegel, Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxemburg ou Trotsky, pour s'en tenir ici au domaine politique et à ses soubassements philosophiques. Ils nous réservent encore bien des bonnes surprises.

Encore une citation à titre d'exemple : «*N'oublions pas la race des vampires qui est aussi celle des caméléons. Elle ne disparaîtrait pas plus, le lendemain de la Révolution, que la race des naïfs et des simples, sa pâture ordinaire. Les habits seraient tôt retournés. On verrait surgir de terre, en foule, comme les champignons après l'orage, des charlatans de communisme pour embrigader les hommes, des tartufes de communauté pour embobeler les femmes. A eux prix, prix infailible de l'intrigue, la gérance, c'est-à-dire la*

disposition discrétionnaire des biens communs. La masse des ignorants deviendrait leur proie et leur armée...absolument comme aujourd'hui, avec des conséquences bien autrement terribles : ...un bond effroyable en arrière ! N'est-ce point d'ailleurs folie de s'imaginer que, par une simple culbute, la société va retomber sur ses pieds, reconstruite à neuf ? Non, les choses ne se passent pas ainsi, ni chez les hommes, ni dans la nature.»

Cette citation date de 1869. Elle est d'Auguste Blanqui. Avouons que ce n'est pas le révolutionnaire à qui nous pensons spontanément en premier comme ayant réfléchi de façon pertinente aux problèmes de la dégénérescence de la révolution prolétarienne.

GAUCHISME ET SOCIAL-DÉMOCRATIE

Le retour sur les années 1960-70 me semble aussi d'une grande importance pour comprendre l'évolution historique qui a suivie. Il me semble que sa compréhension nécessite une analyse du gauchisme tant en France que dans d'autres pays, les raisons de son déclin en corrélation avec l'ascension de la social-démocratie. Une génération a vécu ce passage de l'espoir à brève échéance de transformations révolutionnaires à l'espoir de la victoire de la gauche aux élections... Après 1968 la caractéristique commune des organisations trotskystes a été plus que jamais la forfanterie, la conviction que «notre» organisation allait ramasser la mise. Avec la remise sur pied d'un grand parti social-démocrate dirigé par un vieux cheval de retour de la IV^e république (Mitterrand), opération impossible sans l'aide inappréciable du PCF, une bonne partie de l'extrême-

me-gauche a glissé du gauchisme au suivisme à l'égard du PS et du PC, sous diverses formes, ou pour LO à un investissement de plus en plus important de ses énergies dans les campagnes électorales.

Il nous faudra aborder pleinement le phénomène d'émergence du PS, de social-démocratisation du PCF et d'absorption d'un certain nombre de militants révolutionnaires par le PS dans ces années-là. Il faut d'autant plus comprendre et analyser ce phénomène que c'est le PS qui est venu ensuite aux affaires et est actuellement au gouvernement, qu'il a affaibli le PC de diverses manières et l'a aujourd'hui totalement domestiqué. Il faut suivre le processus sur toute la période des 25 dernières années pour saisir à quel point le PC actuel est une composante de la social-démocratie (dire le flanc gauche serait lui faire trop d'honneur). Le maintien de l'enseignement «communiste» ne sert qu'à paralyser des travailleurs et malheureusement aussi à maintenir en vie dans la tête de trop de militants d'extrême-gauche le fétiche d'un «parti ouvrier». Il est vrai qu'un fantôme auquel on croit peut vous empêcher de prendre bien des initiatives nécessaires. Le fantasme du PCF, parti ouvrier incontournable, a une efficacité pour empêcher l'extrême-gauche de devenir un mouvement révolutionnaire pleinement indépendant. Si bien sûr c'était le choix majoritaire et durable des militants que de s'adonner éternellement au suivisme, je dirais plutôt à un état de dépendance à l'égard du PCF comme du PS. L'implication actuelle est qu'il nous faut dire inlassablement aux travailleurs que Robert (Hue) n'est pas du tout un ami qui nous veut du bien parce qu'il est véritablement ami avec Lionel (Jospin), alliance naturelle et produit de l'histoire

politique française depuis 1981 et le retour dans un gouvernement au service de la bourgeoisie de ministres «communistes».

POUR UNE HISTOIRE ET UNE SOCIOLOGIE DE L'EXTRÊME-GAUCHE

Pour nous comprendre nous-mêmes et pour donner un contenu réel à la question très importante de la démocratie dans le mouvement révolutionnaire que nous aspirons à construire, je crois que non seulement il nous faudra approfondir l'histoire des différentes organisations révolutionnaires mais aussi analyser ce qu'est l'état des lieux aujourd'hui concernant l'extrême-gauche. Les prises de position des uns et des autres ne suffisent pas pour nous comprendre, cerner les faiblesses et évaluer les points forts. Je ne sais pas si nous sommes en mesure de faire une analyse sociologique marxiste très approfondi de l'extrême-gauche. Mais tout ce que nous parviendrions à faire dans ce sens nous aiderait à y voir plus clair. Nous risquons bien sûr de nous heurter à une certaine indifférence sur cette question et à un nombrilisme certain (et ombrageux) de la part de tous ceux qui ne tiendraient pas dans certains groupes à ce que ce genre d'analyse soit faite.

Prenons la question des générations par exemple. Je ne dispose bien sûr d'aucune donnée chiffrée. Mais je constate que, dans pratiquement tous les groupes, les jeunes sont peu nombreux et quasi-absents des directions, des comités de rédaction, etc. Il n'y a bien sûr nulle part la volonté ouverte ou cachée de maintenir une gérontocratie se gardant tous les postes de responsabilité. Personne

n'a mis dans ses statuts qu'il fallait avoir plus de 45 ou 50 ans pour être un responsable ou un porte-parole révolutionnaire. Mais si on examine ce qui se passe réellement, on s'aperçoit que des révolutionnaires de moins de 30 ans devront attendre encore longtemps, si tout continue comme actuellement dans l'ensemble de l'extrême-gauche, pour avoir accès à des tâches de porte-parole, de conférenciers, de direction politique ou d'élaboration politique. Ne parlons pas de la lycéenne de 17 ans ou de la jeune intérimaire de 23 ans, leurs chances sont encore plus réduites. Cela dit je ne suis pas très friand des hymnes à la jeunesse qui, dans le meilleur des cas, sont ridicules mais qui surtout nous masquent le problème.

Dans les années soixante, probablement plus de 90 % des militants révolutionnaires avaient moins de 30 ans. Aujourd'hui probablement 90 % ont plus de 40 ans. Cela indique un fait négatif, c'est que le poids des jeunes générations est faible au sein de l'extrême-gauche, ce qui ôte beaucoup de sa crédibilité et qui favorise les conservatismes et les positions établies en son sein. En même temps cela est positif, car cela indique que la plus grande partie des militants sont restés fidèles à leurs idées. C'est un atout très important par la culture et le capital d'expériences (bonnes et moins bonnes) que cela représente. Des révolutionnaires de 20 ans n'auront aucune difficulté à comprendre que c'est une chance pour le mouvement révolutionnaire et donc pour le monde du travail. Je pense que le travail entrepris autour de Carré Rouge est susceptible de susciter des vocations révolutionnaires chez des jeunes qui ont envie d'aller jusqu'au fond des

choses pour être des acteurs conscients de la transformation sociale.

Mais je discute ici du problème dans sa globalité, dans sa dimension collective comme dans sa dimension personnelle pour chacun de « nous, les anciens ». « Sera révolutionnaire qui peut se révolutionner lui-même » a écrit le philosophe Ludwig Wittgenstein. Il n'y a pas de limite d'âge pour entreprendre cela. Mais il me semble que c'est d'autant plus possible que le dialogue sur le fond pourra se nouer, sans esprit de hiérarchie, sans démagogie dans un sens ou dans l'autre, avec de jeunes révolutionnaires. En multipliant les angles de vue et les rencontres entre personnes d'âges et d'horizons sociaux différents, nous nous donnerons des moyens solides d'élucider certains problèmes et d'aller de l'avant.

Pour la construction d'un parti ouvrier autour d'un « plan d'urgence »

J'ai lu avec attention le texte destiné à la préparation de la journée du 30 septembre prochain, ouverte aux rédacteurs, diffuseurs et sympathisants de la revue Carré Rouge. Comme vous, je suis tout à fait convaincu que le dogmatisme et le sectarisme sont incompatibles avec la construction d'une grande organisation politique ouvrière pour notre temps. Il me semble aussi que pour avancer sur les questions programmatiques, il faut reprendre la méthode du programme de transition, ce qui implique en effet que l'on soit capable de prendre ses distances avec la lettre de ce texte, qui date d'une époque évidemment très éloignée de la nôtre, pour s'en approprier l'esprit. Les questions que le document soulève doivent être examinées avec le plus grand sérieux et sans tabous. Je suis convaincu du fait qu'« une période programmatique est close ». Il me semble qu'il faut maintenant, à partir d'une analyse rigoureuse des rapports de classe, des contradictions du capitalisme et des intérêts vitaux de la classe ouvrière, commencer à élaborer un nouveau programme transitoire, sur la base d'un plan d'urgence pour les travailleurs, les jeunes et les chô-

meurs. C'est aussi la position des militants syndicalistes et des militants associatifs de notre région qui continuent de défendre ce qui fut le projet de l'Association Révolutionnaire des Travailleurs (A.R.T.) : la construction d'un parti ouvrier autour d'un « Plan d'urgence » qui soit l'expression politique indépendante de la classe ouvrière et des principaux mouvements sociaux ayant des intérêts convergents.

La question du programme et de la direction politique est aujourd'hui dialectiquement liée à celle des capacités d'organisation de la classe ouvrière. Si, à l'époque de la rédaction du programme de transition, la crise de l'humanité était essentiellement la crise de la direction de la classe ouvrière, les échecs et les trahisons successives ont fait qu'aujourd'hui, la crise de direction est doublée d'une crise d'organisation sans précédent de la classe ouvrière. En France, les « partis historiques » n'organisent plus que très marginalement les travailleurs. Ils ne sont plus l'expression naturelle des espérances ouvrières.

La classe ouvrière peut-elle avoir une existence politique autonome dans ces conditions ? Si la classe

ouvrière avait définitivement perdu son rôle historique de classe révolutionnaire, il y aurait effectivement de quoi désespérer. Mais en fait, nous nous trouvons dans une situation paradoxale. Depuis 95, la classe ouvrière a pu s'exprimer avec une grande force, y compris contre ses appareils dirigeants, mais sur le terrain revendicatif et sans que cela commence à se traduire sur le plan de sa réorganisation politique. Il y a eu les 5 % d'Arlette Laguiller, score exceptionnel en Europe pour une organisation d'extrême-gauche. Ces 5 %, comme certains scores de la L.C.R., prouvent qu'un espace politique est dégagé durablement. Mais le vote des travailleurs pour Arlette est essentiellement un vote protestataire, un vote de sympathie pour la candidate, mais sans illusion sur les possibilités de ce courant à construire une véritable alternative. Les directions de L.O. et de la L.C.R. ont d'ailleurs montré qu'elles n'en avaient pas la volonté.

Il me semble que l'une des tâches les plus importantes pour les marxistes est de réfléchir aux conditions de la reconstruction du parti des travailleurs. Il faut créer des lieux de rencontre et de discussions qui soient des véritables passerelles entre le mouvement social et la politique, car le parti des travailleurs que nous devons construire doit nécessairement être le prolongement et la traduction politique de ce mouvement social. A Rouen, lorsque le comité d'organisation de la grève rassemblait des centaines de cadres ouvriers de tous les secteurs à la « fosse » du dépôt de Sotteville, et prenait la tête de dizaines de milliers de manifestants dans la rue, nous avons été convaincus que ce mouvement social était en puissance le par-

ti des travailleurs dont nous parlons. Il faut réfléchir maintenant aux conditions de la construction de ce « parti du mouvement social » à la lumière des nouvelles expériences, des luttes contre les licenciements dans le privé, des luttes contre la loi Aubry, de la lutte dans l'Education nationale l'an dernier, des mobilisations anti-mondialisation.

Depuis sa constitution en septembre 1998, le Parti socialiste écossais (SSP) a attiré l'attention de nombreux militants dans d'autres pays qui agissent dans la perspective de la création de nouveaux partis des travailleurs. En mai 1999, Tommy Sheridan, tête de liste du Parti socialiste écossais (SSP) à Glasgow, a été élu député au nouveau Parlement écossais. Une brochure «Le SSP : un nouveau parti pour le socialisme» vient d'être publiée par la Gauche révolutionnaire-La Commune dans le but de mieux faire connaître au public francophone l'expérience écossaise (1). L'article qui suit reprend de larges extraits de la brochure, en ajoutant quelques éléments récents. Il développe ainsi largement les thèmes que Murray Smith a exposés dans son intervention à la réunion de travail de Carré Rouge du 30 septembre.

Le nouveau parti des travailleurs en Ecosse, un exemple international ?

L'élection de Tommy Sheridan, tête de liste du Parti socialiste écossais (SSP) à Glasgow, comme député au premier Parlement écossais à se réunir depuis trois siècles, a porté le SSP, créé quelques mois auparavant, sur le devant de la scène politique. Mais la genèse du nouveau parti remonte plus loin.

LA GENESE ET LES ÉTAPES DE FORMATION DU SSP

Nous ne retracerons pas ici l'histoire de la très importante mobilisation po-

pulaire qui a mis à bas la poll tax, seule victoire du mouvement ouvrier britannique dans une période marquée par de lourdes défaites. Il s'agit ici de souligner son importance dans la genèse du SSP. La branche écossaise de Militant (courant trotskiste pratiquant depuis longue date l'entrisme au sein du Parti travailliste), qui allait devenir la principale composante du SSP, y a joué un rôle de premier plan, défendant la stratégie de refus de paiement de l'impôt, combinée avec des mobilisations de masse et des actions directes.

Mais si Militant a joué un rôle prépondérant, cette lutte était aussi l'occasion d'un vrai travail unitaire rassem-

blant des militants d'extrême-gauche, trotskistes ou libertaires, ainsi que des travaillistes, des syndicalistes, des communistes, des nationalistes et beaucoup de gens qui venaient à l'action politique pour la première fois à travers cette campagne. C'était le creuset d'une collaboration entre des forces d'origines diverses, le début d'un changement de comportements et de mentalités. A la suite de la campagne contre la poll tax et en butte à la normalisation du Parti travailliste, l'organisation écossaise de Militant est sortie du parti en 1992 pour créer une organisation indépendante, Scottish Militant Labour (SML). Profitant de l'autorité acquise au cours de la campagne contre la poll tax, surtout dans les cités populaires de Glasgow, SML a enregistré les premiers succès électoraux de l'extrême-gauche en Ecosse, faisant élire à Glasgow plusieurs conseillers municipaux et régionaux. Le succès le plus spectaculaire a été l'élection au conseil municipal de Glasgow de Tommy Sheridan, alors qu'il purgeait une peine de six mois de prison ferme pour avoir participé à empêcher une saisie de biens pour non-paiement de la poll tax.

L'ÉTAPE DE L'ALLIANCE SOCIALISTE ÉCOSSAISE

Le recentrage à droite du Parti travailliste se poursuivait. En Ecosse le SNP, parti nationaliste, cherchait avec un certain succès à développer un discours de gauche pour récupérer les voix des électeurs travaillistes déçus. A gauche, le sentiment grandissait qu'il fallait essayer de mettre en place une alternative socialiste au parti de Blair. Le potentiel en avait déjà été démontré par les succès de

SML et le fut de nouveau par la candidature de Tommy Sheridan à Glasgow aux élections européennes de 1994, où il avait fait 7,5 % sur la ville. A cette époque, SML aurait très bien pu basculer dans un triomphalisme auto-proclamatoire. Au contraire, elle a compris qu'elle ne pouvait pas constituer à elle seule l'alternative, mais qu'il fallait travailler à la mise en place d'une force anticapitaliste unie et pluraliste.

Au début des années 1990 étaient nés les Socialist Forums, rencontres annuelles co-organisées par le Mouvement socialiste écossais (SSM, gauche travailliste) le courant «Liberation» (gauche du SNP) et le Parti communiste d'Ecosse (CPS), un des fragments nés de l'éclatement du PC de Grande-Bretagne. C'est au Forum de 1995 que SML a lancé publiquement l'idée d'un bloc électoral, d'une Alliance socialiste, pour participer aux premières élections au Parlement écossais, dont la perspective commençait à se concrétiser avec la victoire unanimement prévue des travaillistes aux élections législatives britanniques.

L'Alliance socialiste écossaise (SSA) a été lancée en février 1996. SML y est entrée en tant que courant organisé. Le Socialist Movement y est aussi entré, quelques-uns de ses membres restant au Parti travailliste. Le courant «Liberation» n'est pas venu en tant que tel, mais de nombreux militants de la gauche du SNP ont adhéré, à ce moment-là ou plus tard. Le CPS n'est pas non plus venu en tant que tel, mais nombre de ses militants et responsables ont adhéré. Il y avait en plus quelques petits courants d'extrême-gauche, ainsi que des indépendants représentatifs de différents mouvements sociaux, comme Rosie Kane, figure de proue de la mouvance écologiste radicale.

Faisant le lien entre l'écologie et la lutte contre le capitalisme, un des slogans de l'Alliance et ensuite du SSP sera «Si tu veux être vert, il faut être rouge».

LE PROCESSUS D'AUTONOMIE POLITIQUE ÉCOSSAISE

Aux élections législatives britanniques de juin 1997, marquées par un raz-de-marée travailliste, la SSA a obtenu des scores tout à fait honorables, et posé ses marques pour l'avenir. Ces élections ont marqué un tournant dans la vie politique écossaise. Elles l'ont été en raison de la défaite des conservateurs, mais aussi par l'appui qu'elles ont apporté au processus dit de «dévolution», c'est-à-dire de reconnaissance de la réalité nationale écossaise et galloise aboutissant à la création de parlements autonomes en Ecosse et au Pays de Galles. Dès lors la vie politique en Ecosse est devenue de plus en plus spécifique, distincte de celle de l'Angleterre.

Au moment de sa formation, la SSA avait pris une décision capitale qui lui a permis de bien se positionner dans ce nouveau cadre politique : elle s'était prononcée pour une Ecosse indépendante et socialiste. Cette prise de position est devenue sa carte de visite et plus tard celle du SSP. Le nationalisme écossais est surtout l'expression de l'aspiration profondément démocratique du peuple écossais à maîtriser son propre avenir. Historiquement, cette aspiration a toujours été portée davantage par la gauche et le mouvement ouvrier que par la droite et aujourd'hui le sentiment indépendantiste est le plus fort dans la classe ouvrière et dans la jeunesse. Il est donc naturel de fu-

sionner cette aspiration démocratique avec l'aspiration à la transformation sociale. Et dans cette fusion se trouve la clef de tout projet d'émancipation sociale en Ecosse.

UN NOUVEAU PARTI

Le lancement du SSP en septembre 1998 représentait à la fois la continuité avec l'expérience de la SSA et une rupture. Il s'agissait de franchir un pas qualitatif. Le pari était de rassembler des forces beaucoup plus importantes que celles de l'Alliance, de devenir une véritable alternative politique. Dans les discussions avant le lancement du SSP, la question a été posée : d'où exactement viendraient les forces pour un nouveau parti ? Existent-elles vraiment ? Il était impossible de répondre à l'avance à cette question. La preuve du pudding étant qu'on le mange, la seule façon de vérifier si les forces existaient, c'était de s'y lancer.

Le pari a été réussi. L'Alliance était une étape nécessaire pour tester la collaboration entre les différentes forces, mais une étape qu'il fallait dépasser. En créant un parti, le SSP s'est posé comme alternative aux travaillistes et aux nationalistes, et a commencé à être perçu comme tel, y compris sur le terrain électoral. Car tout en étant présent dans toutes les luttes, petites et grandes, le SSP refuse les platitudes gauchistes du genre «les élections ce n'est pas notre terrain, notre terrain c'est les luttes». Aujourd'hui les élections sont un excellent moyen de faire de la politique, de faire connaître nos propositions à une échelle de masse. Il n'y aucune contradiction avec les luttes. Les deux se complètent et se renforcent, toute notre histoire depuis dix ans en témoigne.

Dès l'automne 1998, le nouveau parti a commencé à décoller, à

connaître un afflux de nouveaux adhérents et à créer de nouvelles sections. A partir du premier congrès du SSP en février 1999, toutes les énergies ont été tournées vers la préparation des premières élections législatives écossaises de mai 1999. Il avait été décidé de présenter des listes dans tout le pays, y compris là où le parti était inexistant. Cela a permis de mener une campagne vraiment nationale et de donner à chaque électeur en Ecosse la possibilité de voter pour le SSP. Au niveau national le SSP a obtenu 2 % des suffrages (46 000 voix) et son score de 7,25 % à Glasgow a permis l'élection de Tommy Sheridan. Aux élections européennes en juin, le SSP est passé de 2 % à 4 %.

Les succès électoraux continuent, avec de bons scores aux élections partielles. Les derniers sondages nous donnent 5 % des intentions de vote au niveau national avec des pointes de 13 % à Glasgow et 11 % dans la région centrale, ce qui assurerait trois députés. Les responsabilités du SSP sont énormes. Nous avons la possibilité de construire un parti qui peut se présenter comme alternative crédible aux travaillistes et aux nationalistes. En termes d'autres courants politiques de gauche organisés, il n'y a réellement que les restes du PC et la branche écossaise du Socialist Workers Party (organisation créée par Tony Cliff, devenue la principale formation d'extrême-gauche en Angleterre). Le SWP n'avait pas voulu participer à la SSA ni au SSP au moment de leur création. Cependant, depuis le mois d'août 2000, des discussions ont lieu en vue de son intégration au SSP.

UN PARTI PORTEUR

D'UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Nous avons établi notre image de marque comme parti qui se fixe comme perspective le socialisme et qui se bat quotidiennement pour défendre la classe ouvrière. Nous sommes d'abord pour la rupture avec le capitalisme, pour le socialisme. Il n'y a pas de place aujourd'hui pour un parti de plus qui accepte le capitalisme comme horizon indépassable. Nous luttons bien sûr contre la politique néolibérale, mais sans cultiver l'illusion qu'on peut revenir à un âge d'or keynésien et restaurer l'Etat-providence.

Pour être à la hauteur des enjeux, nous devons être plus que le parti des «contre», plus que ceux qui défendent des acquis. Bien sûr, nous sommes contre les privatisations, contre les cadeaux aux patrons, contre la flexibilité et la dérégulation. Bien sûr, nous sommes des défenseurs des services publics, de la Santé, de l'Ecole. Mais toute force politique sérieuse doit se présenter avec un projet en positif. Nous abordons cette question à deux niveaux. D'abord, nous travaillons à définir ce que peut être le socialisme aujourd'hui, après le double échec du stalinisme et de la social-démocratie, et comment on peut rompre avec le capitalisme à l'époque de la mondialisation. Un livre de Tommy Sheridan et Alan McCombes qui doit sortir le 15 novembre, sous le titre *Imagine*, apportera une première réponse à ces questions. La publication de ce livre sera pour nous l'occasion d'ouvrir un large débat.

Ensuite, nous cherchons à proposer des solutions aux problèmes concrets. Nous menons une action soutenue sur une des questions majeures dans la jeunesse, celle de la drogue, en proposant la légalisation du cannabis et la décriminalisation des autres drogues. Nous avons

également lancé une campagne de grande ampleur pour une réforme du système des impôts locaux qui soit basée sur une imposition fortement progressive. Enfin, Tommy Sheridan a présenté un projet de loi interdisant la pratique moyenâgeuse de saisies de biens pour cause de dettes. Grâce au soutien de l'opinion publique et de députés travaillistes et nationalistes, ce projet est devenu loi, bien que le gouvernement en retarde scandaleusement l'application.

Le SSP essaie d'agir dans les conditions concrètes de l'Ecosse. Mais nous ne négligeons pas la dimension internationale. Nous voyons la construction du SSP comme partie prenante de la recomposition du mouvement ouvrier au niveau international, de l'apparition d'une gauche radicale.

LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

La création du SSP découlait d'une compréhension de la nécessité d'occuper l'espace laissé vide par la l'embourgeoisement du Parti travailliste. Il y avait une urgence particulière à cause de l'existence du Parti national écossais (SNP), lequel commençait à occuper cet espace. Mais cet espace existe aussi dans d'autres pays.

Dans les pays capitalistes avancés, les anciens partis ouvriers de masse ont abandonné la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière et dirigent directement l'offensive contre les acquis ouvriers. Ces partis ont également abandonné toute perspective de transformation socialiste de la société, au contraire, ils se font les apôtres de l'idéologie du marché. C'est notre point de départ.

Nous devons regrouper tous ceux qui refusent d'accepter qu'il n'y ait pas d'alternative au capitalisme et qui sont prêts à se battre pour la réhabilitation des idées du socialisme. Dans la période actuelle, c'est là que se dessine la ligne de clivage comme base de regroupements et de la création de nouveaux partis.

Ce que nous disons nous semble être valable pour les pays capitalistes avancés avec une tradition de partis de masse sociaux-démocrates et stalinien, essentiellement en Europe. Là où il n'y a jamais eu de parti ouvrier de masse, comme aux Etats-Unis, établir un tel parti sur n'importe quelles bases représenterait un pas en avant. En Europe, ce serait un pas en arrière à l'échelle historique. Est-ce qu'un tel pas en arrière est inévitable ? Nous intervenons dans un cadre politique où à l'échelle internationale, le socialisme n'est plus une référence automatique pour des millions de gens, comme c'était le cas avant. Mais ce n'est pas pour autant qu'un siècle de développement politique de la classe ouvrière a été effacé d'un seul trait.

L'embourgeoisement de la social-démocratie, l'effondrement du stalinisme et la désintégration des courants réformistes de gauche ont affaibli temporairement le mouvement ouvrier, mais ont aussi levé des obstacles de taille à la création de véritables partis socialistes de masse.

UNE MÉTHODE DE CONSTRUCTION COMMANDÉE PAR UN OBJECTIF STRATÉGIQUE

Il ne suffit pas de dire que nous sommes en général pour la création de nouveaux partis ouvriers et que nous y participerons. Nous devons dire que la construction de partis ou-

vriers sur un programme socialiste est la tâche stratégique clef des révolutionnaires dans la période actuelle et que nous nous battons pour établir et construire de tels partis en leur donnant le programme politique le plus avancé possible dans les circonstances concrètes d'aujourd'hui.

La plupart des forces pour construire de nouveaux partis viendra de la nouvelle génération. Pourtant, pour établir des partis capables d'attirer les travailleurs et les jeunes il peut être nécessaire de travailler avec des forces politiques existantes. Celles-ci incluront des éléments et des courants venant de l'ex-social-démocratie, des anciens partis stalinien, des trotskystes, des syndicalistes, des nationalistes de gauche et des forces venant des alliances rouges-vertes.

Il serait pourtant faux de dire que parce que la création de nouveaux partis des travailleurs est la tâche clef, nous devrions simplement nous dissoudre dans ces partis. Mais poser comme précondition que ces partis adoptent tout le programme historique du marxisme relèverait de la folie sectaire. Tout le problème est de savoir comment faire intégrer par ces partis les leçons de 150 ans d'histoire du marxisme. Nous devons défendre notre programme patiemment, sans forcer le rythme, ni de la lutte des classes ni du développement des partis.

NOTRE BUT : AIDER À LA NAISSANCE D'UNE ALLIANCE SOCIALISTE INTERNATIONALE

La politique du SSP est d'œuvrer à l'émergence d'une alliance internationale de partis socialistes (2). Cet objectif s'appuie sur la réalité de l'apparition de nouvelles formations

dans une série de pays. Il serait prématuré de chercher à lancer une alliance formelle aujourd'hui. Le processus est inégal, plus avancé dans certains pays que dans d'autres. Mais il a déjà été possible d'établir des liens avec les nouvelles forces qui émergent en Europe. Le SSP a participé à une rencontre à Lisbonne en mars dernier à l'invitation du Bloc de gauche portugais. Cette organisation a été créée en janvier 1999 à l'initiative du PSR (section de la IV^e Internationale-Secrétariat unifié) de l'UDP (organisation ex-maoïste) et de Política XXI, regroupant des intellectuels venants pour l'essentiel du PC. Très rapidement, ses effectifs ont largement dépassé la somme de ses organisations constitutives et le Bloc a obtenu deux députés aux législatives d'octobre 1999. La plupart des autres organisations présentes à cette rencontre sont aussi nées de la convergence de forces d'origines diverses et ont réussi à attirer des forces plus larges. De Norvège, il y avait l'Alliance électorale rouge, à l'origine le front électoral d'un parti maoïste, mais qui s'est transformée en formation plus large en s'ouvrant vers d'autres courants socialistes. Du Danemark, il y avait l'Alliance rouge et verte, créée en 1989 par la convergence de trotskistes, d'un secteur du PC, d'un courant social-démocrate de gauche et d'un courant vert. De Turquie il y avait le Parti de la liberté et de la solidarité (ODP) créé en 1996, fort de 30 000 adhérents et qui est né d'un regroupement comprenant des organisations guévaristes, des secteurs des anciens partis pro-Moscou, des trotskistes et d'autres. Il y avait aussi des courants venus de l'Etat espagnol et la LCR français.

Le contexte global est celui où la classe ouvrière d'Europe occidentale

a été la cible depuis plus de vingt ans d'une offensive capitaliste de grande envergure visant à lui reprendre tous les acquis obtenus dans la période de l'après-guerre. Cette offensive a été accompagnée d'une offensive idéologique vantant la soi-disant supériorité de l'économie de marché. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, cela a été renforcé par tout un discours sur l'échec du socialisme, menant à la conclusion que le capitalisme est le seul système qui tient la route, qu'on peut le bricoler mais pas le réformer sérieusement et certainement pas le remettre en question car il n'y a pas d'alternative. Il faut garder en tête ce contexte d'une offensive capitaliste soutenue et prolongée, car elle a eu des effets profonds sur les organisations et sur la conscience de la classe ouvrière, et c'est dans ce cadre que se déroule la recomposition actuelle du mouvement ouvrier.

LE ROLE ANTI-OUVRIER DES PARTIS HISTORIQUES DE LA GAUCHE

Il importe de souligner que l'offensive contre la classe ouvrière a été portée dès le début par des gouvernements non seulement de droite mais aussi de gauche. Commençons par la social-démocratie. Pendant plusieurs décennies après 1945, le rôle de la social-démocratie a été de défendre un ordre capitaliste dans lequel la classe ouvrière avait obtenu des acquis par rapport à la période précédente. La social-démocratie était associée à la défense de ce qu'on a appelé le consensus d'après-guerre, établi dans une situation après 1945 où le rapport des forces était favorable à la classe ouvrière et où les capitalistes craignaient vraiment la révolution dans plusieurs pays d'Eu-

rope.

Mais depuis les années 70 le message du capital a été clair : la période des concessions est terminée, nous n'en avons plus les moyens, en plus nous avons besoin de reprendre ce que nous avons été obligés de vous accorder avant. Dans cette situation les réformistes avaient un choix : soit s'appuyer sur les travailleurs pour défendre les acquis, soit obéir aux ordres de leurs maîtres capitalistes. Unaniment, ils ont fait ce deuxième choix. Toute illusion qui aurait pu exister selon laquelle ces partis avaient en quelque sorte une double nature, qu'ils étaient suspendus quelque part entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, devrait être dissipée.

Non seulement ces partis ne se sont montrés d'aucune utilité pour défendre la classe ouvrière, mais ils se sont même avérés être des instruments pour s'attaquer à elle. Et nulle part on n'a assisté à une scission de gauche significative en réaction contre ce processus. Voilà ce qui nous amène à la conclusion que ces partis sont finis comme outils potentiels pour la défense de la classe ouvrière. Ce serait également une illusion de croire que sous la pression, ces partis pourraient mener une autre politique, conforme aux intérêts des travailleurs et des opprimés. Ils plieront et reculeront sous la pression de la résistance ouvrière, comme n'importe quel gouvernement bourgeois. Mais quand la pression retombe, ils repartent à l'attaque car telle est leur fonction.

Les anciens partis communistes ont une marge de manœuvre très réduite. Malgré leur autonomie croissante à l'égard de Moscou dans les années 60 et 70, une grande partie de leur identité découlait de leurs liens avec l'Union soviétique. Coupés de leur

source, il leur reste peu de choix. Soit devenir un partenaire subordonné des partis socialistes dominants, soit camper dans une opposition stérile, soit être partie prenante du processus de formation de nouveaux partis des travailleurs. C'est uniquement en Italie que l'on a vu un parti, le PRC (Rifondazione), connaître ce type d'évolution, non sans d'énormes difficultés et sans qu'une issue positive soit encore certaine. En laissant de côté le PRC, dont l'évolution politique n'est pas garantie, mais qui a évolué vers la gauche et se situe en opposition au gouvernement de centre-gauche, et avec peut-être un point d'interrogation sur le PDS en Allemagne, les partis communistes qui restent ne seront pas les forces motrices de nouveaux partis. Ce n'est pas un accident. Bien que ces partis aient eu dans leurs rangs de nombreux militants et cadres qui croyaient sincèrement à la nécessité d'une transformation socialiste de la société, ils avaient cessé depuis longtemps d'être les partis révolutionnaires qu'ils prétendaient être. Des décennies de collaboration de classe ne constituent pas une bonne préparation pour une politique de classe indépendante.

VERS DE NOUVEAUX PARTIS, MAIS SUR QUELLES BASES ?

A des moments différents de son histoire la classe ouvrière a eu besoin de différents types de partis. En 1864 la Première Internationale cherchait à regrouper toutes les organisations ouvrières qui existaient, et n'étaient pas toutes socialistes. Vingt-cinq ans plus tard, la Deuxième Internationale a représenté un pas en avant, à la fois quantitativement dans la mesure

où elle comprenait des partis de masse et qualitativement dans la mesure où presque tous ces partis avaient comme objectif le socialisme et étaient dans la plupart des cas fortement influencés par le marxisme. Après la Première Guerre mondiale, une division a eu lieu entre ceux qui croyaient que le socialisme se réaliserait en gagnant une majorité parlementaire dans le cadre de l'Etat bourgeois pour effectuer des réformes, et ceux qui croyaient que le socialisme ne pourrait être atteint que par la voie révolutionnaire, en établissant un Etat ouvrier comme en Russie. Ces options furent défendues par des partis qui organisaient et influençaient des millions de travailleurs.

Même à une époque bien ultérieure, au début des années 70, des débats eurent lieu dans le mouvement ouvrier sur la stratégie nécessaire pour aboutir à une transformation socialiste. Ces débats avaient comme arrière-fond des événements aussi importants que Mai 68, l'expérience de l'Unité populaire au Chili et la Révolution portugaise. Même un parti comme le PS en France parlait dans les années 70 de la rupture avec le capitalisme.

Quelle est la situation aujourd'hui ? La division ne se fait pas entre des socialistes qui sont pour des réformes et des socialistes qui sont pour la révolution. Elle se fait entre les « socialistes » qui n'ont d'autre ambition que de gérer le capitalisme et les socialistes qui défendent l'idée qu'il y a une alternative au capitalisme.

Cela ne veut pas dire que le débat entre réforme et révolution n'est plus pertinent. En dernière analyse, il est aussi illusoire aujourd'hui qu'hier de penser que nous pouvons atteindre le socialisme simplement en gagnant

une majorité et en utilisant l'appareil d'Etat existant, sans démanteler les structures soigneusement mises en place pour défendre l'ordre capitaliste, sans neutraliser le sabotage et l'opposition inévitables des capitalistes, sans créer un nouveau type d'Etat. Mais chercher à construire un parti de masse sur ces bases aujourd'hui, c'est aller un pas trop loin. Aujourd'hui, après une période où la classe ouvrière a perdu beaucoup de terrain, nous devons rassembler les forces et regrouper en défendant l'idée du socialisme comme alternative au capitalisme et en commençant à aller vers cet objectif en partant des luttes de la classe ouvrière et en proposant des mesures qui améliorent concrètement sa situation.

Comment avancer vers la formation de nouveaux partis ? Nous devons partir du matériel humain qui existe. Il y a des adhérents ou anciens adhérents des partis socialistes qui restent fidèles à leurs convictions socialistes. C'est encore plus vrai en ce qui concerne les partis communistes. Il y a des syndicalistes qui comprennent la nécessité de donner une dimension politique à leur combat. Certaines forces viendront des courants nationalistes radicaux, d'autres du mouvement écologiste.

Et last but not least, il y a l'extrême-gauche révolutionnaire, dont les organisations, trotskystes de diverses tendances et ex-maoïstes, représentent des forces non négligeables dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Dans la mesure où ces organisations, quels que puissent être leurs défauts, continuent à défendre la nécessité d'une transformation socialiste et parce qu'elles représentent des forces militantes structurées, elles ont un rôle potentiellement décisif à jouer. Mais elles ne pourront le jouer que dans la me-

sure où elles seront capables de comprendre la nécessité de converger avec d'autres forces pour créer de nouveaux partis et pas seulement concevoir leur propre construction comme une fin en soi. Comme l'a écrit Trotsky en 1934, «il faut se considérer non comme un substitut pour le nouveau parti, mais seulement comme l'instrument de sa création».

DÉMOCRATIE ET PLURALISME POLITIQUE

Pour faire émerger de nouveaux partis, la question du pluralisme politique et d'un fonctionnement démocratique est cruciale. Il faut aborder ce problème à deux niveaux. D'abord, il faut intégrer les leçons de l'expérience du mouvement ouvrier au cours du XX^e siècle. Spécifiquement, nous devons tirer le bilan du stalinisme et rétablir la tradition du mouvement ouvrier jusqu'aux premières années de l'Internationale communiste, de partis non-monolithiques avec le droit à l'existence de tendances, courants et plates-formes. A ce sujet, l'influence du stalinisme s'est fait sentir bien au-delà des partis communistes pro-Moscou. Les organisations maoïstes qui sont sorties de ces partis n'ont pas rompu avec le stalinisme.

De manière plus surprenante à première vue, mais incontestable, le stalinisme a aussi influencé les organisations trotskystes qui auraient dû en être l'antithèse. Ceci peut s'expliquer de façon générale par l'influence insidieuse du stalinisme dans le mouvement ouvrier, qui a affecté même ses ennemis. Plus spécifiquement, la lutte pour maintenir de petites organisations sur plusieurs décennies après 1945 face à

de puissants partis staliniens et sociaux-démocrates a favorisé des régimes internes autoritaires. Le «centralisme démocratique» est devenu moins un moyen d'arriver à des décisions au travers d'un débat démocratique large afin de réaliser l'unité dans l'action, qu'un mécanisme pour envoyer des ordres d'en haut, maintenir une discipline idéologique et décourager toute pensée indépendante. C'était une perversion de la tradition marxiste. Toutes les organisations trotskystes ont été confrontées à la nécessité de rompre avec cette perversion. Certaines ont rompu plus que d'autres, certaines pas du tout.

Il y a une raison plus spécifique pour le pluralisme. Avec quelques exceptions, les nouveaux partis ne naissent pas aujourd'hui de scissions dans des organisations existantes, mais du rassemblement de forces d'origines différentes.

Rassembler des courants de traditions différentes, de cultures différentes, ainsi qu'intégrer des indépendants qui ont souvent eu des expériences négatives dans des syndicats et des partis politiques est une opération délicate. Elle nécessite de la patience et de la tolérance. Elle exige un type de fonctionnement véritablement démocratique, qui garantisse les droits des différents courants. Ce type de fonctionnement est aussi le seul qui pourrait être attractif pour les nouvelles générations qui formeront le gros des forces des nouveaux partis.

Mais des droits démocratiques formels ne suffisent pas. Il faut rompre avec la mentalité de groupes qui pensent qu'ils ont raison et que tous les autres ont tort, que ce sont eux le parti révolutionnaire. Il faut rompre avec l'attitude selon laquelle d'autres courants socialistes sont

des organisations ennemies. Cela ne veut pas dire que nous ne discuterons pas des divergences et ne nous opposerons pas à des positions que nous considérons erronées. Mais nous le ferons dans un esprit de collaboration fraternelle, dans le but d'arriver à une plus grande cohésion et de réaliser l'unité dans l'action.

SOMMES-NOUS REVENUS UN SIECLE EN ARRIERE ?

Sous beaucoup d'aspects les tâches auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui sont similaires à celles de la période de la formation des premiers partis de masse de la classe ouvrière, à la fin du XIX^e siècle. Mais nous ne repartons pas de zéro. Entre temps le XX^e siècle a eu lieu. La classe ouvrière a connu l'expérience de guerres, de révolutions, du stalinisme et du fascisme. A partir de ces expériences, des leçons ont été tirées qui ont renforcé l'analyse marxiste de la société capitaliste. Tout cela est pertinent si nous voulons élaborer une stratégie de transformation socialiste pour le siècle nouveau. C'est pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire de construire des tendances marxistes au sein des nouveaux partis socialistes, pour féconder ces partis avec des méthodes d'analyse marxistes et avec les leçons tirées de l'histoire du mouvement ouvrier, pour mieux comprendre le monde afin de le changer.

Pour revenir à notre point de départ, une des leçons de l'histoire du mouvement ouvrier est qu'en dernière analyse la lutte pour le socialisme échouera si elle se limite à un seul pays. Voilà pourquoi il est important que le SSP développe le maximum

de contacts avec des socialistes sur tous les continents et soutienne des mobilisations internationales contre la mondialisation capitaliste.

A moyen terme nous devons œuvrer à la création d'une alliance internationale de partis socialistes. Dans l'immédiat, sur la base des contacts établis ces derniers mois, il sera possible dans les mois qui viennent d'établir des liens plus structurés entre les forces socialistes en Europe.

Notes

(1) Elle rassemble trois textes, en commençant par un article sur le SSP de Frances Curran et Murray Smith, responsables du secteur international du SSP, publié dans le numéro de mai 2000 de la revue *Inprecor*, éditée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les deux autres textes cherchent à situer l'expérience du SSP dans le cadre du débat

plus large sur les perspectives de construction de nouveaux partis des travailleurs.

"Les leçons de l'expérience écossaise" a été écrit en novembre 1999 par la majorité de la direction du Mouvement socialiste international (ISM), principal courant organisé au sein du SSP. Ce texte a été soumis comme contribution au débat dans le courant international auquel appartient l'ISM, le Comité pour une internationale ouvrière (CIO). Le dernier texte, "Vers une alliance socialiste internationale" est paru dans le numéro 6, automne 2000, d'*International Socialist*, la revue de l'ISM.

(2) "Socialiste" doit être compris ici - et en général dans l'article de Murray Smith - en fonction du sens qu'il a conservé dans le mouvement ouvrier britannique, et qui est différent de celui communément admis en France : est "socialiste" le militant ou l'organisation qui, sans être nécessairement marxiste révolutionnaire, lutte contre le capitalisme et pour le socialisme (note de la rédaction).

Jacques Texier a été l'un des fondateurs, à la fin des années 1980, de la revue *Actuel Marx*. Il est l'auteur, entre de nombreux articles et livres (dont beaucoup en italien), de *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, publié en 1998 dans la collection *Actuel Marx Confrontation* aux Presses Universitaires de France (PUF). C'est pour parler de ce livre que François Chesnais et Jean-Pierre Bigaré ont rencontré Jacques Texier en août dernier.

Les intertitres sont de la rédaction de *Carré rouge*.

Les rapports entre révolution et démocratie chez Marx et Engels

entretien avec Jacques Texier

F.Chesnais : A *Carré Rouge*, nous sommes en train de terminer un texte qui voudrait lancer un travail collectif que nous avons nommé, sans pouvoir trouver une formule moins ambitieuse, un «projet de recherche et d'élaboration politiques, éclairé par l'objectif de la transformation socialiste de la société». Un des blocs de questions à traiter concernerait la démocratie dans la révolution et dans le socialisme. Dans le texte, il est écrit que pour reconstruire un projet socialiste, il faut pouvoir «explicitement de façon convaincante les liens entre les libertés individuelles et l'organisation collective de la société dans la

révolution». Nous sommes plusieurs à *Carré Rouge* à avoir lu ton livre et vu sa grande pertinence par rapport à ces questions. D'autres membres du Collectif auraient voulu participer à cette discussion avec toi. Mais ils sont en vacances et la rencontre d'aujourd'hui sera, nous l'espérons, la première d'une série.

Il serait intéressant que tu nous dises d'abord quelque chose de ton parcours. Je sais que tu as beaucoup travaillé sur Gramsci, mais je crois que membre du PCF tu as aussi été assez proche du Parti Communiste Italien .

Jacques Texier En effet, avant d'en venir au livre dont on doit parler aujourd'hui, il est sans doute utile que je vous donne quelques précisions au sujet de mon parcours théorique et politique. J'ai été membre du PC Français pendant assez longtemps. J'en suis sorti en 1977, l'année de la rupture du programme commun, et je n'ai plus eu de rapport avec ce parti jusqu'en 1997. Je faisais effectivement partie des « italiens » du PCF, en entendant par là les membres du Parti Communiste qui étaient vivement intéressés par ce qui se passait en Italie et par la tradition communiste italienne, disons, du communisme. Dans cette sympathie pour le type de fonctionnement et les propositions politiques du PC Italien, il y avait un jeu complexe d'opposition avec ce qui se passait dans le PC Français. On était quelques-uns à rêver d'avoir en France un parti où le libre débat puisse avoir lieu comme il avait lieu en Italie. Il y a cet aspect-là qui est fondamental. L'autre concernait la capacité de proposition politique que le PC Italien paraissait avoir à l'époque.

Mais il est évident que mon rapport au PC Italien était très largement déterminé par mon rapport à Gramsci. J'ai découvert ses écrits très jeune. J'ai dû lire les Lettres de la Prison quand j'étais encore lycéen. L'impression a été tout de suite très forte. J'ai commencé à étudier Gramsci alors que je n'avais pas encore passé le baccalauréat, et depuis j'ai constamment participé aux débats sur ses positions et sa pensée. Mon approche du marxisme a donc été fondamentalement marquée par l'élaboration de Gramsci. L'ensemble du parcours de Gramsci m'a intéressé vivement. C'est un jeune intellectuel qui vient d'une île du sud de l'Italie, qui monte à Turin où il ren-

contre la classe ouvrière à Turin, qui découvre ensuite et adhère à la révolution d'Octobre, avant d'être l'un des fondateurs du PC d'Italie. Il est à l'origine d'expériences originales dans le cadre du mouvement ouvrier turinois et des occupations d'usine, avec Ordine Nuovo. Mais ce qui m'a paru fondamental dans l'œuvre de Gramsci, comme à pas mal d'autres militants et chercheurs, ce sont les Cahiers de la prison. C'est à travers les textes de cette œuvre inachevée que j'ai réfléchi à beaucoup de questions. Aujourd'hui j'ai un rapport complexe avec Gramsci. Dans les vingt dernières années, il m'est arrivé d'écrire des articles critiques sur les positions de Gramsci, sur des aspects de sa pensée qui me laissent insatisfaits. Mais malgré ce rapport critique, je continue à considérer que c'est un marxiste qui résiste bien à la crise du marxisme, à la crise que traverse le mouvement ouvrier tout entier et la réflexion théorique en particulier.

QUELLES FORMES POLITIQUES POUR LE GOUVERNEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

F.Ch. : L'apport de Gramsci n'est pas une question que nous puissions traiter de façon approfondie aujourd'hui. Elle est de celles sur lesquelles il faudra revenir une fois prochaine. Il faut que nous en venions au bouquin qui nous a amenés chez toi aujourd'hui. Dans *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, tu étudies l'évolution des positions de Marx et de Engels sur cette question sur un laps de temps très important, presque un demi siècle. Tu le fais notamment au travers de l'analyse de textes qui n'appartiennent pas tous aux grandes œuvres et dont certains

sont peu connus.

Parmi les choses les plus importantes que j'ai retenues de ton livre, c'est le caractère concret de leurs réflexions sur les rapports entre démocratie et révolution. Ces réflexions sont toujours faites par rapport à des contextes historiques spécifiques, et sont également enracinées dans des réalités politiques nationales précises : la France de 1848-1851, puis de 1871, mais aussi de la Troisième République des années 1880-90, l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis. Eu égard aux positions que nous défendons quant au fait qu'une longue période de la lutte des classes a pris fin entre 1980 et 1991, j'ai été vivement intéressé par la position défendue par Engels dans les années 1890 quant à la périodisation des formes du combat révolutionnaire et des rapports à établir entre la démocratie et la révolution. J'ai vu que dans l'introduction de 1895 aux Luttres de classes en France, texte que tu analyses très soigneusement, il dit que vers la fin du siècle, une époque du combat révolutionnaire marquée par certains traits est close et qu'une nouvelle époque s'est ouverte qui exige une nouvelle stratégie et de nouvelles tactiques.

Pourrais-tu nous commencer par nous dire ce qui t'a poussé à entreprendre ce travail long et minutieux, que tu as mené sur plusieurs années, et ensuite quelles sont les deux ou trois conclusions les plus importantes, les plus saillantes, de ton travail ?

J. Texier : La naissance du livre remonte aux années 90, après l'effondrement de l'URSS, qui a suscité la remise en cause de pas mal de choses, mais qui a aussi donné le signal d'un déchaînement d'attaques contre Marx. Une des idées très ré-

pandues était que Marx avait sous-estimé l'importance de la démocratie et jeté ainsi les bases pour la dictature et le goulag en URSS. Je n'ai jamais cru que de telles affirmations étaient fondées. Mais lorsque je me suis trouvé confronté à ce point de vue, je me suis dit, je vais aller y voir. Je connais mon métier et je vais mener à bien le travail d'investigation nécessaire pour vérifier si véritablement Marx et Engels ont sous-estimé l'importance de la démocratie. Ma conclusion, c'est qu'évidemment ce qui est fondamental pour eux c'est la révolution, mais qu'ils ont toujours pris en compte les rapports entre la révolution et la démocratie, et qu'ils l'ont même fait de façon toujours plus précise.

Quant à la conclusion peut-être la plus importante de ce travail, à mes yeux, c'est que des théoriciens de la révolution de la stature de Marx et d'Engels devaient nécessairement, et ont effectivement fini par s'occuper d'un problème essentiel : celui des formes politiques que la révolution pourrait revêtir. Ils nous forcent donc à reconnaître que quand on définit une perspective politique, on ne peut pas se permettre de penser simplement en termes d'essence. Le raisonnement en termes d'essence est un moment fondamental de la démarche, mais elle ne saurait suffire. Comme je le dis quelque part dans ce livre, quand un parti ouvrier détermine son programme, il faut qu'on sache ce qu'il entend par «transformation socialiste de la société» et en particulier quelles formes de la propriété et quels rapports de production quotidiens il entend instaurer. Mais il faut tout autant que l'on sache dans quelles formes politiques ce bouleversement socialiste s'effectuera (1).

Pour ma part, je n'ai pas peur du

concept de dictature du prolétariat et je suis toujours disposé à réexaminer ce qu'on peut en retenir. Mais ce qui me paraît fondamental, c'est la réflexion sur les formes politiques du pouvoir que ceux qui entendent construire une société nouvelle vont mettre en place. D'une façon générale d'ailleurs, je pense que le marxisme ne se hisse à la hauteur théorique nécessaire que quand il devient capable de faire une théorie des formes. En ce qui concerne la politique, le problème qui s'est posé à Marx et Engels a été celui des formes démocratiques qui émergent au cours du XIX^e siècle, dans le cours et le prolongement de la Révolution française et même un peu avant. Quelles sont les conquêtes démocratiques nées du mouvement révolutionnaire antérieur à la formation du capitalisme et du prolétariat et quelle sorte de rapports le mouvement ouvrier a-t-il établis et doit-il établir avec ces conquêtes ? L'une des institutions politiques de la Révolution française qui les intéresse le plus et sur laquelle Engels insistera toujours plus, est la forme communale, celle de l'auto-administration locale. C'est un aspect central de la théorie qu'il défend en 1871 sur la république démocratique non-bureaucratique, dont la Première république française a été la première mouture.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE NON- BUREAUCRATIQUE ET AUTO-ADMINISTRATION

F.Ch. : J'ai compris en te lisant que tu places la *Critique du projet de programme d'Erfurt* d'Engels sur le même plan que les textes de Marx sur *La Guerre civile en France*, c'est-à-dire sur la Commune de Paris ?

J.T. : L'année 1891 est celle où Engels écrit deux textes fondamentaux pour la question qui nous intéresse ici. En 1891, il republie *La Guerre civile en France*, en y ajoutant une pré-

CONTROLE ET RÉVOCABILITÉ

«La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à administrer avec la vieille machine d'Etat ; pour ne pas perdre à nouveau sa propre domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables.»

[...] «Pour éviter [la] transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places, de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par l'élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers.»

face très importante, et il rédige sa critique du projet de programme préparatoire que le Parti social-démocrate allemand devait examiner au congrès d'Erfurt. Dans sa préface à *La Guerre civile en France*, Engels reprend la caractérisation théorique faite par Marx de la Commune comme «forme politique enfin trouvée du gouvernement de la classe ouvrière»

re». Il suffit d'analyser les éléments qu'il privilégie dans sa présentation pour comprendre à quel point il assume les positions adoptées vingt ans plus tôt (voir les extraits ci-joints). La même année, dans sa critique du projet de programme d'Erfurt, il écrit les phrases que Lénine a été incapable de commenter correctement. Je les cite : « Une chose est absolument certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la République démocratique. Celle-ci est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française ».

Cette théorie d'Engels sur la république démocratique non-bureaucratique comme forme spécifique de la dictature du prolétariat repose sur les recherches historiques qu'il a faites vers 1885 sur les institutions de la Première République. Engels, qui s'intéresse beaucoup à l'histoire, qui fait des travaux historiques d'un grand intérêt, revient sur la Première République française, et énonce en substance la proposition suivante : « les thèses que Marx et moi-même avons défendues à propos de la Révolution française, à savoir qu'elle n'aurait fait que perpétuer l'ombre de la monarchie absolue en renforçant l'appareil bureaucratique, sont erronées ».

Une des conquêtes de la Première République, dit Engels, c'est d'avoir instauré un système d'auto-administration, c'est-à-dire d'avoir créé à la base cette forme de démocratie vivante qui consiste à élire des représentants au niveau des communes, des arrondissements et des départements. Il y a donc de sa part une révision historiographique radicale. L'idée que les jacobins sont des centralisateurs qui ne commandent qu'à

partir du sommet est une idée fautive. Sans doute étaient-ils pour une république unitaire et centralisée, surtout dans les conditions où ils avaient à diriger la France, mais la thèse d'Engels, c'est qu'une des raisons profondes de leur force politique c'est que, précisément, ils ont instauré un système d'auto-administration, on pourrait presque dire de self-government à l'intérieur du pays. La continuité avec l'Ancien Régime n'intervient qu'après le coup d'Etat de Bonaparte, c'est-à-dire en 1798. Avec Napoléon, on va effectivement avoir affaire à une forme d'Etat centralisée, avec des préfets, avec un autoritarisme poussé et la liquidation radicale de toutes ces conquêtes d'auto-administration qui étaient le fait des jacobins.

F.Ch. : Dans la *Critique du Programme de Gotha* Marx ne présente-t-il pas la république démocratique de façon assez différente ?

J.T. : C'est exact. Dans la *Critique du Programme de Gotha*, Marx présente la république démocratique uniquement comme le terrain où aura lieu l'affrontement final entre les deux grandes classes de la société moderne, le prolétariat et la bourgeoisie. Dans ce texte, elle est simplement le terrain où se créent des conditions politiques qui sont favorables au développement politique du prolétariat, ainsi que le terrain sur lequel aura lieu l'affrontement futur. Cette position ne date pas de 1875. Elle remonte à l'année 1852 et elle a été formulée par Marx dans le *Dix-huit Brumaire* et par Engels dans la *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Cette position est différente de celle qu'on trouve dans les textes qui précèdent la révolution de 1848, y compris le *Manifeste*. Marx

et Engels pensaient alors que la conquête révolutionnaire de la démocratie conduirait au communisme, directement ou indirectement. En 1875, Engels défend, tout comme le fait Marx, cette thèse sur la république démocratique et il la formule à nouveau avec force en 1884 dans *L'origine de la famille et de la propriété privée et de l'Etat*. Par ailleurs, Marx dans la *Critique du Programme de Gotha* reformule également cette thèse antérieure de la transition du capitalisme au communisme et sur la dictature révolutionnaire du prolétariat. Sauf qu'il ne précise pas la forme politique de cette dictature. Il en parle sans reprendre les conclusions de *La Guerre civile en France*. C'est là la grande faiblesse, sur la question qui nous intéresse ici, de la *Critique du Programme de Gotha*. Il aurait pu et même dû reprendre l'expression « la forme politique enfin trouvée », rappeler que la forme politique dont la classe ouvrière a besoin pour transformer la société dans un sens communiste, est la constitution communale. Il oublie ce qui fait de la troisième partie de *La guerre civile en France* un des textes le plus forts de l'histoire de la pensée démocratique.

F.Ch. : Et tu penses qu'il y a compatibilité entre *La Guerre civile en France* et la *Critique du projet de programme d'Erfurt* ?

J.T. : Pour Engels, la république démocratique non-bureaucratique et la république sur l'exemple de la Commune sont équivalentes, même si leurs mécanismes de représentation et de contrôle ne sont pas identiques. La « constitution communale » de Marx est un système de démocratie représentative qui repose sur des dispositifs qui cherchent à s'opposer

au dessaisissement politique par le moyen du contrôle et de la révocabilité permanents des élus. L'auto-administration locale sur laquelle insiste Engels, vise à multiplier les instances de délibération et de décision à tous les niveaux de la vie sociale et tout particulièrement aux niveaux les plus élémentaires (la commune). Nous avons là des dispositifs qui doivent mettre un terme à «l'autonomisation» de l'Etat par rapport à la société et d'empêcher que se reconstituent des organismes se plaçant en dehors et au dessus de la société.

L'ANGLETERRE, LE «PASSAGE PACIFIQUE AU SOCIALISME» ET LA QUESTION IRLANDAISE

F.Ch. : J'espère que nous trouverons

LA CORRUPTION AMÉRICAINE

«Nulle part les "politiciens" ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant qu'en Amérique du Nord, précisément. Là, chacun des deux grands partis, qui se relaient au pouvoir, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur les sièges aux assemblées législatives de l'Union comme à celles des Etats, ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places. On sait assez combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer ce joug devenu insupportable, et comment, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans ce marécage de la corruption. C'est précisément en Amérique que nous pouvons le mieux voir comment la puissance de l'Etat parvient à l'indépendance envers la société, dont, à l'origine, elle ne devait être que le simple instrument.»

une occasion de creuser cette idée «d'équivalence» entre les formes. Mais ici il vaut mieux continuer à faire l'inventaire des questions. Tu fais également beaucoup de cas dans ton livre de ce que Marx et Engels écrivent sur les pays anglo-saxons.

J.T. : C'est vrai. Je crois que l'un des fils rouges de leur pensée, c'est que la Révolution, elle est nécessaire, en particulier pour briser la machine d'Etat, partout où existe une bureaucratie civile et militaire. Au moment où ils écrivent, ils pensent qu'il y a des possibilités différentes dans les pays où n'existent pas encore ces formes de bureaucratie. L'idée de Marx et d'Engels est complètement passée sous silence, ou à peu près. Elle apparaît pourtant dès l'année 1850, puis de façon tout à fait limpide en 1952. En Angleterre, comme dans d'autres pays anglo-saxons où n'existe pas cette bureaucratie civile et militaire, on peut envisager un passage pacifique au socialisme. Ils distinguent toujours le continent, qui est bureaucratisé et où la révolution est nécessaire pour briser cet appareil, et d'autre part les pays anglo-saxons où n'existerait pas cette bureaucratie. En Angleterre, où la révolution industrielle est très avancée depuis le XVIII^e siècle, le prolétariat est majoritaire et par conséquent la conquête de la démocratie signifierait la conquête du pouvoir par le prolétariat et des possibilités de transformation sociale révolutionnaire, au sens large du terme, qui équivaldrait à la fin du pouvoir de la bourgeoisie. J-P.B. : Effectivement, cette distinction établie par Marx et Engels entre l'Angleterre et le continent court tout au long de ton livre. Monde anglo-saxon, d'ailleurs, Angleterre et États-Unis, mais à un moment tu précises anciennes colonies britanniques, et

je suppose que tu fais allusion au Canada et à la Nouvelle-Zélande. Bien que je partage complètement ta thèse, c'est-à-dire l'enracinement démocratique de la pensée de Marx et d'Engels, je voudrais tout de même problématiser un petit peu. Par exemple, ce qui m'a un peu étonné, c'est qu'à chaque fois que tu fais mention de l'Angleterre, tu ne parles jamais de l'Irlande. Or j'ai retrouvé une citation de Marx, dont je n'ai pas les références exactes, qui dit textuellement ceci : «Après de longues années passées à étudier la question irlandaise, j'en suis venu à la conclusion que le coup décisif contre les classes dirigeantes (et il sera décisif pour le mouvement ouvrier dans le monde entier) ne peut être porté en Angleterre mais seulement en Irlande». Je veux dire que peut-être la spécificité anglaise n'est pas aussi radicale que tu veux bien le suggérer.

J.T. : Oui, je connais ce texte de Marx. Il y en a même deux versions. La première est une circulaire du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs du 1^{er} janvier 1870. La seconde se trouve dans une lettre à S. Meyer et à A. Vogt (New York) du 9 avril 1870 (Correspondance tome X p. 340), qui reprend l'analyse de la circulaire. La phrase que tu cites est un cours extrait d'un texte extrêmement dense. Si Carré Rouge décidait de le publier, je suis prêt à me charger du commentaire.

Cela dit, j'accepte ta critique. Mais pour moi cela revient à constater qu'il y a bien des choses qui manquent dans mon livre sur toute la période entre 1853 et 1870. J'en traite dans la première partie, mais uniquement pour Allemagne. Mais il y a également des prises de positions de Marx

sur d'autres pays, en particulier l'Angleterre, où le Conseil général de l'A.I.T. siège depuis 1864, et il y a bien sûr la question irlandaise dont Marx et Engels s'occupent beaucoup et dont il y a de nombreuses traces dans leur correspondance. Engels a réuni les matériaux pour un livre sur l'histoire de l'Irlande, et le Conseil général de l'A.I.T. prend des positions très claires sur la question irlandaise.

Il reste que Marx et Engels continuent à considérer la conquête de la démocratie politique, en Angleterre et ailleurs, comme une question décisive : en Angleterre tout particulièrement. Je ferai une seule citation parmi tant d'autres : «le suffrage universel qui fut en 1848 en France une formule de fraternisation générale et en Angleterre un cri de guerre. En France, le contenu immédiat de la révolution fut le suffrage universel; en Angleterre le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution» (K. Marx, *Neue Oder-Zeitung*, 8 juin 1855, M.E.M, t. 11, p. 266, ma traduction). En dépit de la question irlandaise, Marx et Engels continuent à penser que «la révolution sociale» peut se dérouler en Angleterre selon une voie pacifique. Ils pensent que les luttes du peuple irlandais pour son indépendance et son combat contre les formes très brutales de la domination et de l'exploitation joueront un rôle décisif dans cette «révolution sociale». Ils pensent enfin que la «révolution sociale» en Angleterre est essentielle à la révolution qui est par nature mondiale. Cette perspective mondiale, avec possibilité d'un passage pacifique en Angleterre, se combinerait avec des situations sur le continent (mais aussi en Irlande) où la violence sera nécessaire. Cette combinaison est une constante de leur pensée stra-

tégique.

Je dirai pour conclure sur ce point que le mouvement chartiste a compté énormément pour eux. Ils suivent de très près l'Angleterre, d'abord parce que c'est le pays où le capitalisme est le plus développé, ensuite parce qu'il s'y trouve une classe ouvrière qui est organisée y compris politiquement, puisque le mouvement chartiste est son expression politique, et qu'ils ont placé de grands espoirs dans le mouvement chartiste. Or sur cette question de la démocratie et de l'attitude de Marx et d'Engels à l'égard de la démocratie, on peut dire que le poids du mouvement chartiste a pesé énormément. L'une des revendications centrales du mouvement chartiste est le suffrage universel. L'idée des chartistes était qu'ils allaient pouvoir transformer les conditions socio-économiques de l'Angleterre avec le suffrage universel. Pendant très longtemps, aussi bien l'un que l'autre, mais Engels en particulier de 1842 à 1850, critiquent les chartistes; ils leur reprochent d'être trop légalistes. Engels leur dit à peu près ceci : «vous vous faites des illusions si vous croyez que la bourgeoisie va vous accorder le suffrage universel» et je crois qu'il a tout à fait raison de dire cela. La bourgeoisie anglaise a mis du temps avant d'accorder un semblant de suffrage universel en Angleterre. Ce qui m'intéresse quand même, c'est l'influence qu'a eue le mouvement chartiste sur l'élaboration théorico-politique de Marx et d'Engels. Or cette influence est déterminante. Elle fait qu'en 1848, le «parti-Marx», disons le «parti» communiste, est l'aile avancée prolétarienne du camp de la démocratie. Ce parti ne sépare pas (on le voit en lisant le Manifeste du Parti Communiste), les revendications radicales, c'est-à-dire le

communisme, des revendications politiques, à savoir la conquête de la démocratie. C'est une chose qu'on a un peu perdu de vue. C'est là une de mes positions fondamentales.

«LE MOUVEMENT AUTONOME DE L'IMMENSE MAJORITÉ DANS L'INTÉRÊT DE L'IMMENSE MAJORITÉ»

F.Ch. : C'est la position que tu défends lorsque tu parles du dernier texte d'Engels, celui de 1895, son «testament politique» ?

J.T. : Le souci de conjuguer le communisme et la démocratie a toujours été omniprésent chez Marx et Engels. Il suffit de se rappeler le passage du Manifeste qui dit que «le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité». Mais il devient absolument éclatant dans les dernières élaborations d'Engels, notamment dans ce texte de 1895, que tu as mentionné au début, qui exprime avec force l'idée d'un changement de période. Je vais le citer : «Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête de majorités inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent avec leur corps et avec leur vie». Ce qui signifie que la révolution communiste ne peut pas être l'œuvre d'une avant-garde conquérant le pouvoir et le monopolisant. Étant donné la nature même de la révolution communiste, il faut nécessairement qu'il y ait au-

LA VÉNÉRATION DE L'ETAT

[...] «En Allemagne précisément, la superstition de l'Etat a passé de la philosophie dans la conscience commune de la bourgeoisie et même dans celle de beaucoup d'ouvriers. Dans la conception des philosophes, l'Etat est "la réalisation de l'Idée" ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique, le domaine où la vérité et la justice éternelles se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'Etat et de tout ce qui y touche, vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses autorités dûment établies.»

(Les trois citations sont extraites de la préface à La guerre civile en France, écrite par F. Engels à l'occasion du 20^e anniversaire de la Commune de Paris, le 18 mars 1891, à Londres.)

to-gouvernement démocratique, et donc en fait, on peut dire que le concept de communisme tel que Marx et Engels le conçoivent, comprend nécessairement l'auto-gouvernement des masses, de la majorité de la population.

F.Ch. : Donc, c'est plus actuel que jamais.

J.T. : Ah oui, c'est plus actuel que jamais. Et la question qui se pose, c'est quand même celle de savoir comment s'est opéré cet appauvrissement de l'héritage, parce qu'il y a bien eu appauvrissement.

J-P. B. : Là-dessus, tu pourrais peut-être revenir sur le rôle de Lénine .

J.T. : Oui, mais le rôle de Lénine est complexe et ne relève pas des simplifications hostiles qui courent les rues aujourd'hui. Donc, à un moment donné j'ai été obligé de reprendre L'Etat et la révolution. Je l'ai fait avec précaution parce que j'ai été forcé de le prendre comme un ouvrage qui est devenu en quelque sorte indépendant de son contexte. Mais c'est là que les communistes du monde entier sont allés lire pour voir, un petit peu, quelle était la pensée de Marx et d'Engels sur ces problèmes, sur le problème de la révolution, sur le problème de l'Etat, sur le problème de la démocratie. Ce que j'ai voulu voir est dans quelle mesure ce texte transmettait véritablement, dans son intégralité, dans sa richesse, dans sa complexité, dans son caractère mouvant, l'héritage théorico-politique de Marx et d'Engels sur ces problèmes-là. C'est comme cela que je l'ai pris, dans un premier temps. Actuellement, j'ai une autre préoccupation, qui est l'un des aspects de la discussion que j'ai avec Lucien Sève. Cette préoccupation concerne l'année 1917. Parce que pendant toute l'année 1917, Lénine ne cesse d'envisager un passage de la première étape de la révolution russe à la deuxième étape par des voies pacifiques. Sans insurrection. Évidemment cette possibilité ne dépend pas que de lui. Mais quand on prend les textes entre son retour en Russie, en avril 1917, et la révolution d'Octobre, l'idée est constamment présente. Même après le mois d'août et son caractère dramatique ,avec le passage à la clandestinité, etc., il remet sur le tapis cette possibilité : «tout le pouvoir aux soviets», avec un passage pacifique à l'étape suivante de la révolution russe. D'où la complexité de sa position.

Parce que L'Etat et la révolution qu'il écrit dans la clandestinité, au mois d'août, ne comporte pas du tout cette idée d'un passage pacifique. Au contraire. La thèse qui y est constamment affirmée c'est : la violence est absolument nécessaire. Il n'y a pas de révolution avec une perspective socialiste, sans violence. Il en fait une thèse fondamentale du marxisme. Donc on se trouve devant une contradiction : puisque dans tous les textes de 1917 on trouve constamment ces propositions pour essayer d'amorcer et de conduire un passage à la deuxième étape de la révolution par une voie pacifique.

L'ETAT ET

LA RÉVOLUTION

Lénine connaît très bien l'œuvre de Marx et d'Engels et il sait que Marx ne cesse d'évoquer la possibilité d'un développement pacifique en Angleterre. Non seulement il connaît cette position, mais il l'expose à certains moments avec une force assez frappante. Mais dans L'Etat et la révolution, écrit au mois d'août, c'est-à-dire en pleine situation critique, au moment où il est pourchassé par la police et où il y a risque de passage à droite, de dictature militaire, elle disparaît . Dans ce livre qui a été l'un des livres les plus lus, il y a de ce fait toute une série de thèses de Marx et d'Engels que je considère importantes, en tous cas qui doivent être transmises si on veut avoir une idée complète de leur pensée politique, qui sont évacuées. Elles sont évacuées de différentes façons. Par exemple la thèse sur la possibilité d'un passage pacifique. Il n'en nie pas l'existence. Mais il en parle à peine et très allusivement à propos de la Critique du Projet de Programme d'Erfurt. Il ne cite ni le texte de 1862

sur les chartistes, ni le discours d'Amsterdam de 1862 que Marx prononce après un congrès de l'AIT.

J-P. B. : C'est le congrès de La Haye.

J.T. : C'est le congrès de La Haye, mais la réunion a lieu à Amsterdam. Lénine doit connaître ce texte, mais ne le cite pas. Il cite une lettre de Marx à Kugelmann d'avril 1871 où il est question de révolution populaire sur le continent et de la nécessité de briser l'appareil d'Etat bureaucratique. Lénine doit donc expliquer cette restriction de Marx («sur le continent»). C'est alors qu'il explique que la restriction était valable en 1871, mais qu'elle est dépassée. Depuis la fin du XIX^e siècle, on est passé à une militarisation généralisée de tous les Etats, y compris les Etats anglo-saxons, où une bureaucratie civile et militaire s'est développée. De plus on est en pleine guerre impérialiste et ce qui règne, c'est l'impérialisme. Lénine a une vision assez radicale. Elle consiste à penser que l'évolution qui s'est faite en France avec le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, c'est-à-dire le passage de la république parlementaire bourgeoise à un régime autoritaire, avec un exécutif fort, est une tendance historique générale à l'œuvre dans tous les Etats capitalistes. Donc la thèse de Marx sur la possibilité d'un passage pacifique est dépassée historiquement. A l'âge de l'impérialisme il n'y a plus qu'une seule possibilité, c'est celle de l'insurrection, celle de la révolution. On ne peut pas dire que l'argumentation de Lénine soit sans consistance.

Il y a d'autres thèses et d'autres textes qui sont maltraités dans L'Etat et la révolution. Par exemple le texte d'Engels sur le Projet de Programme d'Erfurt. Mais là aussi les choses

sont complexes. Parce que tout ce qui concerne l'auto-administration locale, Lénine l'a parfaitement retenu, compris et il l'utilise constamment dans ses discours. Par contre l'idée que la république démocratique du type de la Première République française (non bureaucratisée) est la forme spécifique de la dictature du prolétariat, ça, soit il ne peut pas, soit il ne veut pas comprendre ce que cela veut dire. Il préfère dire qu'ici Engels évoque la position classique défendue par Marx dans la Critique du Programme de Gotha et il refait de la république démocratique le chemin le plus court qui conduit à la dictature du prolétariat. Et donc cette innovation d'Engels, qui me paraît extrêmement importante, disparaît purement et simplement du mouvement ouvrier. Elle n'est pas transmise. Pas plus d'ailleurs dans la II^e Internationale, où Kautsky attend 1922 pour en parler pour les besoins de la polémique. Elle n'est pas transmise et personne n'interprète le texte d'Engels correctement. Cela me paraît très dommageable.

Lénine, en tous les cas, ne lit pas le texte de 1891 tel qu'il est écrit. Comme si cela lui était impossible. On peut avoir des effets de cécité en matière de lecture et de compréhension des textes. En tous cas cela annonce des événements futurs, parce que les bolcheviks, après s'être battus pour la Constituante et après avoir critiqué tous les autres partis pour ne pas avoir réuni la Constituante, vont dissoudre la Constituante. Etant donné l'importance que Lénine attache aux textes de Marx et d'Engels (on a dit de lui qu'il avait fait la révolution avec des livres à la main) le fait qu'il n'ait pas décrypté ce texte est quelque chose qui m'interroge. Il y a ensuite le cas de l'Introduction de 1895 d'Engels, et là c'est

encore une autre affaire. Prenez L'Etat et la révolution, vous ne trouverez pas une seule référence à l'Introduction de 1895. Et plus encore, quand il parle de la mort d'Engels, il avance la date de 1894, juste avant qu'il écrive l'Introduction de 1895. Lucien Sève, qui connaît le russe, est allé vérifier dans le texte russe pour voir s'il n'y avait pas une erreur. Il n'y en a pas. Lénine fait mourir Engels en 1894 et il ne parle jamais de l'Introduction de 1895.

CONSTITUANTE, DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE, DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE

J-P.B. : Je reviens sur l'affaire de la dissolution de la Constituante, début 1918. Il y a eu un texte dans le n° 14 de *Carré Rouge*, de Bruno Guigne, qui s'intitule «Lénine, fondateur du totalitarisme ?» Il explique à propos de la dissolution de la Constituante que les choses sont un peu plus complexes qu'on a tendance à les présenter actuellement, en ce sens d'abord que les bolcheviks ont tenu une promesse électorale qui avait été faite dès février en organisant les élections, et que dans l'affaire de la dissolution, il n'y a pas seulement la responsabilité des bolcheviks, mais aussi celle des socialistes-révolutionnaires de gauche. Guigne insiste sur le fait que la Constituante a eu une attitude provocatrice en déclarant que l'Assemblée était le dépositaire légal de la terre russe, en contestant la légitimité du pouvoir soviétique, en s'obstinant à réclamer la démission de Lénine et de Trotski, cette majorité avouait qu'elle était en retrait sur le II^e Congrès de Soviets. L'idée de Guigne, c'est que la Constituante s'est heurtée de plein fouet, non pas tant au parti bolchevik

qu'aux masses russes, et qu'en quelque sorte la dissolution était inscrite dans le rapport de forces.

J.T. :

Oui.

J-P.B. : Mais cela n'enlève rien à ce qui tu as dit ?

J.T. : Non. Moi je veux bien prendre en compte ton argumentation et reconstituer le contexte. Ce qui est embêtant, c'est que toutes les formes de démocratie représentative disparaissent, y compris la forme soviétique, qui est aussi une forme de démocratie représentative, parce qu'il y a des élections et des députés ouvriers, soldats et paysans.....

F.Ch. : Révocables.

J.T. : Révocables en effet, avec disons, le principe de fonctionnement mis en œuvre par la Commune de Paris. Mais rapidement ces élections vont être vidées de leur contenu. C'est là que le bât blesse. Il est tout à fait possible de soutenir que dans cette période révolutionnaire intense, la Constituante ne convenait pas et que la forme d'organisme représentatif inventée par les masses populaires, à savoir les Soviets, était la plus appropriée, celle qui devait s'imposer. On pouvait tout à fait jouer la carte de la démocratie soviétique comme étant une forme de démocratie plus adaptée, bien qu'ayant ses limites, puisqu'elle ne reconnaît pas le suffrage universel, mais un suffrage limité à certaines catégories de la population et privilégiant les ouvriers. Je crois tout à fait qu'il y avait la possibilité de jouer à fond la carte de la démocratie soviétique. Le problème est de savoir si cette carte a été jouée. En fait, il semble bien que la situation soit devenue tellement diffi-

cile dès le commencement de la guerre civile que la démocratie soviétique a été mise entre parenthèse, avant de disparaître pour de bon. On est entré pour quatre ans dans la guerre civile et au bout de quatre ans il ne restait plus rien de cette démocratie soviétique.

La démocratie est une question sur laquelle j'ai une position assez carrée. La démocratie est nécessairement représentative. La «démocratie directe», je ne sais pas bien ce que cela veut dire. Si ça veut dire démocratie participative, contrôle des électeurs sur les élus, révocation des élus, oui, initiative de la masse des électeurs, alors là, d'accord. Mais si c'est pour opposer la «démocratie directe» à la démocratie représentative, alors on est dans le vide. Cela n'existe pas. Ou plus exactement cela existe seulement sous la forme de l'Assemblée générale ; une Assemblée générale, c'est de la démocratie directe. Mais la Commune de Paris, c'est une forme authentique de démocratie représentative avec, à tous les niveaux, des assemblées qui culminent dans une Assemblée nationale. Donc pour moi il n'y a pas d'incompatibilité entre des formes « populaires» de démocratie, comme les Soviets, et la forme de la République démocratique. Il aurait été tout à fait possible de coordonner les deux. Bon. Il se trouve qu'historiquement parlant, les bolcheviks ont été amenés à liquider l'une en faveur de l'autre, mais qu'ensuite ils ont liquidé l'autre aussi.

Il ne faut pas attendre 1929 et la «révolution par en haut» pour que se forme l'État bureaucratique stalinien. Pour moi, en 1923, Lénine, malade, n'a déjà plus le pouvoir, c'est Staline qui l'a. Avant même la mort de Lénine, c'est Staline qui a le pouvoir, et il a un pouvoir autocratique. Un seul

parti a voix au chapitre et il n'y a même plus le droit de tendance dans le parti bolchevik. Donc, pour moi les choses se sont passées très vite et dans cette révolution russe qui portait beaucoup de promesses, les voies se sont fermées très vite. A la fin de la guerre civile, au moment du X^e Congrès, les jeux sont presque faits déjà.

SORTIRA-T-IL QUELQUE CHOSE DE L'AGONIE DU PCF ?

F. Ch. : Une dernière question, pour sauter à aujourd'hui. Tu nous as dit que tu as quitté le Parti Communiste Français en 1977, mais tu parais avoir gardé quand même beaucoup de liens avec ce parti. Tu l'as sûrement observé au travers des crises qu'il a subies depuis ce moment-là, les tendances et tout. Est-ce que tu vois des collectifs, des groupes, dans la mouvance du P.C.F., capables de re-saisir toute cette problématique pour la projeter dans la situation d'aujourd'hui et à venir ?

J.T. : Je me suis exprimé là-dessus à différentes reprises. D'abord en ce qui concerne mes rapports avec le Parti Communiste Français. Ils se sont vraiment interrompus totalement de 1977 à 1997. Je n'ai plus eu de rapports du tout avec ce parti. A un moment donné, je me suis dit : il faut t'occuper de quelque chose de sérieux et non pas rester l'observateur de ce qui se passe à l'intérieur de ce parti. Donc la chose que j'ai faite a été de créer une revue, avec l'idée qu'on pouvait, en tant qu'animateur d'une revue, jouer un rôle important pour faire vivre le marxisme. Je ne regrette pas du tout ce choix et je pense qu'il ne faut pas trop perdre son temps dans les luttes internes en

voulant rester à l'intérieur d'une organisation. Quelquefois il est beaucoup plus positif de prendre les choses en main et de faire quelque chose d'indépendant.

Je crois que nous avons, en tant qu'intellectuels, rempli une certaine fonction à Actuel Marx, pour défendre et faire vivre la tradition marxiste en France. Cela dit, je me suis rapproché de nouveau du P.C.F. en 1997 à partir du moment où j'ai vu que Espace Marx fonctionnait avec un pluralisme politique interne et en particulier parce que j'y retrouvais un certain nombre de mes amis d'extrême-gauche, de la LCR en particulier, qui étaient actifs à l'intérieur d'Espace Marx. J'ai pensé qu'étant donné le type de fonctionnement de cette institution, il y avait des cartes à jouer. J'y suis donc allé et j'ai participé à quelques initiatives, en particulier à l'initiative sur l'anniversaire du Manifeste du Parti Communiste. Je ne le regrette pas parce que cela a eu un certain retentissement, et donc je crois qu'à condition que vive un authentique pluralisme, c'est-à-dire des membres du P.C.F. et d'autres communistes venant d'ailleurs, je pense que l'on peut orienter l'activité de cette association

de manière positive.

Mon jugement sur le Parti communiste est nettement plus nuancée. Ici, à bien examiner les choses, je vois que sur des questions essentielles, par exemple les privatisations, la question de l'actionnariat salarié, les fonds de pension, l'épargne salariale, etc., la nouvelle direction du Parti Communiste a adopté des positions radicalement insuffisantes, c'est-à-dire finalement des positions qui désarment les luttes, qui nuisent aux luttes. Parce que quand il y a des privatisations et que l'on est au gouvernement, on peut peut-être rester au gouvernement, je n'en sais rien, mais en tous cas il faut dire ce que sont les privatisations et pour cela il faut avoir une certaine conception du rôle du secteur public et du rôle que peuvent jouer les nationalisations, etc. De même, j'ai engagé une polémique avec Lucien Sève sur la question de l'actionnariat salarié. Il est un peu le père de la réforme, le théoricien d'un nouveau cours dans le Parti Communiste Français. J'estime que les positions qu'il a soutenues sur l'actionnariat salarié consistent à livrer pieds et poings liés l'ensemble des salariés au capitalisme. C'est une capitulation pure et simple. C'est

: « Enrichissez-vous ! enrichissez-vous ! Devenez actionnaire de votre entreprise et à ce moment-là, vous allez pouvoir contrôler les critères de gestion de votre entreprise ! »

J-P.B. : C'est Guizot !

J.T. : Oui, c'est Guizot, mais Guizot ne disait pas que c'était pour contrôler les critères de gestion de l'entreprise ! Donc, là je suis très inquiet. Tant qu'on me laisse m'exprimer, ça va ! Je me suis exprimé à diverses reprises de manière très critique, y compris dans l'Humanité pour dire ce que je pensais. Tant qu'on me laisse m'exprimer, ça va. S'il y avait des limites à mes possibilités d'expression, j'irais m'exprimer ailleurs.

F.Ch. : Il y a une dimension de « cause toujours »...

J.T. : Ce n'est pas certain. Dans la dernière phase, j'ai rencontré des difficultés pour m'exprimer et donc j'en viens à l'idée que ce n'est pas « cause toujours ». Quand il y a des difficultés pour s'exprimer, c'est que ce qu'on dit a de l'importance, qu'on est écouté. J'en viens au point le plus important à mes yeux et je réponds à ta question, est-ce que ce parti a en-

core des possibilités de réaction ? de redressement ? d'engagement dans un combat juste ? Je crois que oui, parce que ce que je constate c'est que, quand la direction, le groupe dirigeant élabore des positions qu'on aurait appelées autrefois « opportunistes » ou « liquidatrices » sur telle ou telle question, par exemple les privatisations ou l'actionnariat salarié, et que la chose est mise en discussion, parce que ce qu'il y a de nouveau, c'est qu'on met les choses en discussion, la discussion dans le Parti entraîne des corrections de ligne. Par exemple sur la question des nationalisations, il y a eu une correction de ligne. Les premiers textes étaient vraiment d'un contenu très préoccupant, et quand le texte est revenu, le plus critiquable avait été éliminé. Donc j'aurais tendance à penser que discuter et faire connaître ses positions critiques à l'intérieur de ce parti, ça a encore un sens et que quand la discussion a lieu, les arguments du type de ceux que je peux soutenir ont de l'écho. C'est en gros la position que j'ai défendue à la veille du dernier Congrès. Si on laisse discuter à fond d'un certain nombre de questions, on peut avoir une correction quant aux orientations fondamentales. C'est ce que je pense. Pour l'instant encore.

F.Ch. : Nous te remercions beaucoup de cet entretien. Il y a plusieurs points sur lesquels il faudra poursuivre la discussion, par exemple le degré de bureaucratisation des Etats contemporains et les voies d'un « passage pacifique » dans le cadre des institutions que l'impérialisme a construites. Mais le fil conducteur est évidemment celui que tu as donné avec la position d'Engels de 1895 : *«là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-*

mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent avec leur corps et avec leur vie». Ce sera un très grand plaisir pour nous de reprendre le débat avec toi.

Note

(1) Dans Révolution et démocratie chez Marx et Engels, voir la page 163. Sur la question des rapports de production, voir l'article de Jacques Texier, « Socialisme, démocratie, autogestion », dans La Pensée, n° 321, janvier-mars 2000.

Palestine-Israël

quelques points de repère pour comprendre le nouveau soulèvement

La thèse dominante sur l'affrontement militaire extraordinairement inégal dont Jérusalem et les territoires palestiniens de Gaza et de Cisjordanie sont le théâtre depuis plusieurs semaines, veut que les «extrémistes des deux bords» aient eu raison des «accords» d'Oslo et de Washington de 1993 et «tué le processus de paix» que des dirigeants palestiniens et israéliens «courageux et sages» auraient tenté bravement de mener à terme sous l'égide bienveillante du président Clinton. La vérité est tout autre. La provocation calculée du général Sharon a fait partie d'une division du travail bien rodée entre «faucons» et «colombes», dont le but a toujours été de resserrer l'étau toujours plus fortement sur les masses palestiniennes et de pérenniser l'occupation israélienne de Gaza et de Cisjordanie. Elle fait suite à la multiplication des nouvelles colonies et à l'annexion rampante de Jérusalem Est. Début octobre, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, mais aussi les Palestiniens citoyens de second rang de l'Etat d'Israël se sont soulevés. Ce soulèvement n'était pas au programme et il vient effectivement détruire cette «paix des gouvernants» inique sur laquelle Gilbert Achcar conclut l'article qu'il nous a offert ci-dessous.

La contribution de Gilbert Achcar apporte des éléments indispensables sur les origines et la nature de l'Etat d'Israël, sur les origines et les objectifs du «plan de paix» et le rôle dévolu à Yasser Arafat et à l'OLP venus comme force mercenaire de l'extérieur essayer d'imposer cette «paix» contre les Palestiniens de l'intérieur, ceux de Gaza et de Cisjordanie comme ceux d'Israël. L'article publié ici est une version abrégée d'un article beaucoup plus long qui est paru sous le titre «Le sionisme et la paix, du plan Allon aux accords de Washington», dans le n° 114 de la revue L'Homme et la Société, en octobre-décembre 1994. Le titre et les intertitres de cette version abrégée ont été choisis par la rédaction de Carré Rouge, qui remercie L'Homme et la Société de l'autorisation donnée à Gilbert Achcar d'en porter ainsi le contenu essentiel à la connaissance d'une nouvelle génération de lecteurs.

RETOUR SUR LES
 ORIGINES : UN ETAT
 CONFESSIONNEL ET
 UNE OCCUPATION

Lors de la Déclaration d'Indépendance d'Israël, le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclamait que le nouvel État « assurera la plus complète égalité sociale et politique à tous ses habitants sans distinction de religion, de race ou de sexe ». Toutefois, la Déclaration d'Indépendance était placée sous le signe de « l'État juif », objectif central du mouvement sioniste mondial. Ce n'était pas simplement l'État d'Israël qui était proclamé, mais « un État juif en terre d'Israël qui portera le nom d'État d'Israël », et qui « sera ouvert à l'immigration juive et aux Juifs venant de tous les pays de leur dispersion ».

La contradiction entre égalitarisme affiché et discrimination implicite était inhérente au projet sioniste de colonisation, lorsqu'il se fixa sur un territoire déjà habité par une population non juive (1). Ainsi que Maxime Rodinson l'a dit, « vouloir créer un État purement juif ou à dominance juive dans la Palestine arabe, au XX^e siècle, ne pouvait mener qu'à une situation de type colonial avec le développement (tout à fait normal sociologiquement parlant) d'un état d'esprit raciste et en dernière analyse à un affrontement militaire des deux ethnies. » Il était inévitable dès lors que « les colons de la Jewish Company » (la formule est de Théodore Herzl [2]) établissent leur État en propre par éviction des autochtones, avant de pouvoir se montrer généreux envers leurs éventuels hôtes : « S'il se trouve parmi nous des fidèles appartenant à d'autres religions ou à

d'autres nationalités, nous leur garantirons une protection honorable et l'égalité des droits. L'Europe nous a enseigné la tolérance » (3). Cette tension entre la profession de foi démocratique et le projet réel colonialiste, devait caractériser la pensée de Ben Gourion, disciple de Herzl et réalisateur de son projet. Le fondateur de l'État d'Israël pouvait ainsi affirmer, en 1937, que « les habitants arabes de la Palestine devraient jouir de tous les droits civiques et politiques, non seulement en tant qu'individus, mais aussi en tant que groupe national, tout comme les Juifs » ; puis faire peu après cet aveu : « Si j'étais un Arabe... je me rebellerai encore plus vigoureusement, amèrement, et désespérément contre l'immigration qui un jour placera la Palestine et tous ses résidents arabes sous le pouvoir juif » (4).

On sait que même dans ses frontières délimitées par le plan de partition adopté par l'ONU en 1947, l'État « juif » (5) ne l'était, sur le plan démographique, qu'à 55 %. Il l'aurait été beaucoup moins dans ses frontières consécutives à la guerre de 1948 (650 000 Juifs pour 877 000 Arabes), n'était-ce l'exode massif des Palestiniens (710 000) fuyant la terreur et les combats. On a beaucoup discuté des raisons de cet exode (6). Mais comme Jean-Paul Chagnollaud l'a dit, « d'une certaine façon, la question n'a plus guère d'intérêt aujourd'hui, car en définitive le problème n'est plus de savoir pourquoi ils sont partis puisqu'on sait parfaitement pourquoi ils n'ont pas pu revenir » (7).

Par un implacable « effet de cliquet », les réfugiés palestiniens furent empêchés par le nouvel État de réintégrer leurs terres et leurs habitations (qui seront détruites massivement et des villages entiers rasés),

empêchés de retourner (la notion de retour est, dans leur cas, incontestable) sur leur territoire séculaire, territoire « ouvert à l'immigration juive ». En revanche, la « Loi du Retour » de 1950 accordait automatiquement la nationalité israélienne à tout nouvel immigrant, à condition qu'il fût « juif », selon une définition qui devait inexorablement se réduire au critère religieux le plus obtus (8). Ainsi, par une bien cruelle ironie de l'histoire, le mouvement sioniste — fuyant un antisémitisme européen hideux qui érigea la filiation confessionnelle en facteur de discrimination « raciale » — en vint à établir un État fondé sur une discrimination se référant au même critère confessionnel, pris dans une interprétation religieuse plus restrictive. Et c'est par la même logique inexorable que les sionistes « socialistes » du parti de Ben Gourion en vinrent à rendre les cours de religion obligatoires dans les écoles (9).

On a beaucoup ironisé sur le contraste frappant entre la réalité de l'État d'Israël et la ferme volonté proclamée par Herzl, dans son manifeste sioniste, d'empêcher le clergé (et l'armée !) de « s'immiscer dans les affaires de l'État » (10). Or le même Herzl, dans le même ouvrage, trahissait bien la logique confessionnelle de sa démarche, lorsqu'il décrivait l'organisation de l'immigration : « Chaque groupe aura son rabbin qui viendra avec sa communauté... Les groupes locaux se formeront autour des rabbins : autant de rabbins, autant de groupes... Nul besoin de convoquer des réunions spéciales qui se perdraient en bavardages. C'est au cours des services religieux que les rabbins prendront la parole. Il faut qu'il en soit ainsi. Nous ne reconnaissons notre communauté d'appartenance historique qu'à travers la foi de nos pères, puisque nous avons

adopté depuis longtemps, et de manière indélébile, les langues des différentes nations qui nous ont accueillis » (souligné par moi) (11).

Alain Dieckhoff dans un ouvrage brillant, qui n'est pas exempt d'ambiguïtés et de contradictions dans sa tentative de souligner la « modernité politique » du sionisme (12), bute sur l'explication de la carence patente de celui-ci en matière de laïcité. Il attribue cette carence principalement à la persistance, dans le sionisme, d'une « ardente aspiration à la vie communautaire » (pp. 121-122) — explication quasiment tautologique. L'auteur montre néanmoins comment cette carence est inhérente à la doctrine sioniste de la « nation juive », à « l'invention » de laquelle il consacre son livre sans pour autant en remettre le postulat en question. Or seul le postulat pan-judaïque explique pourquoi « le critère religieux était finalement le seul qui puisse tracer de façon précise les contours de la nation juive, tous les autres paramètres (culturels, subjectifs...) étant trop vagues ou inapplicables » (p. 158). Et c'est l'insuffisance de ce même critère à cimenter un nationalisme qui a poussé le sionisme à « inventer » une véritable nouvelle nation, la nation israélienne (que Dieckhoff ne mentionne même pas), fondée sur une nouvelle-ancienne langue — l'hébreu moderne — et sur la destruction, par assimilation, des particularités nationales originelles des immigrants, la langue yiddish en premier lieu.

A cette convergence entre le sionisme politique et le sionisme religieux le plus traditionaliste (13), s'en ajouta une autre tout aussi inéluctable. Relisant l'ouvrage de Herzl en 1946, Hannah Arendt soulignait à quel point « l'état d'esprit » du fondateur du mouvement sioniste était proche

de celui de son environnement anti-sémite et s'inspirait de la tradition du nationalisme allemand (14). Cet état d'esprit commun aux courants dominants du sionisme politique devait mener à une convergence sur le terrain de l'expansionnisme armé, entre le sionisme « socialiste » d'un Ben Gourion et les positions d'un Jabotinsky, que le premier n'hésitait pourtant pas, au début des années trente, à comparer au fascisme et à l'hittlérisme (15). La politique de puissance, la *Machtpolitik*, était inscrite dans la logique même du projet de « l'État juif », dès lors qu'il s'agissait de l'établir en Palestine : il ne pouvait s'accomplir que par la force.

En 1946, Judah Magnes, partisan avec Martin Buber de la coexistence pacifique entre Arabes et Juifs dans une Palestine binationale, constatait avec amertume que le mouvement sioniste avait de fait adopté le point de vue de Jabotinsky (16). Quarante ans après, Simha Flapan, ancien dirigeant du Mapam, parti de l'extrême gauche sioniste, s'en prenant à la légende tissée par le parti travailliste autour de la figure historique de Ben Gourion, écrivait à son sujet dans son ouvrage posthume : « ...en ce qui concerne les Arabes, il adopta les principes fondamentaux du Révisionnisme : l'expansion des frontières, la conquête des zones arabes, et l'évacuation de la population arabe » (17).

Sur l'État sioniste, qualification beaucoup plus rigoureuse que celle d'État « juif », un des verdicts les plus sévères fut celui qu'exprima, en 1959, un notable de la communauté juive américaine, James P. Warburg : « Rien ne pouvait être plus compréhensible que le désir des Juifs européens, engendré par des siècles de persécution et attisé par les atrocités nazies inhumaines, d'échapper pour

toujours au statut de minorité... Mais rien ne pouvait être plus tragique que de voir la création d'un État juif dans lequel les minorités non juives sont traitées comme des citoyens de deuxième classe — dans lequel ni l'épouse chrétienne d'un Juif, ni ses enfants, ne peuvent être enterrés dans le même cimetière que leur père (18). C'est une chose que de créer un refuge bien nécessaire pour les persécutés et les opprimés. C'est une tout autre chose que de créer un nouveau nationalisme chauvin et un État fondé en partie sur de la bigoterie théocratique moyenâgeuse et en partie sur le mythe, exploité par les Nazis, de l'existence d'une race juive » (19).

Cet État sioniste semi-religieux, fondé sur une discrimination confessionnelle, est incontestablement démocratique pour ses habitants d'ascendance juive. De surcroît, les Arabes palestiniens détenteurs de la citoyenneté israélienne, bien que citoyens de deuxième catégorie à bien des égards, jouissent tout aussi incontestablement de plus de droits politiques que les habitants des États arabes. Il offre un exemple de plus du fait qu'il n'y a point d'antinomie entre la démocratie politique formelle et l'existence d'une discrimination constitutive du *dêmos*. D'où la possibilité d'une idéologie sioniste de « l'État juif et démocratique », développée par Ben Gourion.

Quant à la plausibilité de cette idéologie au regard de l'universalisme égalitaire proclamé en 1948, elle est précisément conditionnée par l'existence d'une majorité juive assurée au sein du *dêmos* — en occultant le fait qu'il a été constitué par déni discriminatoire aux autochtones d'un droit élémentaire au retour. Le maintien d'une minorité de citoyens non juifs au sein du *dêmos* israélien apparaît,

dès lors, comme le gage indispensable, pour ne pas dire l'alibi, de la démocratie sioniste et de son universalisme affiché — à la condition expresse que cette minorité reste très minoritaire et ne puisse remettre en question la « judéité » de l'État.

Tel est le sens de l'opposition de Ben Gourion et de ses disciples au programme de la droite sioniste, prônant l'extension des frontières de l'État « juif » par annexion pure et simple de l'ensemble de la Palestine du mandat britannique, sinon des deux rives du Jourdain — quitte à englober une grande masse d'Arabes et à s'accommoder d'une discrimination politique intra-muros faisant fi du mythe (20) de l'État démocratique. « Le parti travailliste », écrivait Simha Flapan, « présente les idées et stratégies de Ben Gourion comme l'autre terme de l'alternative face à la conception du Grand Israël propre au Likoud, affirmant qu'il rejetait totalement la domination sur un autre peuple et était attaché inconditionnellement à la préservation du caractère juif et démocratique de l'État » (21).

Le dirigeant du Mapam ajoutait ce commentaire : « En effet, il est concevable que l'idée d'une société juive démocratique puisse offrir une telle alternative si elle était libre de l'impulsion à l'expansionnisme territorial — pour quelque raison que ce soit : historique, religieuse, politique ou stratégique. Mais le fait est que Ben Gourion a bâti sa philosophie politique précisément sur ces deux éléments contradictoires : une société juive démocratique sur l'ensemble, ou la plus grande part, de la Palestine » (22).

Ben Gourion n'a pas caché, en effet, qu'il n'acceptait la partition que par souci tactique, à titre provisoire, et que son objectif était « toute la Pa-

lestine » (23). La motivation de son expansionnisme était l'espace nécessaire au projet sioniste originel de regrouper en Palestine la plupart des Juifs du monde, projet qu'il a toujours placé au-dessus de toute autre considération. Aussi, le désaccord entre les héritiers de Jabotinsky et les héritiers de Ben Gourion n'a jamais porté sur le tracé souhaitable de la frontière orientale de l'État sioniste : tous s'accordent à vouloir la faire passer sur le Jourdain et la mer Morte, ne serait-ce que pour des raisons de « sécurité » (24).

Le désaccord porte plutôt sur la façon de régler le problème démographique dans ce cadre, de sorte à préserver la « judéité » de l'État — le souci des travaillistes étant de préserver en même temps sa réputation démocratique, question vitale pour un État aussi dépendant de l'aide extérieure. Il est donc hautement significatif que le premier gouvernement de coalition regroupant ensemble traditionalistes et religieux (représentés par Menahem Begin) et socialistes fut formé à la veille de la guerre de juin 1967 et en prévision de cette dernière. Ensuite, lorsque l'État d'Israël se fut emparé du reste de la Palestine du mandat britannique, les divergences entre fractions sionistes retrouvèrent toute leur acuité.

LE DILEMME NÉ DES CONQUÊTES TERRITORIALES DE 1967 ET LE PLAN ALLON

Contrairement à ce qui s'était passé en 1948, en 1967 la grande majorité de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza, s'accrocha à son territoire en dépit de l'occupation militaire. Les dirigeants sionistes se trouvèrent confrontés à un véritable

dilemme : ayant atteint leur objectif de déplacer la frontière orientale de leur État jusqu'au Jourdain, il se retrouvaient avec une vaste population arabe palestinienne sous leur contrôle. Dans ces conditions, l'annexion pure et simple de l'ensemble des territoires palestiniens nouvellement occupés devenait impraticable : en octroyant la citoyenneté israélienne à leurs habitants, elle mettrait en péril le caractère juif de l'État sioniste ; en leur refusant cette citoyenneté, elle hypothéquerait son caractère démocratique. Les soucis de l'establishment travailliste ashkénaze ont été résumés, avec une belle franchise, par Saul Friedländer : « Face à la présence d'une vaste population arabe au sein d'Israël, on peut concevoir le renforcement de tendances extrémistes juives qui s'inspireraient tant de motifs économiques que de motifs religieux ou nationaux, pour exiger l'expulsion de tous les Arabes ou l'application d'un régime d'"apartheid". Si ces éléments venaient à s'imposer, l'État juif se couperait du monde et des Juifs de la Diaspora eux-mêmes. Enfin, s'il est probable qu'au contact d'une vaste population arabe, les Juifs "orientaux" auront tendance à s'intégrer plus rapidement au sein de la population "occidentale" pour se distinguer des Arabes, il n'est pas entièrement exclu que les éléments les plus pauvres parmi eux soient attirés par le prolétariat arabe sur le plan à la fois culturel et social. La population arabe risquerait alors de devenir un élément actif de désintégration de la société juive. » (25)

En toute logique, l'unique solution permettant à la fois de rester sur la rive orientale du Jourdain et de préserver « l'État juif » ainsi que sa réputation démocratique, était d'octroyer aux zones de haute densité démo-

graphique palestinienne (à l'exception de Jérusalem-est, annexée d'entrée de jeu pour des raisons idéologiques) le statut d'enclaves au sein des nouvelles frontières de l'État d'Israël (26). C'est Yigal Allon, figure de proue de l'establishment politico-militaire israélien et de la gauche travailliste, qui élaborait ce projet de règlement connu sous le nom de « plan Allon » (27). Il l'exposa au gouvernement de Levi Eshkol dont il était vice-Premier ministre, au début de juillet 1967. Il est utile de citer l'auteur du plan lui-même pour en éclairer les considérants :

« La solution territoriale doit répondre à trois impératifs fondamentaux : a) les droits historiques du peuple d'Israël sur la terre d'Israël ; b) un État à majorité juive prépondérante sur le plan national, et démocratique, sur les plans politique, social et culturel ; c) des frontières défendables » (28). Plus loin il écrit encore, « par conséquent, s'il faut choisir entre un État binational de facto avec davantage de territoire et un État juif avec moins de territoire, j'opte pour la seconde éventualité, à condition d'avoir des frontières défendables. Cette alternative est impitoyablement claire. Si nous rattachions à Israël tous les territoires à forte densité arabe en donnant à leurs habitants tous les droits civiques, nous n'aurions plus un État juif. Si nous les annexions en refusant ces droits aux habitants, nous cesserions d'être une société démocratique. Mais nous voulons à la fois un État juif — avec une minorité arabe jouissant de l'égalité des droits — et une société démocratique au plein sens du terme » (29).

A la lumière de ces impératifs, Allon préconisait l'acquisition définitive par Israël d'une bande frontalière d'une quinzaine de kilomètres de large le

long du Jourdain, s'élargissant à l'ouest de la mer Morte jusqu'aux abords d'Hébron, ainsi que l'acquisition, en plus de la vieille ville de Jérusalem, de son flanc oriental jusqu'au fleuve — de façon à réduire les territoires palestiniens de Cisjordanie à deux enclaves séparées au nord et au sud de la « ville sainte », reliées par un étroit couloir (30).

Quant au secteur de Gaza, Allon préconisait de ne pas le restituer à l'Égypte et de le rattacher aux enclaves cisjordanaises, en tant qu'accès à la mer « avec droits de circulation, mais sans créer un corridor », tout en gardant le contrôle du sud du secteur de manière à en filtrer l'accès au Sinaï égyptien.

En préconisant la rétrocession rapide de certains territoires, Yigal Allon n'était nullement mû par une quelconque générosité internationaliste ou pacifiste. Au moment où il formula son plan, c'est-à-dire au lendemain de la guerre de 1967, les territoires concernés venaient à peine d'être conquis. Les pacifistes israéliens, les véritables « colombes », proposaient leur restitution quasi-intégrale en échange de traités de paix avec les États arabes (31). Le plan Allon prévoyait, au contraire, une occupation prolongée et un processus d'annexion par réquisition de terres et création d'implantations, de manière à occuper physiquement le territoire qu'il visait à acquérir définitivement.

Fondamentalement, le plan Allon était donc un plan de colonisation et d'annexion partielle, au nom du « compromis territorial », à la différence de l'annexion intégrale prônée par la droite sioniste. Entre cette dernière et les travaillistes partisans du plan Allon, il ne s'agissait pas de faucons et de colombes, mais « plutôt de vautours et de faucons » aux yeux de l'internationaliste radical Éli Lobel

(32). Le plan Allon était cependant plus cohérent et réaliste que les visées du Likoud. Ayant accédé au pouvoir en 1977, ce parti n'a pas osé alors aller jusqu'au bout de son programme, et s'est empêtré dans les subtilités d'un projet d'autonomie palestinienne extra-territoriale qui n'a jamais convaincu personne. Le plan des travaillistes s'est ainsi imposé de fait comme ligne de conduite fondamentale de l'État sioniste dans les territoires de 1967 — même sous le Likoud qui, bien que l'ayant amendé à sa façon, n'en a pas moins renforcé les dispositions essentielles (33).

Quant au sort ultime des enclaves palestiniennes, Yigal Allon ne se prononçait guère pour des raisons de prudence tactique élémentaire. Dans la mesure où son plan était précisément un projet de longue haleine, il fallait laisser le temps faire son œuvre et dégager à terme un interlocuteur arabe disposé à collaborer au règlement dicté par Israël (34), avec néanmoins l'autorité requise pour être crédible. La création d'un État palestinien, c'est-à-dire d'une entité jouissant des attributs de la souveraineté politico-militaire, ayant toujours été catégoriquement rejetée par l'ensemble de l'establishment sioniste, les trois possibilités envisagées pour les enclaves étaient soit de les restituer à la Jordanie du roi Hussein, soit de les fédérer à cette dernière, soit encore de les constituer en « entité autonome ».

L'importance, qu'ils ont bien perçue du facteur palestinien pour tout règlement crédible entraîna les gouvernements israéliens successifs à la recherche d'interlocuteurs palestiniens. En 1977, Yigal Allon n'excluait à cet égard aucune hypothèse, y compris celle de traiter avec l'OLP si celle-ci faisait amende honorable. Ses propos acquièrent aujourd'hui

une valeur prémonitoire : « Bien sûr, si l'OLP cessait d'être l'OLP, nous pourrions cesser de la considérer comme telle. Ou si le tigre se transformait en cheval, nous pourrions l'enfourcher. A ce moment, nous aurions droit à des titres à la une en notre faveur » (35)[souligné par l'auteur].

LES ACCORDS DE OSLO ET WASHINGTON DE 1993

Les titres à la une étaient bien au rendez-vous, le 13 septembre 1993. Les médias ont joué la surprise totale, comme si un nouveau miracle venait de s'accomplir au sujet d'une terre qui, il est vrai, en a vu tant d'autres. Seules les voix discordantes de quelques critiques de l'accord et bons connaisseurs du dossier, à l'instar d'Edward Said, Noam Chomsky ou Meron Benvenisti (36), se sont permis de rappeler que les accords signés sur la pelouse de la Maison blanche relevaient d'une version mise à jour du plan Allon. Qu'en est-il au juste ?

Il est indéniable que les textes rendus publics, c'est-à-dire les lettres, la Déclaration de principes et ses quatre annexes, ainsi que le Mémoire (37), concordent parfaitement avec les grandes lignes du plan formulé en 1967. Aucune des dispositions des accords de Washington ne contredit, de quelque façon que ce soit, ce qui a été depuis plus d'un quart de siècle le programme mis en œuvre par les travaillistes israéliens en Cisjordanie et à Gaza. On le constatera aisément en examinant quelques points clés de ces documents (sans entrer dans tous les aspects de la question, et notamment les aspects économiques [38]).

Commençons par ce qui a été perçu comme l'événement le plus spectaculaire, à savoir la « reconnaissance

mutuelle ». La lettre de Yasser Arafat s'adresse au Premier ministre israélien :

« L'OLP reconnaît le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité », et « accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU ». La principale de ces résolutions, la 242 (novembre 1967), à laquelle l'État d'Israël a souscrit dès le départ, avait longtemps été rejetée par l'OLP, parce qu'elle ne fait aucune mention du droit des Palestiniens au retour et à l'autodétermination et entérine le principe de « frontières sûres », interprété par Israël comme justifiant leur redécoupage et ses revendications territoriales (39). En échange de sa concession, l'OLP n'obtient néanmoins aucune mention du droit des Palestiniens à l'autodétermination ou au retour — on trouve seulement, dans les accords, la formule bien vague des « droits légitimes ».

La lettre d'Arafat affirme que « l'OLP renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence et assumera sa responsabilité sur tous les membres et personnels de l'OLP afin de garantir leur acceptation, prévenir les violations et sanctionner les contrevenants ». Parce qu'elle s'appliquait au seul personnel de l'OLP, cette répudiation de la violence et l'engagement à la réprimer face à une occupation pourtant maintenue n'a pas suffi au gouvernement israélien. Dans une seconde lettre adressée au ministre norvégien Holst et annexée à la première, « l'OLP encourage et appelle le peuple palestinien de Cisjordanie et de la bande de Gaza à prendre part aux mesures conduisant à la normalisation, rejetant la violence et le terrorisme... ».

Par la première affirmation de sa lettre à Itzhak Rabin, Arafat répudiait le programme fondamental de l'OLP

(la libération de la Palestine). En toute logique, il en déduisait que « les articles et les points de la Charte palestinienne niant le droit d'Israël à exister ainsi que les clauses de la Charte qui sont en contradiction avec les engagements de cette lettre sont désormais inopérants et non valides ». Autant dire, en réalité, que la Charte elle-même n'est plus valide. Le tigre s'était bel et bien transformé en cheval, au regard des critères israéliens ; il pouvait dès lors être enfourché. La lettre de Rabin s'adresse, elle, au ministre norvégien et non à Arafat : « à la lumière des engagements de l'OLP... le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien... » ; sans aucune mention de droits.

La Déclaration de principes prévoit « d'établir une autorité palestinienne intérimaire autonome, le Conseil élu pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans, en vue d'un règlement permanent fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité » (art. I). L'autorité palestinienne « autonome » exercera ses prérogatives dans les territoires que l'armée israélienne aura bien voulu évacuer. L'accord spécifie qu'ils seront déterminés en fonction du principe du retrait des territoires à forte densité arabe, qui est au cœur du plan Allon :

« ...il sera opéré un redéploiement des forces militaires israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza... Lors du redéploiement de ses forces militaires, Israël sera guidé par le principe selon lequel les forces en question doivent être redéployées en dehors des zones peuplées. » (art. XIII).

Bien entendu, Jérusalem-est, officiellement annexée à Israël depuis

1967, n'est pas concernée (40). En outre, non seulement l'accord ne prévoit aucun démantèlement de colonie, mais il garantit aux colons et autres Israéliens un véritable « régime des capitulations » par lequel ils ne relèvent pas de la juridiction de l'autorité palestinienne sur son propre territoire. Celle-ci est responsable du contrôle des seuls Palestiniens, et ce au moyen de sa police. Elle ne disposera pas d'armée, sa défense contre l'extérieur étant assurée par Israël (sic) dont l'armée pourra circuler librement en territoire « autonome » (41).

« Afin de garantir l'ordre public et la sécurité interne des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, le Conseil établira une puissante force de police tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la défense contre les menaces de l'extérieur ainsi que la responsabilité de la sécurité globale des Israéliens de manière à sauvegarder leur sécurité interne et l'ordre public. » (art. VIII).

La première phase d'application des accords portant sur la bande de Gaza et la région de Jéricho, il est précisé dans le Mémoire « qu'après le retrait israélien, Israël demeurera responsable de la sécurité extérieure, ainsi que de la sécurité intérieure et de l'ordre public des implantations et des Israéliens. Les forces militaires et les civils israéliens pourront continuer d'utiliser librement les routes dans la bande de Gaza et la région de Jéricho ».

Ainsi, le cadre général prévu par les accords de Washington est bien celui du plan Allon : retrait israélien des zones arabes peuplées, à l'exception de Jérusalem-est, et redéploiement dans le reste des territoires palestiniens occupés en 1967, avec maintien des implantations ; constitution des enclaves évacuées en entité pa-

lestinienne autonome infra-étatique, sans moyens militaires autres que de répression interne ; contrôle israélien des accès à ces enclaves, et notamment des points de passage vers l'Égypte et la Jordanie (confirmé par les accords signés ultérieurement au Caire).

Certes, il s'agissait en 1993 d'arrangements intérimaires, en attendant un statut permanent qui devait être défini au plus tard dans les cinq ans. Mais il fallait vraiment croire aux miracles pour imaginer qu'au bout de cinq années de mise en place de la configuration prévue par le plan Allon, l'État sioniste, comme touché par la grâce, déciderait d'évacuer le reste de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem, pour laisser la place à un État palestinien « indépendant et souverain ». C'est pourtant ce que promettait Arafat à qui voulait bien le croire. En réalité, si l'OLP obtenait ne serait-ce que le démantèlement de quelques-unes des colonies jugées superflues du point de vue « stratégique » par le gouvernement israélien (c'est-à-dire celles qui sortent du cadre du plan Allon), elle devrait s'estimer heureuse.

Meron Benvenisti, spécialiste géopolitique israélien bien connu, affirme que les négociateurs de l'OLP ont en fait admis deux principes en 1993 : « aucune implantation israélienne ne sera évacuée » et « les blocs d'implantations, constituant une continuité géographique, seront sous autorité israélienne » (42). Selon Benvenisti, « ces blocs d'implantations, qui comprennent la majorité des implantations existantes, seront rattachées à Israël par de vastes réseaux routiers, sur lesquels Israël aura le pouvoir de déployer des activités sécuritaires autonomes ». Ils découperont la Cisjordanie en « trois cantons reliés entre eux par des cor-

ridors étroits ». De surcroît, « le réseau routier desservant ces blocs d'implantations transformera les cantons palestiniens en un puzzle qui ne laissera à l'administration [palestinienne] aucune autorité ». Les Palestiniens ne pourront contester ces principes qu'ils ont déjà admis, conclut l'auteur.

En 1993, le plan Allon était donc en bonne voie d'obtenir la consécration qu'il escomptait : la reconnaissance internationale et arabe du fait accompli israélien en Cisjordanie et à Gaza ; la paix en échange d'un « compromis territorial » permettant à Israël d'exercer sa souveraineté directe ou semi-directe sur l'ensemble de la Palestine du mandat britannique ; la solution — d'aucuns diront la liquidation — du problème palestinien, à peu de frais, et la préservation de « l'État juif et démocratique », avec de surcroît les titres à la une de tous les médias occidentaux en sa faveur.

LE RÔLE DÉVOLU À L'OLP DE YASSER ARAFAT

Toutefois, le contexte historique même dans lequel ces accords ont été conclus donne une signification spécifique au rôle dévolu à l'OLP de Yasser Arafat, une signification qui était tout au plus une considération secondaire pour Yigal Allon. Pour celui-ci, en effet, l'argument majeur était démographique, en rapport avec la composition de la population israélienne. Certes, il n'échappait pas à la clairvoyance du stratège sioniste que le contrôle même de la population arabe des territoires de 1967 pouvait à terme poser un problème (43). Mais le fait est que jusqu'en 1987, c'est-à-dire jusqu'au déclenchement de l'Intifada palestinienne, les tensions au sein de ces territoires avaient pu être maintenues à

un niveau acceptable pour l'occupant israélien (44).

Le problème principal, lors de l'élaboration du plan Allon, était celui des Palestiniens de l'exil, organisés dans l'OLP, ainsi que le « refus arabe » (45) encore vivace dans la foulée de la « guerre des six jours ». Le temps jouait en faveur d'Israël qui déployait sa stratégie territoriale à coup de réquisitions et d'implantations, face à l'exigence arabe impuissante de la restitution totale des terres occupées en 1967. Quand le roi Hussein eut écrasé le mouvement armé palestinien en Transjordanie, en 1970-71, il devint un partenaire potentiellement valable pour le projet travailliste, ayant largement fait ses preuves en matière de contrôle de ses sujets. C'est alors qu'il formula son projet de « Royaume arabe uni », se portant candidat à la récupération de la Cisjordanie en tant que province fédérée. Cependant, le contexte arabe ne lui permettait guère de se lancer dans une paix séparée avec l'État sioniste aux conditions de ce dernier, seule possibilité qui ait jamais été offerte par Israël à ses voisins.

L'affaire se compliqua lorsque le monarque jordanien se retrouva encore plus isolé au lendemain de la guerre de 1973, à laquelle il s'abstint de prendre part. L'OLP avait réussi à reconstituer son quasi-État au Liban et substituait à son maximalisme nationaliste initial le programme de l'État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza (46). Le sommet de Rabat des chefs d'État arabes, en 1974, approuva ce nouveau programme de la centrale palestinienne et la sacra « seul représentant légitime du peuple palestinien ». Les négociations israélo-arabes (Conférence internationale de Genève, négociations militaires bilatérales), faisant suite à la guerre du Kippour/Ramadan, avaient relancé la

perspective du « règlement négocié », puis s'étaient enlisées. La seconde tentative d'écrasement de l'OLP dégénérait dans ce qui devint une guerre de quinze ans au Liban.

L'arrivée du Likoud au pouvoir en Israël, en 1977, annula toute perspective de règlement global : il était exclu que la droite sioniste envisageât un quelconque compromis sur le Golan ou les territoires palestiniens. Seul le Sinaï échappait à sa mystique politique ; la neutralisation du front égyptien sous garantie américaine pouvait renforcer, par ailleurs, les ambitions annexionnistes du Likoud. L'échappée de Sadate déboucha sur la paix séparée et la restitution à l'Égypte de la vaste étendue désertique, à l'exception de la bande de Gaza. Les conditions israéliennes — démillitarisation et dispositif d'alerte sous contrôle américain — assuraient une parfaite sécurité de cette énorme « zone tampon ». Le Likoud se permit alors d'annexer officiellement le Golan, vidé depuis 1967 du gros de sa population arabe ; les considérations démographiques l'empêchèrent d'en faire de même pour la « Judée-Samarie » et Gaza.

La droite sioniste n'en œuvrait pas moins pour l'annexion : intensification et extension du processus d'implantation ; pressions de toutes sortes pour une expulsion rampante des autochtones ; projet d'autonomie palestinienne extra-territoriale et tentative de mettre sur pied un réseau de collaborateurs à cette fin ; efforts pour augmenter le flot de l'immigration juive en Israël, de manière à consolider la majorité démographique juive sur l'ensemble de la Palestine. L'invasion du Liban, en 1982, discrédita cependant le Likoud et mit à mal les rapports entre Israël et le parrain américain. Elle avait néanmoins considérablement affaibli l'OLP, de même que la paix avec l'Égypte avait ouvert la voie au

règlement israélo-arabe.

Sorti du Liban, Yasser Arafat avait fait l'éloge de la politique de Ronald Reagan, s'était réconcilié avec le roi Hussein, et avait vite fait de se brouiller avec la Syrie. A son second départ du Liban par la mer (1983), il se rendit au Caire, rompant ainsi le boycott arabe officiel de l'Égypte. Puis, en 1985, il conclut un accord avec le monarque jordanien pour une participation commune à des négociations avec Israël, suscitant la dissidence des fractions de gauche de l'OLP. Les conditions d'un règlement sur le front jordano-palestinien semblaient mûrir rapidement du côté arabe.

TOUS CONTRE LES PALESTINIENS DE L'INTÉRIEUR

Revenus aux affaires dans le cadre d'un gouvernement de coalition avec le Likoud, les travaillistes israéliens, sous la direction de Shimon Pérès, avaient tendu la main au roi Hussein. Celui-ci accentua sa pression sur l'OLP pour accélérer le processus, et se crut assez fort pour aller de l'avant sans elle. Au sommet arabe de Bagdad en 1987, l'OLP était plus marginalisée qu'elle ne l'avait jamais été. C'est à la fin de cette même année que l'Intifada explosait à Gaza et en Cisjordanie, bouleversant les données de la situation. Pour la première fois depuis vingt ans, les Palestiniens de l'intérieur devenaient incontrôlables et plaçaient Israël dans une situation extrêmement embarrassante. Le roi Hussein, s'avouant vaincu, annonçait officiellement son désistement par rapport à la Cisjordanie. L'OLP se retrouvait en position de force.

Shimon Pérès plaça sa campagne électorale en 1988 sous le signe du

« compromis territorial », avec une invitation ouverte à l'OLP à négocier avec Israël (47). Il fut cependant battu, tandis que la centrale palestinienne se pliait, de son côté, aux exigences de la négociation avec les États-Unis, faute de pouvoir négocier avec un gouvernement israélien dominé par le Likoud. La situation s'enlisait à nouveau en dépit des efforts américains, quand survint la crise du Golfe. En renforçant considérablement le poids des États-Unis dans la politique régionale, la guerre de 1991 ouvrit la voie à la Conférence de la paix inaugurée à Madrid, incluant pour la première fois des négociations directes entre le gouvernement israélien et une délégation parrainée officiellement par l'OLP.

Pour le Likoud dirigé par Itzhak Shamir, il ne s'agissait que de temporiser en vue d'obtenir le feu vert américain pour l'obtention d'un prêt de dix milliards de dollars. Israël avait besoin de cette somme pour pouvoir absorber le million d'immigrants juifs prévus en conséquence de l'écroulement de l'URSS. Pour Shamir, cette immigration providentielle devait permettre d'annexer les territoires de 1967 sans souci démographique. Mais l'administration Bush n'était pas dupe. Elle garda en main son moyen de pression financier qui fut un argument-clé de la campagne électorale victorieuse des travaillistes israéliens en 1992, sous la direction d'Itzhak Rabin.

Entre-temps, les formes traditionnelles de lutte de l'Intifada s'étaient essouffées, cédant le pas à une radicalisation palestinienne marquée par l'irrésistible ascension du mouvement intégriste islamique Hamas et la multiplication des actions violentes qu'il prônait. Ces attentats réussirent à perturber sérieusement le sentiment de sécurité israélien des deux

côtés de la frontière de 1967. Rabin s'essaya d'abord à réprimer les intégristes palestiniens, en expulsant plusieurs centaines d'entre eux vers le Liban, en décembre 1992. L'opération fit boomerang, renforçant considérablement le prestige du Hamas.

Rabin était convaincu, d'autre part et à juste titre, que les Palestiniens de l'intérieur, ceux de la délégation palestinienne à la Conférence de la paix, placés sous la pression d'une population en cours de radicalisation, n'étaient pas disposés à se plier aux exigences du plan Allon et, encore moins, à s'engager à réprimer la lutte des intégristes. Seule la bureaucratie palestinienne de l'OLP en exil pouvait se prêter à ces conditions, d'autant plus qu'elle était au bord de la banqueroute, les monarchies pétrolières arabes ayant cessé de la financer à cause de son attitude favorable à l'Irak dans la crise du Golfe. C'est la raison pour laquelle Rabin et Pérès décidèrent alors d'engager des négociations secrètes directes avec un Yasser Arafat qui ne demandait pas mieux. Ces négociations déboucheront bien vite sur les accords de Washington.

Le rappel du contexte historique permet d'éclairer le rôle spécifique dévolu à l'OLP dans la mise en œuvre actuelle de la phase finale du plan Allon. L'Intifada, puis l'expansion du Hamas et de sa lutte violente de l'intérieur — alors que les organisations armées de l'exil palestinien avait cessé depuis longtemps de menacer sérieusement la sécurité israélienne — ont donné une importance capitale à une fonction qui, au cours des vingt premières années d'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza, pouvait sembler relativement bénigne : le maintien de l'ordre dans ces territoires et la répression de la

lutte armée antisioniste. Le pari des travaillistes israéliens est qu'Arafat et ses hommes sont les plus aptes à s'acquitter de cette tâche.

C'est ce qui explique, en particulier, l'entorse inédite faite par le gouvernement Rabin à ce que l'on pourrait appeler la loi sioniste du « non-retour » des Palestiniens de l'exil. Plutôt que de négocier avec les Palestiniens de l'intérieur ce qui était censé être leur self-government, le pouvoir sioniste a décidé le sort des territoires de 1967 avec un petit noyau de dirigeants basés à Tunis, derrière le dos des délégués de l'intérieur. Il a accepté qu'une partie de la bureaucratie de l'OLP, ce petit appareil d'État en exil, vienne s'installer en Cisjordanie et à Gaza pour coiffer la population locale. Bien plus, il a accepté que des milliers de Palestiniens de l'exil, soldats des unités de la très régulière ALP (Armée de libération de la Palestine), accompagnent la bureaucratie de l'OLP pour constituer l'ossature de la force de police palestinienne (48). Au total, comme l'a noté Élias Sanbar : « Israël, État démocratique pour ses propres citoyens, mise sur un auto-gouvernement palestinien autoritaire qui musellera sa propre opposition et évitera tout effet de surprise résultant d'un revirement toujours possible de son opinion publique » (49). Le massacre perpétré à Gaza par les services de sécurité de l'OLP le 18 novembre 1994

« PAIX DES BRAVES »

OU « PAIX DES

GOVERNANTS » ?

Sous le double éclairage de la stratégie sioniste définie par le plan Allon et de la mission de répression de la lutte antisioniste dévolue à l'OLP, la paix israélo-arabe a pris une allure

bien différente de la présentation idyllique qui en est généralement faite. Plutôt que de ressembler à une « paix des braves » et à une réconciliation entre les peuples, elle apparaît comme une paix entre gouvernants, conclue pour l'essentiel aux conditions du vainqueur israélien — une Pax sionista, en quelque sorte. Vue par des populations arabes réceptives depuis des décennies au discours nationaliste, aujourd'hui exploité par les intégristes musulmans, cette paix a toutes les chances d'être perçue comme une reddition (50), parachevant l'écrasement américain de l'Irak.

N'est-ce d'ailleurs pas le cas ? Y a-t-il le moindre doute possible sur la filiation directe entre la guerre du Golfe et le processus de règlement du conflit israélo-arabe, inauguré par George Bush à Madrid et scellé par Bill Clinton à Washington ? Comment ne pas voir dans les arrangements en cours la mise en place du « nouvel ordre arabe », annoncé dans le sillage du « nouvel ordre mondial » ? Le cycle enclenché en 1947 par le refus arabe de l'attribution à « l'État juif » de la moitié du territoire palestinien, s'achève aujourd'hui par la reconnaissance arabe de ce même État tenant sous son contrôle la totalité de ce territoire — sans espoir de retour pour la majorité de ses habitants d'origine.

C'est ce que Yigal Allon appelait « l'acceptation de la réalité » (51). Lorsque l'acceptation survient après quarante-cinq ans de refus de cette même réalité pour cause d'injustice, elle s'apparente à une capitulation. Lucide jusqu'au bout, Allon savait pertinemment que cela n'équivaut pas à une « révolution des cœurs ». Celle-ci n'est pas encore au rendez-vous, beaucoup s'en faut. Israël et les États-Unis auront cependant

réussi à déplacer la tension de la confrontation entre l'État sioniste et ses voisins arabes, à la confrontation interne aux pays arabes entre États et mouvements populaires de contestation. Toutefois, tant que cette dernière ne sera pas définitivement tranchée, elle hypothéquera la « paix des gouvernants ».

Notes

(1) Maxime Rodinson, « Israël, fait colonial ? », dans *Les Temps modernes*, Paris, n° 253 bis, 1967, p. 68 (article reproduit dans Rodinson, *Peuple juif ou problème juif ?*, Maspero, Paris, 1981).

(2) *L'État des Juifs, La découverte*, Paris, 1989, p. 69.

(3) *Ibid.*, pp. 103-104. « Pour l'Europe, nous formerions là-bas [en Palestine] un élément du mur contre l'Asie ainsi que l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie » (p. 47).

(4) Shabtai Teveth, *Ben-Gurion: The Burning Ground, 1886-1948*, Houghton Mifflin, Boston, 1987, pp. 542, 544.

(5) Près de 55 % du territoire de la Palestine du mandat britannique furent attribués à « l'État juif », alors que les résidents juifs de ce territoire ne constituaient que le tiers de sa population totale. Même en admettant que l'ensemble des résidents — immigrants de fraîche date, comme autochtones — aient pu avoir des droits égaux à la souveraineté sur le territoire, le plan de partition était manifestement inique. De fait, l'ONU faisait sienne la thèse sioniste du droit des Juifs de la Diaspora à la souveraineté en Palestine. « Les auteurs de ce partage voyaient ce rapport démographique dans une perspective dynamique : l'immigration attendue devait très vite permettre de constituer une majorité juive. » Jean-Paul Chagnollaud, « Palestine : l'enjeu démographique », dans *la Revue d'études palestiniennes*, Paris, n° 7, printemps 1983, pp. 27-29.

(6) Ce débat est aujourd'hui dominé par

l'œuvre de l'historien israélien Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge University, Cambridge, 1987.

(7) Chagnollaud, *op. cit.*, p. 31.

(8) Sur les débats cocasses en Israël quant à la définition de l'identité juive, voir Akiva Orr, *The UnJewish State: The Politics of Jewish Identity in Israel*, Ithaca, Londres, 1981. Voir aussi à ce sujet : Nathan Weinstock, *Le Sionisme contre Israël*, Maspero, Paris, 1969, pp. 310-319.

(9) Au point que l'enseignement de la religion judaïque sera même imposé aux Arabes : « A la fin de ses études, le lycéen arabe en sait plus long sur l'histoire du peuple juif que sur celle des Arabes. Le Coran est moins étudié que la Torah. » (Doris Bensimon et Eglal Errera, *Israéliens : Des Juifs et des Arabes, Complexe*, Bruxelles, 1989, p. 443).

(10) *Ibid.*, p. 103.

(11) *Ibid.*, p. 80. La phrase que nous soulignons occulte, et pour cause, la spécificité du yiddish, alors que l'écrasante majorité des juifs d'Europe centrale et orientale pratiquaient cette langue.

(12) Alain Dieckhoff, *L'invention d'une nation : Israël et la modernité politique*, Gallimard, Paris, 1993

(13) Convergence qui se traduit, depuis Herzl, par l'alliance entre les deux courants au sein de l'Organisation sioniste mondiale.

(14) H. Arendt, « The Jewish State: Fifty Years After—Where Have Herzl's Politics Led? », dans Gary Smith, ed., *Zionism—The Dream and the Reality: a Jewish Critique*, Barnes & Noble, New York, 1974, pp. 67-80 (traduction française dans Hannah Arendt, *Penser l'événement*, Belin, Paris, 1989).

(15) Voir Shabtai Teveth, *op. cit.*, ch. 26 en particulier. Les rencontres Ben Gourion-Jabotinsky et leur accord de 1934 (avorté par l'opposition de la gauche sioniste) furent l'occasion pour les deux hommes de constater leur « état d'esprit commun » (like-mindedness, Teveth, ch. 29, p. 482). C'est le Rafi de Ben Gourion qui imposa, en 1967,

l'intégration du Gahal de Menahem Begin au gouvernement d'Union nationale. Sur la convergence entre Ben Gourion et Jabotinsky-Begin, voir Mitchell Cohen, *Zion & State: Nation, Class and the Shaping of Modern Israel*, Basil Blackwell, New York, 1987 (traduction française : *Du rêve sioniste à la réalité israélienne*, La Découverte, Paris, 1990).

(16) C'est ce qu'explique éloquemment Alain Dieckhoff : « De fait, une question essentielle se pose : la construction d'un foyer national juif est-elle compatible avec le respect scrupuleux des règles démocratiques ? La réponse, pour Jabotinsky, est, sans conteste, négative pour une raison évidente. Si le mandataire britannique appliquait dans toute sa rigueur la norme démocratique (c'est-à-dire majoritaire), le pouvoir politique reviendrait automatiquement aux Arabes, la communauté la plus nombreuse, qui s'empresserait d'interdire l'immigration juive et de mettre un terme à la consolidation de l'infrastructure socio-politique du Yichouv [la communauté juive en Palestine]. L'objectif national exige donc la non-application du postulat majoritaire... Comme à son habitude, Jabotinsky énonçait sans fioritures inutiles des constats froids que ses adversaires de gauche préféraient passer hypocritement sous silence. » Op. cit., p. 213. Étonnamment, le même auteur prend pour argent comptant, peu après, les proclamations démocratiques de l'Irgoun : il les utilise comme argument pour réfuter l'anathème jeté sur cette organisation par Hannah Arendt, qui la qualifiait de terroriste chauvine apparentée au fascisme et au nazisme. Une des principales ambiguïtés de l'ouvrage d'Alain Dieckhoff est d'ailleurs sa tentative d'absoudre Jabotinsky de l'accusation de fascisme (à distinguer de son assimilation au nazisme, outrancière certes dans son cas personnel bien que justifiée pour nombre de ses camarades).

(17) *The Birth of Israel: Myths and Realities*, Pantheon, New York, 1987, p. 37.

(18) Allusion au cas de l'enterrement de Joseph Steinberg, fils de père juif et de mère

chrétienne, qui défraya la chronique en 1958.

(19) Cité dans Gary Smith, *ibid.*, p. 131.

(20) Au sens où Élise Marientras décrit *Les mythes fondateurs de la nation américaine* (Éditions Complexe, Bruxelles, 1992). On sait d'ailleurs que les mythes fondateurs de la nation israélienne imitent ces derniers, au point que l'on peut déceler une dimension narcissique dans l'admiration mutuelle entre les deux nations.

(21) Simha Flapan, *op. cit.*, p. 234.

(22) *Ibid.*, p. 236. C'est l'auteur qui souligne.

(23) Voir Shabtai Thevet, *op. cit.*, ch. 34 et 35, ainsi que p. 853. Haïm Weizmann partageait le même avis (voir Norman Rose, Chaim Weizmann, a Biography, Viking, New York, 1986, pp. 320-330) : il s'agit, disait-il, « d'obtenir un point d'appui sur lequel placer un levier... laissant les problèmes de l'expansion et de l'extension aux générations futures » (p. 323).

(24) A l'argument de l'espace vital et aux renvois à la Bible, s'ajoutera, après 1949, la motivation sécuritaire, ou « stratégique », qui prédominera aux yeux de l'establishment politico-militaire israélien, et dont l'argument-clé sera l'étroitesse de la bande de territoire qui, entre la Méditerranée et l'extrémité cisjordanienne (la « ligne verte »), regroupe la majorité des Israéliens.

(25) Saul Friedländer, *Réflexions sur l'avènement d'Israël*, Seuil, Paris, 1969, p. 146.

(26) Cet article étant consacré à la solution qui s'est finalement imposée, ce n'est pas le lieu ici de décrire les différents points de vue qui se sont affrontés, en Israël, dans le débat sur le sort des territoires de 1967. Voir à ce sujet, pour l'immédiat après-1967 : Éli Lobel, *Les Juifs et la Palestine* (publié avec Sabri Geries, *Les Arabes en Israël*), Maspéro, Paris, 1969, pp. 36-54 ; Peretz Merhav, *La Gauche israélienne*, Anthropos, Paris, 1973, ch. 24 et 25. Pour un état plus récent du même débat, voir Louis-Jean Duclos, « La question des frontières orientales d'Israël », dans la *Revue d'études palestiniennes*, n° 9, automne 1983, pp. 17-31.

En outre, l'article portant sur le règlement is-

raélo-palestinien, on a négligé les débats concernant les territoires arabes occupés autres que palestiniens.

(27) Voir Yigal Allon, *Israël : la lutte pour l'espoir*, Stock, Paris, 1977. Le plan Allon rencontra l'approbation des États-Unis et, singulièrement, de François Mitterrand (voir les extraits de l'ouvrage en hébreu de Yerouham Cohen sur Le Plan Allon, reproduits en annexe du précédent, pp. 243-247). Allon est décédé en 1978.

(28) Yigal Allon, *op. cit.*, p. 180. Souligné par l'auteur.

(29) *Ibid.*, p. 184.

(30) Pour une description détaillée du plan Allon, voir Jean-Paul Chagnollaud, *op. cit.*, et Alain Dieckhoff, *Les Espaces d'Israël*, FNSP, Paris, 1989, pp. 28-33. Le Likoud sectionnera, à son tour, l'enclave nord (Samarie) en deux ensembles. C'est ce qu'Alain Dieckhoff appelle une « stratégie de segmentation du territoire et de démarcation entre groupes humains » (p. 79).

(31) Voir Peretz Merhav, *op. cit.*. Dans le débat qui fit rage au sein du parti travailliste en 1969, la fraction de Yigal Allon, Ahdout Haavodah, s'allia au Rafi, fraction de droite menée par Moshé Dayan et Shimon Pérès, contre les « colombes » du parti (Abba Eban, Pinhas Sapir, alliés au Mapam).

(32) Eli Lobel, *op. cit.*, p. 85. Par la suite, le glissement à droite de la société israélienne, révélé par la victoire électorale du Likoud, fera apparaître Allon comme une « colombe ». Simha Flapan, ancien dirigeant du Mapam, ne pouvait être victime de cette illusion d'optique. Dans son ouvrage posthume, il rappelle que « les premières implantations en Cisjordanie furent construites à l'instigation de Yigal Allon », et que « c'est encore Allon qui donna son accord aux tentatives du rabbin intégriste Moshé Levinger pour établir une communauté juive au cœur du Hébron arabe » (*op. cit.*, p. 239 — un des colons d'Hébron fut l'auteur du massacre du Caveau des patriarches/Mosquée d'Ibrahim en février 1994).

(33) Alain Dieckhoff a remarquablement analysé ce processus d'annexion partielle et

les stratégies qui le sous-tendent dans son ouvrage déjà cité, *Les Espaces d'Israël..* Voir aussi Michel Foucher, « L'«intersec-tion» jordanienne », dans *Maghreb-Machrek*, Paris, n° 108, avril 1985.

(34) « La paix ne sera pas le résultat d'une »révolution des cœurs« chez eux [les Arabes], mais le corollaire des rapports de force et d'un réalisme politique froid. Ce sont la lucidité et l'acceptation de la réalité qui les amèneront à la réconciliation, à la négociation et à la paix. » Yigal Allon, op. cit., p. 179.

(35) Ibid., p. 204.

(36) Voir Edward Said, « Comment conjurer le risque d'une perpétuelle soumission à l'État d'Israël », dans *Le Monde diplomatique*, Paris, novembre 1993 ; Noam Chomsky, « L'accord d'Oslo, vicié au départ », dans *Courrier international*, Paris, 3 mars 1994 ; ainsi que l'article de Meron Benvenisti dans le quotidien israélien *Haaretz* du 19 mai 1994.

(37) Textes publiés dans *Maghreb-Machrek*, n° 142, octobre 1993.

(38) Voir à ce sujet les articles de Sara Roy, « La prospérité ou l'affrontement », et de Mahmoud Abdel-Fadil, « Une coopération économique déséquilibrée en faveur d'Israël », dans *Le Monde diplomatique* d'août 1994.

(39) Voir Louis-Jean Duclos, op. cit., p. 21.

(40) L'annexe I (point 1) stipule toutefois que « les Palestiniens de Jérusalem qui vivent dans cette ville auront le droit de participer au processus électoral » (les élections au « Conseil » palestinien). C'est-à-dire que les habitants arabes de la vieille ville — qui ont refusé la citoyenneté israélienne — auront, en quelque sorte, un statut de résidents étrangers dans leur propre cité, détenant la citoyenneté de territoires qu'ils n'habitent pas. En ce qui concerne les lieux saints, rappelons que Herzl avait prévu « une formule d'exterritorialité relevant du droit international » (op. cit., p. 47).

(41) Nathan Weinstock commentait ainsi, en 1969, ce type de statut :

« Les projets israéliens de constitution d'une entité palestinienne prévoient expressément que la souveraineté diminuée de l'État arabe ne s'étendrait pas aux questions essentielles. Comme l'écrit le gouvernement de Pretoria à propos du Transkei : »en ce qui concerne la défense, les affaires étrangères et certaines questions judiciaires, la République tutrice du Nouvel État doit rester responsable pour le moment«... En d'autres termes, il s'agit de créer un protectorat indigène sous l'autorité de la nation dominante : un Bantoustan... » op. cit., p. 520.

(42) Article cité note 36 ; citations tirées du bulletin mensuel *News from Within*, Alternative Information Center, Jérusalem, juin 1994.

(43) « J'ai compris qu'il n'était ni politiquement ni moralement nécessaire de contrôler les Arabes de ce territoire. D'ailleurs, même si nous le voulions, nous ne pourrions le faire qu'à la pointe des baïonnettes, et cela n'a qu'un temps — nous sommes bien placés pour le savoir. » Yigal Allon, op. cit., p. 174.

(44) Voir Alain Dieckhoff, *Les espaces d'Israël*, op. cit., pp. 195-197.

(45) Maxime Rodinson, *Israël et le refus arabe : 75 ans d'histoire*, Seuil, Paris, 1968.

(46) L'ouvrage d'Alain Gresh, *OLP, Histoire et stratégies : vers l'État palestinien*, SPAG, Paris, 1983, est consacré à cette évolution programmatique. Voir aussi Nadine Picaudou, *Le Mouvement national palestinien : genèse et structures*, L'Harmattan, Paris, 1989.

(47) Voir son article publié dans *Le Monde* du 23 septembre 1988 : « L'OLP devra, en fin de compte, choisir entre deux options : l'appui de la Syrie... ou le dialogue avec la Jordanie. Compte tenu des divisions au sein de l'OLP, ce n'est qu'avec ce pays que l'organisation peut mettre au point une politique de négociations avec Israël. »

(48) La force de police palestinienne « sera composée d'officiers de police recrutés localement et à l'étranger (détenteurs de passeports jordaniens et de documents palestiniens délivrés par l'Égypte). Les Palesti-

niens venus de l'étranger qui deviendront membres de la force de police palestinienne devraient recevoir une formation de policier et d'officier de police. » Annexe II à la Déclaration de principes, point 3c.

(49) « L'autogouvernement palestinien : premiers défis », p. 107 ; dans Ghassan Salamé (dir.), *Proche-Orient : les exigences de la paix*, Complexe, Bruxelles, 1994, pp. 101-110. Voir aussi l'article d'Alain Gresh, « Israéliens et Palestiniens sur un terrain miné », dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1994.

(50) Dans un article au titre révélateur — « Un accord de reddition », dans *Haaretz* du 12 mai 1994 — Meron Benvenisti affirme : « on peut clairement reconnaître que la victoire israélienne fut absolue et la défaite palestinienne abjecte », ajoutant : « Il est facile de comprendre la profondeur de la déception de ces dirigeants palestiniens des Territoires qui ont jugé l'Accord honteux au point de discréditer leur peuple dans son ensemble ».

(51) Voir note 32, ci-dessus.

De la plantation esclavagiste à l'hypermarché

une caractérisation économique et sociale de l'île de la Réunion

Quelle est la caractéristique essentielle d'une société dont les rapports sociaux portèrent, durablement, la marque de l'esclavage colonial ? Comment se sont agencées la domination des uns et la subordination des autres ? Quels furent, en d'autres termes, les bénéficiaires de cette économie de plantation qui fut instaurée, à l'aube du XVII^e siècle, à la périphérie du monde occidental ? Comment, dans une de ces îles tropicales vouées à la monoculture spéculative, s'effectua concrètement l'accumulation du capital, et au bénéfice de qui ?

Formuler de telles questions présente indéniablement un intérêt historique. Mais un tel intérêt n'est pas dissociable, cela va sans dire, de l'intelligibilité de la société contemporaine, et, en l'occurrence, d'une société insulaire post-coloniale. Répondre à de telles questions, c'est donc s'interroger sur les structures actuelles d'une telle société, tout en dévoilant ce qui en constitue le substrat historique. Mais d'abord, pourquoi parler d'accumulation ? Et quels sont les liens qui l'unissent à l'esclavage et au capitalisme ? Si l'on considère la signification que Marx donne à ce terme, l'accumulation est le processus de transformation d'une fraction du produit social en forces productives nouvelles ; autrement dit, c'est la conversion de la plus-value extorquée au travailleur en capital additionnel.

Par « accumulation primitive », Marx désigne plus précisément un proces-

sus, revêtant des formes historiques singulières, qui fut déterminant pour l'essor du capitalisme industriel. Ce fut, par exemple, la spoliation des terres communales et ecclésiastiques au profit des grands propriétaires, d'où résulta une expropriation féroce de la petite paysannerie dont l'histoire de l'Angleterre est jalonnée tout au long des XVI^e et XVII^e siècles. Ont aussi fortement contribué à l'accumulation primitive, selon Marx, « le régime colonial, les dettes publiques, les exactions fiscales, la protection industrielle, les guerres commerciales », bref « tous ces rejets de la période manufacturière proprement dite » qui « prennent un développement gigantesque pendant la première jeunesse de la grande industrie ». (1) « La période manufacturière » correspondant aux XVII^e et XVIII^e siècles européens, il y a tout lieu de penser que l'accumulation primitive, aux yeux de Marx, a connu son apogée vers la fin de cette époque, c'est-à-dire aux alentours de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Or cette période cruciale coïncide avec l'essor fulgurant d'un « régime colonial » que l'auteur n'hésite pas à citer en premier parmi les modalités de l'accumulation « durant la première jeunesse de la grande industrie ».

La place que Marx accorde à l'exploitation coloniale parmi les procédés d'accumulation, on le voit, est donc très significative. Aussi, brossant le tableau historique de la genèse du capitalisme, il réserve une place de choix au régime colonial dont l'Angleterre,

au « siècle des Lumières », lui paraît avoir parachevé le système. « La Compagnie anglaise des Indes orientales obtint, outre le pouvoir politique, le monopole exclusif du commerce du blé et du commerce chinois en général, ainsi que celui du transport des marchandises d'Europe en Asie et d'Asie en Europe. Mais le cabotage et la navigation entre les îles, de même que le commerce à l'intérieur de l'Inde, furent concédés aux employés supérieurs de la Compagnie. Les monopoles du sel, de l'opium, du bétel et d'autres denrées, étaient des mines inépuisables de richesse. Les employés, fixant eux-mêmes les prix, écorchaient à discrétion le malheureux Hindou... De grandes fortunes poussaient en vingt-quatre heures comme des champignons ; l'accumulation primitive s'opérait sans un liard d'avance. » (2) Donnant un vigoureux essor au commerce et à la navigation, le régime colonial enfanta, ainsi, « les sociétés mercantiles » qui, dotées de monopoles et de privilèges, servirent « de puissants leviers à la concentration des capitaux ». Or, sur quel fondement repose ce régime colonial si bénéfique au commerce dominé par les grandes puissances occidentales ? Sur la violence des rapports d'exploitation esclavagistes. « Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre, refluaient à la mère-patrie pour y fonctionner comme capital. » Apparemment limitée au co-

l'impérialisme britannique, une telle description n'en a pas moins une valeur générale.

La fécondité des analyses, chez Marx, excède souvent les limites d'une situation historique donnée. Rien n'interdit de considérer l'accumulation primitive de type colonial qu'il décrit ici, dès lors, comme l'archétype d'un régime d'exploitation dont les colonies françaises fournissent également l'exemple à la même époque. C'est vers la seconde moitié du XVIII^e siècle, au demeurant, que les historiens situent généralement l'âge d'or du système colonial instauré dans les îles tropicales. L'Empire colonial français n'a alors rien à envier, loin s'en faut, à son homologue britannique. « L'inflexion vers des Empires coloniaux d'exploitation se fait donc décisive après 1783, mais est largement amorcée en 1763. C'est la formule antillaise, débarrassée de l'esclavage, qui sera la grande formule du XIX^e siècle. Or, dans ce domaine très précis, la réussite française reste, jusqu'en 1792, nettement plus évidente que l'anglaise : les Antilles françaises (en partie du fait d'une superficie plus grande) deviennent le premier exportateur de sucre et de café du monde, ne cessant d'améliorer cette situation, ce jusqu'à la catastrophe finale. » (3)

L'ÎLE BOURBON,

COLONIE DE PLANTATION

Qu'en est-il, dans un tel contexte, de cette île tropicale qui fut baptisée « La Réunion » sous la Révolution française ? Indissolublement liée au régime colonial, dans quelle mesure son histoire participe-t-elle du vaste processus de l'accumulation primitive ? Découverte par les Portugais, l'île devient possession du roi de France en 1642. Mais c'est à partir de sa concession à la Compagnie des Indes, en

1664, qu'elle connaît un commencement d'exploitation. Fort peu habitée et cantonnée à une économie de subsistance jusqu'aux environs de 1720, elle connaît dans le second quart du XVIII^e siècle le développement d'une monoculture d'exportation : le café. Malgré l'intermède que constitue l'affrontement franco-britannique (1756-1763), cette culture spéculative fait les beaux jours d'une première forme d'économie de plantation jusqu'à la Révolution française. Passé le tumulte des guerres napoléoniennes et de l'occupation britannique, l'île Bourbon voit enfin l'essor fulgurant, à partir de 1815, de la culture de la canne à sucre. Véritable agro-industrie, le sucre donne alors naissance à une seconde forme d'économie de plantation qui affecte durablement, jusqu'à nos jours, la société insulaire. Une constante traverse, néanmoins, les vicissitudes de cette histoire coloniale : la permanence de l'esclavage. Des origines à 1848, il constitue la toile de fond d'une société de plantation où la division entre dominants et dominés s'inscrit délibérément dans la différence des races. Certes, nombreuses sont les questions que suscite l'histoire de cette île peu à peu rattachée par le commerce maritime, en dépit de son isolement géographique, aux grands courants d'échange. La première série de problèmes concerne le rôle des rapports de production esclavagistes et leur contribution à l'accumulation du capital marchand. Une deuxième série d'interrogations porte sur la répartition du produit de l'exploitation entre ses différentes catégories de bénéficiaires, obligeant sans doute à reformuler, à cette occasion, la question du partage des profits entre capital métropolitain et capital local. Les deux séries de questions se trouvant intimement mêlées, elles seront examinées simultanément, aux diffé-

rentes étapes de l'histoire insulaire.

L'esclavage n'est pas né avec la plantation, mais il a connu, à compter de son apparition, un essor ininterrompu. Entrée fort tôt dans les mœurs de la colonie, la réduction en captivité de travailleurs africains et malgaches arrachés à leur terre natale devint une institution officielle avec la parution du Code noir en 1723. Force d'appoint pour les travaux des champs tant que l'économie insulaire fut circonscrite à l'auto-subsistance, la main d'œuvre servile constitua le moteur de la croissance lorsque l'île se spécialisa dans la culture spéculative du café. Corollaire de l'esclavage, la traite prit alors son essor et un marché aux esclaves, dans le premier quart du XVIII^e siècle, vit le jour à Bourbon. Or, cette première forme d'économie de plantation a connu deux périodes successives.

La première correspond à peu près aux années 1734-1748, tandis que la deuxième recouvre le dernier tiers du XVIII^e. Ce qui évolue considérablement entre ces deux périodes, en effet, ce sont les modalités de répartition du profit colonial. Au cours de la première période, la domination de la « Compagnie perpétuelle des Indes », nouvellement créée en 1719, fait peser sur la colonie le poids exorbitant du mercantilisme. En nette progression jusqu'en 1748, l'exportation du café génère des recettes considérables, mais dont elle demeure la principale bénéficiaire. Si le capital marchand s'entasse dans ses caisses, c'est au détriment du développement de l'île et de la prospérité de ses habitants.

De quelle manière s'accomplit, sous le régime mercantiliste, cet accaparement des ressources de la colonie ? Il convient de rappeler, pour en saisir les mécanismes, la nature du lien juridique entre la Compagnie et les habitants de l'île. Celle-ci, en effet, détient

la propriété éminente de la terre. Si elle concède aux colons des parcelles individuelles, elle les soumet à des obligations de type féodal. Mais surtout, son hégémonie repose sur le monopole commercial qui constitue sa raison d'être. Avec l'exclusivité du commerce extérieur de l'île, elle engrange d'énormes bénéfices qu'alimente le développement de la monoculture spéculative. Détenant le monopole de l'introduction du café en France, elle le vend à un prix très supérieur à celui dont elle s'est acquitté auprès des concessionnaires de la colonie. Avec un prix d'achat orienté à la baisse, et le café constituant un produit fort prisé du consommateur français, elle réalise sans difficulté des marges colossales. Comme elle jouit du monopole de l'importation des produits manufacturés dans la colonie, on comprend qu'elle bénéficie, au total, de « termes de l'échange » particulièrement favorables. A cette accumulation de capital marchand, en outre, s'ajoute un capital usuraire non négligeable : l'arrivée de nouveaux habitants nécessitant l'octroi de prêts destinés à leur équipement, la Compagnie joue également le rôle d'un organisme bancaire. Propriétaire terrien, société monopolistique d'import-export, banque d'affaires : la Compagnie des Indes joue sur tous les tableaux pour capter à son profit le produit colonial résultant de l'exploitation du travail servile. « En fait, la stratégie de la Compagnie consiste à se servir de l'Habitant pour faire fonctionner le régime esclavagiste et produire du café au plus faible coût de production possible... De manière synthétique, il est donc possible de dire que le régime économique de Bourbon a été celui d'une colonie esclavagiste de plantation avec réalisation commerciale du produit et forme originale de partage des profits entre l'Habitant et la Com-

pagnie. » (4)

L'APOGÉE DU RÉGIME

ESCLAVAGISTE

Or, avec l'abolition du monopole par la monarchie, en 1767, l'île franchit une nouvelle étape de son développement. Au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle, en effet, la colonie réunit les signes extérieurs d'une prospérité nouvelle. Retombée au plus bas durant la guerre franco-britannique, l'exportation du café est multipliée par trois en deux décennies et bénéficie, à partir de 1767, d'une amélioration spectaculaire des termes de l'échange. Croissance démographique de la population libre, acquisition de nouveaux esclaves grâce au développement de la traite, relance vigoureuse des exportations : une telle évolution n'est pas isolée au sein du monde colonial français, puisqu'elle est contemporaine de la « prospérité antillaise » observée à la même époque.

A Bourbon, en tout cas, c'est la nouvelle clé de répartition du produit colonial qui explique l'essentiel de la croissance. Libérés de la tutelle de la Compagnie, les colons s'adonnent avec frénésie à la culture spéculative du café et des épices. Les techniques de production demeurant très rudimentaires, on assiste à une croissance extensive qui se traduit par la mise en culture de la totalité des terres littorales. C'est ainsi, par exemple, que le gouverneur distribue des terres vierges aux Petits-Blancs dans la région de Saint-Joseph à partir de 1785. Mais l'impulsion donnée au développement économique provient surtout de la diminution du prélèvement effectué, jusque là, par la tutelle métropolitaine incarnée par la Compagnie.

Sous le régime mercantiliste, c'est l'échange inégal qui génère l'essentiel du profit commercial : la Compagnie

s'enrichit en vendant très cher les produits manufacturés et en achetant à bas prix les produits coloniaux. Elle perçoit des habitants, en outre, la rente foncière due au propriétaire et l'intérêt usuraire des emprunts consentis. Or ces trois sources de prélèvement font désormais l'objet de limitations strictes. La restauration de la liberté du commerce, en 1769, permet aux colons de vendre leur production au plus offrant. Quant aux importations de produits manufacturés, une ordonnance royale limita la marge bénéficiaire susceptible d'être obtenue sur la vente des biens de consommation courante. D'une portée symbolique, la rente foncière fut finalement neutralisée. Enfin, de généreuses remises de dettes furent consenties aux exploitants endettés, de façon à ne pas compromettre le développement de la production. Caractéristique du dernier tiers du XVIII^e siècle, ce changement d'attitude du pouvoir royal traduisait une volonté politique : celle de favoriser l'enrichissement des colonies, autant que possible, pour y créer des débouchés à l'industrie nationale naissante.

Reste qu'au cours de la période royale, c'est la redistribution du surplus économique au profit des colons, on le voit, qui fixe les contours d'une première forme d'économie de plantation. Focalisée autour de la monoculture du café dont elle marque l'apogée, la société bourbonnaise de la fin de l'Ancien Régime est emblématique de cette société coloniale que l'on rencontre, aussi bien, à Saint-Domingue et aux Antilles françaises à la même époque. Société nouvelle, créée ex nihilo par une décision politique de la monarchie française, mais fabriquée au jour le jour par l'initiative individuelle de ces colons parmi lesquels abondent aventuriers et aigrefins, elle est surtout polarisée à l'extrême : à défaut d'avoir transplanté les privilèges de la nais-

sance et du rang propres à la société d'origine, elle a forgé, avec l'esclavage, la plus rigide des divisions sociales. Enracinée dans la différence raciale, l'exploitation du travail servile fournit à la société de plantation dominée par les Blancs, tout à la fois, une base matérielle et une raison de s'enorgueillir. Il faut absolument faire en sorte que « les Noirs épargnent à l'urne française l'humiliation de recevoir des suffrages africains », s'écrieront à propos du droit de vote des affranchis, cinquante ans plus tard, les colons réunionnais. (5)

Tout se passe, en cette fin du XVIII^e siècle, comme si l'esclavagisme colonial s'était davantage durci, institutionnalisé, ancré dans les mœurs insulaires. Car un des traits essentiels de l'époque, c'est aussi la répression impitoyable engagée contre le marronage, qui aboutit à l'éradication des ultimes foyers de résistance à la veille de la Révolution française. De cette consolidation des rapports esclavagistes à l'ère du café, on peut certainement fournir une explication de nature économique. « Dans la société esclavagiste, la main-d'œuvre servile constitue le facteur de production fondamental et l'accumulation du capital se réalise surtout par l'achat de nouveaux esclaves. » (6) Or, il est vrai qu'à partir de 1767, la restauration de la liberté du commerce favorise le développement du trafic négrier, à un moment où la redistribution du surplus en faveur des habitants crée les conditions d'un accroissement des surfaces cultivées qui a pour corollaire l'augmentation du cheptel servile. Mais, par delà les nécessités économiques, comment ne pas voir le mouvement irrépressible qui entraîne la colonie vers une division sociale sans cesse accrue, l'obligation dans laquelle elle se trouve, pour assurer sa conservation, de rejeter Blancs et Noirs aux anti-

podés d'une société qui trouve dans cette fracture interne le principe de son existence ?

HEURS ET MALHEURS

DE LA RÉVOLUTION

SUCRIÈRE

Les circonstances de la guerre franco-britannique ont voulu que l'île qui avait lié son sort au café durant un siècle devînt, en moins d'une décennie, une des principales îles à sucre de l'Empire colonial français. C'est avec la perte de l'île de France accaparée par la puissance rivale au lendemain des guerres napoléoniennes, en effet, que la reconversion de Bourbon s'imposa. Proprement spectaculaire apparaît, avec le recul, le développement de la production sucrière qui marque l'économie insulaire dans la première moitié du XIX^e siècle. Au début de cette période, le sucre de Bourbon bénéficie, à la fois, d'une forte demande sur le marché métropolitain et du caractère embryonnaire de la production betteravière. C'est l'aristocratie coloniale, enrichie au cours du siècle précédent par la culture du café et des épices, qui réalise les investissements nécessaires à la production massive de sucre. Car, à la différence des autres cultures tropicales, celui-ci donne naissance à une véritable « agro-industrie ». Moulins, chaudières, bâtiments : la production sucrière ne s'accommode guère d'une organisation artisanale. Outre une main-d'œuvre nombreuse et rompue à la discipline collective, elle requiert une énorme quantité de capital fixe dont l'achat n'est pas à la portée de tous. Pour les grands propriétaires qui en sont les acteurs principaux, l'essor sucrier prolonge la prospérité de l'ère du café. La famille Desbassayns, qui entrera dans l'histoire locale comme l'emblème de

la grande propriété coloniale, en réunit déjà toutes les caractéristiques à la fin du XVIII^e siècle.

Le prodigieux développement du secteur sucrier n'en donne pas moins naissance, en quelques décennies, à une nouvelle forme d'économie de plantation. Dotée d'une forte plus-value industrielle, la production sucrière a pour effet de bouleverser les fragiles équilibres de la société coloniale. Concentration foncière accélérée, accumulation du capital au profit des grands domaines, soumission des petits planteurs aux conditions fixées par les usiniers : en faisant son entrée dans l'ère industrielle, la colonie voit s'accroître une polarisation de la société que n'entamera nullement l'abolition de l'esclavage par la Seconde République. Les esclaves affranchis par le commissaire Sarda Garriga, d'ailleurs, n'auront guère le choix : ils devront se résigner à leur propre prolétariat sous la bannière du capital sucrier, ou bien disparaître honteusement, victimes d'une réprobation générale, dans les marges obscures de la société coloniale.

Ainsi, il en fut de la Réunion comme des autres îles tropicales, françaises ou britanniques, qui s'adonnèrent à cette nouvelle monoculture à la même époque. Ce sont « les grandes plantations, nées de la culture conquérante de la canne à sucre, entreprise coûteuse donc capitaliste », (7) qui les firent entrer dans une ère paradoxale où se mêlent la forme achevée de l'esclavage colonial et les traits du capitalisme moderne. Production capitaliste, l'entreprise sucrière ne l'est pas seulement en regard des lourds investissements et de l'abondante main-d'œuvre dont elle a besoin. Elle l'est, aussi, en raison de sa dépendance à l'égard d'un marché mondial en pleine expansion. En dépit d'une demande croissante, le café demeurait un pro-

duit de semi-luxe réservé aux couches aisées de la société d'Ancien Régime. Avec le sucre, le système colonial affronte les exigences d'une demande qui revêt, au cours du XIX^e siècle, un caractère de masse inséparable des normes de consommation occidentales. Entre les deux types d'économie coloniale, il y a donc un véritable changement d'échelle.

La croissance de la production sucrière atteint des proportions, en l'espace de quelques décennies, proprement inimaginables à l'époque antérieure. « Les bénéfiques du sucre ont redressé la situation financière des colons, situation financière qui s'étiolait avec l'avilissement des prix du café et l'isolement politico-économique des années révolutionnaires et impériales. La production croissante de la canne à sucre aux dépens des autres cultures est à la base de ce prestige de la fortune du grand colon sucrier de Bourbon avant l'abolition de l'esclavage. » (8) Comment isoler cette prospérité retrouvée de l'économie coloniale, en effet, d'un ultime et vigoureux sursaut de l'esclavagisme ? On estime à 45 000 le nombre des captifs supplémentaires qui furent acheminés, à La Réunion, dans la période comprise entre l'interdiction de la traite (1817) et l'abolition de l'esclavage (1848). Sachant que la population servile, à cette date, s'élevait à 62 000 personnes, on mesure l'effet de la traite clandestine, jusqu'à l'abolition, sur l'économie de l'île. C'est elle, sans aucun doute, qui conforte durablement la position des grands domaines et leur permet, au milieu du siècle, de s'engager avec succès dans la voie de l'industrialisation. C'est elle, du même coup, qui crée les conditions d'une concentration de la richesse et d'une polarisation de la société sans précédent dans l'histoire insulaire. Marginalisation d'une grande partie des affranchis,

paupérisation des Petits-Blancs, soumission des planteurs à la loi des sucriers : l'ère de « l'engagisme » et du moulin à vapeur scellera, définitivement, le sort d'une société que bouleverse la dynamique du capitalisme industriel.

Certes, l'euphorie sucrière des années 1850-1860 sera de courte durée, et l'île s'enfoncera peu à peu dans un marasme qui ne prendra fin qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. Vouée, plus que jamais, à la monoculture d'exportation, la colonie subit à la fois les contre-coups du marché, la concurrence de la betterave et l'impact des intempéries. Comme la plupart de ses homologues, l'économie réunionnaise cumule les inconvénients de la spécialisation et de l'extraversion. Son extrême fragilité, elle la tire de sa nature même : assujettie à la demande extérieure, tributaire du négoce métropolitain, parfois tentée par une spéculation hasardeuse, la production sucrière révèle brutalement ses faiblesses. Mais si elle connaît le déclin, c'est après avoir enrichi une infime minorité de grands propriétaires. A travers d'innombrables transferts de propriété, les grandes fortunes sucrières survivront jusqu'à nos jours. Les fruits d'une lointaine accumulation primitive, elles sauront les réinvestir dans la modernisation de l'industrie sucrière, qui connaîtra au XX^e siècle un regain de prospérité. Mais elles sauront aussi conquérir de nouveaux secteurs d'activité qui se révéleront parfois des plus rentables. Sans doute le partage du profit colonial n'a-t-il jamais été défavorable, depuis la Compagnie des Indes, aux détenteurs de capitaux extérieurs à la colonie. La richesse des ports nantais et bordelais au XVIII^e siècle, largement tirée de la traite négrière, comme les bénéfiques du négoce marseillais au siècle suivant, témoignent d'une répartition du

produit colonial où les intérêts métropolitains ne furent pas oubliés. Mais rien n'interdit de penser que cette formidable accumulation réalisée au centre du système s'est accompagnée, en des proportions variables selon les époques, d'une accumulation périphérique non négligeable. Après tout, l'apogée de l'économie de plantation a toujours coïncidé, à La Réunion, avec le relâchement de la tutelle métropolitaine et l'instauration de conditions favorables au capital insulaire : ce fut le cas au lendemain de l'abolition du monopole de la Compagnie des Indes, on l'a vu, mais également lors de l'essor sucrier, dans les premières décennies du XIX^e siècle.

UNE NOUVELLE ÉCONOMIE DE COMPTOIR

Que l'esclavagisme de plantation ait été à l'origine d'une extrême division sociale donnant ses traits, de manière durable, à la société insulaire, paraît difficilement contestable. Il est indéniable, de la même manière, qu'il a alimenté la formation d'une couche supérieure de colons formidablement enrichis grâce au travail servile, puis par l'exploitation des engagés. Il est clair, enfin, que les héritiers de cette fortune acquise au XIX^e siècle dans les grandes plantations sucrières se sont assurés la maîtrise, jusqu'à l'époque actuelle, des leviers de commande de l'économie réunionnaise. Si l'esclavage colonial fut bel et bien le ressort de l'accumulation primitive du capital, celle-ci continue, ainsi, d'exercer ses effets sur la société d'aujourd'hui. On se contentera de retenir l'exemple le plus significatif. Le premier groupe réunionnais, le « Groupe Bourbon », n'est autre que l'héritier des « Sucreries de Bourbon » qui naquirent, en 1948, de la fusion de quatre sociétés sucrières qui concen-

traient une part essentielle de la richesse foncière. Paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est ce même groupe qui fait l'acquisition, en 1991, de la « Compagnie Chambon » de Marseille avec ses 160 navires. Faut-il y voir une revanche prise sur le négoce de la cité phocéenne, qui s'appropriait il n'y a pas si longtemps une part considérable du produit colonial ? Ou, tout simplement, l'effet d'une inversion spectaculaire des flux financiers entre métropole et Réunion depuis deux siècles et demi ?

Au XVIII^e siècle, la Compagnie des Indes extorquait un sur-profit commercial aux colons exploitant les esclaves qu'acheminait la traite négrière. Aujourd'hui, grâce à une position prééminente dans l'import-export et la grande distribution, le Groupe Bourbon accumule un capital marchand considérable. C'est ce qui lui a permis, dans une période récente, de diversifier ses activités de manière spectaculaire, notamment à l'étranger, et de franchir le cap symbolique de la cotation boursière. Or, cette accumulation de capital provient pour une grande part des transferts publics, car les grandes surfaces où s'écoulent les produits d'importation captent à leur profit une consommation populaire qu'alimentent les revenus sociaux. Au XVIII^e siècle, les bénéfices de l'économie de comptoir créée par la monarchie s'imputaient sur le capital métropolitain ; aujourd'hui, les profits commerciaux tirés de la nouvelle économie de comptoir alimentent la croissance de groupes locaux dont la distribution de produits importés constitue l'activité essentielle. (9) Tandis que le mercantilisme classique faisait refluer vers le centre le fruit de l'exploitation coloniale, le mercantilisme contemporain concentre une grande partie des bénéfices du système post-colonial à la périphérie.

Au temps de la Compagnie des Indes, c'est la métropole qui accumulait ; à l'orée du troisième millénaire, c'est le capitalisme réunionnais. La « mondialisation libérale », les groupes locaux l'interprètent à leur façon en important des USA des couche-culottes Pampers qu'ils revendent trois fois plus cher aux consommateurs réunionnais. Loin de privilégier un investissement productif destiné à satisfaire la demande intérieure, ils se contentent, la plupart du temps, de revendre ici ce qui est produit ailleurs. La marge commerciale leur tient lieu de valeur ajoutée. Quant à la fameuse « extraversion » de l'économie insulaire, ils l'ont habilement retournée à leur profit : ils sont aujourd'hui les bénéficiaires finaux du système social français. En fait, la bourgeoisie héritière de l'esclavagisme se comporte comme les grandes entreprises du BTP : elle prospère sur les fonds publics. L'inversion des flux financiers entre l'île et la métropole a ainsi pour corollaire une concentration des richesses qui réitère la profonde division de la société. La population réunionnaise a été libérée il y a 150 ans des chaînes de l'esclavage. Mais c'est pour se retrouver aujourd'hui captive d'un « consumérisme du pauvre » dont la classe dominante locale est l'une des principales bénéficiaires.

Depuis vingt ans, La Réunion connaît un énorme taux de chômage ; celui-ci génère une précarité massive qui contraste avec l'aisance des couches privilégiées, mais aussi avec la sécurité de l'emploi dont bénéficient des fonctionnaires au revenu indexé. On compte à La Réunion un nombre considérable d'allocataires du RMI, mais cela traduit la profondeur du sous-développement, et non (comme certains le croient) une accoutumance généralisée à l'inactivité. L'île connaît, enfin, une totale dépendance à l'égard

des transferts en provenance de la métropole ; mais on oublie généralement de préciser que la dépense publique par habitant y est plus faible qu'en France. Les contradictions actuelles de la société insulaire ne se résument donc pas à l'héritage esclavagiste, mais il en constitue de toute évidence le substrat historique. Si le développement de La Réunion connaît de telles difficultés, c'est en raison du caractère archaïque de son économie et du caractère inégalitaire des rapports sociaux. Ce dont elle souffre avant tout, c'est d'une concentration de la richesse aux mains d'une caste issue de la société de plantation, qui ressemble à s'y méprendre à cette « bourgeoisie compradore » dont parlait Samir Amin à propos des couches dominantes des pays en voie de développement : elle accumule beaucoup et n'investit rien. Depuis vingt ans, les profits des grands groupes s'accroissent au même rythme que le taux de chômage. Si La Réunion est en crise, ce n'est certainement pas en raison de la conjoncture, mais c'est parce que son économie est structurellement improductive, quelles que soient par ailleurs ses performances statistiques en matière de « taux de croissance ». Passée en un demi-siècle du régime colonial au règne de l'hyper-marché, c'est-à-dire d'une forme de dépendance à une autre, l'île n'échappera aux sortilèges du consumérisme qu'en inventant résolument une troisième voie.

Notes

(1) Karl Marx, *Le Capital*, livre I, T. 1, Flammarion, 1985, p.197.

(2) Karl Marx, *op. cit.*, p. 198.

(3) Jean Meyer, Jean Tarrade, Annie Rey-Goldzeiguer, *Histoire de la France coloniale*, T. 1, La

conquête, Armand Colin, 1991, p. 270.

(4) HO Hai Quang, Contribution à l'histoire économique de La Réunion (1642-1848), L'Harmattan, 1998, p. 102.

(5) Le Moniteur de La Réunion, Saint-Denis, 1er août 1848, n°62, p.1.

(6) HO Hai Quang, op. cit., p. 133.

(7) Fernand Braudel, Civilisation matérielle, économie et capitalisme, T. 3, Le temps du monde, Armand Colin, 1979, p. 493.

(8) Sudel Fuma, Une colonie île à sucre, L'économie de La Réunion au XIXème siècle, Océan Editions, 1989, p. 60.

(9) Depuis 1954, les importations ont été multipliées par 100, contre 10 seulement pour les exportations.

(10) Un taux très élevé (supérieur à 4 %) dont on se félicite unanimement, sans voir que les hydrocarbures consommés dans d'énormes embouteillages contribuent directement à ce résultat...

mation qui lui facilite le travail, prenne désormais conscience qu'une de ses responsabilités (autrefois nous aurions dit ses «tâches») est de tirer de son intervention, comme de sa réflexion sur les faits et les processus politiques, économiques et sociaux qui se déroulent sous nos yeux, des «généralisations». Entendons par là des conceptualisations susceptibles de nourrir les discussions qui prépareront le nouveau programme indispensable. Les intellectuels anticapitalistes radicaux ont évidemment une responsabilité particulière à cet égard. C'est pourquoi Carré Rouge multipliera les efforts pour les inciter à participer à ce travail et à y prendre leur part.

«Un pas en avant des masses est plus important qu'une dizaine de programmes». Cette citation de Marx, faite ici de mémoire, a parfois (ou dans certains cas souvent) été utilisée dans les organisations révolutionnaires pour couper court aux discussions théorico-politiques susceptibles de mettre en cause l'orientation décidée par les dirigeants. Ici, elle vise à souligner que ce sont les pas en avant des travailleurs, des salariés de toute catégorie et de la jeunesse dans ses différentes composantes qui fourniront les matériaux dont sortiront beaucoup de chapitres clefs du nouveau programme. Cela sera nécessairement le cas, notamment, pour ce qui a trait aux formes de lutte et aux formes d'organisation. C'est la préoccupation des auteurs de l'article sur le rassemblement de Millau et sur la grève de Cellatech, qui partent de ces événements pour essayer d'en tirer des enseignements politiques généraux. C'est le sens de la discussion sur la situation politique française qui a eu lieu au comité de rédaction de la revue, et dont les deux premiers ar-

ticles de ce numéro permettent de se faire une idée, discussion qui va certainement beaucoup plus loin qu'une simple affaire d'appréciation sur l'évolution de la situation française. C'est évidemment également le but de la réflexion que Janos Borovi nous propose en partant de la question syndicale.

Nous proposons que ce travail de conceptualisation des tendances actuelles du capitalisme, des instruments nouveaux de la domination impérialiste et des formes nouvelles de la lutte des classes, travail que nous lançons ici, mais qui se mène également dans d'autres cadres, soit entrepris de façon systématique et consciente. Nous proposons également que les résultats de cet effort soient discutés, dans toutes leurs implications stratégiques, non dans les frontières closes de telle ou telle organisation, mais dans un cadre commun.

Ce travail de ré-élaboration et de mise à jour des objectifs et des moyens stratégiques dans la lutte contre le capitalisme entrave-t-il l'élaboration d'un «plan d'urgence»? Telle est la priorité défendue par José Perez, exprimant une position partagée par bien d'autres militants attentifs au travail mené autour de Carré Rouge. Nous ne partageons pas ce point de vue. Les dispositions contenues dans les différentes variantes de «programmes d'action» ou de «plans d'urgence» qui ont vu le jour dans le passé ont deux origines. Certaines particularisent pour une situation donnée des analyses de caractère stratégique, qui ont été faites en amont, relatives au cours du capitalisme et aux ressorts du combat contre celui-ci et pour le socialisme. Les autres procèdent directement de l'expérience quotidienne des travailleurs et des dominés. Elles pren-

nent la forme de revendications surgies directement de la lutte des classes et formulées dans le cadre d'assemblées générales ou de comités de grève ou de lutte, sans avoir besoin d'être apportées de l'extérieur. Nous sommes convaincus qu'en entreprenant ce travail, nous prendrons notre place dans un processus qui débouchera, à un moment donné, sur un «programme d'urgence». Pour peu qu'il soit porté par un secteur représentatif des salariés, ce programme pourra alors devenir celui des exploités et dominés, et contribuer à leur centralisation politique.

LES PROCHAINES ÉTAPES DU TRAVAIL

La réunion du 30 septembre a pris un certain nombre de dispositions pour avancer dans la voie suggérée par le texte préparatoire. Il a été décidé de se concentrer sur les trois premiers «blocs de questions», à la fois pour ne pas nous disperser et parce que ces blocs concentrent des questions qui ont un lien particulièrement fort entre elles : 1/ le renouvellement de la critique du capitalisme et la redéfinition des buts que s'assignerait la société («socialiste») qui lui succéderait ; 2/ la définition de la ou des classes, forces motrices du combat pour la destruction du capitalisme ; 3/ la question de la démocratie dans le combat quotidien, dans la révolution et dans le socialisme, dont plusieurs participants ont dit qu'elle était la plus décisive de toutes.

A partir du n°17, Carré Rouge va donc commencer à publier des contributions relatives à ces trois «blocs» majeurs. Certaines ont été annoncées à propos des effets de la domination du capital financier sur les pays marginalisés et exploités du

«Tiers Monde», ainsi que sur la manière d'établir le lien indispensable entre la lutte pour la sauvegarde des conditions de vie sur la planète et le combat contre la propriété des moyens de production, de communication et d'échange. D'autres textes sont en préparation sur la configuration et l'identité de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés aujourd'hui. Sans parler des contributions qui doivent porter plus loin le débat sur la démocratie entamé dans ce numéro. Dans toute la mesure du possible, le comité de rédaction fera circuler les premières contributions qui lui parviendront, de façon à ce que la discussion s'engage avec tous ceux dont il sait qu'ils travaillent sur des thèmes d'un même bloc. Chaque fois qu'il sera possible matériellement et substantiellement d'organiser des journées de travail sur des sujets concernant ces trois «blocs», cela sera fait. Ce sera le cas notamment pour une réunion qui se tiendra en Suisse en janvier.

Le 30 septembre, le comité de rédaction a décidé d'organiser un premier atelier de travail collectif, ouvert à tous ceux qui veulent y participer ou y assister, et consacré à l'un de ces «blocs». Cette première réunion aura lieu le samedi 9 décembre à 14h à l'AGECA (voir page 22), et il engage un travail sur la question de la démocratie. Le problème sera abordé sous deux angles : comme question politique centrale dans la crise de plus en plus grave de légitimité politique qui marque les formes «démocratiques» grâce auxquelles la bourgeoisie a assuré la «gouvernance» des pays capitalistes avancés, mais aussi comme question à laquelle l'histoire de la lutte des classes a apporté des débuts de solution. On lira dans ce numéro une partie d'un long entretien entre deux membres de la

rédaction de Carré Rouge et Jacques Texier, de la revue Actuel Marx, à propos du travail approfondi qu'il a mené sur les rapports entre révolution et démocratie chez Marx et Engels. Cet entretien nous a conduit tout naturellement à demander à Jacques Texier d'intervenir dans l'atelier du 9 décembre, ce qu'il a accepté de faire.

PALESTINE : LES REVENDICATIONS ÉLÉMENTAIRES

L'extraordinaire faiblesse et timidité des réactions des partis, des syndicats et de la plupart des organisations sur la Palestine (la LCR est la seule à notre connaissance à avoir organisé un meeting public dans un lieu connu) est l'expression de l'un des traits de la situation politique actuelle. Elle est la conséquence de leur prise en charge des gouvernements des principaux pays européens. Elle marque l'abdication de ces partis et syndicats face à «l'opinion dominante», façonnée par les stratèges de l'impérialisme et véhiculée par les médias les plus puissants. Cette situation est appelée à se reproduire de plus en plus souvent : il n'y aura d'initiatives sur des questions clefs de la politique mondiale que si les militants les prennent eux-mêmes. Cette prise d'initiative est évidemment moins aisée sur des questions ayant trait à la lutte des classes dans les pays étrangers qu'elle ne l'est sur des questions françaises, où les militants bénéficient de leur expérience directe ainsi que de canaux de transmission de connaissances «souterrains», sans qu'il y ait de nécessité absolue dans un premier temps à disposer de supports écrits.

Sur la Palestine, les militants sont confrontés aux puissants moyens mis en œuvre par les médias pour obscurcir les données de la situation. Tous s'entendent à ne pas remonter plus loin dans l'histoire des relations politiques que les accords d'Oslo et de Washington de 1993. Tous appellent les Palestiniens qui se sont soulevés dans une seconde Intifada à «être raisonnables», à ne pas «mettre en danger la paix». Le Parti socialiste, le PCF et tous ceux qui s'adaptent à eux ont repris cette position et se refusent à mobiliser l'opinion publique salariée contre la politique de l'Etat d'Israël et contre les agissements meurtriers de l'armée israélienne. Le manque de réaction dont ils sont responsables est incomparablement plus fort encore qu'au moment de la guerre en Yougoslavie. C'est pour cette raison que Carré Rouge publie une analyse historique très documentée de Gilbert Achcar, qui donnera à tous ceux qui veulent y voir clair les points de repère qui leur permettront ensuite d'agir. Agir dans quel sens ? Dans un premier temps (et c'est alors bien le moment de parler de «plan d'urgence»), ce qui prime avant tout, c'est l'action politique pour le retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est ; pour le démantèlement de toutes les colonies israéliennes dans ces mêmes lieux ; pour la destruction des routes militaires qui quadrillent les territoires occupés depuis 1967, dont Israël a organisé l'annexion rampante avant Oslo, dans les accords d'Oslo et depuis Oslo (au moins 50 000 colons israéliens de plus depuis 1993) ; pour la fin d'une politique qui oppresse militairement et policièrement les Palestiniens, les étouffe économiquement ; enfin pour le retour des réfugiés palestiniens. N'oublions ja-

mais que, bien avant que cette expression n'apparaisse dans les médias, il y a eu en Israël mise en œuvre d'une politique de «nettoyage ethnique», dont la conséquence a été la formation après 1947 d'immenses camps de réfugiés ; ces camps doivent être fermés et le retour des réfugiés des camps vers leurs terres assuré.

Ce sont là les conditions préalables les plus importantes à toute possibilité pour les Palestiniens de s'exprimer ensuite, dans des conditions élémentaires de liberté et de démocratie, sur la manière dont ils veulent s'organiser politiquement dans l'avenir. Aucun choix, donc aucune solution de paix durable, n'est cependant possible sans la fin de l'occupation militaire et le démantèlement des colonies juives à Gaza, à Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Ce sont les seuls mots d'ordre qu'on puisse défendre dans le très court terme, les seuls actes qui puissent «préserver l'avenir». Ce sont les ob-

jectifs des milliers et des dizaines de milliers de jeunes Palestiniens qui affrontent l'armée israélienne d'occupation presque tous les jours. C'est à leurs côtés qu'il faut se placer sans la moindre hésitation, et c'est dans ce sens qu'il faut tenter de discuter avec chaque Israélien qu'on peut connaître ou rencontrer. La fin de l'occupation militaire permettrait alors aux Palestiniens de dire s'ils veulent se constituer en Etat souverain mitoyen avec celui d'Israël, ou au contraire rechercher, sur la base d'un seul Etat, une paix durable avec tous les Israéliens qui se révéleront capables de partager avec eux une même terre. Cependant, aussi bien l'histoire des Etats de la région avant 1947, que celle qu'ils ont vécue depuis, de même que la dispersion des réfugiés, nous conduisent à estimer qu'il ne pourra y avoir de paix véritable tant qu'une Fédération démocratique, laïque et socialiste n'aura pas vu le jour au Moyen Orient.

CARRÉ ROUGE A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

La situation financière de Carré Rouge, comme celle de tant de revues, est précaire. Tous ceux qui ont participé à la publication d'une revue d'opinion, d'une revue militante, ont vécu cette situation. Nous ne tiendrons que si tous ceux qui ont un certain degré de sympathie pour notre entreprise, en témoignent en s'abonnant et en faisant des abonnements autour d'eux et en envoyant lorsqu'ils le peuvent des chèques de soutien. D'avance, un grand merci à tous ceux qui répondront à ce double appel.